Le feuilleton du septennat : 1982, l'air des sommets... et de l'austérité (page 10)

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13414 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 16 MARS 1988

Le Congrès et la loi internationale

Le Congrès américain est-il au-dessus de la loi internationale ? Peut-il renier les engagements internationaux qu'il a consentis dans le passé ? Telles sont les graves questions que pose la décision du ministère de la justice américain, qui, obéissant à un amendement « antiterroriste » abusivement inclus dans la loi budgétaire venant en application le 21 mars, a ordonné à la mission de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) auprès des Nations unies de fermer ses portes.

Le tollé soulevé par la décision du ministère, qui a préféré s'incliner devant les parlementaires américains plutôt que de contester la légalité de leur démarche, ne s'est pas limité aux pays arabes. M. George Shultz a stigmatisé la « stupidité » du Congrès — et les meilleurs alliés des Etats-Unis (à l'exception, bien sûr, d'Israël) n'ont eu d'autre choix que de se désolidariser de Washington dans cette affaire.

Quoi qu'on puisse penser de l'OLP, la présence de sa mission auprès des Nations unies est tout à fait légale. C'est en 1974 en effet que l'Assemblée générale de l'ONU lui a reconnu le statut d'observateur. Conformément à la charte de l'ONU, l'OLP avait le droit, dès lors, d'ouvrir une mission à New-York.

La décision de 1974 fit grincer pas mal de dents aux Etats-Unis, mais fut finalement acceptée. En hébergeant les Nations unies à New-York, les Etats-Unis ne s'étaientils pas, en effet, engagés à autoriser l'accès de la métropole à tous les membres et observateurs de l'organisation internationale ? Ces précisions sont consignées dans ce qu'on appelle l'accord de siège, c'est-à-dire le traité signé en 1947 par les Etats-Unis et le secrétariat général de l'ONU. Mais il y a mieux, si l'on peut dire : cet accord de siège a été approuvé en 1947 également par les deux Chambres du Congrès. C'est donc leur propre loi que les parlementaires américains viennent de violer en permettant l'expulsion de la mission de l'OLP.

La position de la Maison Blanche et du ministère de la justice n'est guère plus confortable. L'accord de siège prévoit, en effet, en cas de conflit entre les deux signataires, deux procédures d'arbitrage : soit la formation d'un tribunal composé de trois médiateurs, soit le recours à la Cour internationale de justice de La Haye. Il est pour le moins étonnant que l'exécutif américain — habitué depuis longtemps, il est vrai, à la dictature du législatif — ait refusé cette procédure au profit d'un recours devant un tribunal américain au cas où l'OLP n'accepterait pas de déguerpir.

Quelle qu'en soit finalement l'issue, l'affaire de la mission de l'OLP rappelle à point nommé une leçon un peu oubliée : *contrairement à ce qui se passe dans bon nombre de pays européens, la parole de l'exécutif ne vaut pas grand-chose aux Etats-Unis tant qu'elle n'a pas été confirmée par celle du législatif.* Les Européens devraient s'en souvenir alors qu'on entend tant de récriminations outre-Atlantique contre le protectionnisme et la réduction des dépenses militaires sur le Vieux Continent.

(Lire page 3 nos informations sur le voyage de M. Shamir aux Etats-Unis.)

M 0147 - 0316 0 - 4,50 F



3790147004500 03160

Les sanctions contre la charge Baudouin

Bourse : accélération de la mise en ordre

La chambre syndicale des agents de change a suspendu, le lundi 14 mars, la charge Baudouin. Cette « première » intervient au moment où est remis le rapport Deguen sur le développement des marchés financiers et où M. Balladur annonce une réglementation plus stricte des OPA. Des mesures qui montrent une volonté de mise en ordre.

On commence à mesurer les conséquences du krach boursier d'octobre dernier sur les pratiques financières françaises. Apparaissent brutalement des archaïsmes, des dysfonctionnements, voire des malversations.

A l'affaire COGEMA, qui a donné lieu à une escroquerie de 259 millions de francs, s'ajoute aujourd'hui la suspension par la Chambre syndicale des agents de change — l'organisme professionnel chargé du bon fonctionnement de la Bourse — de la charge Louis Baudouin pour *« graves carences »* de gestion. Cet intermédiaire, surpris par le krach, aurait accumulé des pertes sévères et disproportionnées avec sa surface financière.

Depuis 1984 et le début de l'explosion mondiale de la sphère financière, les autorités ont plutôt éliminé les règlements et « libéralisé » les marchés afin d'encourager les mouvements et de redonner à la place française le rang qui correspond au poids économique du pays. Mais on ne passe pas, sans casse, de l'artisanat aux grandes surfaces. De nombreuses réformes sont nécessaires. Certaines sont engagées : les charges vont ouvrir leur capital aux banques pour se consolider. D'autres sont indispensables pour améliorer la qualité et la crédibilité des intermédiaires. Une remise en ordre commence qui devra trouver le juste milieu entre le laisser-faire et le carcan réglementaire.

E. L. B.

(Lire nos informations page 48.)

Tractations pour l'après-8 mai

Le RPR et le PR préparent un grand parti conservateur

L'élection cantonale partielle de Lille-Ouest a permis de relancer le projet de constitution d'un grand parti conservateur. Pour le compte du RPR, le ministre d'Etat, M. Edouard Balladur, a été chargé par M. Jacques Chirac de réactiver les discussions avec le Parti républicain de M. François Léotard.

Dix-sept ans après la gauche, la droite française est-elle à la veille de son congrès d'Epinay ? Face à la concurrence socialiste, les deux fonds de commerce du RPR et de l'UDF peuvent-ils, à l'occasion du renouvellement du bail élyséen, se transformer, sous la même enseigne libérale, en grande surface ? Pour le moment personne n'entend répondre au grand jour. Mais ces questions, côté majorité, trottent dans toutes les têtes, et font l'objet de tractations, tant il est vrai qu'elles constituent l'un des enjeux majeurs du scrutin présidentiel.

Les négociations entre le RPR et le Parti républicain sont, sur ce point, bel et bien engagées, dans la plus grande discrétion. Sur le devant de la scène n'apparaissent que quelques signaux d'approche. Le dimanche 13 mars, au hasard d'une répartie au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Léotard se laisse surprendre et limite la portée du mouvement aux *« idées »*. *« On ne peut pas faire plus pour l'instant »*, précise-t-il. Le lendemain, dans un entretien au *Point*, son lieutenant, M. Gérard Longuet, explique sa nouvelle théorie politique, selon laquelle *« notre système s'oriente vers une alternance entre une gestion socialiste et une gestion libérale »*. Le même jour, invité sur la Cinq, M. Chirac déclare ne voir *« aucun inconvénient à un rapprochement entre le RPR et l'UDF »*, mais, décidément soucieux de prendre de la hauteur, ajoute que cela est l'affaire des dirigeants des partis.

DANIEL CARTON.

(Lire la suite page 7.)

Un enjeu de la campagne électorale

Immigration, consensus et dérapages

par Robert Solé

Tôt ou tard, l'immigration devait bien arriver sur le devant de la scène. C'est fait, avec les déclarations de Jacques Chirac sur la xénophobie et le racisme (*« Si je ne peux pas l'admettre, je peux le comprendre »*), la riposte de Lionel Jospin (*« Ça ne se comprend pas, ça se combat »*), les commentaires acides de Jean-Marie Le Pen et le dispositif envisagé par le gouvernement pour expulser des délinquants maghrébins à leur sortie de prison. Comment résister à la tentation d'exploiter ce thème ultra-sensible, dans un sens ou dans l'autre ? Il est toujours payant de flatter la xénophobie de certains électeurs. Et jamais négligeable de coller une étiquette de raciste sur le front de ses adversaires.

La plupart des immigrés ne votent pas, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas français. Cela ne les empêche nullement d'être un enjeu électoral important. Bien plus important qu'en 1981, car le Front national ne comptait alors aucun député, n'était pas crédité d'un dixième des intentions de vote et n'avait pu obtenir cinq cents signatures pour entrer dans la course à l'Elysée. Mais de là à dire, comme Jean-Marie Le Pen, que *« l'immigration sera l'enjeu principal de l'élection présidentielle »*...

Les autres partis, échaudés par des expériences malheureuses, ont tendance à aborder ce thème avec des pincettes, se contentant de grands principes, de phrases à double sens ou d'allusions. On débat sans débattre, polémiquant sur les intentions plutôt que sur les faits. Et sans aucune illusion sur des remèdes miracles pour rendre les frontières tout à fait imperméables ou assurer à bref délai une cohabitation harmonieuse entre Français et immigrés dans des quartiers « chauds ».

Le septennat de François Mitterrand se termine par un remarquable consensus sur les principes. Désormais, Front national mis à part, les principaux partis défendent exactement la même thèse sur l'immigration, et avec les mêmes mots. Une thèse en trois points : on ne peut plus accueillir de nouveaux immigrants ; il faut inciter ceux qui le souhaitent à rentrer dans leur pays ; on doit favoriser l'intégration de ceux qui sont appelés à rester définitivement en France.

A noter, en particulier, que le mot *« intégration »* fait aujourd'hui l'unanimité. A droite, il n'est plus question de l'*« assimilation »*. A gauche, on ne vante plus le *« droit à la différence »*.

(Lire la suite page 9.)

Le projet d'un institut du cœur

M. Bouygues mécène hospitalier



Un projet encore confidentiel de création au moyen de fonds privés d'un institut du cœur à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, inquiète des spécialistes de la chirurgie cardiaque. Ils craignent que le projet présenté par le professeur Christian Cabrol et financé en partie par M. Francis Bouygues n'ait pour conséquence la mise en place d'une « médecine à deux vitesses ».

(Lire page 19 notre dossier dans « Le Monde Sciences et Médecine ».)

La politique soviétique des nationalités menacée

Le troisième volet de la « perestroïka »

M. Gorbatchev a déclaré, lundi 14 mars, à Belgrade, où il a commencé une visite officielle, à propos des troubles en Arménie et en Azerbaïdjan : « Personne là-bas n'a remis en question le gouvernement soviétique, ni le socialisme, ou évoqué une séparation d'avec l'Etat. En fait, il y a des questions de caractère culturel et ethnique qui ont échappé à notre attention, et les problèmes se sont accumulés, voilà ce qu'il y a. »

MOSCOU
de notre correspondant

Les dirigeants soviétiques et l'ensemble des courants politiques indépendants ont maintenant un point commun. Pour les uns comme pour les autres, la *« question nationale »* est en effet devenue si préoccupante qu'on s'inquiète, dans l'opposition, d'un dérapage de la situation, et qu'un haut responsable du parti n'hésitait pas à déclarer, vendredi dernier, au *Monde* qu'il fallait, *« pour permettre à l'organisme* [soviétique] *de rester un, lui donner un nouveau système de circulation du sang »*.

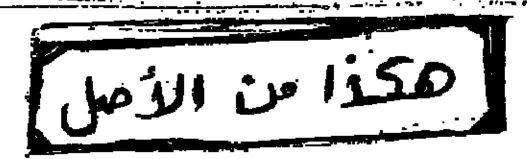
Pour éviter l'apparition de véritables tensions centrifuges, il faudra autrement dit, estime-t-on au Kremlin, adjoindre à la restructuration un troisième volet — la décentralisation du pouvoir politique — qui viendrait ainsi s'ajouter à la réforme économique (lancée début janvier) et à la démocratisation du parti, dont une conférence doit débattre en juin. C'est ce troisième volet qui devrait être abordé au début de l'automne, lorsque se réunira le plénum du comité central, consacré, comme l'avait annoncé M. Gorbatchev il y a quelques mois, au problème des nationalités.

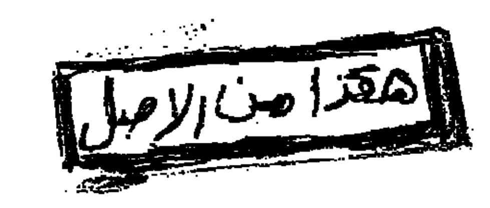
Cette volonté de persévérer dans l'option réformatrice et d'amplifier même le mouvement, confirme le refus de M. Gorbatchev de reculer devant ceux qui se servent du développement des tensions nationales pour faire le procès de la « glasnost » et tenter d'y donner un coup de frein supplémentaire. La bataille continue, de plus belle, et l'affrontement devient d'autant plus étrange que si les conservateurs n'ont pas de programme à opposer à la « perestroïka », les partisans du secrétaire général ne cachent pas, eux, qu'ils proposent *« d'aller plus loin mais sans savoir exactement où mènera la route »*.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.





Débats

OPA, cigales et fourmis

par MICHEL VARLIN (*)

Une vague d'offres publiques d'achats, les fameuses OPA, déferle *sur notre société économique* et les termes de « raiders », « opéables » et « chevaliers blancs » commencent à entrer dans le langage courant. Cependant, le *grand public ne semble pas intéressé* par ces subtils jeux financiers et, pourtant, il est bien plus concerné qu'il ne le pense !

La possibilité de prise de contrôle d'une entité *économique* par de nouveaux dirigeants constitue un facteur bénéfique très important car elle donne la possibilité à une équipe de direction plus performante de s'installer en lieu et place de l'équipe *ancienne et d'amener* l'entreprise concernée à de meilleurs résultats. C'est ce que proclament tous les raiders qui, il faut le souligner, prennent, avec leurs alliés *et commanditaires, des risques* financiers souvent importants dans ce genre d'opérations.

A priori, il faudrait donc approuver, sans réserve et malgré les drames qu'elles provoquent parfois dans les entreprises et *auprès des salariés concernés*, les prises de contrôle par OPA sous la double raison qu'elles constituent un facteur de prospérité et, également, l'une des bases fondamentales de notre *économie* libérale en raison du fait que l'actionnaire est celui qui est censé prendre le risque à sa charge. En résumé, les souffrances qu'elles provoquent seraient temporaires, localisées et *constituent une condition nécessaire* à l'accroissement dans le futur de notre prospérité générale...

En fait, c'est l'inverse qui risque de se produire et une vague d'OPA peut constituer un facteur *d'affaiblissement considérable de* la compétitivité future de nos entreprises, donc de notre prospérité générale, et il n'est pas sûr que l'avalanche d'OPA qui a déferlé aux Etats-Unis n'ait pas constitué l'un des facteurs contribuant *à l'étrange et étonnant* affaiblissement de l'économie de ce pays.

⁂

Prenons un exemple simple, le cas de deux entreprises d'une taille similaire opérant dans le même secteur. L'une, la société Cigale, ne pense pas beaucoup à l'avenir et génère des bénéfices importants. L'autre, la société *Fourmi, investit beaucoup dans la* recherche et, par conséquent, distribue des bénéfices beaucoup moins importants que la première. Supposons que ceux-ci soient quatre fois moins importants que ceux de la Cigale. Par le jeu du *fameux coefficient multiplicateur*, le PER bien connu des boursiers, le cours d'une action de la société Cigale sera sensiblement quatre fois celui de la société Fourmi.

La société Cigale ne présente aucun intérêt pour un raider bien *informé, et ils le sont* tous. En revanche, la société Fourmi présente des perspectives très intéressantes de gains rapides et importants. Pour cela, il lui suffit de trouver des commanditaires financiers et de faire une offre publique d'achat suffisamment *alléchante pour qu'elle réussisse.* Le raider prendra ensuite les leviers de contrôle de l'entreprise et procédera à ce que l'on appelle pudiquement une « restructuration » *consistant tout bonnement* à cigaliser la Fourmi. Cela se traduira par un rapide accroissement des bénéfices et de la valeur boursière des actions qui en est le reflet.

Naturellement, le raider sera *très vite qualifié de « génie* des affaires », et l'on conseillera vivement au public d'acheter en Bourse les *actions* de cette *société devenue si miraculeusement performante, achats* accentuant encore la propension à la hausse de celles-ci. Le raider et ses partenaires vendront leurs titres au plus fort, se constituant ainsi une masse de manœuvre financière permettant la réalisa*tion d'autres opérations.*

⁂

La suite est facile à deviner. La société, privée de ce qui aurait fait sa prospérité future, va péricliter. On invoquera toutes les bonnes *raisons habituelles : le manque* de compétitivité de l'Europe, de la France, l'insuffisance de taille, l'agressivité scandaleuse des autres, en particulier celle des Japonais, etc. On licenciera une partie du personnel après avoir *éclusé le maximum d'aides publiques*, et, dans le meilleur des cas, la société, vidée de sa substance technique et industrielle, sera vendue à un concurrent, peut-être à l'une de ces fourmis japonaises évoquées plus haut, qui en fera un *simple distributeur de ses produits.*

En résumé, l'opération peut s'analyser comme un gain en capital réalisé par cigalisation d'une entreprise, puis, le gain étant effectué, transfert des *pertes futures aux nouveaux* actionnaires à qui l'on a revendu les actions en constituant une réserve financière permettant, avec l'aide de partenaires financiers grandement encouragés par les succès antérieurs, de mener *de nouvelles opérations encore* plus importantes. Qui paie les gains obtenus ? En premier lieu, les salariés des entreprises concernées, ensuite le public qui a investi en Bourse, puis nous tous en raison de l'affaiblissement des *capacités techniques et industrielles* de nos entreprises.

L'on pourrait penser que ce problème, ne touchant que quelques entreprises et une petite partie de notre économie, n'est pas très important. Il est facile de *démontrer qu'au contraire le phénomène* peut avoir des conséquences majeures et encore insoupçonnées aujourd'hui. En *effet, à l'heure actuelle, devant ce* danger de perte de contrôle, un grand nombre de dirigeants sont amenés à consacrer beaucoup de temps, d'énergie et de réserves financières pour trouver un moyen de se protéger contre une OPA, ce qui constitue déjà un fâcheux gaspillage de ressources dont nous paierons ensuite le prix, mais ce n'est pas le pis. En effet, un grand nombre de dirigeants du *type « fourmi » vont s'apercevoir* très vite que la meilleure manière de se protéger consistera à transformer leurs entreprises en « cigales » en réduisant les *dépenses consacrées à l'avenir de* façon à augmenter les bénéfices et le cours de leurs actions en Bourse, faisant ainsi et à l'avance ce qu'un raider ferait en prenant *le contrôle de leurs entreprises.*

⁂

Ainsi, par un effet multiplicateur assimilable à celui qui se produit pendant le déroulement d'une avalanche de neige, nous pourrions *assister à une cigalisation* rapide de notre économie, suivie à terme d'un effondrement massif des cours de la Bourse puisque les entreprises seraient devenues des coquilles vides.

Que pouvons-nous faire pour *éviter ce désastreux enchaînement* ? Il ne saurait être question d'interdire les OPA car cela reviendrait à interdire les transactions de titres qui constituent un des fondements de notre système économique. Réglementer les *OPA en ne les autorisant que sur* avis favorable d'une commission d'experts chargée d'étudier la situation de l'entreprise concernée et les motivations du raider ? *Pratiquement impossible,* ne serait-ce qu'en raison de la difficulté de réunir une commission totalement objective et compétente sur le sujet.

Cependant, il nous semble qu'il existerait un moyen quasi infaillible et simple à mettre en œuvre, permettant de différencier auto*matiquement le prédateur cigaliseur* du raider bien intentionné, car il existe également. En effet, le cigaliseur agit sur le court terme et a donc besoin de reven*dre ses titres avant que les effets* de son action ne commencent à se faire sentir par une baisse des résultats de l'entreprise. Par conséquent, il suffirait de décider que toute prise de contrôle par OPA ou autres moyens provoque *un gel de la revente des titres* acquis pendant une durée raisonnable que nous estimons devoir être de sept ans.

Les raiders et leurs partenaires financiers sont très intelligents et ils comprendront immédiatement *la signification de cette mesure,* qui ne découragera aucunement le raider bien intentionné mais fera fuir le spécialiste de la cigalisation.

Si nous voulons continuer à vivre dans une économie libérale, *nous devons faire en sorte d'en* rendre le concept respectable.

(*) Expert-consultant.

ALLIANCE ATLANTIQUE

Eléments pour un dialogue Est-Ouest

par LOUIS LE PENSEC (*)

LES pays occidentaux sont aujourd'hui confrontés à de multiples initiatives soviétiques et est-européennes non seulement en matière de désarmement, mais aussi dans le domaine des relations économiques Est-Ouest, des *conflits régionaux*, des relations Nord-Sud, voire au sein des organisations internationales.

Les Occidentaux sont enclins à définir leur attitude en fonction des intentions ou arrière-pensées qu'ils prêtent à leurs interlocuteurs. A s'interroger de la sorte, ne risque-t-on pas de tergiverser indéfiniment et de s'interdire l'adoption d'une attitude résolue et cohérente ? Quels que puissent être les détours de la stratégie *soviétique, on* conviendra qu'il est fort peu probable qu'ils n'aient pas pour objet primordial la défense des intérêts de l'Etat soviétique. Il convient de ne pas l'oublier, notamment lorsqu'il s'agit des propositions soviétiques en matière de désarmement.

Les perspectives d'évolution à l'Est sont d'autant plus incertaines que les systèmes de type soviétique *sont en mouvement*. L'immobilisme avait au moins le *mérite de permettre* la prédiction. Le mouvement comporte toujours un élément d'incertitude. Est-on pour autant condamné à l'irrésolution et à l'indétermination ?

Il importe moins de s'interroger sur les fondements de la stratégie soviétique que de s'assurer de la cohérence de notre stratégie propre. C'est la nécessité de cette cohérence, en matière de défense notamment, que le président de la République a rappelée à la veille du sommet de l'OTAN à ses adversaires politiques, qui hési*taient manifestement* entre la doctrine de riposte massive, qui est celle de la France depuis le début des années 60, et la doctrine de la riposte graduée, qui est celle de l'OTAN.

Dépasser la logique de confrontation

Quels doivent être les objectifs des Occidentaux dans leur politique à l'égard des pays de l'Est ? Il ne peut s'agir ni d'une politique de confrontation systématique ni d'une politique d'accommodements permanents. Il doit s'agir de dépasser la logique de l'antagonisme radical de deux systèmes d'alliances. Or l'heure n'est pas à la convergence des *systèmes* politiques, économiques et sociaux du continent européen, quelle que soit l'ampleur des réformes engagées à l'Est. Dépasser la logique de la confrontation ne saurait impliquer aucune concession de principe à l'égard des régimes est-européens. Il ne s'agit pas d'apporter notre caution à la politique menée *à l'Est, mais* de dépasser la logique de Yalta en nous fondant sur l'affirmation des principes et des valeurs politiques auxquelles nous sommes indéfectiblement attachés.

Mais rester ferme sur les principes ne signifie pas s'en tenir à une attitude rigide et n'est pas exclusif d'une certaine souplesse dans la négociation. La droite française confond fidélité aux principes et raideur dans la négociation. *Or on ne peut indéfiniment* appliquer les mêmes schémas d'analyse à une réalité mouvante.

Aujourd'hui, la *droite française*, et par conséquent le gouvernement de la France, n'a pas de politique vers l'Est. Echaudée par la candeur coupable de Valéry Giscard d'Estaing après sa rencontre avec Leonid Brejnev à Varsovie au printemps 1980, la droite s'interdit toute initiative vers les pays de l'Est dans la crainte d'être à nouveau dupe et complice involontaire de la propagande soviétique.

S'il s'éternisait, cet embarras pourrait affaiblir la position de la France en *lui ôtant* cette capacité de réaction et de proposition qui a *souvent caractérisé ses positions* dans le domaine des relations Est-Ouest au cours des vingt-cinq dernières années.

Le président de la République, pour sa part, a suffisamment fait la preuve qu'il n'était ni dupe ni complice de l'Union soviétique et de ses alliés, et a donné à la France la place et le rôle qui lui reviennent dans le domaine des relations Est-Ouest.

Un dialogue Est-Ouest fécond exige une action concertée entre pays occidentaux, la réactivation de nos alliances diplomatiques. Face aux pays de l'Est qui ne se présentent jamais en ordre dispersé, les pays occidentaux doivent serrer les rangs, ce qui ne saurait être tenu pour une attitude belliqueuse. La concertation entre pays occidentaux est un *gage de la cohérence de leur politique* vers l'Est.

Ainsi, un rôle *actif* joué par la France au sein de l'alliance atlantique est un *préalable nécessaire* à l'établissement d'un dialogue Est-Ouest équilibré, et non la manifestation d'une volonté de confrontation. Par ses déclarations à la veille du sommet de l'OTAN, François Mitterrand a montré que le resserrement des liens avec nos alliés va nécessairement de pair avec le respect des positions spécifiques de la France en matière de sécurité et de désarmement.

Isolée, la France en serait réduite à une attitude passive dans les relations Est-Ouest. Au *sein de l'alliance atlantique*, elle peut jouer un rôle véritablement autonome.

Unité formelle, diversité réelle

L'uniformité formelle du bloc socialiste recouvre une diversité de *situations politiques*, économiques et sociales que l'on ne peut *ignorer*, même s'il ne faut *pas* l'exagérer. Certains Etats est-européens ont procédé depuis quelques années à des réformes économiques et politiques qui, certes, ne les conforment nullement aux canons de la démocratie telle que nous la concevons, mais qui les distinguent suffisamment *de leurs alliés pour que l'on puisse* trouver en eux des interlocuteurs et se dégager d'un dialogue trop exclusif avec l'URSS. Jusqu'en 1984, François Mitterrand jugeait inopportune la poursuite des rencontres au sommet entre la France et l'URSS, car les conditions d'un véritable dialogue politique n'étaient pas réunies. Il entreprit néanmoins un voyage officiel en Hongrie dès 1982, signifiant ainsi que, s'il était *ouvert au dialogue* avec les pays de l'Est, il ne concevait celui-ci que dans le cadre d'une intelligence minimale entre interlocuteurs.

L'URSS ne doit pas être un interlocuteur obligé dans le dialogue Est-Ouest, on ne doit pas lui reconnaître le droit de parler dans tous les cas au nom de chacun des Etats d'Europe de l'Est.

Le dialogue Est-Ouest ne peut être restreint aux seules questions du désarmement ; la sécurité n'est pas seulement un problème militaire, elle exige aussi l'établissement d'une confiance politique minimale.

Un véritable dialogue Est-Ouest doit impliquer non seulement les autorités des Etats concernés, mais aussi les sociétés civiles. Les Occidentaux ne peuvent ignorer l'émergence d'une conscience européenne dans les sociétés d'Europe de l'Est. Le développement des relations politiques et *culturelles* entre les sociétés, et non pas seulement entre les Etats des deux Europes, devrait donner tout son sens à l'expression « *sortir de Yalta* ».

(*) Ancien ministre, député (PS) du Finistère.



La visite de M. Shamir à Washington

Difficile face-à-face israélo-américain

WASHINGTON
de notre correspondant

Les responsables du département d'Etat et de la Maison Blanche vivent des jours difficiles, face à un premier ministre israélien qui poursuit, c'est de notoriété publique, des objectifs diamétralement opposés aux leurs, mais que, officiellement, ils ne désespèrent pas de convaincre.

M. Itzhak Shamir est arrivé tôt, lundi matin 14 mars, à Washington. Il a déjà vu brièvement le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, et a eu un entretien avec le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci. Mais ce n'est que mardi que devaient commencer les conversations proprement dites, avant que le premier ministre ne rencontre, mercredi, le président Reagan et ne poursuive jusqu'à la fin de la semaine, mais cette fois à titre privé, son séjour aux Etats-Unis.

M. Shultz avait donné aux Israéliens dix jours pour se prononcer sur le plan de paix qui porte son nom, et ce délai est venu à expiration au moment où M. Shamir arrivait aux Etats-Unis. Contrairement au souhait exprimé par les Américains, le premier ministre a évité que le cabinet israélien ne se prononce sur ce plan. Mais lui-même a proclamé très fort tout le mal qu'il en pensait et il l'a répété à Washington, au soir de son arrivée, dans un discours prononcé devant une organisation juive, en s'en prenant vivement à ces gens *« à la mémoire courte »* qui voudraient qu'Israël *« abandonne la Judée, la Samarie et Gaza »*.

Quelques heures plus tôt, un haut responsable du département d'Etat avait pourtant fait semblant de croire que les Etats-Unis attendaient toujours la réponse de M. Shamir et qu'il importait peu qu'elle arrive légèrement après le délai primitivement fixé. *« Personne ne nous a dit non »*, *« le gouvernement d'Israël n'a pas rejeté notre plan »*, a ajouté ce même responsable, ce qui, à la lettre, est exact puisque M. Shamir a empêché le gouvernement d'en débattre.

Comme d'habitude en pareille circonstance, les Américains multiplient les assurances à l'égard d'Israël. Dès lundi, M. Shultz a solennellement rappelé à son interlocuteur que *« un Israël fort »* et *« des relations inébranlables entre Israël et les Etats-Unis »* étaient à la base de son plan de paix.

Mais, en dépit de ce ton affable, en dépit du soin extrême que prennent les porte-parole américains à choisir, dans leurs déclarations publiques, des mots qui ne puissent en rien froisser la partie israélienne, on perçoit nettement que les responsables de l'administration campent sur leurs positions et ne semblent pas disposer à reculer sous les coups de boutoir de M. Shamir.

Ce dernier, à l'occasion d'une escale à New-York, avait annoncé qu'il apportait *« des idées nouvelles »*, – manière de dire une fois de plus que le plan Shultz ne lui convenait pas. Par la bouche d'un autre responsable « anonyme », l'administration lui a répondu que son plan formait un tout et qu'il n'était pas question de le mettre en pièces : *« Nous n'accepterons d'infléchissement ou de compromis sur aucun de ses aspects. »*

Qu'espèrent les dirigeants américains face à ce redoutable interlocuteur qui se plaît à dire que les relations israélo-américaines ne se sont jamais aussi bien portées qu'après qu'Israël eut repoussé, en 1982, le plan de paix du président Reagan ? Et que se passera-t-il si, comme tout le laisse prévoir, M. Shamir parvient à enterrer le plan Shultz ? Comme on lui demandait si, cette fois, les Etats-Unis envisageraient de réduire leur aide financière à Israël, le responsable américain a simplement répondu : *« Nous ne faisons pas pression sur Israël. C'est la situation dans la région qui fait pression sur Israël et les autres parties concernées. »*

JAN KRAUZE.

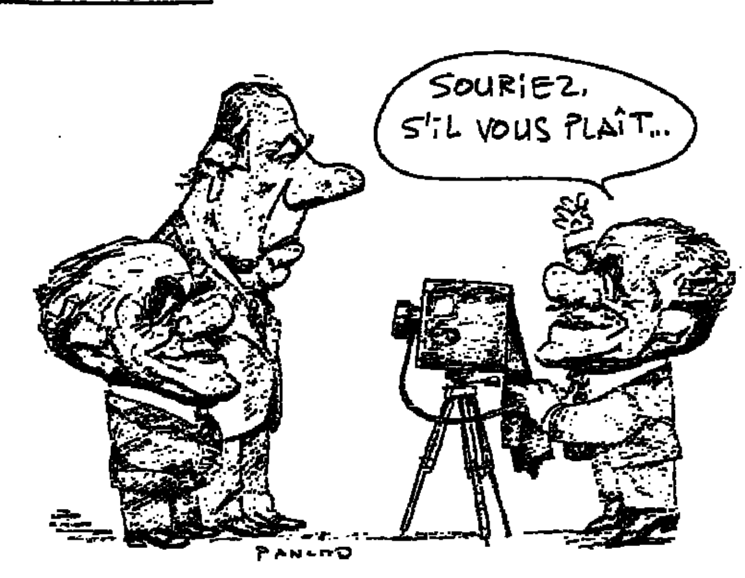
Instauration d'un strict couvre-feu à Gaza

Pour la première fois depuis le début de la révolte dans les territoires occupés, le 8 décembre 1987, les autorités israéliennes ont décidé, le lundi 14 mars, d'imposer le couvre-feu sur *toute* la bande de Gaza entre 22 heures et 3 heures. *« Cette mesure restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre, en raison des troubles persistants dans la région. Nous voulons empêcher les agitateurs et les fauteurs de troubles de perturber le cours normal de la vie »*, a déclaré un porte-parole de l'armée.

L'ensemble du territoire de Gaza sera désormais *isolé* pendant les heures de couvre-feu, *« les entrées et sorties de la région seront hermétiquement fermées toutes les nuits »*, a précisé le porte-parole. *« Jusqu'à présent, les éléments hostiles pouvaient se déplacer de maison en maison, de village en village. Ils avaient libre accès à l'ensemble de la région »*, a, pour sa part, expliqué un responsable militaire.

Cette initiative intervient alors que plusieurs centaines de policiers palestiniens de Cisjordanie et de Gaza – la moitié environ de la force policière des territoires occupés – viennent de démissionner à la suite de l'appel lancé par la « direction unifiée du soulèvement ».

Cette vague de démissions inquiète visiblement les autorités, qui tentent de faire revenir ces fonctionnaires *sur leur décision*. Parallèlement, des heurts, qui ont fait neuf blessés parmi les manifestants, ont opposé, lundi, l'armée à des Palestiniens qui s'en prenaient à la maison d'un villageois arabe de Cisjordanie – près de Jénin – accusé de « collaboration » avec les Israéliens. Le mois dernier, un « collaborateur » avait été lynché par la foule, et l'armée n'était intervenue qu'après les événements. – *(AFP, Reuter.)*



POINT DE VUE

Surmonter la méfiance

par David Susskind (*)

EN tant que juif concerné depuis toujours par la sécurité et le bonheur de l'Etat d'Israël, je suis profondément inquiet face aux développements inexorables de la situation au Moyen-Orient.

En effet, ce ne sont pas seulement les images qui m'interpellent, mais bien les faits qui me hantent ; ce ne sont pas seulement les récents événements, les manifestations qui nous heurtent quotidiennement, mais bien ce blocage qui ne permet pour le moment d'entrevoir aucune perspective *de solution au conflit israélo-palestinien*.

S'il est vrai que, face à Israël, il n'y a pas d'interlocuteur, que le tout ou rien reste tout ce qui s'offre à lui, alors la situation est désespérante. L'Etat d'Israël sera éternellement confronté à la guerre et nous savons que les rapports de forces peuvent un jour se modifier.

Quelle perspective dramatique *pour un peuple qui, il y a à peine quarante ans*, a survécu à la Shoah !

Les Palestiniens sont confrontés à une méfiance symétrique à celle des Israéliens, certains craignent d'être « roulés » dans la négociation, d'autres croient aussi dans les vertus du tout ou rien.

Face à ce double pessimisme, nous voulons opposer un double optimisme. Je pense que la seule *solution pour que l'Etat d'Israël* assure son avenir réside dans la paix avec le peuple palestinien et le respect de ses droits.

Des Palestiniens de plus en plus nombreux comprennent qu'ils ne recevront leur Etat et leur dignité ni des grandes puissances ni des autres Etats arabes.

Israéliens et Palestiniens doivent pouvoir surmonter leur méfiance, et il est clair que ce processus ne peut que s'élaborer par étapes.

A Bruxelles, nous avons décidé, à l'encontre de tous les pessimistes et des extrémistes de tous bords, mais avec l'appui d'hommes et de femmes pour lesquels la paix au Moyen-Orient est chère, pour lesquels chaque mort, quel qu'il soit, est une victime de trop, nous avons décidé d'organiser une rencontre entre Israéliens et Palestiniens afin qu'ils puissent se parler et s'écouter.

Se parler de paix dans le respect mutuel constitue un premier pas vers la compréhension et la paix.

Les « Rencontres de Bruxelles GIVE PEACE A CHANCE » seront peut-être ce premier pas.

(*) Président d'honneur du Centre communautaire laïc juif à Bruxelles.

Une initiative du secrétaire général de l'ONU

M. Perez de Cuellar s'efforce de trouver une solution diplomatique à la « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

Tandis que la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran se poursuit sans relâche, le secrétaire général de l'ONU a proposé d'organiser sous peu, à New-York, des conversations à haut niveau avec les représentants de Bagdad et de Téhéran pour tenter de mettre fin au pilonnage des villes et de faire progresser un règlement négocié du conflit.

Selon les milieux diplomatiques de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qui s'était déclaré *« consterné »* par la reprise de la « guerre des villes » après seulement deux jours de trêve, a fait part de ses intentions aux membres du Conseil de sécurité, dont il a demandé le feu vert, lors de consultations du Conseil, lundi. Dans ces mêmes milieux diplomatiques, on précise que M. Perez de Cuellar s'est proposé d'inviter le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, et le ministre adjoint iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Javad Larijani. Ces entretiens seraient relativement brefs et centrés sur les moyens d'imposer une trêve durable dans la « guerre des villes » et sur la mise en œuvre de la résolution 598, base de tout règlement d'ensemble du conflit.

L'appui du Conseil de sécurité aux propositions de M. Perez de Cuellar devrait se refléter dans une déclaration du président du Conseil de sécurité sur le conflit Iran-Irak, qui fait actuellement l'objet de discussions entre les membres du Conseil. Lundi, le représentant soviétique à l'ONU, M. Alexandre Belonogov, qui avait proposé un avant-projet de résolution exigeant l'arrêt de la « guerre des villes », a indiqué que son pays avait renoncé à cette résolution et se ralliait à la publication d'une déclaration telle que proposée par le secrétaire général. La requête soviétique avait en effet été accueillie plutôt fraîchement par les membres permanents occidentaux du Conseil, qui y voyaient un stratagème pour retarder les discussions sur l'imposition d'un embargo sur les livraisons d'armes à l'Iran.

En attendant, la « guerre des villes » fait rage. Depuis la rupture de la trêve dimanche soir, l'Iran et l'Irak ont annoncé le tir de près de 24 missiles. Bagdad affirme avoir envoyé sur Téhéran 13 missiles sol-sol. D'autre part, l'aviation irakienne a bombardé 6 villes iraniennes, dont Dezful, Ilam, Bakhtaran, Sar-el-Pol-e-Zahab, Guilan et Shushtar, dans le centre-ouest de l'Iran.

Téhéran, dont les forces affirment avoir lancé une nouvelle opération terrestre dans le nord-est de l'Irak, nommé « Beit-ol-Maqaddas 3 », au nord de la ville de Souleimaniyeh, a menacé lundi l'Irak de représailles plus dures et à mis en garde les Etats-Unis et les pays du Golfe contre le danger d'*« une extension »* du conflit à la région.

Pour l'instant, ce sont surtout les habitants de Téhéran qui sont les plus affectés par la « guerre des villes ». De nombreuses personnes se sont rendues lundi dans les mosquées des quartiers populaires pour prier, a indiqué un résident étranger joint par téléphone depuis Paris. Ceux qui avaient commencé à revenir à Téhéran après la trêve de vendredi, ont commencé à nouveau à quitter la capitale pour les stations de ski autour de la capitale ou sur la mer Caspienne, à condition toutefois d'être riche : en effet, les prix de location pour deux nuits d'une chambre dans une station de montagne sont montés jusqu'à 30 000 rials (500 dollars au taux de change officiel), soit l'équivalent d'un mois de salaire minimum. – (AFP.)

YOUGOSLAVIE

Le voyage de M. Gorbatchev a commencé dans une discrétion inhabituelle...

M. Gorbatchev a entamé le lundi 14 mars sa visite officielle de quatre jours en Yougoslavie par des entretiens à Belgrade avec le président de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, M. Lazar Mojsov.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

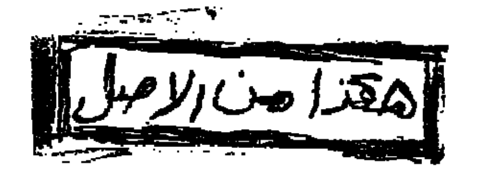
La visite de M. Gorbatchev a commencé dans une discrétion assez inhabituelle pour les déplacements officiels du secrétaire général du PC soviétique. Le canon a tonné vingt et une fois pour son arrivée à l'aéroport, mais la cérémonie n'a pas été retransmise en direct par la télévision yougoslave, qui s'est bornée à présenter, dans ses journaux du soir, M. Gorbatchev descendant de son avion ainsi que ses deux brefs contacts avec la foule à l'occasion de deux dépôts de gerbes dans l'après-midi. De drapeaux, de banderoles, point. De discours non plus, et les quelques centaines de journalistes venus pour l'occasion restent, pour le moment, sur leur faim.

De l'organisation un peu étrange de ce voyage, on assure, de source yougoslave, qu'elle a été voulue par le numéro un soviétique lui-même. M. Gorbatchev ne connaît pas la Yougoslavie et il veut s'informer de première main sur une expérience qui a ses bons et ses mauvais côtés mais qui peut être un enseignement utile pour l'avenir de la « perestroïka ». D'où la durée exceptionnellement longue du séjour qui, après le discours *« de portée internationale »*, mercredi matin, devant l'Assemblée fédérale, laisse deux jours pour une sorte de *« reportage »* là, il est vrai, où la santé du pays est la meilleure. M. Gorbatchev, précise-t-on encore, aurait voulu que cette visite soit *« son voyage »*, ce qui est censé expliquer qu'aucune personnalité de premier plan ne figure à ses côtés dans la délégation soviétique.

A en croire les porte-parole des *deux pays, cette première journée* a donné lieu à des échanges touchant à peu près à tous les sujets, dans une ambiance, bien sûr, aussi franche que cordiale. Concrètement, on a appris que le dossier des échanges économiques (l'URSS est déficitaire de près de 1,5 milliard dollars) sera à l'ordre du jour d'une prochaine visite à Belgrade du chef du gouvernement soviétique, M. Ryjkov.

La *« déclaration politique »* sur les relations entre les deux pays était, quant à elle, pratiquement au point. On pensait qu'elle pourrait être publiée dès mardi. Elle doit réaffirmer le droit de chacun à suivre le chemin qui lui est propre en matière de construction du socialisme.

ALAIN JACOB.



Europe

IRLANDE DU NORD : deux morts à Belfast

Regain de violence à la veille des obsèques des trois militants de l'IRA tués à Gibraltar

BELFAST
de notre envoyé spécial

Entre Dublin et Belfast, lundi 14 mars, des milliers d'Irlandais du Sud et du Nord ont attendu pendant des heures, sous la pluie, le passage du convoi funéraire contenant les corps des trois membres de l'IRA tués neuf jours plus tôt à Gibraltar par des tireurs d'élite britanniques. Les victimes doivent être enterrées mercredi dans le « *carré républicain* » *réservé aux héros de* l'IRA du cimetière de Milltown à Belfast-Ouest.

Mardi matin, un catholique a été tué par balle par un motocycliste dans le sud de Belfast. La victime, Charles McGrillen, se rendait à son travail quand le motocycliste a tiré sur lui avant de prendre la fuite, a *précisé* un porte-parole de la police britannique.

Peu avant l'arrivée du convoi à Belfast, un membre présumé de l'IRA a été tué lundi soir par des soldats britanniques. L'accrochage a eu lieu dans le quartier catholique, à proximité du domicile des parents de Sean Savage, un des morts de Gibraltar. A peu près au même moment, un autobus était incendié par de jeunes manifestants. La tension est aussitôt montée d'un cran dans le quartier catholique. « *L'IRA a transformé son échec à Gibraltar en victoire psychologique* », estimait un responsable catholique modéré.

On n'avait pas vu une telle foule depuis les enterrements de Bobby Sands et des autres grévistes de la faim en 1981. Les raisons pratiques qui ont obligé le Sinn Fein à faire atterrir les corps à Dublin, en République d'Irlande, *ne sont pas évidentes*. On mesure, en revanche, le bénéfice politique que l'IRA peut tirer de ce défilé, au pas, des trois corbillards dans les villes et les villages situés entre la capitale de l'Irlande du Sud et celle du Nord.

Le spectacle était particulièrement impressionnant aux abords de *la frontière. A Dundalk, la dernière* agglomération d'Irlande du Sud, toute la population ou presque était dehors. Nombreux étaient les habitants qui s'étaient mis spontanément en deuil. Des drapeaux noirs en berne avaient été placés à intervalles réguliers sur les trottoirs.

Le tableau changeait du tout au *tout à l'approche de Belfast lors de* la traversée des zones protestantes. Des jeunes loyalistes agitaient l'Union Jack et des emblèmes orangistes. L'armée était postée à tous les carrefours et fouillait soigneusement les véhicules.

Pour rendre les honneurs militaires à ses militants, l'IRA a procédé lundi après-midi à une cérémonie éclair dans le quartier catholique de Belfast. Devant les portraits entourés de fleurs des trois morts de Gibraltar, quelques membres de l'organisation, masqués, ont tiré une salve d'arme automatique.

L'Eglise a, de son côté, multiplié les appels au calme. La hiérarchie catholique souhaite que les funérailles ne donnent pas lieu, mercredi, à une démonstration de force de l'IRA, ce qui provoquerait immanquablement *une intervention* de l'armée britannique et de la police provinciale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

HONGRIE

Arrivée récente d'au moins 10 000 réfugiés roumains

Au moins dix mille Roumains se sont réfugiés ces derniers temps en Hongrie, a affirmé, lundi 14 mars, le premier ministre hongrois, *M. Karoly Grosz. Il s'agit essentiel*lement des membres de la minorité hongroise de Roumanie qui fuient le pays où ils se plaignent de conditions de vie très difficiles et d'une assimilation forcée.

M. Grosz, qui recevait des représentants des Eglises, a annoncé que le gouvernement avait établi un comité interministériel chargé de cette question et qu'il allait « *allouer des sommes considérables* » à ces réfugiés. Il a en même temps dénoncé « l'» *exploitation* » que faisait « *un groupe politique aux fortes motivations nationalistes* » du « *regrettable phénomène* » des réfugiés roumains.

Le sort des Roumains d'origine hongroise, qui trouve un vaste écho dans la population hongroise, est devenu un des sujets de revendication de l'opposition dissidente qui exige plus d'engagement de la part des autorités. Le Forum démocratique, qui réunit les deux tendances de cette opposition, avait demandé, *lors d'une réunion au début du mois*, que les autorités prennent des mesures de solidarité avec la minorité d'origine hongroise vivant en Roumanie (environ 1,8 million de personnes). — *(AFP.)*

Manœuvres d'approche de la Pologne en direction du Conseil de l'Europe

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

Premier secrétaire général du Conseil de l'Europe à se rendre en visite officielle dans un pays du bloc socialiste, M. Marcelino Oreja (1) a eu à Varsovie, du 9 au 12 mars, des *entretiens susceptibles, pense-t-il*, de déboucher sur certains projets concrets de coopération.

Cette visite, dont l'initiative revient aux autorités polonaises, confirme le souci croissant de Varsovie de développer ses relations avec les pays occidentaux, y compris dans le cadre multilatéral après avoir sur*monté l'épreuve de l'isolement diplo*matique consécutif à l'état de siège. Outre les approches en direction de la CEE, l'intérêt manifesté par le général Wojciech Jaruzelski pour une organisation politique comme le Conseil de l'Europe, dont l'un des principaux objectifs est la défense de la démocratie parlementaire et des *droits de l'homme, peut surprendre*.

Ce n'est, bien entendu, pas sur cet aspect-là que se sont attardés les interlocuteurs officiels polonais de M. Oreja (notamment le ministre des affaires étrangères, M. Marian Orzechowski, celui de la culture, M. Aleksander Krawczuk, et le général Jaruzelski), mais plutôt sur la vocation « paneuropéenne » du Conseil de l'Europe que le chef de l'Etat polonais verrait volontiers *s'étendre un peu plus vers l'Oural*.

« *Il a été très clair de ma part qu'il n'en était pas question* », en l'état actuel des choses, a déclaré à Strasbourg, dans un entretien accordé au *Monde*, M. Oreja, soulignant que la participation au Conseil de l'Europe (2) impliquait avant tout l'adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme et, partant, la reconnaissance du pluralisme politique. « *Il ne s'agit pas pour le Conseil de l'Europe* a-t-il ajouté, *d'institutionnaliser la CSCE. Mais rien n'empêche d'avoir des contacts avec des Etats européens non membres du Conseil, pour voir jusqu'où on peut aller* ».

Propositions hongroises

Au contraire : cela est même recommandé si l'on en croit le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. Hans-Dietrich Genscher, qui donna le coup d'envoi pour ces prises de contacts avec l'Est lors d'une réunion extraordinaire du *comité des ministres* du Conseil de l'Europe en janvier 1985.

Logiquement, la première de ces missions exploratoires s'est faite avec la Hongrie. M. Oreja s'est rendu à Budapest en juin 1987, officiellement pour y donner une conférence à l'invitation de l'Académie des sciences, ce qui lui a quand même permis de rencontrer le ministre hongrois des affaires étrangères. *Une délégation de responsables hon*grois est ensuite venue à Strasbourg, les 12 et 13 octobre 1987. Ensuite la Hongrie a adressé une série de propositions de coopération qui sont en cours d'examen à Strasbourg. Elles concernent essentiellement l'éducation, la culture, l'environnement et la santé. C'est d'ailleurs dans ces mêmes domaines *que pourraient se* développer les relations avec la Pologne, qui devrait à son tour envoyer une délégation à Strasbourg d'ici quelques mois.

M. Oreja s'est déclaré par ailleurs tout à fait « *impressionné* » par la partie non officielle de sa visite, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le chef du syndicat dissous Solidarité, M. Lech Walesa, et son principal conseiller M. Bronislaw Geremek, qui l'ont ensuite emmené *se recueillir sur la tombe* du Père Popieluszko, assassiné par la police politique en 1984. Subtilité du jeu politique polonais, la rencontre avec le cardinal Glemp figurait, elle, au programme officiel, mais sous le label « entretien privé ».

M. Oreja a vu chez les dirigeants de Solidarité des gens « *dont les idéaux correspondent à ceux du Conseil de l'Europe* ». Aucun d'entre eux ne s'est opposé, au contraire, à l'idée de l'établissement de relations entre la Pologne et le Conseil de l'Europe. Un processus dont M. Oreja ne s'aventure cependant pas à dire où il peut mener.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Ancien ministre espagnol des affaires étrangères dans le gouvernement *Suarez, il avait, voici dix ans, réta*bli les relations diplomatiques entre Madrid et les pays de l'Est.

(2) Le Conseil de l'Europe, dont le siège est à Strasbourg, compte vingt et un membres, tous dans le camp occidental.

● **TURQUIE : deux dirigeants communistes encourent de lourdes peines d'emprisonnement.** — Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a requis, le *lundi 14 mars, soixante-six ans et six* mois d'emprisonnement contre chacun des secrétaires généraux du Parti communiste turc (PCT), interdit depuis sa fondation et du Parti ouvrier de Turquie (POT), interdit depuis 1980, MM Haydar Kutlu et Nihat Sargin. MM. Kutlu et Sargin sont accusés notamment d'« *avoir tenté de fonder un Etat marxiste-léniniste et dirigé un parti dans ce but* », d'avoir « *porté atteinte à l'unité nationale turque* » et « *injurié l'Etat turc et ses dirigeants* ». — *(AFP.)*

La politique soviétique des nationalités menacée

Le troisième volet de la « perestroïka »

(Suite de la première page.)

Les partisans de M. Gorbatchev voudraient recourir à « *des voies nouvelles, pas encore explorées, moins encore testées et difficiles à tracer tout en marchant* ».

Mais s'ils préfèrent ces passes incertaines aux « *méthodes du passé* », c'est, disent-ils, que les « *récents événements de différentes régions nous ont rappelé, comme un signal d'alarme, que dans un pays d'une telle taille et comptant en son sein plus de cent nationalités, la* « perestroïka » *devait obligatoirement repenser aussi les modes de cohabitation de ces nations au sein de leur union* ». C'est pour cela, explique-t-on encore, que du discours prononcé par M. Gorbatchev, en novembre, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution, au rapport qu'il a présenté devant le dernier plénum, en février, cette question nationale est remontée en tête de la liste des priorités.

Et à entendre l'analyse faite, dans les milieux officiels, on comprend la rapidité de ce rajustement. Premier point, le problème ne se poserait pas seulement « *entre les Russes et les autres* » mais bien plus encore entre les différents peuples voisins, entre les « *petits* » et les « *grands* ». Le « *nationalisme* » des premiers *répondrait* de cette manière au « *chauvinisme* » des seconds. Cet état de fait découle, dit-on, de ce que le socialisme a « *enlevé leur base matérielle* » *aux tensions nationales en corrigeant les fortes inégalités de développement existant auparavant entre les peuples de l'empire russe, mais n'a, en revanche, pas été à même, jusqu'à présent, d'effacer les aspects psychologiques et historiques* » de ces tensions.

L'explication fait sans doute bien bon marché de la simple volonté d'indépendance de plusieurs républiques qui se souviennent parfaitement d'avoir été annexées de force et d'avoir connu, avant cela, un niveau de développement enviable. Il n'en reste, cependant, pas moins vrai que la défiance entre Azeris et Arméniens ne date pas du régime soviétique.

Deuxième point ; ce serait la « *volonté de développer les marches de l'empire* » et le renforcement consécutif d'économies, de cultures écrites et d'intelligentsia nationales qui viendraient compliquer les choses car « *ces progrès ont conduit à un changement des rapports entre ces peuples et le patron* » [les Russes].

« Père-fils »

Sans même parler du renversement complet qui s'est parfois produit là où le niveau des services et la qualité de la vie sont devenus meilleurs qu'en Russie, le « *rapport père-fils* » dans lequel on vivait *jusqu'à présent doit nécessairement* évoluer si l'on ne veut pas laisser la situation se compliquer plus encore.

La complexité de cette évolution, poursuit-on, est toutefois extrême car, en soixante-dix ans, la carte des différentes nationalités a été considérablement modifiée par des *migrations massives qui tendent* à rendre plusieurs peuples minoritaires dans leur propre république ou région — au moment précisément où s'affirme leur identité.

Et là-dessus, arrivent « glasnost » et « perestroïka ». « *En faisant disparaître la peur qui s'était perpétuée jusque sous Brejnev* », la première donne un espace à l'expression des problèmes accumulés depuis des décennies (entre autres choses, les *mesures arbitraires prises sous Staline*) « *et à ceux, également, qui apparaissent aujourd'hui* ». Car dans la mesure où elle « *représente une menace pour les structures traditionnelles de la stagnation* », la « *perestroïka* » *en conduit certains à* vouloir, pour se défendre, se saisir de l'arme de la question nationale — arme jusqu'à présent enterrée tant elle est explosive.

Est-ce à dire, comme cela se murmure beaucoup, que certaines des directions des partis locaux joueraient délibérément de cette arme contre M. Gorbatchev ? C'est là, répond-on, une « *vue extrêmement simpliste* », puisqu'il serait « *rigoureusement inimaginable* » que des premiers secrétaires ou des comités centraux s'opposent directement au comité central soviétique. Aux niveaux intermédiaires, en revanche, dans les appareils politiques et économiques ou dans les structures parallèles du marché noir, oui, potentiellement en tout cas, la question se pose.

En clair, les maffias locales (très vigoureusement dénoncées par la presse centrale) sont prêtes à tout pour sauver un ordre dans lequel beaucoup avaient appris à prospérer à l'ombre bienveillante du brejnévisme. Dans ces conditions, il s'agit maintenant d'avoir constamment à *l'esprit les répercussions possibles* de la « perestroïka » sur les foyers de tensions nationales. A en croire des sources universitaires liées au pouvoir, le Kremlin *en aurait*, d'ores et déjà, recensé dix-huit et s'attendrait à voir ce nombre se multiplier par deux ou trois à la première maladresse-excès de laxisme ou de fermeté.

La fin du « jardin des nations »

Que compte-t-on faire dans ces conditions ? Premièrement, abandonner l'illusion stalinienne de la possibilité de créer « *un jardin des nations* » au sein de l'Union, car on ne résout pas des problèmes datant de plusieurs siècles de la même façon que ceux « *du logement ou des jardins d'enfants* ». Deuxièmement, chercher systématiquement, derrière l'exacerbation d'un problème national, les difficultés sociales, économiques ou autres qui expliquent que les choses s'enflamment. « *Savez-vous, par exemple*, dit un important responsable du parti en abordant de lui-même le grand dossier du moment, *qu'au Nagorny-Karabakh les Azeris contrôlent presque totalement la police de la route, et les organismes chargés de l'attribution des appartements, que les liaisons entre la région et l'Arménie sont délibérément compliquées ou qu'on ne peut encore y recevoir la télévision arménienne ?* »

D'ici à la fin du mois, indique-t-il donc, il devrait être annoncé qu'il sera mis terme à ces anomalies, et l'engagement qu'avait pris M. Gorbatchev devant les Arméniens de donner, le 26 mars, une réponse à leurs doléances sera ainsi respecté. Mais pour ce qui est du cœur du problème, le statut administratif du Nagorny-Karabakh, il ne faut pas s'attendre à une décision rapide, car il faut avancer à pas comptés et ne pas risquer d'ulcérer les uns en contentant les autres.

Pour l'instant, l'heure n'est pas, en d'autres mots, à redessiner les cartes, mais à la préparation de la conférence qui, en démocratisant le parti, préparera, pense-t-on, le terrain aux mesures de décentralisation qui devraient accorder plus d'indépendance financière aux républiques et régions; augmenter le pouvoir de leurs assemblées et démocratiser le mode d'élection de leurs dirigeants.

Le programme est ambitieux. On ne peut, à l'entendre énoncer, que citer le « *Qui vivra, verra* », lancé la semaine dernière par M. Gorbatchev.

BERNARD GUETTA.

Amériques

PANAMA : malgré l'aggravation de la crise

Le général Noriega confirme son intention de rester au pouvoir

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'isolement de l'homme « fort » du Panama, le général Manuel Antonio Noriega, s'est encore accru lundi 14 mars avec la décision de certains secteurs de la fonction publique de ne pas reprendre le travail tant que les salaires de la première quinzaine de mars n'auront pas été payés. Malgré l'aggravation de la crise provoquée par les sanctions économiques de Washington, le général Noriega a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de se démettre : « *Je n'ai rien à perdre*, a-t-il confirmé, *si ce n'est ma vie. La dignité est mon drapeau et je dirige une armée qui se bat pour son peuple.* »

Dans l'espoir d'être entendu cette fois-ci, le général Noriega a de nouveau demandé à l'Amérique latine de faire « *preuve de solidarité à l'égard du Panama, victime de l'agression des Etats-Unis qui veulent maintenir leur présence impérialiste au-delà de l'an 2000* » (le traité de 1977 entre les deux pays a fixé cette date pour la remise du canal au gouvernement panaméen). « *Ce n'est pas moi le problème*, a-t-il dit, *c'est la situation géographique du Panama qui rend notre pays indispensable dans la stratégie impérialiste des Etats-Unis.* »

« Pas d'argent, pas de travail »

Le peuple ne semble plus tout à fait de cet avis. Les fonctionnaires (cent quarante-quatre mille personnes, soit plus de 25 % de la population active du pays), qui étaient jusqu'à récemment les piliers du régime militaire, sont descendus dans la rue pour exiger le départ du général Noriega, considéré comme le principal responsable de la crise actuelle. Malgré les efforts des médias officiels pour expliquer que les Etats-Unis sont à l'origine des problèmes de trésorerie, les fonctionnaires exigent d'être payés en billets verts, et non en chèques, qui ne peuvent pas être encaissés, les banques étant fermées depuis le 5 mars faute de liquidités.

Au cri de « *Pas d'argent, pas de travail* » et « *Que Noriega s'en aille* », les professeurs ont affronté les troupes de choc de l'armée, les Dobermans. Fait sans précédent en vingt ans de régime militaro-populiste, le quartier populaire de Calidonia, où se trouvent plusieurs ministères, a été le centre des manifestations de lundi. Jusqu'à présent, la contestation était concentrée dans les quartiers bourgeois où se trouvent la plupart des cent trente banques du centre financier international, principaux foyers d'opposition

Aux professeurs, qui sont en congé forcé sur ordre du gouvernement depuis plus de deux semaines, se sont ajoutés près de deux mille employés des deux principaux ports du pays, Balboa et Cristobal, totalement paralysés depuis lundi après-midi. Les autres secteurs pourraient suivre très rapidement. Seuls, les quatorze mille militaires n'ont aucune raison de se mettre en grève ; ils ont encaissé leur chèque lundi dans les bureaux de la caisse d'épargne qui leur est réservée.

Lundi, les Dobermans ont fait preuve de retenue à l'égard des manifestants, et pas seulement par ce qu'il s'agissait de petites gens. Les autorités espèrent, en effet, ne plus donner l'occasion aux chaînes de télévision étrangères, en particulier américaines, de transmettre des images de violence qui font du tort au régime. Il faut reconnaître, comme s'en plaignent depuis longtemps les autorités panaméennes, que les médias étrangers ont eu tendance à grossir les événements des neuf dernier mois. Le Panama n'est pas à feu et à sang, loin de là, et la répression est beaucoup moins brutale que dans beaucoup d'autres pays de la région. Il y aurait eu moins d'une dizaine de morts (aucun, selon le gouvernement) depuis juin dernier, et la plupart des manifestants détenus sont relâchés *assez rapidement*.

BERTRAND DE LA GRANGE.

COLOMBIE : *élections municipales*

Un revers pour le parti au pouvoir

Bogota. — Les élections municipales du dimanche 13 mars constituent, comme il était prévisible, un revers pour le parti libéral du président Virgilio Barco. Dans les deux principales villes du pays, Bogota et Medellin, l'opposition social-conservatrice a en effet enlevé les mairies. Dans la capitale, le fils de l'ancien président conservateur Misall Pastrana, Andres, enlevé le mois dernier par des guérilleros, devient ainsi le nouveau maire. Les libéraux conservent cependant une majorité avec près de 3 millions de voix et 423 mairies contre 2,2 millions de voix et 415 mairies pour le parti social-conservateur (après le dépouillement de plus de 95 % des bulletins).

Ce résultat est la conséquence de la division du parti libéral qui présentait dans de nombreuses municipalités plusieurs candidats. La gauche, représentée pour la première *fois par l'Union patriotique (UP)*, un mouvement issu de la guérilla, a pour sa part remporté une quinzaine de mairies et pu, grâce à des alliances avec les conservateurs ou les libéraux dans certaines régions, prendre place dans de nombreux conseils municipaux.

Même si ces élections se sont traduites, comme il est habituel dans le pays, par un fort taux d'abstentions — plus de 40 % des 11 millions d'inscrits, — les autorités ont pourtant réussi le tour de force d'organiser des élections dans le calme. Selon un bilan présenté par un quotidien de la capitale, deux accrochages seulement se sont produits en province entre militaires et guérilleros, et un scrutin n'a pu avoir lieu à Tienalta, dans le nord du pays, les électeurs ayant reculé devant les menaces. Un succès indéniable pour le gouvernement quand on se souvient du bain de sang qui a précédé la tenue de ces élections. — *(AFP, Reuter.)*



Diplomatie

La rencontre Kohl-Mitterrand en Forêt-Noire

Un « non-candidat » au cœur de l'Europe

DURBACH
de notre envoyée spéciale

La pluie n'eut pas raison de la curiosité des badauds, car on n'est pas blasé à Durbach, village prospère mais néanmoins modeste de 3 700 âmes, ancré dans le vignoble du pays de Bade. Le chancelier Kohl eut beau s'efforcer de restituer à l'endroit sa grandeur historique, en rappelant que le ruisseau qui le traverse fut autrefois frontière entre l'empire des Habsbourg et la France et qu'on était ici *« au cœur de l'Europe »*, les habitants de Durbach ne se seraient pas attendus, il y a quelques jours encore, à devoir jamais accueillir une renconre internationale au sommet. On avait mobilisé la fanfare municipale et la gastronomie locale (soupe aux escargots, Traminer) pour recevoir dignement, lundi 14 mars, le chancelier Kohl et le président Mitterrand, et l'on avait dû réquisitionner la salle paroissiale pour la brève conférence de presse que donnèrent les deux hommes à l'issue de leur rencontre *« privée »*.

Personne évidemment — ou presque — n'ose plus poser *« la »* question. C'est la presse britannique qui se dévoua cette fois, en la personne d'un envoyé spécial du *Financial Times* qui, avec une courageuse insistance (*« nous sommes venus pour ça »*, dit-il au nom de ses confrères), et sans y croire vraiment, trouva, par un élégant détour franco-allemand, le moyen de demander à M. Mitterrand s'il entendait se représenter. A question éculée, non-réponse connue : *« C'est un sujet que j'aborde peu*, dit le président de la République, *et en tout cas pas en pays étranger »*.

M. Mitterrand, donc, est toujours président, pas (encore) candidat. D'autres « impératifs » diplomatiques l'appelant encore samedi 19 mars en Espagne, on peut légitimement supposer que c'est dans cet état de non-candidature qu'il se rendra en fin de semaine dans la résidence privée, le Latché andalou, de M. Gonzalez.

Ces rencontres amicales et informelles entre le président et le chancelier ne sont certes pas rares ; elles sont devenues quasiment bi-annuelles au cours des cinq dernières années. Pour écarter toute malencontreuse inférence, tout soupçon mal venu d'ingérence de sa part dans la campagne électorale française, le chancelier a pris grand soin de souligner qu'il s'agissait là d'amitié entre les deux pays, indépendamment des deux personnes qui les représentaient, et que si *« préférence »* il y avait, c'était celle de l'Allemagne pour la France et non sa préférence propre pour tel ou tel futur président de la République française.

Un certain humour

Il n'empêche ; cette invitation en Forêt-Noire était fort bien venue pour le non-candidat Mitterrand, champion au demeurant du rapprochement avec la RFA. Quitte à rendre ce petit service, le chancelier avait veillé à faire du même coup œuvre utile chez lui : le Land du Bade-Würtemberg est en campagne électorale et son ministre président, M. Lothar Späth, chrétien-démocrate comme le chancelier, qui aimerait se doter d'une envergure internationale et se flatte d'avoir fait récemment le voyage à Moscou, a probablement apprécié d'être invité pour le café à Durbach et d'avoir droit, lors de la conférence de presse, à un siège à la tribune, légèrement en retrait de MM. Kohl et Mitterrand.

Mais de quoi parle-t-on pendant ces déjeuners « privés » ? De l'Europe, bien sûr, de la préparation du sommet de Hanovre en juin, du grand marché, dont MM. Kohl et Mitterrand sont, comme l'a dit le chancelier, des partisans *« passionnés »*. On ajoutait, dans l'entourage du président, qu'il avait également été beaucoup question des problèmes de sécurité, et qu'un certain humour, *« dû aux circonstances »*, avait dominé les conversations.

CLAIRE TRÉAN.

Pendant deux jours à Berne

Les ministres américain et soviétique de la défense discuteront de leurs doctrines militaires respectives

Le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, va cette semaine à Berne demander à son homologue soviétique, le général Dmitri Iazov, de confirmer les informations selon lesquelles l'armée soviétique a adopté une nouvelle doctrine militaire et de préciser si celle-ci impliquera une réduction des forces soviétiques, a-t-on indiqué, le lundi 14 mars, au Pentagone.

Après un dîner, mardi soir, dans la capitale suisse, les deux hommes auront deux entretiens le mercredi 16 mars, et un autre le jeudi 17, selon le programme officiel.

Les discussions porteront également sur le désarmement, les droits de l'homme, la proposition soviétique de retrait d'Afghanistan, et sur les moyens d'éviter les incidents entre des unités des forces armées des deux pays, selon un haut responsable du Pentagone.

M. Carlucci a indiqué qu'il entendait interroger son interlocuteur sur la signification de la doctrine militaire de *« suffisance raisonnable »* mise en avant ces derniers temps en URSS et qui laisse entendre que Moscou se contenterait d'avoir des forces conventionnelles suffisantes pour défendre le pays et ses alliés. *Selon l'OTAN, le type* d'unités déployées par l'armée rouge en Europe et leur entraînement sont caractéristiques d'une armée préparée pour une guerre d'offensive et non défensive, contrairement aux forces de l'alliance atlantique.

De son côté le général Iazov, dans une déclaration à l'agence Tass, a confirmé que l'ordre du jour portera sur les doctrines militaires respectives, mais aussi sur *« les armements stratégiques offensifs et le traité ABM, sur les antimissiles, la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe, la cessation des essais nucléaires, l'interdiction et la liquidation des armes chimiques. Nous comptons sur une conversation franche et constructive »*, a indiqué le ministre soviétique, avant de préciser que le maréchal Akhromeev, chef de l'état-major général des forces armées de l'URSS, se rendra cette année à Washington, à l'invitation de l'amiral William Crowe, président du comité des chefs d'état-major américains. — *(AFP, Tass.)*

● **Visite en France du ministre tunisien de l'intérieur.** — M. Habib Ammar, ministre tunisien de l'intérieur, entreprend, mercredi 16 mars, une visite de trois jours à Paris, au cours de laquelle il doit signer deux accords qui avaient été mis au point lors du récent voyage à Tunis de M. Robert Pandraud. Le premier est relatif à la situation des Français en Tunisie qui pourront, à l'avenir, bénéficier de cartes de séjour d'une durée de dix ans au lieu de deux, à l'instar des Tunisiens établis en France. Le second porte sur la coopération en matière d'administration locale et territoriale. — *(Corresp.)*

Asie

La négociation d'un règlement au conflit afghan

Moscou accepte le report de la signature d'un accord à Genève

Alors que l'alliance des sept principaux mouvements de résistance se dotait d'un nouveau président – M. Gulbuddin Hekmatyar, qui succède ainsi à M. Yunus Khalès, démissionnaire, – Moscou a fait savoir qu'il n'existait pas de date-butoir à un accord, à Genève, sur un retrait militaire soviétique.

« La décision de retrait des forces soviétiques d'Afghanistan est une décision politique. Pour ce qui est de la date limite, personne n'en a fixé de définitive », a déclaré, lundi 14 mars, à Belgrade, M. Vadim Loguinov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui accompagne M. Gorbatchev en Yougoslavie. En d'autres termes, l'URSS n'exige pas qu'un accord soit signé le 15 mars entre Kaboul et Islamabad, dont les délégations ont repris mardi leurs pourparlers *« indirects »* à Genève sous l'égide de l'ONU.

Les Soviétiques auraient cependant, selon le *Washington Post*, indiqué leur *« surprise »* et leur *« déception »* à la suite du retard pris par la négociation. M. Gorbatchev aurait notamment exprimé son mécontentement, en recevant, le 11 mars, des sénateurs américains au Kremlin, en ce qui concerne les conditions américaines concernant l'arrêt de la suspension de l'aide militaire à la résistance. Le jour-même, Washington avait rappelé que Moscou devait, par réciprocité, arrêter également son aide militaire au régime du président Najibullah, ce que les Soviétiques refusent de faire.

Sur le deuxième obstacle à la signature d'un accord à Genève – la demande pakistanaise de lier cet accord sur un retrait militaire soviétique à la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul, – peu de progrès semblent s'être réalisés lundi à Genève. *« Nous aurons peut-être quelque chose mardi »*, a déclaré le ministre des affaires étrangères de Kaboul, M. Abdul Wakil. Le délégué pakistanais a refusé, de son côté, après deux séances de travail, de se prononcer. Lundi soir, le gouvernement pakistanais a longtemps siégé à Islamabad, sans pour autant prendre une décision. De son côté, le président Zia Ul Haq a reçu les ambassadeurs des Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

La nomination de M. Hekmatyar à la tête de l'Alliance de la résistance signifie qu'à l'insistance du Pakistan, une délégation de la résistance se rendra rapidement à Genève. M. Hekmatyar a déclaré qu'il n'avait rien *« contre la signature d'un accord à Genève »*, à condition que les Soviétiques acceptent la formation d'un gouvernement transitoire à Kaboul après les pourparlers, ce qui représente un net assouplissement de la position de l'Alliance, qui réclamait auparavant le démantèlement immédiat du régime de Kaboul. De son côté, le président Najibullah a rappelé, lundi, qu'il était prêt à rencontrer ses adversaires *« à n'importe quel moment et en n'importe quel endroit pour engager des négociations sur la formation d'un gouvernement de coalition »*.

Les ambiguïtés de Gulguddin Hekmatyar, nouveau président de la résistance

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Sa biographie officielle le dit tout crûment : Gulguddin Hekmatyar est de la lignée des de Gaulle, Jaurès et Lumumba, *« grands hommes »* devenus *« à juste titre héros et mythes »*. Il a beau parler parfaitement l'anglais, il ne s'adresse aux *« infidèles »* qu'en persan. *« Fondateur de la lutte armée en Afghanistan »*, ce chef de l'un des sept mouvements de la résistance afghane – et non le moindre – n'hésite pas *à jeter une volée de bois vert aux* Américains, qui le ravitaillent encore en armes, comme il l'a fait récemment à Islamabad.

Son parti, le Hezb-Islami, formation islamique sunnite et *« fondamentaliste »*, jouit d'une réputation contrastée : de l'avis général, le Hezb est le parti le plus politique, le mieux structuré (façon *« centralisme démocratique »*) et le plus intolérant de la résistance. En 1979, une scission *s'est produite au sein du Hezb, et* Yunus Khales a fondé son propre parti, tout en gardant la même appellation : il accusait « Gulguddin » de privilégier la révolution islamique au détriment de la lutte contre les communistes et les Soviétiques.

Cette réputation ne l'a pas quitté. Les commandants et les chefs politiques d'autres partis de la résistance lui reprochent d'être beaucoup plus présent à Peshawar *que dans les zones de combats*. Et puis il y a les rumeurs de Peshawar, « capitale » des réfugiés afghans où se côtoient combattants « humanitaires », agents des services spéciaux venus d'un peu partout, marchands d'armes et professionnels de la contrebande : *en plusieurs occasions*, des groupes armés du Hezb n'auraient pas été au rendez-vous quand il fallait résister à un assaut de troupes soviétiques. En revanche, leur présence est signalée lorsque quelque caravane humanitaire se fait rançonner par des *moudjahidins*.

« Gulguddin » a une conception de la djihad (guerre sainte) qui fait fi de ce genre de détail. Pachtoune de la tribu kharrut, il est né il y a quarante ans dans la province nordique du Baghlan, au *milieu des populations* tadji et turkmène. Le turban qu'il porte et sa barbe sont également noirs et si son visage s'éclaire parfois d'un sourire, sa physionomie et son maintien suggèrent une volonté de garder constamment ses distances. Son charisme est froid *mais indéniable, et une fièvre pro*fonde l'habite : seul l'islam...



Du début de l'invasion soviétique jusqu'en 1986, son sens des relations publiques, son intelligence et le fait que le Hezb avait de nombreux partisans au sein de l'armée pakistanaise lui valurent de recevoir plus de 40 % des *livraisons d'armements améri*cains. Washington avait pris l'habitude, s'agissant de l'aide à la résistance, de faire confiance à Islamabad. Depuis 1987, le Hezb *ne recevrait guère plus de 20 %* de ces mêmes livraisons. « Gulguddin » a peu a peu montré sa véritable dimension et, à tort ou à raison, il fait peur. Entre-temps, il a constitué des stocks d'armes considérables et qui, ajoutent ses, ennemis (nombreux), n'ont pas beaucoup servi.

« Gulguddin » voit plus loin : qui sait si, demain, il ne se retrouvera pas dans la position de principal opposant au futur régime de Kaboul ? L'arrêt éventuel de l'aide américaine ne le préoccupe pas – *« Rappelez-vous que les Soviétiques sont notre meilleure source d'approvisionnement »*, dit-il, – et il n'éprouve, apparemment, aucune reconnaissance vis-à-vis de ses bailleurs de fonds. Fin février, il s'est livré à une diatribe plus virulente qu'à l'habitude contre la *« conspiration américano-soviétique »* pour imposer un règlement à Genève sur le dos des Afghans : départ des troupes soviétiques et maintien d'un régime favorable à l'URSS à Kaboul. Certes, Gulguddin Hekmatyar est reconnaissant au Pakistan, *qui défend les intérêts* des moudjahidins (installation d'un gouvernement intérimaire consécutivement à la signature des accords de Genève), mais il *« espère »* surtout qu'Islamabad ne succombera pas aux pressions américaines.

Un certain mimétisme

Ce serait alors, estime-t-il, *« la victoire du lobby »* qui, aux Etats-Unis, pense qu'*« un gouvernement communiste en Afghanistan serait préférable à un gouvernement islamique »*. Dans ce cas, *face à cette « trahison »*, la djihad ne s'arrêtera *« pas même un instant »* et, au contraire, elle s'intensifiera jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul soldat soviétique et un seul communiste sur le sol afghan. « Gulguddin », pour sa part, a une position de repli. *Même si les bureaux des partis de* la résistance sont fermés à Peshawar, même si les frontières sont closes – tâche impossible, – le Hezb, avec armes et bagages, *poursuivra la guerre à partir* du territoire iranien. Ce choix n'est pas anodin, il y a bien des passerelles – *et du mimétisme* – entre l'imam Khomeiny et l'*amir* (chef) du Hezb-Islami. Au bout du compte, dit « Gulguddin », il faudra bien que les Soviétiques acceptent une négociation directe avec les moudjahidins...

LAURENT ZECCHINI.

Afrique

La recherche d'une solution en Angola

Washington et Pretoria jugent insatisfaisantes les propositions de Luanda

Rien de neuf. Selon le département d'Etat américain, les nouvelles propositions angolaises pour ramener la paix dans la région *« ne semblent rien apporter de nouveau sur la question-clé [...] du retrait des forces cubaines »*.

M. « Pik » Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, qui s'est entretenu lundi 14 mars à Genève avec M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, s'est déclaré d'accord avec ce jugement tout en rappelant que Luanda *« avait accepté le principe d'un retrait total »* des quarante mille Cubains stationnés en Angola. Le ministre a réaffirmé, au cours d'une conférence de presse, la position de son gouvernement, à savoir que *« le retrait cubain constitue le préalable »* à toute solution.

En ce qui concerne le rôle que doit jouer l'UNITA rebelle de Jonas Savimbi dans ce processus, M. Botha a indiqué que, tout en ne souhaitant pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Angola, Pretoria estime *« qu'à la lumière du soutien dont elle bénéficie auprès de la population l'UNITA mérite un rôle et qu'elle doit en tenir un »*. En clair, l'Afrique du Sud ne lâchera pas Jonas Savimbi.

D'autre part, l'Afrique du Sud et l'Angola devaient échanger, le mardi 15 mars à Luanda, douze prisonniers angolais contre les dépouilles de deux militaires sud-africains tués dans le sud de l'Angola. Il s'agit de la dernière phase du vaste échange de prisonniers intervenu en septembre dernier et grâce auquel le Français Pierre-André Albertini avait été libéré.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Trouver un terrain d'entente et établir un calendrier du retrait des soldats de Fidel Castro assorti de *conditions acceptables par toutes* les parties n'est pas une mince affaire...

Un premier plan élaboré à la fin de novembre 1984 était resté lettre morte. Pretoria et Luanda n'étaient *pas parvenues* à aplanir leurs divergences, notamment en ce qui concerne les différentes étapes. La divulgation prématurée du plan par les autorités angolaises avait d'ailleurs compromis définitivement ses chances de succès.

Des dirigeants du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola), avec à leur tête M. Franca Van Dunem, ministre de la justice, et une délégation cubaine conduite par un membre du comité *central, M. Rodolfo Puente Ferro*, ont présenté, samedi 12 mars, de nouvelles propositions à M. Larry Napper, du département d'Etat américain, propositions dont la teneur n'a pas été révélée. On sait néanmoins que le désengagement des troupes cubaines dépend de la cessation de toute aide au mouvement rebelle de l'UNITA tant par Pretoria que par Washington, ainsi que de l'évacuation des soldats sud-africains du Sud-Est angolais.

Les autres phases seraient mises à exécution en fonction de l'application de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie. Ces conditions avaient été *annoncées le 4 février* par *l'organe* du Parti communiste cubain *Granma*. C'est ce nouveau plan qui a été présenté lundi 14 mars par M. Crocker à M. « Pik » Botha, le jour même où le président de la République, M. Pieter Botha, déclarait, dans une interview au *Washington Times*, *que* les troupes de son pays resteraient en Angola tant que les Cubains y seraient.

La position de Pretoria est simple : l'armée de Fidel Castro représente une menace pour toute l'Afrique australe, et il n'y a pas de paix possible tant que celle-ci restera sur le sol angolais. Fait nouveau, il semble que l'Afrique du Sud ne sera *vraiment satisfaite* que lorsqu'un gouvernement d'unité nationale, composé du MPLA et de l'UNITA, sera constitué à Luanda. Jusque-là, Pretoria et Washington ne soumettaient l'application de la résolution 435 qu'au seul retrait cubain. Aujourd'hui, la barre semble fixée un peu *plus* haut par l'Afriqu du Sud, qui veut imposer au MPLA au moins la reconnaissance de l'UNITA, voire le partage du pouvoir avec ce mouvement.

Luanda, de son côté, est prête, semble-t-il, à faire quelques concessions minimes, mais refuse catégoriquement de s'asseoir avec Jonas Savimbi à une table de négociations. Après vingt-deux ans de lutte, le général rebelle a d'ailleurs annoncé dimanche qu'il allait intensifier son effort de *guerre*, afin d'être *en position* de force le moment venu. Selon lui, le MPLA ne représente pas la majorité du peuple angolais, et il sera un jour ou l'autre amené à négocier.

Comme on peut le constater, il ne sera pas facile de concilier cette diversité d'intérêts opposés et de positions divergentes. Il existe, malgré tout, de part et d'autre, y compris chez les Soviétiques, une volonté manifeste de sortir du bourbier *angolais*. La *guerre* coûte de plus en plus cher au régime du président Dos Santos, qui estime par ailleurs qu'avec quelques conseillers son armée est maintenant capable, sans les Cubains, de *faire* face à la situation.

Reste à savoir si la diplomatie qui commence à reprendre *ses* droits permettra d'aboutir à une solution que les armes ont été incapables de trouver.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ZAIRE

Libération d'un opposant « interné psychiatrique »

M. Etienne Tshisékédi, secrétaire national de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), formation d'opposition non reconnue, a été libéré, samedi 12 mars au Zaïre, indiquent ses amis en Europe. Ancien ministre de l'intérieur, de 1965 à 1968, M. Tshisékédi avait entretenu des relations orageuses avec le *président Mobutu*.

Revenu au Zaïre au début de l'année, il avait été arrêté le 17 janvier à Kinshasa pour avoir voulu organiser un meeting sans autorisa*tion officielle* (*le Monde* du 19 janvier). Quelques jours plus tard, les autorités annonçaient qu'il devait suivre un *« traitement psychiatrique »* et qu'il était interné à ce titre.

L'UDPS, *qui jouit* de sympathie en Belgique et parmi certains parlementaires américains, avait protesté contre cette nouvelle forme de répression. Le Parlement européen s'intéressait au sort de l'interné. Le porte-parole de l'UDPS en France, M. Manara, présente la libération de M. Tshisékédi comme le résultat des pressions occidentales sur M. Mobutu. Il affirme toutefois que soixante militaires arrêtés le 17 janvier en même temps que M. Tshisékédi demeurent en prison.

AFRIQUE DU SUD : condamnés à mort en 1985

Cinq hommes et une femme noirs devraient être pendus vendredi

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Six Noirs condamnés à mort en décembre 1985 pour complicité dans le meurtre de l'adjoint au maire de Sharpeville doivent être pendus, le vendredi 18 mars, à la prison centrale de *Pretoria*. *Leur* avocat, M[e] Prakash Diar, a annoncé, le lundi 14 mars, que les recours en grâce avaient été rejetés par le président de la République, M. Pieter Botha. M[e] Diar espère *néanmoins* pouvoir sauver la tête des six détenus en ouvrant une procédure de sursis à exécution.

Le cas de ces six condamnés – cinq hommes et une femme – a *été* à l'origine d'une campagne nationale et internationale pour les sauver de la potence. La Communauté économique européenne a notamment fait appel à la *clémence* du chef de l'État. En Afrique du Sud, *« les six de Sharpeville »*, comme on les appelle, sont considérés par les mouvements anti-apartheid comme « des patriotes » Des *pétitions* ont *été* signées en leur faveur. Des juristes ont contesté la légitimité de leur condamnation à mort.

Il leur est reproché d'avoir *été* complices de la mort, dans des conditions horribles, d'un homme qui, à l'époque, était considéré comme *« un pantin du pouvoir blanc »*. *Les faits se sont produits au* premier jour de la révolte des townships, le 3 septembre 1984, quand les habitants du triangle du Vaal, au sud-est de Johannesburg, s'étaient révoltés pour protester contre les augmentations de loyer. Des pierres furent alors lancées contre la maison de Khuzwayo Dlamini. Celui-ci sortit et tira dans la foule, blessant une personne. Les manifestants en colère incendièrent son habitation puis lapidèrent le conseiller municipal avant de mettre le feu à son corps.

Au cours du procès, la responsabilité directe de chacun des inculpés n'a jamais pu être formellement établie. Seule leur complicité a été retenue. En décembre 1987, la cour d'appel a rejeté leurs pourvois. *Considérés comme « des martyrs politiques »*, les faits qui leur sont reprochés étant en relation avec les troubles dans les townships, ils doivent en principe être pendus trois jours avant le vingt-huitième anniversaire de la tuerie de Sharpeville qui, en 1960, avait coûté la vie à soixante-neuf personnes.

Le recours en grâce a, entre autres, été refusé à celle qui pourrait être la première femme a être exécutée pour des motifs liés à une agitation politique. Au total, cinq personnes ont été pendues en deux ans pour des raisons *similaires*, dont trois pour avoir eu recours au « necklace » (le supplice du collier : un pneu autour du cou arrosé d'essence puis enflammé). Plus de quarante condamnés à mort sont actuellement détenus dans les prisons sud-africaines où cent soixante-quatre personnes ont été exécutées l'an dernier.

M. B. R.

● **Appels à la clémence.** – *« Nous espérons vivement que, même au dernier moment, le président P.W. Botha répondra aux nombreux appels à la clémence qu'il a reçus »*, a indiqué lundi un porte-parole du ministère britannique des affaires étrangères. Quant à *Amnesty International, l'organisation* humanitaire, elle a renouvelé lundi son appel au gouvernement sud-africain pour qu'il épargne la vie des condamnés.

EN BREF

● **CHINE** : *amnistie pour les* **personnes qui ont fui en 1949.** – Pékin a décrété, le lundi 14 mars, une amnistie totale pour tous ceux qui ont commis des *« crimes »* en Chine *avant* leur *fuite* à Taiwan *en* 1949, lors de l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong. Cette mesure vise à encourager les soldats et les responsables nationalistes de Taiwan à visiter la Chine. – *(AFP.)*

● **INDE : Dix-neuf meurtres au Pendjab.** – Des militants sikhs ont tué, le lundi 14 mars, cinq personnes au Pendjab,après y avoir déjà tué quatorze personnes dimanche soir. *Des militants séparatistes sikhs ont* ouvert le feu dans un village. Selon la police, une cinquième personne est morte à l'hôpital des suites de ses blessures. Quatorze personnes *avaient déjà été tuées par des militants sikhs dimanche soir*, dont les huit membres de deux familles dans le district d'Amritsar. – *(AFP.)*

● **PHILIPPINES : lourdes pertes communistes.** – Quarante-*sept guérilleros communistes ont été* tués à la fin de la semaine dernière par les forces de sécurité au cours de raids dans le sud du pays, a-t-on appris de sources militaires, le lundi 14 *mars*. *Les autorités militaires* n'ont pas communiqué le bilan de leurs pertes mais des témoins ont indiqué que des bombardiers et des hélicoptères de combat avaient participé aux attaques. – *(AFP.)*

● **PRÉCISION.** – A la suite du *témoignage de Patrick Brizay sur* la situation militaire dans le Hérat (*le Monde* du 3 mars), Solidarité-Afghanistan (Belgique) *et* Solidarité-Afghanistan (France), deux organisations d'aide aux *réfugiés qui opèrent* au Pakistan, nous précisent qu'elles n'ont aucun lien avec l'association dont se réclament Patrick Brizay et qui regroupe plusieurs ONG apportant une aide humanitaire à l'*intérieur* de l'Afghanistan.

● **PAKISTAN : tentative de détournement d'avion.** – Une tentative de détournement d'un avion des Pakistan International Airlines (PIA) a échoué, le samedi 12 mars, *quand les services de sécurité* ont maîtrisé un pirate de l'air, a annoncé l'agence pakistanaise officielle APP. Un garde de sécurité et le pirate ont été blessés au cours de la bagarre à bord de l'appareil d'un vol intérieur qui reliait Karachi à Lahore *via* Quetta. *L'avion s'est posé sans* encombre à l'aéroport de Quetta. – *(AFP.)*

● **SOUDAN : les rebelles ordonnent l'*évacuation des civils* des zones militaires du Sud.** – L'Armée (rebelle) populaire de libération du Soudan (APLS) a demandé lundi 14 mars aux civils qui se trouvent à *Juba, la capitale* régionale du Sud soudanais de s'éloigner des zones militaires et de garnison. Selon la radio des rebelles, le porte-parole de l'APLS a également demandé à l'*armée, à la police et à l'administration* des prisons d'éloigner leurs familles des secteurs militaires. Cet appel intervient deux jours après qu'un autre porte-parole de *l'APLS* eut accusé le gouvernement d'avoir convoyé des troupes quasiquotidiennement par air et par terre vers la capitale régionale assiégée, sans s'occuper de l'aide aux victimes civiles de la famine, bloquées derrière les lignes de combat. – *(AFP.)*

● **SÉNÉGAL : reprise des cours à l'Université de Dakar.** – Les cours ont repris, lundi 14 *mars*, à l'Université de Dakar, fermée ainsi que tous les établissements scolaires au lendemain des élections présidentielle et législatives du 28 février. Les écoles primaires ont également rouvert leurs portes. Seuls les lycées et collèges *restent fermés, pour une* durée indéterminée. La réouverture partielle des établissements scolaires marque un retour progressif à la *normale* dans la région de Dakar, où l'état d'urgence *a été reconduit*, le 11 mars, pour une durée indéterminée. Un couvre-feu est toujours en vigueur de 23 heures à 5 heures. – *(AFP.)*



La campagne dans la majorité

M. Charles Pasqua brocarde le chef de l'Etat

SAINT-BRIEUC
de notre envoyé spécial

« M. Mitterrand est allé à Château-Chinon inaugurer une fontaine, et c'est très bien. Moi aussi, j'admire les fontaines. C'est agreste, une fontaine... Mais je ne crois pas que ce soit suffisant pour permettre à M. Mitterrand de dire qu'il garde l'Etat. Je serais tenté de dire qu'il garde l'Etat comme d'autres gardent la chambre. »

Une nouvelle fois, la salle éclate de rire. Les mille cinq cents Bretons de Saint-Brieuc, le lundi 14 mars, se laissent griser par la verve méridionale. Et Charles Pasqua fait un tabac. *« C'est vrai qu'il ressemble à Fernandel »*, dit une vieille dame à sa voisine. *« Tu te trompes, c'est Fernandel qui lui ressemble »*, lui répond l'autre, subjuguée. Pasquamania !

A la tribune, le ministre de l'intérieur s'amuse. Il assure d'abord le spectacle. *« Il serait temps pour Mitterrand de dire s'il y va ou s'il n'y va pas : je lui ai déconseillé d'y aller, mais il ne m'écoute pas, tant pis pour lui. En réalité, s'il n'a pas encore annoncé ce qu'il va faire, c'est tout simplement parce qu'il espérait bien que pendant ce temps Barre et Chirac, le RPR et l'UDF, s'empoigneraient afin que lui puisse dire : vous voyez, d'un côté, il y a ces paltoquets qui se comportent comme des chiffonniers, alors que moi je suis au-dessus de la mêlée. Il a d'ailleurs commencé à faire des discours très œcuméniques. Il nous dit : aimez-vous les uns les autres. Voilà pourquoi je lui réponds : en vérité, je vous le dis, si vous vous représentez, vous serez battu, car la gauche n'a jamais été aussi minoritaire dans ce pays. »*

« C'est super ! », crie la vieille dame. Charles Pasqua change de registre : *« Maintenant que les journalistes ont fait le plein de petites phrases, passons aux choses sérieuses... »* Le ministre de l'intérieur martèle quelques-unes de ses certitudes. Sur l'immigration : *« Tout ce qui s'apparente de près ou de loin au racisme et à la xénophobie, nous le combattrons. Et c'est justement parce que nous avons déjà lutté contre le racisme et la xénophobie que nous pouvons prendre des mesures de protection pour notre peuple en reconduisant sans complexes aux frontières les immigrés clandestins. »*

Sur la nécessité de rétablir la peine de mort : *« Qu'on ne compte pas sur moi pour avoir la moindre pitié pour les terroristes qui assassinent ou mutilent des femmes et des enfants, pour ceux qui tuent des personnes âgées ou qui tirent sur les forces de l'ordre. »*

Sur le droit d'asile : *« C'est l'honneur de la France d'accueillir tous ceux qui sont persécutés en raison de leurs opinions, mais, chez nous, ils doivent respecter nos lois et ne pas faire de politique »*. Applaudissements garantis.

« L'illusion » et la « tromperie »

Il est temps d'en venir à l'essentiel. A ce que le ministre de l'intérieur tient surtout à répéter au cours de cette campagne électorale et qu'il aurait bien aimé souligner le 9 mars, à son *« Heure de vérité »* d'A 2, si les journalistes ne l'avaient pas ce soir-là fourvoyé dans *« des questions de détail »*. L'important pour la France, dit-il, c'est le rendez-vous du marché unique européen du 31 décembre 1992 : *« Ou nous aurons réussi à dynamiser nos entreprises et à moderniser notre Université pour affronter l'abolition de toutes les frontières, et alors cette échéance donnera à la France une chance fantastique, ou nous n'aurons pas réussi, et la France deviendra un pays sous-traitant. »*

L'important, ajoute aussi l'orateur national du RPR, *« c'est que le pays évolue profondément et que cette évolution condamne le socialisme »*. Le ministre de l'intérieur en veut pour preuve ce qui s'est passé lors des grèves de l'hiver 1986-1987, quand les manifestations d'usagers ont contribué à enrayer les mouvements revendicatifs à la SNCF et à l'EDF, ou bien le succès des opérations de privatisation. *« Le capitalisme populaire est en marche et la transformation des rapports sociaux qui en résulte à l'intérieur des entreprises depuis que les salariés deviennent actionnaires montre que nous, les gaullistes, nous avons toujours eu raison de défendre l'idéal de la participation. »*

Une certaine gravité s'est installée dans la salle. Point trop n'en faut, le bateleur l'a bien senti. Et hop ! Un nouveau coup de clairon : *« Depuis deux ans, nous gouvernons pendant que M. Mitterrand voyage, à moins qu'il ne fasse en ce moment une tournée d'adieux... De toute façon, il ne pourrait être réélu que dans l'équivoque, l'illusion et la tromperie. Il n'y aurait rien de pire pour le pays que la réélection de François Mitterrand »*.

La vieille dame n'en peut plus d'applaudir, envoûtée. Pasqua fantasia !

ALAIN ROLLAT.

M. Jacques Chirac sur la 5

Surdité sélective

L'âge de M. Mitterrand ne sera pas un argument de campagne qu'utilisera M. Chirac, même si M. Pasqua ne s'en prive pas. Le premier ministre l'a dit, le lundi 14 mars, au cours du journal télévisé de la 5 dont il était l'invité. Il a cependant tenté une explication de texte des propos du ministre de l'intérieur en assurant que celui-ci recommande surtout à M. Mitterrand de ne pas se représenter *« en raison de son appréciation des résultats possibles »*.

Quoi qu'il en soit d'une telle exégèse, M. Chirac considère que l'argument tiré de l'âge d'un candidat peut être *« aussi bien positif que négatif »*. Il préfère donc ne pas le retenir. En revanche, il insiste sur la *« promesse non tenue »* de M. Mitterrand contenue dans ses 110 propositions de 1981 de ne pas faire de deuxième septennat. Ce qui lui permet d'affirmer que *« M. Mitterrand a beaucoup trompé les Français, notamment sur ce point »* et lui-même indique qu'il *« ne prend pas ce type d'engagement »*.

Continuité socialiste

M. Chirac toutefois crédite M. Mitterrand d'une certaine continuité de pensée lorsqu'il rappelle que le chef de l'Etat, il y a peu de temps, déclarait : *« J'étais socialiste et je reste socialiste »*, et il ajoute, sur le ton de la plus grande crédulité : *« Je ne lui ferai certainement pas l'injure de penser que tout d'un coup pour se faire réélire il aurait subitement changé d'avis. »*

De plus, il trouve dans les propos des collaborateurs politiques du chef de l'Etat *« la même fougue, la même passion, la même ardeur que celles qui animaient le Parti socialiste. »* En conséquence, lorsqu'il voit les socialistes en période électorale *« faire patte de velours »*, il est circonspect, car *« chat échaudé craint l'eau froide »*. Il signale aussi qu'il n'a pas la même conception du rassemblement des Français que M. Mitterrand, qui a, dit-il, *« une conception, qui, j'imagine, est toujours la sienne, du peuple de gauche reléguant le reste du peuple du côté. J'ai toujours parlé du peuple de France »*.

Rappelant les positions qu'il expose chaque jour dans ses réunions publiques, M. Chirac n'a cependant pas voulu répondre à une question concernant les reproches que lui font les barristes de se comporter en *« aspirateur »* des idées du député du Rhône, en affirmant : *« Je n'ai pas entendu cela »* ; mais sur un ton et avec un sourire montrant qu'il avait tout à fait entendu *« cela »*. Avouant enfin franchement : *« Je n'ai pas l'intention d'entendre ce genre de choses »*, pour mieux souligner sa surdité volontaire et sa résolution de ne pas polémiquer avec l'autre candidat de la majorité.

De même, M. Chirac n'a pas voulu entendre M. Barre faire des allusions à *« l'Etat RPR »*, mais seulement à *« l'Etat socialiste »* ! Le premier ministre a donc voulu souligner que non seulement il ne critiquerait pas M. Barre, mais aussi qu'il ne répondrait à aucune pique lancée contre lui par les amis de l'ancien premier ministre. En revanche, ses critiques envers les socialistes et M. Mitterrand ne sont bridées par aucune contrainte. Mais il a préféré le mode ironique pour dire son *« plaisir »* de voir que *« ceux qui ont combattu de Gaulle avec tant de férocité, d'injustice, de méchanceté — je pense aux socialistes, y compris à M. Mitterrand,* souligne-t-il, *— aujourd'hui s'efforcent de l'imiter et, en tout cas, ne cachent pas qu'ils le prennent pour référence »*.

A. P.

Le RPR et le PR préparent un grand parti conservateur

(Suite de la première page.)

Un homme, il est vrai, travaille pour M. Chirac : M. Edouard Balladur. Profitant de l'affaire de la cantonale de Lille-Ouest, le ministre d'Etat vient de relancer les trois hommes forts du Parti républicain, MM. Léotard, Longuet et, sans doute le plus enthousiaste à cette idée, M. Alain Madelin. Alors qu'officiellement ces quatre hommes ne soutiennent pas le même candidat, ils ont restauré des liens de complicité qui, déjà, leur avaient permis, à l'insu des autres partenaires de l'UDF, de préparer à leur avantage le gouvernement de mars 1986. Le 3 octobre 1987 était déjà paru, dans *le Figaro-Magazine*, un écho laissant supposer la constitution d'une alliance appelée *« Rassemblement national pour une République nouvelle »* regroupant le RPR et le PR. Les dirigeants du PR avaient, à l'époque, vivement démenti ! Ceux du RPR s'étaient abstenus de tout commentaire.

Un électorat homogène

En réalité, M. Léotard a ce projet en tête depuis un certain temps. Dès octobre 1986, tirant, au cours d'un voyage aux Etats-Unis, les premières leçons de la nouvelle cohabitation, il s'exprimait en ces termes devant des experts : *« Du côté des conservateurs, la prochaine élection législative verra, on peut l'espérer, l'élimination de l'extrême droite. Les deux grands partis de l'actuelle majorité sont sans doute appelés à se rapprocher pour, à terme, constituer une grande fédération libérale conservatrice à l'instar de votre Parti républicain... En tout cas, ce regroupement est le probable enjeu d'une prochaine élection présidentielle. Alors, nous aboutirons à un système de bipartisme analogue au vôtre, qui est dans la logique des institutions. »*

Dix-sept mois plus tard, l'analyse de M. Léotard n'a guère varié, bien au contraire. En privé, il constate que, sur les grands problèmes, plus rien ne distingue fondamentalement le RPR et l'UDF : le gaullisme est assimilé, les institutions sont acceptées, la mobilisation pour l'Europe approuvée, la décentralisation consentie. De surcroît, M. Léotard assure que deux années de cohabitation ont renforcé l'*« homogénéité »* de l'électorat de la majorité.

Les tractations avec M. Balladur ne sont évidemment engagées que sur la base de deux hypothèses : la victoire de M. Chirac, ou un nouveau succès de M. Mitterrand. Dans les deux cas de figure, le secrétaire général du PR a bien conscience qu'il lui faudra établir un rapport de force avec le RPR *« pour éviter qu'il y ait un dominant et un dominé »*. C'est, actuellement, plus facile à dire qu'à faire. M. Chirac à l'Elysée ? On imagine aisément que M. Léotard revendique alors Matignon. La majorité redevenue opposition ? M. Léotard peut espérer prendre alors le pas sur des chiraquiens ébranlés. Et s'il y a dissolution, M. Léotard se dit prêt à défendre le principe de la candidature unique aux élections législatives.

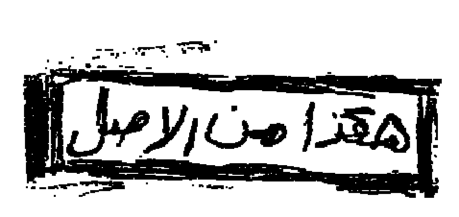
De tout cela, M. Léotard et ses amis peuvent espérer tirer un petit, ou un grand, profit. Pour le RPR, ce rassemblement représente un élargissement appréciable. Pour le PR, ce peut être un moyen de sortir définitivement du bourbier UDF. Car M. Léotard et ses amis ne croient plus guère aujourd'hui que l'UDF puisse régler elle-même tous ses problèmes.

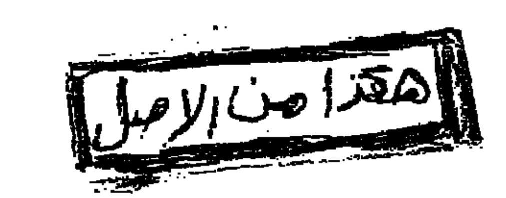
Gêner la campagne barriste

En attendant, le premier résultat de ces transactions sera de perturber la campagne barriste, en introduisant à nouveau le doute dans les esprits. Ceux des barristes qui ne rejettent pas, à terme, cette éventualité ne sont point partisans d'un regroupement aussi rapide, et plaident plutôt, dans un premier temps, pour une meilleure organisation de l'UDF. Quant aux centristes, ils risquent — c'est un euphémisme — d'être particulièrement gênés par la démarche engagée par le PR. Certains des dirigeants du CDS rêvent, *en cas de succès de la majorité*, au rétablissement du trépied mis en place, en 1969, par Georges Pompidou, dont la majorité regroupait les Républicains indépendants, l'UNR et le Centre démocratie et progrès.

Enfin, et peut-être surtout, M. Léotard devra se soucier de ne point brusquer son propre parti. Certains de ses amis ne partagent pas son optimisme sur le ralliement à ceux que lui-même appelait il n'y a pas si longtemps *« les moines soldats »* du RPR. D'autres redoutent que leur patron n'aille se mettre sous la coupe d'un Jacques Chirac, qui pourrait ainsi étouffer ses ambitions présidentielles. Pour éviter ces soubresauts, M. Léotard semble avoir aussi compris, contrairement à ce qu'il avait fait en 1986, qu'il devra composer avec M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, depuis longtemps, s'est fait le chantre de l'union, et qui n'a nullement, cette fois, l'intention d'assister impuissant à la victoire de ses idées.

DANIEL CARTON.







Politique

La campagne dans l'opposition

A Dreux

M. Juquin voit en M. Le Pen un « petit Hitler français »

CHARTRES
de notre correspondant

M. Pierre Juquin a tout naturellement choisi Dreux, ville symbole de l'émergence du Front national, pour lancer, le lundi 14 mars, un appel à la défense de la démocratie et implorer *« la classe ouvrière et le monde du travail »* de ne pas *« se laisser abuser par les idées d'extrême droite »*. Un thème qu'il devait développer pendant sa visite chez Renault, au cours d'une conférence de presse, dans les rues de la ville, en prenant une tasse de thé à la bonne franquette avec des travailleurs turcs et lors d'une réunion publique.

Pour le candidat rénovateur, M. Jean-Marie Le Pen est un *« méprisable petit Hitler français*, avec lequel il ne discutera *« jamais »*. Avant d'accuser la majorité d'avoir *« ouvert un boulevard, une autoroute »* au président du FN, il a comparé M. Le Pen à *« une gangrène* [qui] *se développe dans la police, la magistrature, l'administration et parfois même dans certains organes de presse »*.

L'insécurité et les problèmes d'existence entre les différentes ethnies ont été, tout au long de la journée, évoqués : *« Depuis 1974, l'immigration est stoppée. Néanmoins, il existe des problèmes réels. Rien n'a été réglé avec les gouvernements passés, tous ces problèmes se trouvent aggravés par la misère »*, a observé M. Juquin.

L'ancien dirigeant du PCF s'est également rendu dans un quartier populaire où le Front national réalise de bons scores. Il y a été reçu en toute simplicité par une famille modeste autour d'un apéritif. Malgré les caméras, M. Juquin s'est efforcé de mettre à l'aise ses interlocuteurs. Soucieux d'entendre des ouvriers dans leur milieu, il a fait glisser la discussion sur les TUC, le patronat et le racisme et il a invité Français et immigrés à attaquer ensemble les problèmes du quotidien et à *« discuter avant d'accuser »*.

Au cours de sa promenade dans les rues de la ville, M. Juquin a rencontré Mme Françoise Gaspard, ancien maire de Dreux, député PS d'Eure-et-Loir, qui lui a avoué sa sympathie car elle défend certaines de ses idées, mais elle ne lui donnera pas sa signature. Peu importe, M. Juquin affirme avoir fait le plein des parrainages.

Pensant obtenir au premier tour plus de 3 % des voix, il appellera à voter Mitterrand au second tour sans lui donner un chèque en blanc, mais, pour lui, le combat devrait continuer après les élections.

Chez Renault, les juquinistes ont *poussé le symbole jusqu'à partager* avec leur candidat le gâteau *« Génération du 24 avril »*. Conclusion de M. Juquin : *« C'est pour ça qu'on se bat, un gâteau plus gros et mieux partagé. »*

CHRISTIAN HOUISSE.

En Corse

M. Lionel Jospin veut concilier fermeté et ouverture

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Une trentaine de manifestants, groupés derrière une banderole proclamant *« Sculunizationi »* (« décolonisation »), criant *« Liberta ! »* et jetant des tracts à la volée au passage du cortège, à l'entrée du chapiteau du où se tenait le meeting ; un cordon de CRS — lui-même protégé par des hommes en armes, le fusil ou le lance-grenades à la hanche — contrôlant la poignée de nationalistes. C'est, avec la vision de graffittis et de quelques gendarmes retranchés derrière leur gilet pare-balles, le pistolet-mitrailleur en sautoir, le seul aperçu direct de la tension qui règne dans l'île qu'aura eu M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, en visite en Corse, le lundi 14 mars.

Si ces images de violence latente contrastaient avec la journée presque paisible — soleil, charcuteries, petites routes sinueuses — que M. Jospin a passée en Corse, le premier secrétaire du PS s'est, avant tout, employé — de la salle de la mairie du petit village de Murato, en Haute-Corse, au meeting du soir à Ajaccio, en passant par un entretien avec FR 3 — à forger la réponse du PS aux derniers attentats qu'a connus l'île. Sans toutefois tirer à boulets rouges sur le gouvernement, M. Jospin a évoqué les déclarations de M. Charles Pasqua à « L'heure de vérité » d'A 2 pour affirmer que le PS refuse de participer à « une entreprise de culpabilisation des Corses » qui vise, selon lui, à masquer les insuccès d'*« une politique bravache »*.

Le secrétaire du PS souhaite que le gouvernement ne tombe ni dans la *« provocation verbale »*, ni dans le *« triomphalisme prématuré »*. Il déplore le *« style »* que donne M. Charles Pasqua à *« une politique de bras de fer qui n'est pas à la hauteur de nos institutions »*.

De son côté, le PS, d'après son premier secrétaire, entend sortir des *« mâchoires* d'un *piège »* qui revient à pratiquer l'*« amalgame »* entre la violence et les *« problèmes de fond »* que connait l'île.

« Face à la violence, a souligné M. Jospin, *rigueur de la loi, fermeté de l'ordre, action libre de la justice, et face aux problèmes de la Corse — ce que je sépare — prise en compte des problèmes, volonté de trouver des solutions, dialogue et solidarité de l'ensemble de la communauté nationale française. »*

Pour le secrétaire du PS, *« on ne répond pas à la violence par la réforme »*. *« Mais, si on prend en compte la spécificité de la Corse on a le plus de chances qu'elle affirme son appartenance à la République.*

Le septennat du développement

Au passage, M. Jospin réfute la référence de l'ex-FLNC à une *« une société socialiste »* en observant que le, socialisme c'est *« la démocratie, la tolérance, le pluralisme, le respect de la loi, le refus de la violence »*. Au passage aussi, il rappelle l'action passée du gouvernement socialiste, notamment en matière de décentralisation et d'action culturelle.

Enfin, campagne électorale oblige, M. Jospin ne fera pas l'économie de quelques promesses, même si elles restent vagues. Le premier secrétaire du PS, qui observe que l'application du libéralisme économique serait *« mortelle pour le développement de la Corse »*, promet qu'en cas de victoire socialiste le prochain septennat sera *« le septennat du développement économique »* de la Corse. Il souligne aussi la nécessité de *« nouveaux efforts »* pour plus de démocratie dans l'île, efforts qui devraient s'exercer sur le terrain des élections, de la *« nécessaire transparence financière »*, du pluralisme de l'information — sans *« mise en tutelle »* de FR 3-Corse — sur le terrain aussi du fonctionnement des institutions régionales et de la culture.

Sur le terrain miné du problème corse, M. Jospin s'est ainsi employé à avancer avec prudence, en conjuguant *fermeté et ouverture*. Un exercice d'équilibrisme marqué par un seul mini-dérapage, lorsque le matin, à *Murato*, il avait par par mégarde, commencé une phrase par *« les Français, et aussi les Corses »*...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barre
Supplément d'âme

« La dimension culturelle est et sera une dimension essentielle de la vie sociale et nationale », a affirmé le lundi 14 mars M. Raymond Barre à Lyon. *« Cette dimension est essentielle dans une société dominée par la technologie et où il est nécessaire d'introduire un supplément d'âme (...) Un effort collectif sera nécessaire pour donner cette dimension nouvelle à la vie. (...) Nous devons revenir à un certain nombre de valeurs, fondement de toute société »* , a-t-il encore ajouté devant un groupe de jeunes barristes.

Quant aux jeunes qui se présentent pour la première fois sur le marché du travail, M. Barre leur a donné trois règles : volonté de travail, esprit d'ouverture et disponibilité. Puis se faisant badin, l'ancien premier ministre a ensuite révélé qu'il avait été *« un chahuteur froid au lycée. (...) Mon professeur de grec était charmant. Il écrivait sur le tableau :* « Hâte-toi lentement » ; *voyez comme cela m'a marqué... »*

M. Joxe
Majorité de progrès

« Nous espérons que l'élection présidentielle, après la victoire du candidat socialiste, marquera une volonté de changement qui pourrait se traduire dans une élection législative ultérieure et qui pourrait aboutir à la constitution d'une majorité de progrès derrière le président de la République » , a expliqué le lundi 14 mars M. Pierre Joxe, au cours de l'émission « Face au public » de France-Inter.

« Forcément, a ajouté le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, *la majorité se fera autour d'un groupe un peu plus important que le nôtre, autour de ceux qui se reconnaîtront dans un certain nombre de grandes options que le président de la République nouvellement élu proposera au pays. (...) Nous ne serons pas de ceux qui disent* « tout ce qui a été fait avant, on le jette, on le supprime », a conclu M. Joxe.

M. Leroy
Mitterrand tranquille

M. Roland Leroy, directeur de *l'Humanité*, a déclaré lundi 14 mars à Limoges : *« Ceux qui voudront voter pour François Mitterrand pourront le faire tranquillement au second tour. »* Mais, a-t-il précisé, *« il n'est pas nécessaire d'approuver l'intégralité de notre programme pour voter en faveur d'André Lajoinie »* au premier tour. *« L'union de la gauche ne se reproduira pas comme elle a fonctionné en 1981, car le programme commun que nous avons signé avec les socialistes a entretenu des illusions chez les travailleurs. »*

M. Madelin
Le piège

M. Alain Madelin a lancé, le lundi 14 mars à *Bordeaux*, un appel aux militants de son parti : *« Ne tombons pas dans le piège de dire que notre seul programme est de combattre François Mitterrand »*. Le numéro deux du PR a expliqué devant les militants de Gironde qu' *« on sent un peu de flottement dans la campagne »* à cause de la non-candidature de M. François Mitterrand.

Mais, selon le ministre de l'industrie, *les deux candidats de la majorité* font fausse route en répétant que *« tant qu'il n'est pas candidat on ne peut pas vraiment faire campagne. Il ne faut pas tomber dans ce piège (...) »*. *« Il ne faut pas se tromper d'adversaire*, a-t-il également ajouté. *Le deuxième tour aura besoin de l'alliance RPR-UDF. »*

M. Queyranne
Caméléon

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a estimé, le lundi 14 mars, que M. Jacques Chirac était *« un candidat caméléon »* qui *« prend de plus en plus les couleurs de l'extrême droite »*. Au cours du point de presse hebdomadaire du PS, M. Queyranne a affirmé que M. Chirac *« change de discours et de couleur suivant l'air du temps et de l'auditoire, avec une propension marquée à ressembler de plus en plus à M. Le Pen sur les thèmes de l'immigration et de la sécurité »*. Quant à la campagne de M. Raymond Barre, *« elle est à l'image »* de l'ancien premier ministre : *« elle somnole »*.

M. de Villiers
Le Grand Tonton réparateur

M. *Philippe de Villiers* (barriste) s'est déclaré, le lundi 14 mars, persuadé que M. Mitterrand annoncera sa candidature le dimanche 27 mars *« le jour des rameaux »*. *« On verra alors le grand tonton réparateur arriver sur son âne pour nous délivrer de nos péchés. »* L'ancien secrétaire d'Etat à la culture et à la communication a expliqué que *« ce que veulent les socialistes, c'est une séance de prosternation collective. Tout semblant de critique est blasphématoire et attentatoire à la dignité du président (...). M. Mitterrand élu, c'est le saut dans l'inconnu »*.





Politique



La campagne présidentielle

Le jugement des correspondants étrangers

Le cas Mitterrand

Que tout cela est long ! Les correspondants étrangers en poste à Paris ont le spleen et le style en panne : la campagne électorale s'englue, et aucun événement ne la sauve pour l'instant. *« On a l'impression d'assister à un faux départ sur un circuit automobile,* résume Thomas Kamm, du *Wall Street Journal. Le juge, sur la ligne de départ, agite son drapeau, mais les concurrents ne partent pas. »* Pis, avant même de commencer, *« la campagne est en train de sombrer dans l'ennui et tout le monde bâille »,* commente Paolo Romani, correspondant du quotidien milanais *Il Giornale.*

Bien sûr, la candidature en pointillé du président de la République est considérée comme un piment, mais trop subtil pour franchir les frontières. La rédaction en chef du quotidien populaire norvégien *Dagbladet* a failli y perdre son latin et a demandé à sa correspondante l'article lumineux susceptible de répondre à toutes les questions. Vibeke Knoop-Rachline a vaillamment envoyé son papier en relevant que *« la non-campagne de François Mitterrand met un bémol à toute la campagne »* ! Les plus chevronnés, comme Flora Lewis, éditorialiste au *New York Times,* marquent leur surprise : *« Je n'aurais pas imaginé que François Mitterrand attende si longtemps. Je pensais qu'il se déclarerait en février. »*

Le suspense n'est pourtant plus ce qu'il était : *J'ai l'impression que la lourde machine élyséenne travaille maintenant à la candidature de Mitterrand »,* indique Lluis Bassets, correspondant de *El Pais. « Je suis sûr qu'il se présentera »,* confirme Keiichi Kamoshida qui représente *l'Asahi Shimbum.* Mais cette tension, patiemment entretenue est-elle bien fair-play ? *« Il est possible d'ironiser sur son silence,* remarque Lluis Bassets, *on peut comprendre que les candidats déclarés protestent, mais il est exagéré de parler d'attentat à la démocratie comme l'ont fait certains. »* Le correspondant de *Il Giornale* a la dent dure : *« Ce n'est pas la meilleure façon d'agir d'un point de vue démocratique. Il ne joue pas vraiment le jeu. »* Et Flora Lewis, pour un peu, le qualifierait de « mijaurée » se faisant prier autant que faire se peut. *« C'est un jeu qui plaît ou déplaît »* conclut-elle.

« Le grand-père de l'Europe »

En fait, la quasi-totalité des correspondants de presse — irrités ou admiratifs — applaudissent la performance. Tant pis si François Mitterrand joue avec leurs nerfs. *« C'est tactiquement très habile,* note Thomas Kamm. *Rester président lui donne une certaine hauteur qu'il perdrait en tant que citoyen candidat. Comme cela, on s'occupe beaucoup plus de ses rivaux, ce qui l'arrange puisqu'il n'a pas grand-chose à annoncer. »* Trop de finesse peut cependant se retourner contre son auteur, estime Paolo Romani. *« Il ne faudrait pas qu'il tarde trop, je commence à percevoir un sentiment d'irritation. »*

La correspondante du *Dagbladet* est pour sa part surtout *« frappée du manque d'intérêt des Français »* pour une campagne électorale *« molle comme un édredon ».*

Mais, inévitablement, la discussion revient autour de l'actuel président de la République. Les images du *gentleman farmer* lettré, du stratège redoutable, du joueur tranquille, se bousculent. Et même, quand on s'y attend le moins, celle du petit père des peuples : *« On a un peu l'impression que ce qui se joue, c'est quelque chose comme la présidence morale de l'Europe,* commente Lluis Bassets. *Son prestige, sa longue présence à la tête d'un Etat, lui donnent la possibilité de devenir le grand-père de l'Europe. »*

Le correspondant de *l'Asahi Shimbum* dit sensiblement la même chose : *« Ces sept années d'expérience et la cohabitation lui confèrent une grande sagesse et de la prudence. Il ressemble à un grand-père, et Jacques Chirac, à côté de lui, à un petit garçon. »* Et en souriant, Keiichi Kamoshida note que la France est le seul pays où un dirigeant peut se permettre de prendre tout son temps *« comme De Gaulle ou Louis XIV »...*

LAURENT GREILSAMER.

Immigration : consensus et dérapages

(Suite de la première page.)

Les partis politiques semblent déteindre les uns sur les autres. N'est-ce pas Raymond Barre, dans son livre *Questions de confiance,* qui reprend l'idée d'une France *« multiculturelle »* que des socialistes, de plus en plus nombreux, commencent à trouver absurde ? Le même Raymond Barre défendait d'ailleurs, avec une égale conviction, le 2 février, le *« maintien vigilant de notre identité nationale »...*

Voilà pour les principes. Reste à les appliquer, et c'est une autre affaire. De 1981 à 1986, les socialistes avaient oscillé entre la générosité et la fermeté. D'une part, ils régularisaient la situation des clandestins, libéralisaient la formation d'associations étrangères et instituaient la carte de résident de dix ans. Mais, d'autre part, ils rendaient plus difficile l'immigration familiale, rétablissaient l'aide au retour, permettaient de déférer d'urgence devant les tribunaux des étrangers en situation irrégulière et de les reconduire immédiatement à la frontière.

Le gouvernement de Jacques Chirac, lui, est allé toujours dans le même sens — celui de la fermeté, — mais avec des reculs qui lui ont été imposés par des mouvements d'opinion. Ainsi, la « loi Pasqua » sur l'entrée et le séjour des étrangers en France n'a pu s'appliquer aux demandeurs d'asile. De même, la réforme du code de la nationalité a dû être adoucie puis reportée à des jours meilleurs.

Dans cette campagne présidentielle, les seules propositions extrêmes en matière d'immigration viennent de candidats qui n'ont aucune chance de figurer au second tour. Pierre Juquin entend accorder le droit de vote aux étrangers à toutes les élections, tandis que Jean-Marie Le Pen veut à la fois organiser des retours massifs dans les pays d'origine et instituer la *« préférence nationale »* pour l'emploi, les attributions de logement et les allocations.

Un référendum sur la nationalité ?

Chez les principaux candidats, on n'a entendu pour le moment qu'une seule proposition spectaculaire : un référendum sur la réforme du code de la nationalité, envisagé par Jacques Chirac. Mais le candidat RPR n'a lancé cette idée qu'*incidemment*, à la fin d'un meeting. Rien ne garantit que le référendum sur la nationalité aboutira davantage que celui que François Mitterrand annonçait en 1984 sur l'école privée. S'il est un sujet qui ne se prête pas à référendum, c'est bien cette législation sur la nationalité, extrêmement complexe, qui exigerait six mois d'explications au tableau noir pour être à peu près comprise des Français...

L'une des nouvelles donnes de la campagne présidentielle — et qui explique aussi la prudence des principaux candidats — est l'émergence des beurs. Un demi-million d'électeurs potentiels ? Nul ne connait exactement leur nombre, mais personne ne désespère d'attirer une partie d'entre eux. Les organisations qui affirment les représenter refusent de donner des *consignes de vote, se contentant de* menaces et d'appels du pied. Tout se joue en demi-teinte : on a vu, le week-end dernier, un non-candidat, François Mitterrand, recevoir un appui non explicite de SOS-Racisme, deux semaines après qu'il eut fait une visite dans une école de Belleville fréquentée par de nombreux enfants étrangers...

Dans ce flou artistique, Jean-Marie Le Pen s'en donne à cœur joie. Multipliant les petites phrases, il oppose les *« berceaux français »* aux *« charters d'immigrés »* ou rappelle qu'on a *« arrêté à Poitiers les arrière-arrière-arrière-grands-pères de Boumediène ».* Un jour, il reproche à Jacques Chirac d'avoir *« emprunté des pans entiers de son programme » ;* un autre, d'avoir sacrifié *« le drapeau de Jeanne d'Arc à la culotte de Madonna ».*

Difficile le lui laisser le champ libre. MM. Chirac et Pasqua donnent de temps en temps des gages à son électorat, mais avec mille précautions. En matière d'immigration, il n'y a plus de dérapage que contrôlé.

ROBERT SOLÉ.

Nouvelle-Calédonie

Polémique entre le RPR et le PCF

Une mission d'études de la commission des lois de l'Assemblée nationale devait partir, le mardi 15 mars, en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie. Mais au dernier moment, son président, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), a décidé de l'annuler. A son programme de trois jours à Nouméa ne figuraient que des entretiens avec le *haut-commissaire,* avec les parlementaires représentant le territoire et avec les élus du congrès. Cela ne suffisait pas à M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis), qui avait prévenu M. Mazeaud de son intention de rencontrer les responsables du FLNKS et de se recueillir sur la tombe d'Eloi Machoro. Le président de la commission des lois a estimé qu'il n'était pas possible qu'un parlementaire en mission officielle ne respecte pas le programme officiellement établi.

De cet incident, M. Mazeaud a tiré la conclusion que sa mission, qui avait dû être reportée à cause de la longueur de la discussion des projets sur la transparence de la vie politique, est maintenant trop proche de la campagne électorale et risquait d'interférer avec elle. Il a donc préféré l'annuler. M. Asensi estime que la raison *« réelle »* de cette annulation est *« d'empêcher un député communiste de jouer son rôle en dénonçant les méfaits du colonialisme en Nouvelle-Calédonie ».* Il affirme que l'on *« veut lui interdire de réaffirmer le droit inné du peuple canaque à l'autodétermination, alors même que plusieurs ministres, qui ont entrepris dans le territoire une vaste tournée électorale, s'efforcent d'en faire une chasse gardée du RPR ».*

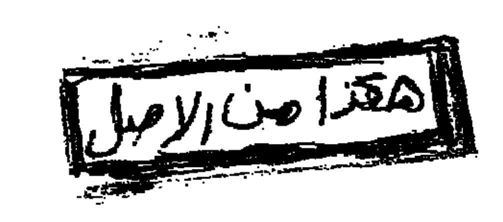
Selon l'IFOP

Indécision et désintérêt de l'opinion

La campagne électorale n'est pas intéressante, estiment 61 % des personnes interrogées par l'IFOP dans un sondage publié, le 13 mars, dans *le Journal du dimanche,* alors que 25 % partagent un avis contraire. En janvier 47 % des interviewés trouvaient la campagne peu passionnante 33 % émettant un jugement opposé. Néanmoins 93 % des 806 personnes sondées du 22 au 24 février (au lieu de 91 % le mois dernier) ont l'intention de participer au scrutin. Seuls 55 % des consultés (au lieu de 57 %) savent déjà pour qui ils vont voter, 42 % (au lieu de 35 %) demeurant indécis.

● **M. Chirac remet la grand-croix de la Légion d'honneur au rabbin Kaplan.** — M. Jacques Chirac a remis la grand-croix de la Légion d'honneur, le lundi 14 mars, à M. Jacob Kaplan, ancien grand rabbin de France, au cours d'une cérémonie qui a réuni quelque deux cents personnes à l'hôtel Matignon. *« Vous avez été de tous les combats pour la justice »,* a déclaré le premier ministre, en rappelant l'engagement de M. Kaplan dans les conflits de 1914-1918 et de 1939-1945. Le président du Sénat, M. Alain Poher, l'académicien Jean Guitton, l'ancien grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, et l'actuel, M. Josef Sitruk, le président du CRIF, M. Théo Klein, et l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Sofer, assistaient, notamment, à cette cérémonie.





Politique

Le feuilleton du septennat

1982, l'air des sommets... et de l'austérité

En 1981, « quelque chose a changé ». Barbara chante « l'homme à la rose » et la droite entonne, à l'intention des socialistes parvenus, le grand air de la maladie (** le Monde **daté du 15 mars). En 1982, ce fut 37,2 degrés le matin après la fièvre du samedi soir, le tournant de la rigueur au mois de juin.

En 1982, on allait bien s'amuser, *le Figaro* l'avait promis. Cela se vit à la mine des quatre ministres communistes qui commençaient à tirer une tête aussi longue que les cortèges à venir de la CGT.

« *Les gars, bien sûr, ce n'est pas drôle, mais on a bien fait des efforts plus importants en d'autres temps. Ce sera difficile, mais c'est pour une durée limitée* » : voilà ce que Marcel Rigout, ministre communiste chargé de la formation professionnelle, aurait dit à ses camarades ouvriers, en ce début d'été, s'il avait été syndicaliste plutôt que membre du gouvernement. Le pouvoir, c'est-à-dire une part de lui-même, venait de bloquer les salaires et les prix, à la mi-juin, pour quatre mois. « *Ce n'est pas le moment de cueillir les cerises* », constatait Jacques Delors, la « *pause* » d'une main, les purges de l'autre.

Le 12 juin, à Deauville, Jacques Delors, blême, le visage fermé, avait annoncé aux patrons du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise, la dévaluation imminente du franc et le plan d'accompagnement — rigueur et austérité — qui allait avec. Ce serait, avait-il précisé, « *un petit électrochoc* » pour l'économie. Ce fut pour la CGT un gros choc. La Confédération réunissait au même moment à Lille son 41e congrès. Pierre Mauroy, premier ministre et maire de la ville, *offrit un vin* d'honneur le 13 juin, en son beffroi.

Dans un propos amical rapidement troussé, il glissa le blocage des prix. On applaudit. Puis le blocage des salaires. On siffla. « *Faites payer les patrons !* », criaient les syndicalistes. Pierre Mauroy remit à Henri Krasucki, nouveau secrétaire général de la CGT, et à Georges Séguy, l'ancien, la médaille d'or de la ville. S'adressant au « *camarade* » Mauroy afin de le remercier, Georges Séguy déclara : « *Je pense que tu n'attendais pas de moi que je t'accorde l'adhésion enthousiaste de la CGT. Le consensus par la rigueur et l'effort attendra.* » Il attend encore.

A propos du blocage des salaires, Henri Krasucki parla, devant le congrès de sa Confédération, d'une « *erreur économique* » et d'une « *faute politique* ». Quant au CNPF, il ne manifesta pas plus d'enthousiasme. Aucun pays, observa Yvon Gattaz, n'est parvenu à vaincre l'inflation par des procédés de contrôle et de blocage. Il pensait évidemment au blocage des prix. A chacun sa douleur.

1982, au sommet, n'avait pas si mal commencé. François Mitterrand, couronné « *l'homme de l'année* » 1981 par le *Financial Times* (tandis que Valéry Giscard d'Estaing jetait « *les rancunes à la rivière* »), avait affirmé, le 31 décembre 1981 à la télévision, en présentant ses vœux aux Français : « *La reprise est là.* » Cet optimisme audacieux parut naturel. Après tout, la relance de juin-juillet 1981 avait été, disait-on, raisonnable, sans grand risque apparent, bien qu'à contre-courant de ce qui, à l'époque, se faisait de mieux dans le monde. Mais à l'heure des bilans, aux alentours du 10 mai 1982, premier anniversaire de l'élection présidentielle, les sceptiques relevèrent la tête. La « *reprise* » annoncée n'était pas là. François Mitterrand le savait : Jacques Attali le lui avait dit dès novembre 1981. Ce n'était pas, pourtant, la catastrophe promise d'office par la droite. Pas encore.

Depuis septembre 1981, le déficit commercial s'alourdit. Les entreprises étrangères se repaissent de l'augmentation de la demande française tandis que les entreprises nationales grignotent, sans plus. Michel Jobert, en charge du dossier, avait annoncé en février que le déficit atteindrait 100 milliards de francs en 1982, soit le double de l'année précédente. Les évasions de capitaux sont évaluées à 25 milliards de francs, et les réserves de la banque de France ont fondu de moitié. L'échec de la gauche aux élections cantonales de mars — « *les Français se sont dit : « Tiens, on va lancer un avertissement*'... *Faut qu'ils apprennent à vivre un peu là-bas* », commentera François Mitterrand — a encouragé la spéculation contre le franc. L'inflation évolue au rythme de 14 % l'an, comme à la fin du gouvernement Barre, alors que la plupart des pays industriels parviennent à brimer rudement la leur.

TRAVAIL..
CONFIANCE..
RIGUEUR..
EFFORT...

Le chômage semble stabilisé, mais sur la fameuse « crête » des deux millions, soit trois cent mille personnes de plus qu'en mai 1981. Jacques Delors s'en consolera en expliquant que cela ferait toujours trois cent mille de moins qu'avec l'ancienne politique, celle de Raymond Barre, si les Français l'avaient laissé continuer. Raymond Barre, justement, affirme : « *La vraie solution à la crise financière dans laquelle nous sommes entrés, c'est le freinage et la réduction des dépenses, c'est-à-dire un changement de politique. En tout cas, la machine est emballée, et elle ne pourra pas facilement ni rapidement être ralentie.* »

Pourtant, les pingres du gouvernement — Jacques Delors et le ministre du Plan, Michel Rocard — l'avaient emporté sur les flambeurs au cours de trois réunions aux forceps, à l'Élysée, en novembre et décembre 1981. De ces trois « séminaires » aux affrontements violents était sortie la ligne de conduite suivante : il convenait de limiter les dépenses budgétaires et de Sécurité sociale, ainsi que de renoncer à augmenter la TVA pour financer les déficits.

L'Etat sans-culotte à Versailles

Cela paraissait suffisant pour tenir la route. Les technocrates de l'économie, naguère honnis et qui commençaient à imposer leur utilité (Jean Peyrelevade, Henri Guillaume, Pascal Lamy chez le premier ministre, Philippe Lagayette à l'économie, François-Xavier Stasse à l'Élysée), jugeaient la potion encore un peu faible. Pierre Mauroy aussi, qui, en avril et mai 1982, fit préparer un plan d'austérité, quarante feuillets, à l'intention de l'Elysée. Jacques Delors encore, qui, au mois de mai, tut ses angoisses afin de ne point distraire François Mitterrand de la préparation d'un fastueux tralala grand siècle — le sommet à Versailles des sept pays les plus riches du monde.

L'erreur au sommet. François Mitterrand avait griffonné « *Versailles* » sur un bout de papier lorsque Jacques Attali, lors de la *précédente rencontre*, à Ottawa, lui avait demandé où l'on inviterait Margaret Thatcher, Ronald Reagan et les autres membres du club des mangeurs de homard Thermidor. Le président socialiste français, chef de l'Etat sans-culotte, voulait « *recevoir comme il se doit* ». « *Nous n'avons rien fait de trop. Nous avons fait ce qu'il fallait faire. Si cela peut servir le rayonnement de la France, je m'en réjouis, bien entendu.* » Cela ne contribua pas, en tout cas, au rayonnement du gouvernement de la gauche, parmi les masses populaires.

Dîner d'apparat, concerts, Opéra royal, ballets, feux d'artifice, grandes eaux, et André Lajoinie fagoté dans son smoking. « *Il faisait si chaud, dimanche soir, chez Louis XIV et François Mitterrand, qu'il fallut ouvrir les fenêtres. La bourrasque, soudain, s'y engouffra, comme le symbole d'une réalité trop sinistre pour se laisser, ne serait-ce qu'un instant, oublier* », écrivait André Fontaine. L'Argentine et la vieille Angleterre se disputaient depuis quinze jours les Malouines les armes à la main. Au Liban, l'armée israélienne venait d'entrer ; elle donnait du canon pour la « *paix en Galilée* ». La Pologne était normalisée, l'Afghanistan plombé.

Ils étaient vingt mille à transpirer « *pour la paix* », au même moment, de Clichy à la Bastille, rameutés par une extrême gauche en décrépitude depuis le début des années 70 mais qui, pour l'occasion, avait mobilisé « *comme il se doit* ». Ils avaient tout compris. Ils braillaient :

« *A Versailles, au fromage,*
on nous sert le chômage.
A Versailles, au dessert,
c'est la crise qu'on nous sert. »

La très conservatrice *Frankfurter Allgemeine*, dont la gauche française, il est vrai, n'attendait point de compliment, écrivit : « *Pour François Mitterrand, ce sommet marque la fin des illusions socialistes. Les Européens ne veulent rien savoir de sa recette d'* « espace social européen », *de la semaine de trente-cinq heures et autres inventions de même nature. Même des concessions japonaises ne changeront rien à la balance commerciale catastrophique de la France.* » A Paris, seule *l'Humanité* dressa un bilan globalement positif de cette sympathique réunion de famille : « *Rien n'entrave les choix nationaux de reconquête du marché intérieur, d'essor de l'activité. Rien ne met en cause la voie originale adoptée par notre pays.* » Bon.

La France tanguait et commençait à donner de la gîte. Elle avait dévalué, en octobre 1981, modestement (8,5 % par rapport au mark), trop modestement, d'autant qu'elle s'y était refusée au mois de mai. « *On ne dévalue pas la monnaie d'un pays qui vient de vous faire confiance* » (1), avait répondu François Mitterrand à Pierre Mauroy, le 21 mai, dans la voiture à bord de laquelle il avait remonté debout les Champs-Elysées. Le réajustement d'octobre n'avait pas servi à grand-chose, les socialistes confiants dans leur bonne étoile ayant dédaigné tout plan sérieux d'accompagnement. Consulté sur ce point, Jacques Delors n'avait remis à Matignon qu'un demi-feuillet rédigé par son directeur de cabinet et lui-même. Jean Peyrelevade le regrettera publiquement : « *Nous avons manqué cette occasion. C'est la plus grosse faute que nous ayons commise. Nous avons été coupables par impuissance, et nous nous en voulons encore aujourd'hui d'avoir ainsi perdu quelques mois importants. Nous n'avons pas su, ou pas pu (ce qui revient au même), peser suffisamment sur le cours des choses pour que cette première dévaluation ait été accompagnée d'un plan économique digne de ce nom.* »

« Là, c'est la montagne »

Il faudra bien, en juin, plonger sur la réalité, sans tomber à côté de la marmite. François Mitterrand ne disposait pas d'une telle force de conviction qu'il pût arracher à Ronald Reagan un bouleversement de sa politique économique. Reagan quitta Versailles le 6 juin les mains dans les poches, et Mitterrand les bras ballants. La France était toute nue.

Le 12, le franc est dévalué de 10 % par rapport au mark. Le 13, un dimanche, le conseil des ministres, réuni à l'heure de la messe, adopte le plan de rigueur qui, cette fois, va de pair : blocage des prix (sauf l'énergie, l'agriculture et les produits alimentaires frais) et des revenus (sauf le SMIC) jusqu'au 31 octobre ; déficit budgétaire limité, pour 1982 et 1983, à 3 % de la production intérieure brute ; 8 milliards de francs d'économies pour la Sécurité sociale, augmentation des cotisations de l'UNEDIC et contribution des fonctionnaires. Le paquet cadeau sera déballé devant le pays par Pierre Mauroy, l'inventeur, Jacques Delors, qui recommandait la rigueur mais répugnait à bloquer les salaires, et Laurent Fabius juste avant les vêpres.

Entre-temps, le 9 juin, réunissant l'une de ces conférences de presse à grand spectacle dont il abandonnera l'usage à partir de 1985, François Mitterrand avait prononcé, sans insister, son *mea culpa* : « *Eh bien, la crise mondiale s'est aggravée au lieu de s'apaiser !* » Il avait annoncé, en filigrane, quelques grands choix à venir : restructurer l'industrie « *à tout prix* », et pas « *n'importe laquelle* » ou « *n'importe comment* » ; « *choisir les secteurs où l'industrie est franchement compétitive* ». Et, puisque l'on humait déjà les fumets d'embrocation sur les mollets lustrés des coureurs du



Tour de France, il avait parlé d'un « *changement de profil des étapes* » : « *Là, c'est la plaine... Là, c'est la montagne.* » Lionel Jospin promit au pays « *des années terribles* ».

La perspective d'une éternelle grimpette en danseuse était passée presque inaperçue. Les Français s'en fichaient comme en 39 de l'an quarante. Plantu, qui a l'oreille fine, dessina un graphique en forme de col vers l'enfer, deux petits Français et une Marianne suant sur le plat auxquels un Mitterrand à pantalons de golf, genre Tintin au Tourmalet, lançait, enthousiaste, désignant la paroi : « *C'est ici, le chemin !* »

Les Français ne tardèrent pas à lui en montrer un autre : c'est ici le sommet de l'impopularité. Pierre Mauroy et François Mitterrand commencèrent à grimper dans le noir des sondages. Tout doucement, car l'on n'avait pas encore ni tout compris ni tout vu. Et que se préparait le triomphe du siècle, l'échec aux pénaltys des petits hommes bleus commandés par Platini face aux Allemands de l'Ouest, en demi-finale du Mundial, le 8 juillet. Il n'y avait qu'un méchant, l'abominable Schumacher, gardien de ring dans l'équipe adverse. La France pouvait encore, pour quelques semaines, continuer sa sieste. L'austérité n'était qu'un contrat à durée limitée. On ne se doutait pas qu'il était renouvelable.

Jacques Chirac sonna le réveil, à 18 000 kilomètres, le 1er septembre, depuis Nouméa : « *L'évolution de la situation économique en France fait que l'expérience socialiste ne durera pas deux ans.* » Socialiste ? Certes, mais « *le socialisme n'est pas ma Bible*, dit François Mitterrand quatre semaine plus tard, au cours de sa visite officielle dans la région Midi-Pyrénées. Il affirma deux priorités : casser l'inflation — « *Pourquoi pas 6 % ? Pourquoi pas 5 % ?* », le pari paraissait insensé — et alléger les charges des entreprises. « *Ma préoccupation est que l'ensemble des entreprises puissent échapper aux trois menaces du moment : l'alourdissement de leurs charges, la lourdeur des taux d'intérêt, la surcharge de leur endettement financier.* » Il demanda à la nation tout entière d'« *accepter la rigueur de l'effort* ». « *La rigueur pour les patrons !* » répondit la CGT à Toulouse. A compter de ce jour, les cortèges de pancartes ne cesseraient pas de s'allonger. Au gouvernement, les communistes ne chipotaient encore que sur la Sécurité sociale. Cette complaisance n'allait pas durer. Celle de *l'Humanité* non plus, qui s'était indignée que, le 14 juillet, quelques hurluberlus, qualifiés de « *factieux* » par Louis Mermaz, aient eu l'audace de siffler le président de la République pendant que le peuple de Paris était occupé à voir et complimenter le chef des armées françaises.

Lorsqu'il se présenta aux Français, le 31 décembre 1982, ses vœux pour l'année 1983, François Mitterrand parla de l'essentiel, c'est-à-dire de la politique de rigueur, longuement, et de la sécurité du pays, brièvement. « *Il n'est pas de compromis quand la communauté nationale est en cause* », dit-il. L'année avait été sanglante : un mort et soixante-trois blessés, le 22 avril, dans un attentat à la voiture piégée, rue Marbeuf à Paris ; six morts le 9 août, rue des Rosiers, à la grenade et au pistolet mitrailleur, dans la salle de restaurant de Jo Goldenberg. Rue des Rosiers, François Mitterrand en état de choc est accueilli aux cris de « *Mitterrand trahison !* », « *Mitterrand assassin !* » et aussi « *Mitterrand Oradour !* ». En juillet, à Budapest, pressé de questions par un journaliste à propos de l'intervention israélienne au Liban, il avait répondu : « *Les interventions militaires, lorsqu'elles rencontrent une résistance, provoquent des Oradour [...] Je ne l'ai pas accepté en France, je ne l'accepterai pas au Liban.* » Au début de l'année, devant la Knesset, le Parlement israélien, il avait énoncé sa position, constante quels que soient ses interlocuteurs : « *Le dialogue suppose que chaque partie peut aller au bout de son droit, ce qui, pour les Palestiniens, peut, le moment venu, signifier un Etat.* »

La mort, rue des Rosiers, plongea François Mitterrand, « *l'ami de la communauté juive de France* », dans une sorte de prostration. Puis, le 18 août, au conseil des ministres, le gouvernement mit sur pied un dispositif antiterroriste. Christian Prouteau, patron des gendarmes du GIGN, chargé de la sécurité du président de la République depuis le mois de juillet, obtint une mission « *de coordination, d'information et d'action* » contre ce cancer des Etats.

L'état de grâce quittait déjà la planète. « *Maison, Maison* », le petit héros vert de Spielberg, E.T. l'extra-terrestre, fut sacré par *Time* homme de l'année.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) *Véridique histoire d'un septennat peu ordinaire*, de Claude Estier et Véronique Neiertz, éditions Grasset.

Prochain article :

1983 : les décrets divins

Un député socialiste demande des explications sur les comptes énigmatiques du maire d'Orléans

ORLÉANS
de notre correspondant

Obstiné, le député rocardien et conseiller municipal d'Orléans, Jean-Pierre Sueur, vient de saisir la Chambre régionale des comptes et la Commission nationale d'accès aux documents administratifs. Depuis des mois, l'élu socialiste s'interroge sur le fonctionnement de l'Association pour le développement économique d'Orléans (ADECO). Non pas pour remettre en question son efficacité. En novembre 1983, le maire d'Orléans, M. Jacques Douffiagues, avait, en effet, créé cette association dont l'objectif était d'assurer la promotion économique de la ville et d'y attirer les investisseurs notamment étrangers. Le budget de l'ADECO (subventionné à 100 % par la ville) est passé de 2 070 000 F en 1984 à 6 300 000 F en 1988. Des sommes non négligeables pour le contribuable orléanais.

Le résultat le plus spectaculaire de l'action de l'ADECO a été d'obtenir — avec le concours des services économiques du département — l'implantation à Orléans du géant américain du papier domestique, Scott Paper. M. Jacques Douffiagues, aujourd'hui ministre délégué chargé des transports, a d'ailleurs reçu à l'automne dernier une « Marianne d'or » récompensant *« le dynamisme économique »* manifesté par sa ville.

Deux lignes dans les comptes 1985 et 1986 de l'ADECO ont pourtant attiré l'attention de l'élu municipal socialiste qui, jugeant insuffisantes les explications fournies par le maire d'Orléans, a décidé de saisir les deux instances administratives.

Honoraires forfaitaires

La première de ces lignes concerne les actions entreprises par l'ADECO auprès de la presse nationale en 1985 et 1986, actions qui ont coûté la somme de 1 202 873 F. La seconde, d'un montant de 1 554 338 F, engagée, toujours en 1985 et 1986, pour la prospection des entreprises israéliennes, confiée à une SARL parisienne, la société GPD-RAMI, spécialisée, à l'origine, dans le commerce du diamant.

Tant pour l'action « Media » que pour le démarchage des industriels israéliens, les résultats ne semblent pas avoir été à la hauteur des sommes investies, estime M. Jean-Pierre Sueur. Les « relations avec la presse » ont été sous-traitées par l'ADECO au cabinet ODIC (Olivier Dassault international communication, racheté en 1986 par Homsy-Delafosse) par convention en date du 2 juillet 1984, prorogée par deux avenants signés les 31 décembre 1985 et 28 février 1986. Sur la somme de 1 202 873 F TTC, 111 753 F ont été utilisés pour des insertions publicitaires dans la presse ; 830 000 F ont constitué les « honoraires » proprement dits au cabinet ODIC ; ce dernier a en outre perçu 261 120 F pour « frais de fonctionnement ».

Tous ces chiffres ont été communiqués par le maire d'Orléans au député socialiste qui les sollicitait. Mais pour quelles prestations ? Bien minces, selon M. Jean-Pierre Sueur, dans l'état de ses informations, le maire lui refusant tout justificatif de ces honoraires versés au cabinet ODIC : au total, parmi les prestations « observables », deux conférences de presse les 21 juin 1984 et 26 septembre 1985, dont il voit mal comment elles ont pu entraîner des frais aussi importants, les articles qui en résultent d'ordinaire *« ne donnant lieu par définition à aucune dépense »*. Réplique de M. Jacques Douffiagues au conseil municipal : *« Les honoraires ont un caractère forfaitaire. Va-t-on demander à un médecin ou un avocat le décompte de sa consultation ? »*

Autre point sensible dans le dossier de l'ADECO : les relations qu'elle a entretenues avec la société Comptoir privé du diamant-Recherches et analyses de marchés internationaux (CPD-RAMIS) chargée de prospecter les milieux industriels israéliens. Selon l'audit effectué sur les comptes de l'ADECO, cette prospection a coûté la somme de 1 554 338 F pour les années 1985 et 1986.

Créée en 1979, la CPD-RAMI, SARL siégeant 11, avenue Delcassé à Paris, est *« mise en sommeil »* dès 1981 devant le *« marasme persistant »* dans le secteur des pierres précieuses, si l'on en croit le compte rendu de l'assemblée générale du 8 juillet 1981, mais dont le procès-verbal ne sera enregistré au tribunal de commerce de Paris que le 10 décembre 1985. L'objet social est, selon son nouveau gérant, M. Victor Mimouni, transformé et étendu aux relations internationales cette même année 1981. Affirmations contredites par une pièce figurant au bilan 1984 de la société et indiquant que la modification de l'objet social est intervenue le 23 juillet 1984. Vraisemblablement parce que des contacts sont déjà en cours avec la ville d'Orléans. Une assemblée générale de la société, qui se réunit le 7 août 1984, approuve d'ailleurs l'*« entrée en relation »* avec l'ADECO. Une convention avec cette dernière est signée le 26 décembre 1984.

Plusieurs questions se posent. Pourquoi la ville d'Orléans choisit-elle de confier le développement de ses activités économiques à un diamantaire, dont, en outre, les activités ont été mises en sommeil et sont déficitaires (le compte d'exploitation 1984 de CPD laisse apparaître un déficit de 75 871 F) ? L'ADECO n'aurait-elle pas pu confier directement sa prospection à la Chambre de commerce France-Israël, dont M. Mimouni se dit délégué général ?

Des résultats décevants

Car les résultats, là aussi, n'ont pas été à la hauteur des sommes engagées : aucune entreprise étrangère contactée par CPD-RAMI ne semble avoir investi à Orléans. *« Notre rôle était de trouver des sociétés et de les mettre en relation avec l'ADECO. Ce n'est pas ma faute si elles ont choisi d'aller s'implanter ailleurs »*, se défend, en substance, M. Mimouni qui affirme avoir reçu 800 000 F HT *« seulement »* de la ville d'Orléans, alors qu'il en a engagé le double, selon lui, dans l'opération. On est donc loin, si l'on en croit M. Mimouni, des 1 554 338 F engagés par l'ADECO au titre de sa prospection en Israël. Que sont devenues les sommes restantes ? Ce n'est pas la moindre des multiples questions que ce chapitre un peu ténébreux des relations de l'ADECO avec CPD-RAMI suscite. L'ADECO n'a d'ailleurs pas renouvelé son contrat avec ce partenaire en 1987.

Lancée dans la compétition économique que se livrent les villes, Orléans s'est-elle trompée, à ses débuts, dans sa manière de communiquer et dans le choix de certains de ses « prospecteurs » ? La ville a démontré, par la suite, qu'elle savait « ferrer les gros poissons », en réussissant, notamment, à arracher à d'autres villes qui avaient de solides arguments le choix de Scott Paper en faveur d'Orléans. Dans sa polémique avec M. Jean-Pierre Sueur, M. Jacques Douffiagues a rappelé que par le canal de l'ADECO, trente-deux entreprises s'étaient installées à Orléans en l'espace de trente mois. Pour M. Jean-Pierre Sueur, il reste, dans les comptes de l'ADECO, des zones d'ombre qu'il souhaiterait voir éclaircies.

RÉGIS GUYOTAT.

FAITS DIVERS

A Saint-Etienne

Incendie dans un entrepôt des « Restaurants du cœur »

SAINT-ÉTIENNE
de notre correspondant

Un incendie a détruit, dimanche 13 mars dans le sous-sol d'un immeuble, les stocks des Restaurants du cœur de Saint-Etienne (environ 400 kilos de viande et 300 kilos de poisson congelé) ainsi qu'un congélateur. A aucun moment le sinistre n'a gagné les étages de l'immeuble, au demeurant inoccupé.

Selon M. André Piat, président de l'association, l'incendie pourrait être d'origine criminelle. Il rappelle, à ce sujet, qu'un tract raciste a été anonymement déposé dans la boîte aux lettres de l'association quelques jours auparavant. Mais aucune revendication n'a été enregistrée jusqu'à présent bien que la rumeur en ait couru. D'autre part, la découverte sur les lieux d'un bidon d'essence a été formellement démentie.

Pour sa part, M. Christian Cabal, député RPR et adjoint au maire de Saint-Etienne, ne croit pas à la thèse de l'attentat : *« Ce n'est pas,* a-t-il dit, *au stock alimentaire que les incendiaires supposés se seraient alors attaqués, mais aux locaux eux-mêmes. »*

L'incendie ne devrait pas avoir de conséquences sur l'approvisionnement hebdomadaire des huit cents rationnaires des Restaurants du cœur de Saint-Etienne. La municipalité a, en effet, fourni à l'association *un nouveau local*. La prochaine distribution de colis alimentaires devrait avoir lieu normalement le 18 mars.

J. T.

Des initiatives tous azimuts

Coup de jeune sur les banlieues

Personne, il y a quelques années, n'aurait osé parier 1 F sur le destin de ces garçons et de ces filles. Trop de handicaps semblaient peser sur eux. Issus de familles modestes, souvent d'origine étrangère, ils habitent ces grands ensembles de banlieue qui donnent des cauchemars aux élus locaux. Ne parlons pas de leur scolarité chaotique et fréquemment sans autre issue que le chômage.

Pourtant, ces jeunes n'ont pas capitulé. Certains se sont mis en tête d'aider les gosses de leur quartier, d'autres ont créé de petites entreprises. Ceux qui avaient des dons artistiques se sont lancés dans la mode, la danse ou le music-hall. Bref, ils entreprennent et même ils réussissent.

Leur mérite valait bien une reconnaissance officielle. On la leur a accordée en les conviant à monter sur une scène parisienne : celle encore peu connue dont est doté le nouvel Institut du monde arabe. Durant toute la journée du lundi 14 mars, à l'initiative de la Commission nationale de développement social des quartiers, ces jeunes ont pu raconter leur aventure et témoigner de leur talent.

Les animateurs d'une association de La Rochelle ont expliqué, par exemple, comment ils ont embelli, par un nouveau mobilier urbain et des fresques murales, le cadre de vie de leur quartier. D'autres ont lancé avec succès une télévision locale, Canal-Nord, qui a transformé l'ambiance d'une banlieue d'Amiens. En région parisienne, à Toulouse, à Marseille, des volontaires se sont mués en pédagogues pour aider les enfants d'immigrés à faire leurs devoirs. A Creil, dans l'Oise, comme à Poitiers, les jeunes des quartiers à problèmes ont créé plusieurs entreprises : rénovation d'appartements, construction de bateaux, fabrication d'articles de sport, l'imagination ne manque pas.

Une jeune femme de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) a osé lancer, avec ses camarades, une entreprise de mode. Sur les planches de l'Institut du monde arabe, ses stylistes et ses mannequins ont fait la démonstration de leur savoir-faire. Les organisateurs de la journée avaient eu, en effet, l'heureuse idée de demander aux groupes culturels de se donner en spectacle. On a pu juger ainsi de la qualité de Traction avant, jeunes danseurs de Vénissieux ou des Spinch, comédiens-chanteurs de Romans (Drôme).

Quel que soit la nature de leur activité, ces groupes de jeunes, une quinzaine au total, ont regagné leur province avec un moral en acier trempé. M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, était venu lui-même en début de journée les féliciter. S'adressant tout spécialement à ceux dont les parents sont nés hors de France, il leur a dit en substance : non seulement, vous avez relevé le défi de l'intégration dans la société française, mais vous participez efficacement à la réhabilitation de vos quartiers ; vous démontrez que la marginalisation n'est pas une fatalité ; la communauté nationale a besoin de votre imagination, de votre ténacité et de vos initiatives.

Les « battants » surgis des banlieues défavorisées n'attendent pas tout des pouvoirs publics, mais un satisfecit officiel fait toujours plaisir.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les propositions de réforme du SIPN

Le recentrage des policiers proches de la majorité

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) a présenté, le lundi 14 mars, ses propositions de réforme de la police afin de doter, d'ici à 1992, *« la France d'une police en tenue moderne et efficace et de policiers compétents et motivés »*. Proche de la majorité, le SIPN est la deuxième force syndicale parmi les policiers en tenue, derrière la puissante Fédération autonome des syndicats de police (FASP).

M. Gérard Boyer assume sans états d'âme sa double identité, politique et syndicale : élu municipal RPR à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) et secrétaire général du SIPN. Son engagement politique, qu'il ne cherche pas à dissimuler — *« c'est mon droit le plus absolu »*, — ne l'a pas empêché de promouvoir un nouveau cours au SIPN, plus syndical et moins partisan. Le discours actuel de ce syndicat, dont il est le secrétaire général depuis avril 1986, tourne le dos, en effet, aux excès de son prédécesseur, M. Rémy Halbwax, qui, de 1981 à 1986, fut à l'initiative de virulentes campagnes contre les ministres de l'intérieur socialistes.

« Je ne crois pas que brailler à tort et à travers, les uns et les autres, fasse avancer les problèmes, explique M. Boyer. *La guerre larvée entre syndicats de police, menée jusqu'en 1985, n'a rien apporté aux fonctionnaires. Un syndicalisme de contestation systématique, ce n'est pas sérieux. Il faut arrêter de se faire plaisir. Le spectacle, cela ne va qu'un moment. La voie choisie est plus difficile, mais, au moins, on asseoit une organisation, on la rend crédible. »*

Ce recentrage manifeste du SIPN se traduit dans les propositions de réforme qu'il entend soumettre à tous les candidats à l'élection présidentielle. On y retrouve quelques idées déjà avancées par l'adversaire syndical de toujours, la FASP (*le Monde* du 7 novembre 1987). Les principaux points abordés dessinent ainsi les contours d'un *« consensus »* — *le mot est de M. Boyer* — sur les questions policières, au-delà de l'affrontement gauche-droite. Sous le titre « Objectif 1992 », le SIPN développe quatre grands thèmes :

● **Une police « républicaine et démocratique »** : *« Le service public de la police doit veiller à la sûreté de l'Etat et réaliser un juste équilibre entre les exigences de l'ordre public et celles des libertés individuelles. Il doit s'orienter vers un humanisme toujours plus grand au travers de ses fonctions de prévention et d'assistance. »* Aussi le SIPN insiste-t-il sur le *« respect des grands principes »*, parmi lesquels la Déclaration des droits de l'homme du 27 août 1789.

« Calme et responsable »

« La police ne peut être un instrument au service du pouvoir politique », ajoute le SIPN, plaidant pour que les fonctionnaires soient *« à l'abri de l'arbitraire du pouvoir, quel que soit le régime en place »*. Enfin, insistant sur l'*« ilotage »*, la *« prévention »*, l'association *« des élus locaux à la définition des activités de la police »*, le SIPN affirme que *« le recours à l'utilisation des forces de police pour le règlement des conflits politiques ou sociaux doit être l'exception »*.

● **Un conseil supérieur de la police nationale.** — Composé de personnalités *« désignées par des autorités entièrement indépendantes du pouvoir politique »*, ce conseil émettrait un avis sur les propositions de nomination des chefs de service faites par le gouvernement. Il aurait aussi *« à connaître des requêtes formées contre les atteintes au devoir de neutralité des fonctionnaires et statuerait, en dernier ressort, sous le contrôle du Conseil d'Etat, sur les poursuites disciplinaires »*.

● **Une régionalisation des structures.** — Le SIPN veut adapter la police à la décentralisation. Il propose la suppression des dix secrétariats généraux pour l'administration de la police (SGAP), à l'exception de ceux de Paris et Versailles, et leur remplacement par des directions régionales, calquées sur les vingt-deux régions administratives.

● **Une unification des corps.** — Le SIPN propose *« la constitution de deux grandes catégories de fonctionnaires hiérarchiquement parallèles et autonomes, exerçant les uns en civil, les autres en uniforme »*. Un *« tronc commun »* de formation d'un an serait cependant institué pour *« tous les policiers »*.

Ne faisant pas mystère de ses préférences politiques, puisqu'il différencie deux périodes dans le septennat, l'avant et l'après-1986 — la seconde étant marquée par *« une remotivation des fonctionnaires »* — le SIPN n'en assure pas moins que ce nouveau cours *« calme et responsable »* vaudra, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle.

E. P.

Les étrangers et l'expulsion

Des magistrats et des avocats de la région de Lyon écrivent aux candidats à la présidence

Une centaine d'avocats et de magistrats de la région lyonnaise, de toutes tendances, ont signé une lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle, pour leur demander *« l'abrogation de la loi du 9 septembre 1986* [modifiant le statut des étrangers] *et le retour à une législation permettant le contrôle du respect des droits de tous »*.

La notion *« extrêmement vague de menace de trouble à l'ordre public laisse toute latitude à l'arbitraire de l'exécutif,* estiment les signataires. *Certes, l'expulsion d'un étranger est d'abord soumise à l'avis d'une commission composée de magistrats, mais toute efficacité a été retirée à ce contrôle préalable puisque la loi de 1986 a affranchi l'exécutif de l'obligation de s'incliner devant un avis de la commission défavorable à l'expulsion »*.

La lettre est notamment signée par Marc Guirimand et Jean-Marie Fayol-Noireterre, respectivement substitut général et conseiller à la cour d'appel, François Moret-Bailly, procureur à Belley (Ain), Etienne Bourge, président honoraire du tribunal de grande instance de Lyon, Michel Blin, vice-président du même tribunal, et Marcel Lemonde, juge d'instruction à Lyon.

Pour brutalités et rédaction de procès-verbaux mensongers

Deux policiers condamnés à Fort-de-France

Deux policiers en tenue du corps urbain de Fort-de-France, Christian Jean-Philippe et Morille Darius, ont été condamnés, le 14 mars, par le tribunal correctionnel de Fort-de-France, à trois ans de prison, dont un an ferme, 5 000 francs d'amende et cinq ans de privation de leurs droits civiques.

Ils avaient été suspendus et inculpés fin janvier (*le Monde* du 30 janvier) pour avoir, le 12 janvier, brutalisé un adepte de la secte Rastafari, M. Félix Charles-Alfred (déjà connu des services de police pour usage de stupéfiants), rédigé sous serment des procès-verbaux mensongers et avoir, eux-mêmes, placé dans les poches de M. Charles-Alfred de la marijuana afin de le faire condamner.

Les avocats ont interjeté appel en alléguant le *« caractère exorbitant »* de la sanction *« exceptionnellement sévère »*, le *« viol des droits de la défense »* et l'incompétence du tribunal. Ils ont aussi fait valoir qu'un certain nombre d'affaires mettant en cause des policiers ou des gendarmes *auraient été étouffées* sans procès ni sanctions. De son côté, le Syndicat national des policiers en tenue a émis de vives protestations.

B. M.

M. Robert Girier nouveau secrétaire général du Syndicat de l'éducation surveillée

A l'issue du trente-troisième congrès du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), affilié à la FEN et majoritaire dans la profession, M. Robert Girier, quarante-deux ans, éducateur à Grenoble, a été élu secrétaire général, en remplacement de M. Jean-Marie Angelini, qui occupait ce poste depuis 1982.

Les congressistes ont voté à l'unanimité une motion *« s'opposant radicalement à l'ouverture d'un service éducatif à encadrement renforcé sur le site d'Emancé (Yvelines), où existe déjà un institut spécialisé d'éducation surveillée »*. Faute de quoi ils déclencheraient une grève le 22 mars.

Selon le SNPES, le ministère de la justice souhaite qu'Emancé prenne en charge de quinze à vingt jeunes détenus de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sans week-ends ni congés. La prise en charge serait de trois mois. Le syndicat y voit la mise en place du retour déguisé des centres fermés.

A la direction régionale de l'éducation surveillée, au contraire, on souligne qu'il ne s'agit pour le moment que d'un projet dont la philosophie est de diminuer le nombre de mineurs incarcérés offrant aux magistrats le choix d'autres structures de préférence à la prison.

L'ex-FLNC revendique l'assassinat du gendarme Chariot

L'ex-FLNC a revendiqué dans la soirée du lundi 14 mars l'attentat perpétré le 8 mars à Ajaccio contre la caserne Battesti, siège de la Légion de gendarmerie, qui se solda par l'assassinat du gendarme Stéphane Chariot, âgé de vingt-sept ans (*le Monde* du 10 mars).

Par le même canal, le mouvement indépendantiste a fait savoir aussi que la conférence de presse clandestine, tenue dans les environs de Bastia au cours de la nuit qui précéda l'attaque de la gendarmerie, avait bien été réunie par ses représentants. Au cours de cette conférence, le FLNC faisait savoir qu'il n'observerait aucune trêve pendant la période de l'élection présidentielle tout en indiquant que les solutions à la crise corse passait par *« une solution politique »*.

Dans ce climat, une cinquantaine de personnes ont lancé lundi 14 mars dans la soirée des slogans indépendantistes devant le chapiteau où le secrétaire national du PS, M. Lionel Jospin, *tenait une réunion*. Les tracts lancés accusaient le Parti socialiste de ne pas avoir tenu ses promesses entre 1981 et 1986. Le texte demande *« une solution politique dans le cadre d'un processus de décolonisation »*.

Les livraisons illégales à l'Iran

Troisième inculpation dans l'affaire de la SNPE

Mme Annick Beaurepaire, secrétaire au bureau des exportations de la *Société nationale des poudres et explosifs* (SNPE), a été inculpée, lundi 14 mars, de complicité d'infraction à la législation sur la vente et l'exportation des poudres et explosifs par Mme Edith Boizette, juge d'instruction au tribunal de Paris.

La SNPE est soupçonnée de s'être livrée, dans le cadre d'un « cartel des poudres » européen, à des livraisons illégales à l'Iran, de 1981 à 1985. Une plainte de la direction générale des douanes, déposée le 19 janvier, avait provoqué l'ouverture d'une information judiciaire, le 2 février. L'ancien PDG de la société nationale, M. Guy-Jean Bernardy, et le directeur du département poudres et explosifs, M. Guy Chevalier, ont été inculpés le 4 mars.

Une lettre du commissaire Yves Jobic

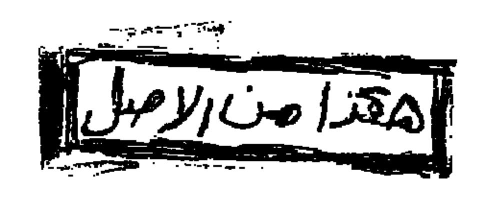
Le commissaire Yves Jobic nous a adressé la lettre suivante :

Dans le numéro daté 6-7 mars 1988, en page 8, vous avez rendu compte de la tentative de M. Hayat, juge d'instruction, de faire saisir le numéro du *Figaro-Magazine* dans lequel se trouvait reproduite l'interview que j'ai accordée à ce journal pour répondre aux attaques dont je suis l'objet dans la presse à partir d'éléments déformés extraits du dossier instruit par M. Hayat.

Mais votre article n'a pas manifesté la rigueur que vous estimez nécessaire dans le compte rendu judiciaire. Je n'ai pas, en effet, été inculpé de *« vol, recel, corruption passive de fonctionnaire »*. C'est déjà assez et trop de l'être de proxénétisme, à partir des accusations des prostituées dont j'ai fait arrêter les souteneurs, pour ne pas y ajouter.

A ces adjonctions calomnieuses s'ajoute une omission capitale : vous n'indiquez pas que cette inculpation est contraire aux réquisitions du procureur de la République de Nanterre.

L'honneur d'un policier ne préoccupe sans doute pas votre chroniqueur, mais je souhaite que sa réponse soit accueillie par votre journal conformément à la loi de 1881 comme son droit, faute que son droit à la présomption d'innocence ait été respecté.



هكذا من الأصل

Société

Après l'inculpation de deux médecins niçois

La rébellion des cancéreux

L'affaire des deux médecins de Nice qui prenaient en charge des malades cancéreux, et qui sont inculpés depuis une mois *« d'escroquerie et de pratique illégale de la biologie et de la pharmacie »*, nourrit une polémique de plus en plus vive. Le frère d'une malade soignée par le docteur Philippe Lagarde et décédée, le samedi 12 mars, a annoncé son intention de porter plainte pour *« non-assistance à personne en danger »* contre la direction de l'action sanitaire et sociale des Alpes-Maritimes.

NICE
de notre correspondant régional

Deux médecins des Alpes-Maritimes : les docteurs Philippe Lagarde, quarante-huit ans, généraliste à Menton, et Augustin Roquette trente-huit ans, radiothérapeute à Nice, ont été inculpés et incarcérés le 12 février à Nice, d'escroquerie et d'exercice illégal de la biologie et de la pharmacie. Le docteur Roquette a été remis en liberté le 17 février et placé sous contrôle judiciaire contre le versement d'une caution de 100 000 F. Ces deux praticiens s'étaient spécialisés dans le dépistage et le traitement des maladies cancéreuses, selon des méthodes empruntées partiellement à la médecine parallèle.

A la suite d'une plainte déposée le 18 janvier au parquet de Nice par un médecin inspecteur de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) des Alpes-Maritimes, le docteur Jean Lorenzi, ils sont notamment accusés d'avoir fait usage d'un test de dépistage non reconnu scientifiquement. Il leur est également reproché d'avoir créé une association destinée à recueillir des fonds pour financer un traitement expérimental présenté de façon à donner des espoirs excessifs aux malades. Les deux médecins s'estiment victimes d'un « procès en sorcellerie » et ont reçu le soutien de leurs malades et des proches de ceux-ci, dont un millier venus de plusieurs régions de France et d'Italie ont manifesté en leur faveur dans le centre de Nice, le samedi 4 mars (*le Monde* du 8 mars).

Après des études médicales à Marseille, Paris et Genève, le docteur Lagarde — par ailleurs champion de tennis et chanteur d'opéra — *s'est installé comme stomatologue* à Menton dans les années 70. Décrit comme un touche-à-tout, il se tourne rapidement vers la cancérologie et travaille avec un médecin allemand, le docteur Henri Heitan, qui a donné son nom à un test hématologique expérimenté dès 1946 par un *ingénieur-chimiste français*, M. René Jacquier.

A la mort d'Heitan, en 1977, il poursuit ses recherches sur le dépistage et le traitement du cancer, qu'il *vulgarisera dans deux ouvrages* parus en 1983 et 1984 (1). Il propose notamment un nouveau « protocole d'accord » du cancer, associant l'hémotest d'Heitan — rebaptisé micro-ciné-color hémotest Heitan — Lagarde — et la cancérométrie de Vernes « *qui* — écrit-il — *vont permettre le diagnostic, l'évaluation de la maladie cancéreuse, et le contrôle des thérapeutiques.* » Dans un nouveau livre publié en 1987 (2), il prend soin de *souligner toutefois* qu'« *aucun test ou examen au monde ne peut prétendre faire le diagnostic infaillible du cancer* », en précisant que le test d'Heitan fait partie des examens *« permettant de dépister les terrains prédisposés »*.

Charlatanisme ?

Le docteur Roquette, lui, estime que ce test d'« orientation », consistant en l'étude de gouttes de sang séché au microscope à contraste de phases, par observation directe et projection photo cinématographique « *est fiable à 70 %, mais — précise-t-il — il a toujours été pratiqué simultanément avec d'autres examens* ». Il se déclare prêt à une expérience scientifique qui ne pourrait manquer, selon lui, de vérifier son assertion.

Dans sa plainte au parquet de Nice, le docteur Lorenzi qualifie le test d'Heitan-Lagarde de « charlatanisme ». Le conseil de l'ordre des médecins des Alpes-Maritimes indi*que de son côté* qu'il l'a soumis à l'appréciation de l'Académie de médecine, laquelle, en février 1987, a émis un avis *défavorable* à son usage. Or les docteurs Lagarde et Roquette ont continué à le pratiquer dans leur cabinet à raison d'une centaine par mois au prix de 200 francs *l'examen*. A l'accusation d'exercice illégal de la biologie, les avocats du docteur Lagarde répondent qu'« *il n'a fait qu'un acte d'anatomie pathologique* ».

Quant au traitement prescrit aux malades, le docteur Roquette — ancien radiothérapeute au centre anti-cancéreux de Toulouse et qualifié en cancérologie — affirme, fiches médicales à l'appui, qu'il ne fait qu'utiliser, en complément à une chimiothérapie conventionnelle « de pointe », certains oligo-éléments et des vitamines naturelles — selon une composition du docteur Lagarde, — ainsi que des médicaments de drainage et des immuno-stimulants. Produites et commercialisées dans un premier temps par un laboratoire monégasque, les vitamines naturelles *mises au point* par le docteur Lagarde ont ensuite été distribuées par une société, Santé-Métaux-Complexes (SMC), gérée par sa propre épouse.

Les faux espoirs

Les deux médecins ont été amenés par ailleurs à fournir à leurs patients un médicament banal, le Ripason, à base d'extraits de foie désalbuminé, dont la commercialisation est en voie d'extinction en France. Une vingtaine de boîtes de ce médicament, d'un coût modique (10,80 francs la boîte de cinq ampoules) et remboursé par la Sécurité sociale, ont été saisies au cabinet du docteur Roquette. « *Le dépannage des malades est une pratique courante chez tous les médecins et ne peut être considéré comme un exercice illégal de la pharmacie* », plaide le docteur Roquette.

Les deux médecins envisageaient enfin d'expérimenter un traitement à l'Interleukine II, un produit nouveau dont ne disposent en France, depuis peu, que quelques centres anti-cancéreux et qui soulève de délicats problèmes de tolérance. Pour se faire, ils avaient créé une association sans but lucratif, « *Cancerespoir* », régulièrement déclarée à la préfecture des Alpes-Maritimes, le 17 décembre 1987, et lancé une campagne d'adhésions proposant une cotisation de 50 F pour les simples membres et de 1 500 F pour les membres bienfaiteurs. En un mois, 65 000 F ont été recueillis et versés sur un compte *ad hoc* d'une banque niçoise. Ces fonds, dont aucune utilisation n'a été faite, devaient servir à aider les malades nécessiteux ou à subventionner des laboratoires chargés de la *préparation du médicament* (entre 1 500 et 2 500 F pour une injection).

L'expérimentation de ce traitement devait commencer le 29 février dans une importante clinique niçoise. Les deux médecins ont-ils donné de faux espoirs aux malades ? *Dans une lettre-circulaire* largement diffusée au début de janvier, ils faisaient au demeurant état de « *premiers essais thérapeutiques qui apparaissent quasi miraculeux* » en indiquant « *92 % de réponse dans les cancers de la vessie* ».

GUY PORTE.

(1) *Ce qu'on vous cache sur le cancer* et *le Cancer, tout ce qu'il faut savoir. Dictionnaire de A à Z*, aux éditions Favre.

(2) *Lumières nouvelles sur la prévention* (SMC France).

EN BREF

● **Plaintes contre X... de deux militants basques.** — Les avocats de deux militants basques blessés et *arrêtés au cours de l'opération* menée, le 20 février, et marquée par l'arrestation de Philippe Bidart, ont annoncé lundi 14 mars, à Bayonne, un dépôt de plaintes contre X... pour *« tentatives de meurtre »*. Ces plaintes visent en fait les gendarmes, qui, selon les défenseurs Mes Jean-Claude Abederry et Yan Choucq, ont blessé par balles Pierre Aguerre et Joseph Etcheveste sans avoir, pour le premier, fait les sommations réglementaires, et pour le second, en raison d'un tir *« par-derrière et en biais »*, alors que l'homme était à terre dans une situation excluant tout danger pour les forces de l'ordre.

● **Le cyclone Fileo fait plus de cent morts au Mozambique.** — Le *bilan du cyclone Fileo, qui s'est* abattu au début de mars sur le Mozambique, s'alourdit. On faisait état, mardi 15 mars, d'une centaine de morts. Dans la province du Zambèze, *la plus touchée, un millier de* maisons ont été détruites laissant quelque quatre mille cinq cents personnes sans abri. — *(Reuter.)*

REPÈRES

Contraception

Jean-Paul II plus sévère que Paul VI

A l'occasion du vingtième anniversaire de l'encyclique *Humanae Vitae* de Paul VI, Jean-Paul II a réaffirmé, le lundi 14 mars, devant un congrès *international sur la famille, son opposition* à la contraception, qualifiée de *« rébellion contre le Dieu créateur »*. Il a souligné le caractère *« prophétique »* du document de Paul VI : *« N'importe qui peut constater à quel point on est arrivé, en désobéissant à la sainte loi de Dieu. »* Il a critiqué *« les théologiens et les évêques qui, sous prétexte de compréhension pastorale, remettent en discussion la doctrine de l'encyclique »*, ainsi que *« les pays qui ont renoncé à leur dignité de défenseurs de la vie humaine innocente en légalisant l'avortement. Un véritable massacre des innocents est perpétré chaque jour dans le monde »*.

Drogue

Une « chinese connection » démantelée à New-York

Le chef présumé de l'un des principaux réseaux de trafic d'héroïne *d'Asie du Sud-Est a été arrêté* le dimanche 13 mars à New-York. Kon Yu-leng, quarante-quatre ans, qui faisait déjà l'objet d'un mandat d'arrêt international, a été inculpé pour avoir importé aux Etats-Unis durant trois ans plus de cinq cents kilos d'héroïne en provenance d'Asie *du Sud-Est. Son contact à New-York* était un ancien policier du New-Jersey qui a lui aussi été arrêté et inculpé de distribution d'héroïne sur le territoire américain. M. Robert Stutman, chef de la brigade des stupéfiants de New-York, a déclaré que ce réseau était beaucoup plus important que la célèbre « french connection » démantelée au début des années 70. Il a aussi souligné que le trafic d'héroïne aux Etats-Unis est aujourd'hui principalement contrôlé *par des groupes d'origine chinoise.*

Espace

Les Britanniques s'intéressent au marché des satellites légers

Des scientifiques britanniques devraient bientôt annoncer la construction d'un nouveau lanceur capable d'envoyer des satellites *commerciaux d'un poids* de 250 kilos en orbite basse polaire. Le nouveau lanceur, doté de plusieurs étages, haut de 24 mètres, et dénommé Littleo *(little launcher for low earth orbit), n'est pas destiné à concurrencer* les lanceurs européens ou américains capables de mettre des satellites plus lourds sur une orbite géostationnaire de 36 000 kilomètres.

Mais il existe, semble-t-il, un marché intéressant, notamment auprès des pays du tiers-monde, pour le lancement, à un coût moindre, de charges *plus légères* sur une orbite polaire (le satellite survole les pôles à chaque révolution), à quelques centaines de kilomètres seulement de la Terre.

Pollution

L'accord pour la protection de l'ozone est ratifié par les Etats-Unis

Le Sénat des Etats-Unis a ratifié à l'unanimité, le 14 mars, l'accord signé *en septembre dernier à Montréal* pour la réduction de la production des CFC (chlorofluorocarbones), ces produits chimiques utilisés dans les aérosols et la *réfrigération*, que l'on soupçonne de détruire la couche d'ozone de la haute atmosphère. *L'accord de Montréal*, signé par trente et un Etats, prévoit une réduction de 20 % d'ici à 1993, puis de 50 % d'ici à l'an 2000.

Pour sa part, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), qui envisageait un boycottage des produits utilisant les CFC, a décidé d'accorder *un nouveau délai* aux industriels, jusqu'en septembre, afin de leur laisser le temps de mettre *sur le marché des produits de* substitution.

● *Un nouveau directeur de la pêche.* — Par décret en date du 11 mars, M. Gérard Tendron, ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, est nommé directeur général du Conseil supérieur de la pêche à compter du 1er avril 1988, en remplacement de M. Jean-Claude Morel.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

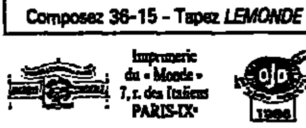
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Commission paritaire des journaux et publications, no 57437
ISSN : 0395 - 2037







DÉFENSE

Sur l'initiative de M. Giraud

Un album de géopolitique pour le grand public

Les états-majors y ont consacré jusqu'à huit mois de leur temps. Le résultat de cette gestation est à la hauteur du travail fourni : un album de géopolitique de deux cent trente-deux pages, richement illustré et intitulé *la Défense de la France*, que *le ministre de la défense*, M. André Giraud, qui a prêté la main à la rédaction, a présenté, mardi matin 15 mars, à la presse française. Mieux qu'un Livre blanc austère, cet ouvrage veut s'adresser à l'intelligentsia de demain, c'est-à-dire les élèves des grandes écoles, avant *d'être diffusé, dans un mois environ*, au grand public qui pourra l'acheter en librairie.

Ce livre de communication moderne décrit, sous la forme la plus *synthétique*, la plus condensée et la plus visuelle possible, l'effort de défense de la France, en prenant en compte une certaine conception des menaces, un descriptif des missions et de l'organisation des armées, sans oublier les références à l'évolution des technologies militaires et les exigences liées au recrutement des personnels.

Œuvre pédagogique

On y répète, donc, que chacune des deux grandes puissances, avec *douze mille têtes nucléaires*, a aujourd'hui largement dépassé le volume nécessaire à la dissuasion et que le pacte de Varsovie dispose d'une réelle posture offensive (entre 1985 et 1987, il a construit davantage de chars et plus du triple de pièces d'artillerie que n'en possèdent la France et l'Allemagne fédérale réunies), au point de pouvoir bénéficier de l'effet de surprise pour frapper vite et fort. On y rappelle, après M. Giraud, que le traité de *Washington sur* les euromissiles conserve au pacte de Varsovie l'essentiel de ses moyens militaires pour peser fortement sur l'Europe occidentale, quand, au contraire, les *moyens* de dissuasion dont disposait l'OTAN sur le théâtre européen avec les FNI sont condamnés à disparaître.

Mais l'Europe n'est pas le seul enjeu de demain, à en croire les auteurs de *la Défense de la France*.

La Méditerranée est, aussi, un carrefour d'influences et de tensions. L'Afrique connaît l'insécurité. Le Moyen-Orient est une zone stratégique capitale, dont la France demeure tributaire. Sans compter le Pacifique sud, les Caraïbes et jusqu'à l'existence de ces menaces intérieures qui viennent du terrorisme assimilé à un acte criminel et soutenu par des minorités révolutionnaires ou par des Etats contre lesquels il faut mobiliser tous les moyens, y compris l'armée.

A *cet état des lieux succède* une description des missions, de l'organisation et de l'implantation des forces. Avec en particulier, une double réaffirmation concernant la *panoplie française* : le missile sol-sol préstratégique Hadès, qui sera en service en 1992, est crédité, pour la première fois, d'une portée légèrement inférieure à 500 kilomètres (alors qu'il était officiellement donné, jusqu'à présent, pour 350 kilomètres), et la France ne cherche pas à se doter de systèmes comparables aux projets, américain *ou soviétique*, de « *bouclier* » *spatial* anti-missiles.

La Défense de la France tente de ramener à l'essentiel l'effort national de sécurité, dans l'intention, semble-t-il, de mettre en évidence deux constatations :

1) Il y a un minimum d'effort de défense à faire, même si l'opinion a le sentiment que M. Mikhaïl Gorbatchev souhaite la paix ;

2) Cet effort de défense est un long et patient investissement qui se traduit, *entre 1987 et 1991 — la* durée de la programmation militaire actuelle — par un taux de croissance moyen de 7 % des crédits annuels d'équipement.

Au-delà des échéances politiques, qui devraient être l'occasion pour les électeurs de considérer qu'ils désignent le chef des armées françaises, détenteur de l'apocalypse nucléaire, en choisissant le prochain président de la République, l'abécédaire de la défense proposé par M. Giraud est, indirectement, une œuvre pédagogique. A sa façon, *la Défense de la France* forme le citoyen en informant le contribuable de l'usage de ses impôts.

J. I.

(*) Après un premier tirage de 20 000 exemplaires, destiné à des lecteurs sélectionnés, le ministère de la défense procède actuellement à un deuxième tirage dont les exemplaires seront en vente en librairie au prix de 145 francs.

Des munitions chimiques pourraient équiper les lance-roquettes multiples français

Si le gouvernement le décidait, des munitions chimiques pour*raient armer les lance-roquettes* multiples dont les régiments d'artillerie français seront dotés à partir de 1990. Pour la première fois, l'état-major de l'armée de *terre française livre* cet aveu dans un document officiel de trente-deux pages, qu'il vient d'éditer pour présenter au grand public les hommes et les matériels sous ses ordres.

Après 1990, selon cette brochure, *chacun des trois corps* d'armée du corps de bataille français disposera d'un régiment d'artillerie sol-sol équipé de lance-roquettes multiples (LRM). Ce *système d'armes rappelle*, en quelque sorte, les « orgues de Staline » apparues durant la seconde guerre mondiale dans l'armée rouge. Il est produit actuellement par un consortium qui comprend, *outre la France*, le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale, l'Italie et les Etats-Unis, dont les armées de terre en seront elles aussi dotées.

Le LRM se présente sous la forme d'un automoteur chenillé de 25 *tonnes, servi par trois* hommes et capable de tirer douze roquettes de 227 millimètres à des distances de 35 à 42 kilomètres. Au total, chaque pièce peut ainsi délivrer, *en une minute, sept* mille sept-cent-vingt-huit munitions, puisque chaque roquette contient, en effet, six cent quarante-quatre munitions de *modèles différents.*

Les trois régiments de LRM *français devraient avoir pour* mission de s'en prendre aux sites opérationnels adverses (PC, *transmissions, logistique*), de neutraliser les moyens offensifs adverses (artillerie et feux anti-chars) et de détruire les unités blindées et mécanisées adverses.

Plusieurs munitions peuvent armer le LRM : des têtes à grenades et *à mines à double effet* (charge creuse et éclats) ou des munitions à guidage terminal, ce qu'on appelle des armes « intelligentes » qui sont des roquettes transportant des sous-munitions capables, par elles-mêmes, d'identifier des cibles prioritaires (un char) avec précision.

Mais, pour la première fois, donc, le document de l'armée de terre émet l'éventualité que les munitions du LRM puissent recevoir des têtes chimiques. A la condition, *précise-t-il*, que le gouvernement le décide. Lors de l'approbation, par le *Parlement*, de la loi de programmation militaire 1987-1991, il a été indiqué, avec l'accord du chef de l'Etat, par le gouvernement que la France ne saurait *renoncer à des* catégories d'armement que d'autres nations — sous-entendu, — *l'Union soviétique* — estiment avoir le droit de posséder. A l'heure actuelle, cette décision n'a pas été prise en France, mais, d'ores et déjà, des usines d'arme*ment sont* en mesure de produire en série des armes chimiques.

ARTS

« Les Phéniciens », à Venise

Toutes les richesses du peuple de la mer

La reconstitution d'une civilisation en grande partie ignorée a été commandée par le palais Grassi à Sabatino Moscati, spécialiste du monde phénicien et punique.

L'exposition propose un millier de pièces, du sarcophage à la bague ou la pièce de monnaie, de la bouleversante statue du « jeune homme à la tunique » retrouvée en 1979 à Mozia, dans l'extrême ouest de la Sicile, à ce minuscule pendentif de collier en pâte de verre blanche et bleue qu'il a fallu agrandir vingt-cinq fois pour en faire l'affiche de l'exposition.

De cet impressionnant rassemblement, près de la moitié sans doute était encore enfouie dans la terre au début des années 60. C'est dire que le domaine phénicien vieux de trois mille ans, est également un sujet neuf ou du moins rénové. Une fois l'exposition terminée, le 6 novembre, plus d'un amateur découvrira le chemin de musées *a priori* tout à fait « locaux », non seulement en Italie (Sassari et Cagliari en Sardaigne, Mozia en Sicile), mais aussi en Espagne, autre foyer de considérables découvertes ces cinq derniers lustres. Et l'on ne verra sans doute plus du même œil de vénérables institutions comme le Bardo de Tunis ou les sections spécialisées du Louvre, du British Museum et des musées royaux d'art et d'histoire de Bruxelles – qui se sont montrées *généreuses envers le palais Grassi.* La lecture du catalogue, d'une taille aussi impressionnante... que les éléphants d'Hannibal, évidemment rédigé par l'élite de la spécialité (outre les Italiens, un Grec, un Tunisien et un Espagnol) permet véritablement de faire le point des *connaissances actuelles sur la question* (1).

Les Phéniciens, c'est au fond l'histoire de mille ans de Méditerranée : du début de l'âge de pierre à la troisième guerre punique, de la naissance (vers 1200 avant J.-C.) d'un pôle de civilisation d'un exceptionnel dynamisme dans ce qui est aujourd'hui le Liban, à l'extinction sous les coups de boutoir de la Rome républicaine, de ce qui fut son avatar le plus glorieux mais aussi le plus déviant : Carthage. Les Phéniciens, c'est d'abord un peuple de navigateurs, de commerçants, d'artisans, d'intellectuels aussi : à eux, on le sait, revient la gloire de l'invention de l'alphabet « linéaire », ancêtre de nos vingt-six lettres. La patrie d'Hannibal était devenue un Etat antique presque classique, fortement appuyé sur un territoire, une agriculture, une armée, une flotte surtout. Entre le départ et cette arrivée, rien moins que la découverte de l'Occident : d'îles en promontoires, de Chypre aux Syrtes, de la Sicile au cap Bon, de la Sardaigne et des Baléares jusqu'à Cadix, ultime colonie posée au bord de cet Atlantique que les Phéniciens explorèrent aussi vers le nord (l'Angleterre pour y chercher la route maritime de l'étain) et vers le sud (la fameuse circumnavigation de l'Afrique), deux mille ans avant Vasco de Gama, sur l'ordre du pharaon Nechao.

« Les Phéniciens, c'était pour moi une vieille histoire d'école », explique Gae Aulenti, bien connue en France pour son récent aménagement du Musée d'Orsay, et qui a été chargée de la présentation de l'exposition. Bénédiction pour qui avait mission de faire parler devant un vaste public des objets inégalement expressifs et certes pas tous beaux selon les canons classiques.

Les murs des deux étages du palais ont été systématiquement utilisés pour accueillir d'immenses cartes, des plans, des dilatations graphiques, de petits motifs gravés, peints ou sculptés, ainsi que de très nombreuses citations d'auteurs antiques sur les Phéniciens. Celles-ci sont écrites en grands caractères, un peu incertains, et selon un alignement approximatif – suggérant en somme les débuts hésitants de l'écriture à Byblos, Tyr ou Sidon. Des panneaux de dimensions plus modestes et d'apparence tout à fait classique, proposent, eux, une approche plus scientifique. Enfin, les grandes étapes de la navigation phénicienne d'est en ouest sont secondées par des salles au didactisme volontairement scolaire : un très *grand bassin sur lequel flottent* des maquettes de navires d'époque reconstituées à partir des récentes découvertes d'épaves, dont une est également reproduite grandeur nature. La recréation d'un *tophet,* ce lieu sacré de toutes les villes phéniciennes où l'on a toujours retrouvé des os calcinés d'enfants (sacrifiés ? Morts-nés ?) et la stylisation du fameux marché de Salammbô racontée par Gustave Flaubert.

Dans le hall d'entrée, déjà, le visiteur est accueilli par une dizaine de sarcophages et de statues basculés au flanc d'une fausse dune de quatre *mètres de hauteur et d'une teinte* pourpre. Pourpre ? La couleur de cette décoction de coquillages dont l'invention a valu aux Phéniciens, outre leur nom : *Phoïnikès* (de *phoinix* le rouge du murex pour les Grecs), les moyens d'une primitive accumulation de richesses qui a aussi fait d'eux, entre autres caractéristiques, les *« précurseurs du capitalisme ».*

JEAN-PIERRE CLERC.

★ Les Phéniciens. Palazzo Grazzi. Venise. Jusqu'au 6 novembre.

(1) Environ 230 F. Une édition française paraîtra prochainement aux éditions du Chemin Vert.

L'art ancien du Brésil à Boulogne-Billancourt

Baroques et primitifs

On connaissait mal la sculpture du Brésil colonial. Surprise : elle est d'une richesse et d'une diversité étonnantes.

Parce que le Portugal fut l'une des terres d'élection du baroque *européen, parce que ledit Portugal* a inventé le Brésil et parce que rien n'est plus reposant que les idées simples, il a été généralement convenu que l'art brésilien du seizième au dix-huitième siècle était baroque. Il devait l'être puisque la nature brésilienne est, elle aussi, baroque, dit-on, et que l'on aime à imaginer une église blanche, dorée, à la façade sinueuse et aux statues contorsionnées dans un paysage de lianes et de grands arbres tordus. Les églises sont souvent blanches et leurs façades parfois sinueuses. Mais les statues ne se contorsionnent pas, ou si peu que l'on cherche en vain leur baroquisme.

C'est ce que démontre une remarquable exposition du Centre culturel de Boulogne-Billancourt. Voilà bien une de ces expositions à petit budget (1), instructive et originale, qui mériterait plus que bien des « grandes machines » officielles que l'on s'y rende en nombre. On y voit les trois cents sculptures religieuses qu'a réunies un collectionneur de Sao-Paulo, Joao Marino. Il y a là des Vierges de terre cuite et de bois peint, une forte quantité de saints, du malheureux saint Sébastien au bienheureux saint François, et, pour orner le tout, des pièces d'argenterie sacrées et profanes qui proclament à la fois le zèle catholique de la colonie et sa richesse minière. Quelques-unes de ces œuvres, exécutées vers le milieu du dix-huitième siècle, empruntent à l'Europe tissus tournoyants et poses théâtrales, mais ce ne sont ni les plus nombreuses ni les plus curieuses. A ces bonnes copies du baroque européen dont Antonio Francisco Lisboa fut le spécialiste le plus estimé, on peut préférer une statuaire sacrée moins savante, et plus inventive cependant, celle des artisans locaux fournisseurs des sanctuaires de campagne.

Art populaire ? Assurément. Ces Vierges des tropiques ressemblent étrangement aux Vierges romanes de l'Europe méridionale. Elles en ont le port raide et le manteau à plis droits, le cou rond, le visage sphérique, les yeux écarquillés, les mains inertes et les joues rouges. Leurs auteurs ont moins cherché à représenter chevelures et vêtements qu'à les indiquer sommairement, autant que leur adresse le leur permettait. La tonsure de saint François devient un motif de spirales gravées sur son crâne comme au flanc d'un vase. Saint Michel, gros garçon joufflu, blond et rose, porte un casque conique bleu azur, des jambières outremer et une tunique écarlate.

Rencontre de traditions

Encore un degré dans la hiérarchie et l'on en vient à une sculpture proprement primitive, à un art catholique et nègre à la fois, celui des esclaves christianisés venus d'Afrique. On ne saurait imaginer métissage plus singulier et plus réussi à la fois ni rencontre de traditions plus étrangères les unes aux autres. Les effigies de saint Benedict, ce fils d'esclaves africains qui mourut à Palerme en 1589 et auquel les *bandeirantes* (hors-la-loi) brésiliens vouaient un culte particulier, doivent à la sculpture africaine leurs splendides simplifications et leur géométrie. Les plus schématiques d'entre elles passeraient pour des fétiches africains si une croix ne les « christianisait » *in extremis.*

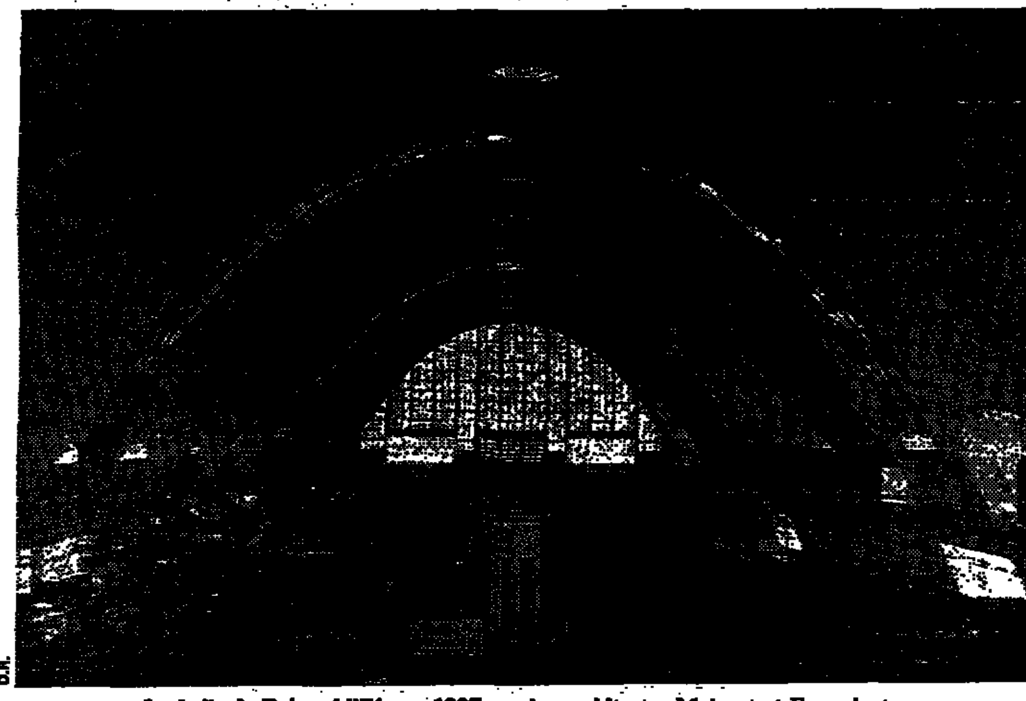
La légende prétend que les esclaves avaient coutume de coudre sous leur peau ces amulettes de bois sombre afin d'être toujours protégés des mauvais esprits : le paganisme l'a emporté sur le christianisme des missionnaires de la Contre-Réforme. Les évangélisateurs de la forêt n'ont guère pu faire mieux qu'ajouter d'autres divinités au panthéon exotique de ceux qu'ils entendaient convertir au monothéisme. Il n'importe, pourtant, puisqu'ils ont de la sorte contribué à la naissance d'une nouvelle sculpture.

PHILIPPE DAGEN.

★ Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille. Jusqu'au 25 juin.

(1) L'exposition a cependant bénéficié du soutien d'Air France.

Reims perdra-t-elle sa « deuxième cathédrale » ?



D.R.

La halle de Reims édifiée en 1927 par les architectes Maigrot et Freyssinet

La ville de Reims est-elle en passe de perdre sa « deuxième cathédrale », la Halle construite en 1927 par l'architecte rémois Maigrot mais surtout par Eugène Freyssinet, pionnier du béton précontraint, une technique qui permet de « lancer » des voiles de béton particulièrement légers.

Malgré la célébrité internationale du bâtiment, le maire de Reims, M. Jean Falala (RPR), a en effet procédé à une consultation pour la construction d'un palais des congrès, ce qui peut sans doute se concevoir pour une ville jusque-là trop exclusivement vouée au champagne. Mais cette *consultation prévoit la destruction* d'office de l'œuvre de Freyssinet, œuvre, il est vrai, mal aimée des Rémois, qui y voient un « blockhaus », voire une « verrue » plantée dans la cité. Une campagne internationale a réuni les signatures des plus illustres maîtres d'œuvre, semble-t-il en vain, le maire, assuré d'une majorité dans un jury composé *ad hoc,* considérant toujours la Halle comme une empêcheuse de construire en rond.

Des solutions existent pourtant, qui permettraient de reloger, pour les moins ambitieuses, le palais des congrès, à l'intérieur de la Halle même (c'est après tout ce qui arrive au CNIT, à la Défense...). Ou encore, pour les plus ambitieuses, à considérer *cette pièce du patrimoine du vingtième siècle* comme exploitable en tant que telle. Mais si l'on pense que le dix-neuvième siècle n'est *rentré en grâce* que depuis dix ou quinze ans, on comprend qu'une attitude moins radicale puisse prévaloir.

Au projet de démolition adhèrent étrangement Jean-Louis Roubert, architecte de l'Opéra de Paris, Rémois d'origine, et Bernard Fouqueray, qui, en 1985, publiait un ouvrage sur Reims, dans lequel il estimait que toute opération sur la ville devrait conserver et tenir compte de la Halle. Il est vrai que les deux hommes sont parmi les quatre équipes restant en lice et que les architectes perdent souvent leurs scrupules patrimoniaux lorsqu'il *s'agit de leur propre carrière.*

Pourtant, après la destruction des hangars d'Orly, la condamnation de la Halle de Reims serait un terrible coup pour l'histoire architecturale du vingtième siècle. Deneux, l'architecte qui reconstruisit la cathédrale de la même ville en utilisant précisément des *voiles de béton avait déjà marqué* dans *l'Architecture* son admiration pour le travail de Freyssinet. On aime à croire que le maire de Reims saura se donner les quelques mois de réflexion qu'exige une telle entreprise, et que les ministères concernés écouteront l'architecte des bâtiments de *France, qui s'est montré hostile* à la démolition.

En revanche, la COREPHAE locale, censée instruire les dossiers de protection, semble avoir fait la preuve, comme on le craignait, que ce type d'organisme, trop proche des pouvoirs locaux, n'a pas toujours les moyens ni le *goût de s'opposer à leurs génies* tutélaires.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

COULISSES

Un nouveau directeur pour le MOMA

Après vingt ans passés à la direction du département des peintures et sculptures du Museum of Modern Art, William Rubin quitte ses fonctions. Son successeur désigné à ce poste aussi considérable qu'écrasant est un historien de l'art tout juste quadragénaire, Kirk Varnedoe. Jusqu'alors conservateur adjoint auprès de « Bill » Rubin, et professeur à l'Institute of Fine Arts de l'université de New-York, Kirk Varnedoe *s'est fait connaître par ses recherches* sur la seconde moitié du dix-neuvième siècle et la première décennie du vingtième. On lui doit la résurrection de Caillebotte, la version new-yorkaise de l'exposition « Vienne » et une importante collaboration à l'exposition « Primitivism » qui s'est tenue il y a trois ans au MOMA.

Homme de science plus qu'homme de l'actualité, il hérite d'une institution en bonne santé financière et au renom intact. Il se pourrait que sa désignation, à laquelle, dit-on, William Rubin était fortement attaché, indique que, *désormais, le MOMA* se consacre plus à l'histoire de l'art contemporain qu'à l'exploration de l'art en train de se faire.

Ph. D.

La Casa Frollo menacée

Cette fois, il ne s'agit plus de sauver Venise, mais à Venise sa bonne auberge, la Casa Frollo, ses vingt-trois chambres, son jardin et sa vue sur le canal, qui est connue comme le loup blanc d'artistes et d'intellectuels du monde entier. La Casa Frollo, que gère depuis trente ans une douce patronne, Flora Jordan, doit être, en effet, vendu par son propriétaire, le comte Volpi. Prix de vente estimé : 3 milliards de lires, dont le tiers serait déjà rassemblé par les clients et amis constitués en comité de *défense autour d'un avocat milanais.*

PHOTO

Les yeux fertiles

Avec des fortunes diverses, du courage et beaucoup d'invention, trois livres de facture différente tentent d'ouvrir des voies nouvelles à l'édition.

Dans l'espace oblong qui lui tient lieu de librairie-galerie, Jean-Pierre Lambert défend vaillamment depuis trois ans, sans concession ni gros moyens, des auteurs souvent peu connus qu'il est, à Paris, le seul à tenter de vendre et exposer.

Sobrement mis en pages, un beau livre-catalogue (1), imprimé à ses frais, confronte en une image vingt-trois photographes, autant de théoriciens, critiques et écrivains. Des opérateurs aussi singuliers que Jun Shiraoka, Jean-François Malamoud ou Mikael Levin, Christian Gattinoni, Jean Arrouye ou Alain Fleig brossent le portrait d'une sympathique famille d'artisans pour qui l'austère simplicité de la rigueur est esthétiquement un idéal.

Entre fable et récit

Posée en contrepoint du texte, l'image devient littérature dans la collection « Carnets », dirigée par François Soulage et Patrick Sassier aux éditions Argraphie (2). Sous couvert d'une jaquette inutilement maniérée, ces livres-objets, carrés, dont trois déjà sont parus, offrent un coin de création à la photo et à l'écriture. Entre la fable et le récit, Régis Durand, critique à *Art-Press,* dialogue avec l'univers de Bernard Plossu, sensiblement influencé par Handke. Le thème du retour est le centre de ce double voyage du verbe et des clichés.

C'est un tout autre projet que concrétise l'album, au format inclassable, publié par l'agence Faut Voir (3) qu'animent Jean-Michel Montfort et Marc Pataut. Tout à la fois mémoire, trace et essai, cet ouvrage, qu'aucun autre éditeur *n'aurait publié,* conte une expérience inédite menée en 1983 et 1984 dans dix villes françaises. Initiés par dix photographes professionnels, deux cents jeunes, de seize à vingt-cinq ans, utilisant l'appareil comme outil de connaissance et d'insertion, ont réalisé quarante mille documents, qui constituent une source d'enseignement sur l'état de notre société.

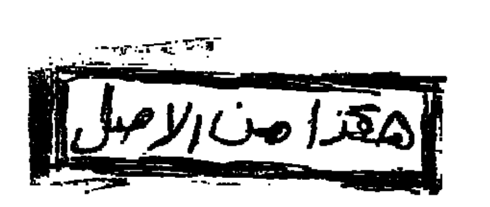
L'apprenti amateur, en fixant sa famille, son cadre de vie ou la télé, échappe peu aux normes décrites dans *Un art moyen* par Bourdieu. Mais oser se raconter en images revient à briser aussi les conventions. Décalé, le regard dérape et happe le tout-venant, le jamais vu ou l'informe. Restituant à l'acte photographique son originalité, l'œil, exempt de concept esthétique, exalte ses vertus d'authenticité, y compris celle, prioritaire, de voir « faux ». N'est-ce pas Robert Frank qui disait que tout est désormais photographiable ?

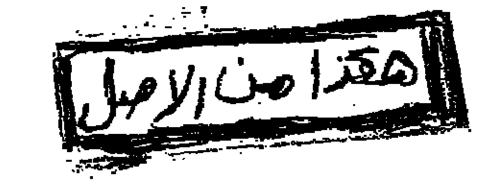
PATRICK ROEGIERS.

(1) *Un petit pan de mur blanc,* catalogue rétrospectif, galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Sainte-Catherine, Paris-4ᵉ.

(2) *Chronique du retour,* photographies de Bernard Plossu, texte de Régis Durand, coll. « Carnets », éditions Argraphie, limité à cinq cents exemplaires, 8, boulevard Jourdan, Paris-14ᵉ. 140 F.

(3) *Un autre regard sur les jeunes : le leur,* co-édité par l'Agence Faut Voir, les Editions du Centre Pompidou et Marval éditions, 40 pages, 150 photos, textes de Jean-Michel Montfort, P. Roegiers et Claude Eveno, 90 F.





Culture

VENTES

Daumier, peintre et sculpteur

Deux tableaux d'Honoré Daumier, *Parade des saltimbanques* et *l'Ancienne Comédie-Française*, respectivement estimés à 3 et 6 millions de francs, seront mis aux enchères le 18 mars à Paris.

Le violoneux au visage triste, entouré de badauds aux mines désabusées, à peine esquissées, du premier tableau, ou plus encore les personnages de Molière du second, annonce son grand style. Un style qui privilégie le clair-obscur et les contrastes lumineux pour accentuer l'expression des visages.

L'Ancienne Comédie-Française fut exposé en 1878 à la galerie Durand-Ruel, à Paris, mais sans grand succès. Soutenu par Delacroix, Corot et Baudelaire, Daumier n'en demeura pas moins incompris du public et fut éreinté par les critiques. « *La caricature gâte la main des artistes. Voilà un homme d'un immense talent comme caricaturiste et qui a la main si faite qu'il faut absolument lui interdire la peinture* », écrit l'un d'eux. Daumier meurt quelques mois plus tard, presque aveugle, *considéré comme un* lithographe ayant fait à ses moments perdus de la peinture.

Outre ces deux tableaux, dix-neuf figurines en bronze éditées dans les années 50 seront mises aux enchères. Daumier, sculpteur longtemps ignoré, façonnait des personnages en terre, qui lui servaient de modèles pour ses caricatures. On y retrouve l'avocat saluant, le bourgeois qui flâne, le dandy, l'homme d'affaires. Ces pièces, auxquelles Daumier n'attachait que peu d'importance, sont évaluées entre 40 000 F et 50 000 F l'unité.

La vente des Daumier constitue un événement, car nombre de ses peintures se trouvent déjà dans des Musées français et américains. Le musée d'Orsay compte à lui seul onze de ses toiles, outre la version en terre cuite des Députés.

ALICE SEDAR.

★ Vente : le 18 mars, à 21 heures, à la mairie du neuvième arrondissement.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Le jeu de l'oie

1 L'heure éblouissante

La force principale des hommes politiques à la télévision, ce qui leur fait gagner des points auprès du grand public entre le début et la fin de l'émission, c'est la faiblesse de l'interrogatoire auquel ils sont soumis. Autrement dit, les hommes politiques doivent beaucoup aux journalistes. Et c'est l'évidence, sinon croyez-vous que des personnages aussi conscients de leur importance et, je veux bien l'admettre, aussi occupés par leurs fonctions accepteraient de gaieté de cœur de se plier à ce petit jeu de questions et de réponses somme toute assez fatigant, assez répétitif, assez vain, où ils risquent le lapsus, de perdre la face devant des millions de téléspectateurs qui les attendent au tournant ?

S'ils vont au charbon avec une volonté qui surprend, si, l'émission passée sans trop de bobos, ils ne songent qu'à la prochaine pour en découdre, c'est qu'ils ont appris, dans les débuts, parfois à leurs dépens, que la balance télévisée était pour eux le plus souvent une balance positive. Avant le début de l'émission, si nous ne sommes pas des adversaires tenaces ou des partisans farouches de l'homme politique qui s'offre à nous, nous n'éprouvons pas grand sentiment à son égard, nous attendons sans trop y croire qu'il nous distraie, du beau spectacle. Cette indifférence flottante et sceptique va se transformer sous le feu pas très roulant des questions en empathie, *c'est-à-dire* que nous allons nous identifier affectivement à celui qui va nous sembler le *plus faible, du moins assailli par plusieurs.*

Il me semble que l'émission qui favorise le *plus l'homme politique un peu doué pour la* réplique et la comédie, c'est « L'heure de vérité » de François-Henri de Virieu. *Favoriser* n'est pas le terme exact, disons que c'est celle qui permet le mieux, le temps d'une émission, le renversement des sympathies. Le mot « invité » sert déjà l'homme sur la sellette. Et sa position sur le petit écran. Est-ce vraiment des façons dans un pays civilisé de se conduire ainsi envers un hôte de marque qui vous a fait la grâce de se déplacer alors qu'il a tant d'occupations et de si hautes responsabilités ? Interroge-t-on sans cesse un invité ? Et, le comble, en se relayant pour mieux le perturber ? Sans lui laisser le temps de reprendre son souffle ? Et qui fait ça ? Une petite bande de copains, toujours les mêmes ou presque : de Virieu, Alain Duhamel, Albert Du Roy, Jean-Louis Lescène, et Ivan Levaï pour changer. Drôle de changement !

Tous ces larrons sont royalement payés, on en mettrait la main au feu, pour interrompre par des propos la parole, le travail, l'action de ceux *qui savent.* C'est vraiment le monde à l'envers quand on voit des ministres, des leaders qui *perdent leur temps, et gratuitement, eux,* à se disculper, à se justifier devant des histrions qui *n'ont rien de mieux à faire ! Au bout de quel*ques années, ce sont les journalistes et leurs *questions qui semblent usés, toujours à mégo*ter pour des riens, à chercher la petite bête, ce *sont les journalistes qui sont ridicules en se* prenant pour des vedettes de l'écran, en ayant *l'air de tout savoir mieux que tout le monde,* tandis que les hommes politiques en s'exposant reprennent de la fraîcheur, s'humanisent, paraissent par contraste modestes, pudiques, n'ayant pas la sotte prétention en quelques minutes de refaire la France et le monde.

Et pour peu que l'occasion se présente, qu'ils tirent parti d'une question à la fois tendancieuse et molle et qu'ils rivent leur clou aux méchants qui les assaillent, nous rions de bon cœur : ah ! les braves gens ! Pour nous résumer, je dirais que les journalistes télévisés, par la force de l'habitude, sont devenus volontairement ou pas des complices du pouvoir politique qui les a mis en valeur. Au lieu de dévoiler l'homme politique, ils l'entraînent, le mettent en forme pour des épreuves plus sérieuses. Le journaliste français — puisqu'il y aurait un monde entre nos habitudes et celles des journalistes anglo-saxons — est dans ses questions à la fois trop respectueux et trop familier. Il n'insiste jamais. A la première rebuffade, il se le tient pour dit. Il préfère la connivence. Qu'on l'*appelle par son nom et son prénom et* le voilà qui frétille.

Autre constatation : trop de journalistes dans ce type de débat croient très important *que les populations ne s'y méprennent pas et* sachent ce qu'ils pensent. Qu'ils sont par *exemple contre Le Pen, le racisme, l'apartheid* et des tas d'autres vilaines choses. Forcément, *l'homme politique qui n'est pas né de la der*nière pluie les voit venir et souscrit autant d'*assurances-belle âme* que ses *interlocuteurs* le souhaitent, en se faisant un peu prier parfois pour donner plus de prix à son noble ralliement ! Il n'empêche — pour conclure sur une note positive qui est de mise, — ces débats, même si l'ennui prédomine, nous en apprennent beaucoup sur la forme de l'impétrant. Ainsi, il y a quelques semaines, M. Rocard, après sa rencontre avec M. Mitterrand, nous sembla éblouissant, ce qui n'a pas toujours été le cas, en réalisant un surplace sans faute. Sa façon de ne pas laisser passer une seule balle dans une situation ingrate avait quelque chose de rassurant.

2 Le maréchal Pétain de la majorité

Sans le concours des renseignements généraux, je suis aussi certain que M. Pasqua l'est à sa façon, qui n'est pas la mienne, que M. Chirac ne sera pas président de la République cette année. Je suis presque plus sûr de ça que je ne le suis par exemple de la candidature de M. Mitterrand et à plus forte raison de son élection. C'est dire ! Et c'est dommage, quand on voit sur nos murs toutes ces belles affiches, quand on songe à cet allant de Chirac, toute cette énergie dépensée en sa faveur, pour ne pas parler de l'argent — comme si les autres n'en dépensaient pas, — et qui portent déjà leurs fruits en freinant la campagne de M. Barre et qui en porteront dans les prochains jours davantage encore en grappillant les voix de l'extrême droite et d'ailleurs, et tout ça pour finir en eau de boudin, par un échec, on éprouve *un sentiment de gâchis. Pour en revenir un ins*tant à M. Barre, l'impétuosité vraiment exces*sive de son rival en majorité et le soutien vrai*ment défaillant de M. Léotard, qui lui sert *surtout de bâillon, finiront par l'avantager dans* l'opinion en le faisant partir, involontairement *je le reconnais, en même temps et presque du* même pas que son adversaire, le seul.

A moins que Chirac et sa bande ne s'y soient si bien pris qu'ils aient étouffé le feu barriste pour de bon avant qu'il ne menace ! « *Mais qu'aurait donc dû faire, d'après vous, M. Chirac pour l'emporter ?* » La situation me paraît aujourd'hui si déprimante que j'ai envie de vous répondre : ne pas se présenter ! Mais notre Gribouille aurait dû surtout calmer sa boulimie, et puisque ça le démangeait tant d'être le prochain président de la République, ne pas commencer par être le dernier premier ministre de M. Mitterrand dans le septennat qui s'achève. « *Mais vous savez bien, etc.* » Allons donc ! Vous ne croyez tout de même pas à ces fariboles, qu'il n'y avait pas d'autres solutions, que M. Chirac était bien obligé de se dévouer, qu'il a été en quelque sorte le maréchal Pétain de la majorité ! Et M. Chaban-Delmas ? Il n'était pas prêt à faire le don de sa personne, lui, et sans rien exiger de plus, le terme échu ? Il n'aurait pas fait un excellent premier ministre de transition en évitant avec sa nouvelle société *bis* bien des gaffes, des grèves, des manifs dues aux ardeurs de M. Chirac ? De vieux souvenirs cruels et pompidoliens l'auraient sans doute empêché de créer la CNCL, de se lancer dans des réformes de l'*enseignement à deux ans des élections, bref* de mettre du bouygues et du cambouis dans *tous les moteurs* de l'Etat.

Et pour les dénationalisations, il ne craignait *personne. Ce n'est pas Simon Nora et Jacques* Delors qui lui auraient refusé leurs conseils ! Le président de *la République* aurait fait des remarques, émis des réserves, Chirac aurait tonné et tout le RPR avec. *Et toute la majorité.* Mon Dieu ! A quarante jours des élections, je n'aurais pas donné cher du candidat socialiste qui n'aurait certes pas été M. Mitterrand ! Mais voilà, Chirac était trop malin pour tomber dans le piège. Chaban-Delmas, ça arrangeait Mitterrand ? Deux anciens de la IVe ? Privé de Chaban ! Et puis dix ans sans pouvoir, c'est long. Chirac n'en pouvait plus. Mon royaume pour être au moins deux ans premier ministre. Il ne faut désespérer de rien, un jour il le sera encore.

3 « Louis XVIII »

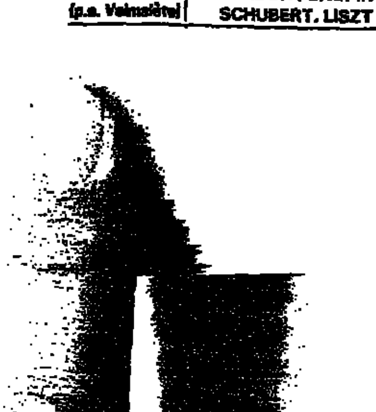
Je vous recommande le Louis XVIII d'Evelyne Lever (Fayard, 150 F) qui avait publié en 1985 chez le même éditeur un *Louis XVI* que je n'ai pas lu. Cette biographie vous surprendra. L'idée communément admise — la mienne par *exemple* — était que Louis XVIII était un roi étonnamment astucieux, peut-être le plus intelligent (je n'ai pas dit le plus glorieux) des Bourbons de France, qui n'ont pas été nombreux à l'être. Qu'il avait su tirer le pays du pétrin où l'avait fourré Napoléon après Waterloo presque aussi vite que Thiers devait le faire après la Commune. Que c'était un homme assez cynique, ayant des favoris, presque des « mignons » si ses jambes comme des jambons *n'enlevaient du sel à l'idée, beaucoup plus sub*til que son temps et, si je puis oser dire cela *d'un roi, que sa classe. Et c'est vrai qu'à la* différence de ses deux frères, la fois où il réussit *enfin à enfourcher le trône de France, il ne le* quitta plus jusqu'à sa mort. Ce fut sa grande *idée, elle se confondit peut-être avec l'intérêt* du royaume.

EN BREF

● **Un film flamand primé au Festival du film d'humour de Chamrousse.** — *Le jury du treizième* Festival du film d'humour a couronné, le vendredi 11 mars, le film belge (flamand) *Hector*, du réalisateur Stijn Coninx. Ce long métrage bénéficiera, pour la première fois, d'une campagne publicitaire équivalant à 600 000 F, offerte par la société Métrobus. Les films primés étaient en effet depuis plusieurs années présentés par de petits distributeurs qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires à leur promotion. Un moyen de relancer ce Festival qui, selon son délégué général, M. Pierre de Gardebosc, demeure *« en attente d'un vrai succès ».*

● **Prolongation du spectacle Guidoni au Bataclan.** — *En raison* de son succès, Jean Guidoni, qui chante au Bataclan depuis le 16 février, prolonge son spectacle jusqu'au 2 avril.

★ Location : 47-00-55-22.



Culture

THÉATRE

Deux spectacles à « Théâtre Ouvert »

Cap au nord


ENGUERAND

Catherine Jacob et Jacques Bonnaffé.

Un couple inattendu, cocasse, drôle à couper le souffle : elle, c'est Catherine Jacob, aperçue trop rapidement dans le rôle de Marie-Thérèse, la bonne des Le Quesnoy du film *La vie est un long fleuve tranquille*, d'un autre « Ch'ti », Etienne Chatiliez ; lui, c'est Jacques Bonnafé, natif de Douai, acteur formé aux meilleures écoles et bardé des diplômes de nos plus grands metteurs en scène, de théâtre et de cinéma.

Entre eux, un curieux personnage : Gafougnette, héros du Nord créé dans la première moitié de ce siècle par Jules Mousseron, poète et mineur, auteur de plus de quatre cents mini-comédies qui, en peu de mots et d'effets, en disent plus long que toutes les exégèses sur la vie des petites gens. En une heure, la débutante que rien n'effraie et le comédien réputé intello lâchent les mots comme d'autres les chiens : c'est vif, rapide, mordant, et le spectateur hurle de rire. En version « ch'timi » originale sous-titrée.

Dans le même théâtre et le même lieu, le directeur du Centre dramatique de Caen, Michel Dubois, met en scène *l'Etalon-Or*, nouvelle pièce d'un autre homme du Nord, Daniel Lemahieu. Nous sommes là dans un univers totalement différent : au burlesque, Lemahieu a préféré le dépeçage vertigineusement méticuleux du vaudeville.

En cent cinquante-cinq entrées et sorties, sept comédiens de grand talent, rassemblés autour d'Alain Libolt, Marief Guittier et Florence Giorgetti, se disputent la dépouille mortelle et l'argent d'un trop cher disparu. L'expérience est curieuse, courageuse, et la destruction savante de son texte par Daniel Lemahieu tout à fait intrigante. En français artisanal détourné.

OLIVIER SCHMITT.

★ *Paris-Nord*, jusqu'au 26 mars. Mercredi 21 heures, vendredi 23 h 15 et samedi 18 h 30. L'Etalon-Or, jusqu'au 26 mars, à 21 heures, sauf dimanche et lundi (relâche), mercredi 18 h 30. Tél. : 42-62-59-49.

CINÉMA

« Princess Bride », de Rob Reiner

Princesse débridée

Un petit garçon, malade et au lit, à la chance d'avoir Peter Falk pour grand-père. Le retors créateur de Columbo ne goûte guère les feuilletons télévisés et préfère lire au moutard un roman de chavalerie comme on en fait encore chez les Anglo-Saxons. Au royaume de Florin, dans un Moyen Age imprécis et verdoyant, la jolie princesse, Bouton d'or (Robin Wright) s'aperçoit peu à peu qu'à l'encontre de tous ses préjugés de classe elle est raide amoureuse de son palefrenier, Westley (Cary Elwes), un petit blond aux yeux bleus qui a le bon sens de lui obéir en tout. Elle à l'air d'une reine du surf, lui d'un petit-fils des Beach Boys, ils roulent dans l'herbe impeccable.

Arrivent les méchants, disparaît le plagiste. La princesse aurait bien rongé son frein, mais il lui faut épouser le très ignoble prince Humperdinck. Heureusement, le roi des corsaires, masqué de noir, intervient dans l'histoire que Peter Falk distille et suspend pour le plus grand bien de son petit-fils et le nôtre, tant un récit bien mené a des vertus thérapeutiques.

Rob Reiner, fort du succès de *Stand by me*, a pu s'offrir un conte de fées assez luxueux, avec de très beaux décors, de bons comédiens, un montage soigné et une musique de Mark Knopfler. Les dialogues comme les situations sont à double fond, pleins de malice et de plaisanteries plus ou moins salaces, de commentaires sur le genre gothique et champignons magiques, bons géants et sorciers rancuniers, ce qui permet aux parents de s'amuser autant que leurs enfants.

Entre Peter Pan et les chevaliers d'une table pas très ronde, *Princess Bride* en dit plus long sur le merveilleux médiéval que maints films historiques et estampillés par l'Université, et ouvre assez souvent des portes aériennes, légères sur le ciel des rêves et son vertige.

MICHEL BRAUDEAU.

« La comédie du travail » de Luc Moullet

Il n'y a plus de chômeurs, seulement de demandeurs d'emploi. Mais le chômage existe et le verbe chômer. Et les cadences infernales de la course à l'emploi bouffent la vie plus encore que le travail le plus absurdement répétitif. D'ailleurs qu'y a-t-il de plus absurde, de plus cruellement courtelinesque que la bureaucratie de l'ANPE... Sauf si on tombe sur le bureau où Sabine Haudpin officie.

Luc Moullet épluche soigneusement les péripéties de cette course immobile — quand on est sans travail, on attend un emploi et l'attente, le remplissage des heures vides, devient l'activité même de la vie. Sans méchanceté apparente, avec un air de ne pas y toucher et une ironie distante, faussement naïve, il met bout à bout des sketchs bredouillants qui défilent comme les pages illustrées d'un guide.

C'est attachant, mais un peu paresseux, — sans doute le sujet qui veut ça. On espère que la vraie insolence, on a de la moquerie souriante. Et puis du charme en veux tu en voilà. — C. G.

MUSIQUES

Marc Seberg à l'Elysée-Montmartre

Le rock de matins brumeux

Marc Seberg sort de son ghetto et impose un rock français original.

Début des années 80, la vogue artificielle du rock français fabriquée par les firmes discographiques s'essouffle. Les copies trop conformes des rocks américains et anglais disparaissent les uns après les autres. Le rock français manque de spécificité, de style, d'élégance. Survivent, malgré tout, Bashung — dans quelques titres, — des petites formations qui, hors de leur région, n'ont pas réussi à se faire entendre. Et Marc Seberg.

Marc Seberg se forme au cours de l'année 1981 autour de Philippe Pascal, ex-chanteur du groupe rennais Marquis de Sade. En font partie, Anzia aux guitares, Pierre Thomas à la batterie — tous deux provenant également du Marquis de Sade — et Pierre Corneau à la basse. Deux ans plus tard, Pascale Leberre, aux claviers, élargira, étoffera l'espace sonore.

Trois albums et de multiples concerts ont permis à Marc Seberg d'affiner leur musique de brume et de petit matin transparent, en marge des modes et des clichés. Longtemps cantonné dans un milieu branché, le groupe, grâce à la scène, a su évoluer vers un rock plus puissant, plus chaleureux, strié de beaux chorus de guitares. Et avec des textes qui sont comme autant de collages d'images : *L'amour aux trousses*, *Jeux de lumières*, *La nef des fous*.

L'année dernière, le groupe habillait d'une musique dense et tendue la pièce de Boris Vian *les Bâtisseurs d'empire* pour des représentations au Théâtre des Amandiers de Paris. Retournés ensuite à Rennes, leur île, leur bastion, sans pour autant revendiquer dans leur musique une quelconque âme celtique (le parolier et chanteur Philippe Pascal est né à Sidi-Bel-Abbès d'un père espagnol et d'une mère d'origine belge) les membres du Marc Seberg ont préparé une tournée qui les emmène à présent à l'Elysée-Montmartre. En avril, Marc Seberg réalisera son premier vidéo-clip, tandis que Virgin publiera le premier « songbook » en groupe.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Genève le 15 mars, Grenoble le 16, Elysée Montmartre le 17, Lorient le 18.

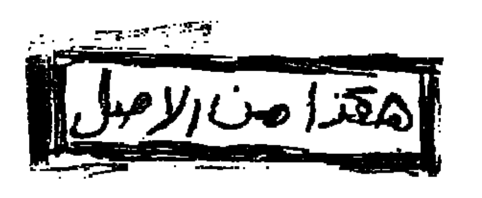
★ Albums Virgin.

Publication judiciaire

COUR D'APPEL DE PARIS, 11e CHAMBRE
M. Maurice LABI, c/BEN YAMED Béchir
« Jeune Afrique »

Par arrêt contradictoire en date du 26 novembre 1987, M. BEN YAMED Béchir, PDG de S.A. « Le Groupe Jeune Afrique », a été condamné pour diffamation publique envers M. Maurice Labi, ancien chef de la Mission française de coopération à Mabuto, à une amende de 6 000 F et à 20 000 F à titre de dommages et intérêts, outre une somme de 6 000 F, par application de l'article 475-1 du Code de procédure pénale et les dépens. La société « Le Groupe Jeune Afrique » a été déclarée civilement responsable.

POUR EXTRAIT, YVES JOUFFA, AVOCAT A LA COUR.



هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

PIERRE PECHIN. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09). 21 h.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60). 20 h30.

LE CROCODILE. Théâtre de la Ville d'Alésia (46-64-89-09). 21 h.

CALLAS. Athénée-Louis Jouvet (47-62-67-27). 20 h 30.

NEED TO KNOW. Th. de la Bastille. (loc. au théâtre de la Ville : 42-74-22-77). 21 h (15).

ZOO STORY. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). 19 h.

EL SECONDO. Théâtre Tristan-Bernard (45-22-08-40). 20 h 30.

SLASTIC. Théâtre de la Ville (42-74-22-77). 18 h 30.

SOUS LES BOULINGRINS BLEUS. Sartrouville, Théâtre (39-14-23-77). 21 h.

FANDO ET LIS. Grand Hall Montorgueil (42-96-04-06). 20 h 30.

LA HURLE. Théâtre Arlequin (45-89.43-22). 20 h 30.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Le Petit Dictateur : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◇ La Hurle : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Hibou : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. ◇ Callas : 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Gertrud : 19 h.

BERRY (EX-ZÈBRE) (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. L'Indien cherche le Bronx : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Bacchus : 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Orgie : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. L'Autre : 20 h 30. La Resserre. Les Femmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plait ! : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Esther : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 20 h 30.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). Le Transsexuel : 22 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. La Nuit du vérificateur : 20 h 30. Salle II. L'empereur panique : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Hors Limite : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). ◇ Fando et Lis : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 45. Ne pas dépasser la dose prescrite : 20 h 30. Double je : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). ◇ Need to Know : 21 h.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.

LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). Claude Véga : 22 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Pierre Péchin : 21 h.

LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR SE RENDRE A LA CACHE (43-46-66-33). Drapeau noir : 20 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). ◇ Xavier Bordes : 20 h 30.

MAISON HEINRICH HEINE-FONDATION DE L'ALLEMAGNE (45-89-53-93). ◇ Kleist ou lettres après ma mort : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). ◇ Zoo Story : 19 h. L'Ile des chèvres : 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public nº1 : 20 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). George Dandin : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après la vie de saint François d'Assise : 02 h.

MOUFFETARD (43-31-11-99). Salomé : 20 h 45.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Daisy, un film pour Fernando Pessoa : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h. Petite salle. Show Chiche : les blancs jouent et gagnent : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais royal) : 14 h 30. L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le Réveil : 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Tchekhov docteur Raguine : 21 h. Salle II. Coup de crayon : 20 h 30.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45.

POTINIÈRE (42-61-44-16). ◇ Agatha : 19 h. Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Opéra-Valise : 19 h 45. ◇ Le Misanthrope (en alternance) : 21 h.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La valse a mille ans : 18 h 30. Mistero Boufo : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h 30.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Nuit d'amour : 20 h 45.

THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). L'Annonce faite à Marie : 20 h 45.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Va donc mettre au lit tes ratures : 20 h 30. Flagrant Délire : 21 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Spectacle obligatoire : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◇ Pinpin peint Monroe : 22 h. Salle I. ◇ L'Etranger : 20 h 30.

THÉATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (46-64-89-09). ◇ Le Crocodile : 21 h.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). ◇ Slastic : 18 h 30. Il faut passer par les nuages : 20 h 45.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). Le Pont des soupirs : 20 h 30.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps là-bas ? : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé : 19 h. Chabrol joue intensément : 21 h.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Toute différente est la langouste : 21 h.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). ◇ Der Freischutz : 20 h.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Le Tragique Destin d'un héros de verre : 14 h 30 et 10 h. Grand Théâtre. ◇ Le Misanthrope : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. ◇ La Traversée de l'Empire : 20 h 30. Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

THÉATRE OUVERT- JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). L'Etalon or : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Il était temps que j'arrive : 21 h 15.

TOURTOUR (48-87-82-48). Le Dieu des mouches : 20 h 30. Le Chant profond du Yiddishland : 22 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ◇ Bill Baxter : El Secundo : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les opéras

THÉATRE MUSICAL de PARIS (42-21-00-86). « Der Freischutz ». 20 h. Opéra romantique en trois actes de C. M. Von Weber, livret de F. Kind, avec le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France, dir. de M. Janowski, et le chœur du Théâtre musical de Paris.

THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). « Le Pont des soupirs ». 20 h 30. opéra bouffe en quatre actes de J. Offenbach, livret de H. Crémieux et L. Halévy, mise en scène de J.-M. Ribes, chor. de P.-G. Lambert, avec l'ensemble orchestral d'Antenne 2 dir. par J. Burdekin ou A. du Closel, chef des chœurs P. Marco (2 h 45). 225, 175, 100, 165 F (mer. jeu. mar.). 245, 195, 120 F (ven. sam. dim.).

Chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). ▷ Elysée...moi : 21 h, dim. 15 h 30. Rel. mer.

Mardi 15 mars

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Sérénade (1939), de Jean Boyer, 16 h ; la Geste héroïque (1986, v.o.s.t.f.), de Junya Sato, 19 h ; Cerveaux de rechange (1936, v.o.), de Robert Stevenson, 21 h 45.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-35-57)

Relâche.

SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Café, cafés : Whisky sec : Vous avez dit Pigalle ? (1979) de J. Martinengo, Bob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Melville, 14 h 30 ; Panache : les Emules de Django Reinhardt (1980), Bistrots de Paris (1977) de P. Molinard, Tim (1984) de A.S. Labarthe, Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard, 17 h ; Expresso : Un samedi à la Goutte d'or (1977) de Y. Laumet, les Mauvaises Fréquentations (1966) de Jean Eustache, 18 h ; P'tit Blanc : Bande annonce : Une aussi longue absence (1960) de Henri Copi, 20 h ; Dernier Verre : Habibi (1983) de F. Prenant, Royal Opéra (1980) de L. Soukaz, Une sale histoire (1977) de Jean Eustache, 21 h.

Les exclusivités

A NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ARBRE DU DÉSIR (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BABY BOOM (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BRADDOCK (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINEMAGICA (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CINGLÉE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

EN TOUTE INNOCENCE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES ENFANTS DE SALEM (*) (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HAMBURGER HILL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

HOME OF THE BRAVE (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES INNOCENTS (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

JANE B. PAR AGNÈS V. (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MAURICE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MORT D'IVAN ILLITCH (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE PACTE (*) (Brit., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA PASSERELLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PILOTE D'ESSAI (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LES POSSÉDÉS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

RIO ZONE (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

ROBOCOP (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

SAXO (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

SUSPECT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

THE LAST OF THE BLUE DEVILS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

WALL STREET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES NOUVEAUX FILMS

LA BOHÈME. Film français de Luigi Comencini, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

BROADCAST NEWS. Film américain de James L. Brooks, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LA COMÉDIE DU TRAVAIL. Film français de Luc Moullet : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

JOURNAL D'UN VIEUX FOU. Film hollandais de Lili Rademakers, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

KUNG FU MASTER. Film français d'Agnès Varda : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LA MORT DES BEAUX CHEVREUILS. Film tchèque de Karel Kachyna, v.o. : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

PREUVE D'AMOUR. Film français de Miguel Courtois : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PRINCESS BRIDE. Film américain de Rob Reiner, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SEPTEMBER. Film américain de Woody Allen, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

URGENCES. Film français de Raymond Depardon : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LA VÉNITIENNE. (*) Film italien de Mauro Bolognini, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 MARS

« Winterhalter », 14 h 45, Petit Palais (Tourisme culturel).

« Musée Christophe », 14 h 50, 12, rue Royale (L'art pour tous).

« Le faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, 2, rue de la Roquette (Hauts lieux et découvertes).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« De l'Ancienne Comédie aux Cordeliers », 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« De Greco à Goya, au Louvre », pavillon de Flore, porte des Lions, quai du Louvre (Approche de l'art).

« Saint-Eugène et son quartier », 15 heures, 17, rue du faubourg Poissonnières.

« Sculpture médiévale du musée de Cluny », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé.

« Tapisseires de Lurçat au musée du Luxembourg », 15 heures, 19, rue de Vaugirard (Monuments historiques).

« Winterhalter », 15 h 15, entrée Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Paris et son histoire).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 h 30, accueil des groupes, 1, rue de Bellechase (M. Labergère).

« L'hôtel de Caraman-Chimay », 14 heures, 14, rue Bonaparte.

« L'immeuble du Parti communiste », 14 h 30, métro Colonel-Fabien, sortie (Monuments historiques).

« Passages couverts du Palais-Royal aux Grands Boulevards », 14 h 30, devant le Grand Vefour, jardin du Palais-Royal (Paris passion).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Michèle Pohyer).

« Hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Jardins et cités d'artistes à Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Paris pittoresque et insolite).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. Carte d'identité (Approche de l'art).

« La cathédrale russe. Le mariage de Sacha Guitry. L'alchimie de l'or », 15 heures, 12, rue Daru (Isabelle Hauller).

« Le couvent des filles de la Visitation ». 15 heures, 17, rue Saint-Antoine (Paris et son histoire).

« Winterhalter », 15 h 30, Petit Palais (Michèle Hager).

« Van Gogh à Paris », 18 heures, Musée d'Orsay, entrée des groupes, 1, rue de Bellechasse (Arts et curiosités).

JEUDI 17 MARS

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, boulevard Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

MERCREDI 16 MARS

Mairie, 4, place du Louvre, 17 h 30 : « Les conceptions constitutionnelles de Napoléon III et du général de Gaulle », par Francis Choisel (Académie du Second Empire).

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Pour réussir 1992. Renforcer la politique commerciale de la Communauté », par Jacques Mallet (Maison de l'Europe).

30, avenue Corentin-Cariou (Salle Jean Bertin), 18 h 30 : « L'autisme infantile : un débat passionné », avec Serge Lebovici, Gilbert Lelord et Françoise Gremy. Entrée libre (Cité des sciences et de l'industrie).

3, rue Rousselet, 19 heures : « Les débuts de la peinture hollandaise » (Arcus).

78, boulevard Malesherbes, 15 h 30 : « Occident, Orient. Parcours d'une tradition », par Georges Amadou (L'homme et la connaissance).

Hôtel Concorde-Saint-Lazare, 108, rue Saint-Lazare, 20 heures : « L'origine gnostique de l'homme » (AGEASAX).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Synthèse des écoles psychanalytiques », par Yves Diénel (Psychiatrie psychanalytique).

JEUDI 17 MARS

3, rue Rousselet, 10 h 30 : « Degas et l'impressionnisme » (Arcus).

18, boulevard Haussmann, 14 h 15 et 18 heures : « Manoirs et châteaux au dix-septième et au dix-huitième siècle », par Christiane Lesage (Maison du Nord-Pas-de-Calais).

4, rue de Chevreuse, 14 h 30 : « Structures officielles et mouvements parallèles en Europe de l'Est », avec la participation de W. Berelowitch, J. Vladislav, I. Kemeny, G. Mink, M. Manale, M. Berindei et J. Rupnik (Rencontres du CERI).

Cinémathèque, 11, rue Jacques Bingen, 15 heures : « Venise, décors de Carpaccio » (Simone Saint-Girons).

Salle des ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Châteaux du désert » (Odette Boucher).

Collège de France (salle 8), 18 heures : « Aux origines de l'homme », par Y. Coppens, professeur au Collège de France (Recherche et critique).

5, rue de l'Abbaye, 18 h 15 : « Quelles tâches aujourd'hui pour le christianisme ? », par le R.P. Xavier Tilliette (Fraternité d'Abraham).

184, boulevard Saint-Germain, 18 h 30 : « Géographie gastronomique de la France », par Jean-Robert Pitte (Société de géographie).

33, faubourg Saint-Honoré, 19 heures : « La valse des présidentielles », par Alain Duhamel (Cercle de l'Union interalliée).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Quel avenir pour la femme cadre dans l'entreprise et la famille ? », avec Claude Arnaud, Lily Godefroy, Danièle Rostagnat (Centre Varenne).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 15 mars

TF 1

20.40 Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Match retour à Marseille : Marseille-Rovaniemi. 22.35 Variétés : Concert Madonna. Enregistré en septembre 1987 à Turin. 0.05 Journal. 0.15 La Bourse. 0.20 Magazine : Minuit sport.

A 2

20.35 Mardi cinéma : Inspecteur Lavardin ■ Film français de Claude Chabrol (1985). Avec Jean Poiret, Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont, Jean-Luc Bideau. *L'inspecteur Lavardin enquête sur le meurtre d'un écrivain ; la coupable est-elle sa jeune belle-fille ou les individus louches qui l'entourent ? On retrouve le personnage principal de Poulet au vinaigre, interprété avec humour et dérision par Jean Poiret ; le film est drôle, et joue sur le second degré. Mais, comme dans le premier épisode, tout cela est trop calculé, trop artificiel pour vraiment convaincre. Chabrol a fait pis, mais il n'est pas encore revenu à son meilleur niveau.* 22.15 Les jeux de Mardi cinéma. Présentés par Fabrice. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Cinéma : Sphinx □ Film américain de Franklin J. Schaffner (1980). Avec Lesley-Anne Down, Frank Langella, Maurice Ronet, John Gielgud. *Des archéologues découvrent au Caire des indices prouvant l'existence d'un fabuleux trésor. Le film mélange les genres, du polar au film d'aventures, tout en cherchant à garder au mystère une tonalité fantastique. Mais aucune de ces intentions ne résiste à la pesanteur de la mise en scène : super-production poussive aux vedettes incertaines.* 22.30 Journal. 22.50 Programme régional : Fantastique et cinéma. Pour Paris-Ile-de-France- Centre, Rhône-Alpes-Auvergne, Normandie, Bourgogne-Franche-Comté.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Bons baisers de Russie ■■ Film anglais de Terence Young (1964). Avec Sean Connery, Daniela Bianchi, Pedro Armendariz. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : le Passage ■ Film français de René Manzor (1986). Avec Alain Delon, Christine Boisson, Alain Musy, Jean-Luc Moreau. 23.45 Cinéma : Rêves sanglants ■ (transmission de cauchemar). Film anglais de Roger Christian (1982). Avec Kathryn Harrold, Zeljko Ivanek, Shirley Knight. 1.15 Téléfilm : Les ordres et la loi. De Jud Taylor, avec Tommy Lee Jones, Annette O'Toole, M. Emmett Walsh.

LA 5

20.30 Cinéma : Pulsions ■■ Film américain de Brian De Palma (1980). Avec Michael Caine, Angie Dickinson, Nancy Allen, Keith Gordon. *Un mystérieux travesti vient d'assassiner une femme sortant de chez son analyste ; un adolescent essaie de résoudre le mystère avant la police. Comme toujours chez De Palma, la virtuosité technique, le goût des effets, rendent un hommage très évident à Hitchcock (et ici à Psychose). Malgré les naïvetés du cinéaste, le film fonctionne, et on est saisi par la maestria de certaines séquences, en particulier au début.* 22.25 Série : Spenser. Un fils disputé. 23.20 Série : Mission impossible (rediff.). 0.15 Série : Kojak (rediff.). 1.20 Série : La grande vallée (rediff.). 2.20 Aria de rêve. Danceries pour quatuor de flûtes, de Tielman Susato ; Nocturne pour quatuor, de Carl Ditters von Dittersdorf.

M 6

20.00 Série : Les routes du paradis. Le monstre (2e partie). 20.50 Cinéma : la Horse ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1969). Avec Jean Gabin, Christian Barbier, Michel Barbey, Eléonore Hirt. *Un riche paysan dont le fils est impliqué dans une affaire de drogue décide de prendre à son compte le combat contre les trafiquants. L'idée était d'introduire la figure patriarcale typique du Gabin vieillissant dans un schéma de polar un peu rajeuni. Le résultat est artificiel.* 22.35 Série : Hawaï, police d'Etat. Meurtre au stade (1re partie). 23.25 Six minutes d'informations. 23.35 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.20 Série : Maîtres et valets (rediff.). 1.10 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Dossier gériatrie. 21.30 Les images de synthèse (8e Festival de Monaco). 22.40 Nuits magnétiques. Les bistrots (1re partie). 0.05 Du jour au lendemain. Avec François Maspero pour Le figuier. 0.50 Musique : Coda. Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 août 1987 à Lucerne) : Prélude à l'après-midi d'un faune, de Debussy ; Symphonie espagnole pour violon et orchestre, op. 21, de Lalo ; La mer, de Debussy ; The school for scandal, ouverture, de Barber, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel ; sol. Raphaël Oleg, violon. 22.25 Concert du GRM (donné le 25 janvier au Grand Auditorium) : Symphonie romantique, de Lejeune. 23.07 Club d'archives. Les pêcheurs de perles. Les premiers concerts de Bruno Walter à la NBC (œuvres de Wagner, Schumann, Smetana). Les premiers enregistrements de la musique de Stravinski ; L'actualité des rééditions.

Mercredi 16 mars

TF1

14.30 Club Dorothée. Bioman ; Gigi ; Goldorak ; Les Minipouss ; Mask ; Capitaine Flam ; GI Joë ; Holmes et Yoyo ; Silver Hawks ; Le top junior ; Le Jacky Sean ; On pense à toi ; Les goûters d'anniversaire ; Le jeu Léo. 18.05 Série : Agence tous risques. Mystère à Beverly Hills. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Bébêtes show. 19.55 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert et Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial Chouans, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Philippe de Broca, Philippe Noiret. 22.35 Magazine : Sirocco. De Denys Chegaray, présenté par Florence Guérin. Au paradis des vulcanologues : Maurice Krafft ; Johnny Clegg, le Zoulou blanc ; Momo, le lignard du Moyen-Orient ; A l'assaut de l'Everest. 23.35 Magazine : Minuit sport. Football : FC Barcelone-Bayern Leverkusen (Coupe d'Europe UEFA à Barcelone). 1.05 Journal. 1.15 La Bourse.

A 2

14.35 Récré A2 : Le monde magique de Chantal Goya. Emission préparée par Jean-Jacques Debout. 15.05 Récré A2. Johan et Pirlouit ; Cosmocats ; La comédie de Récré A2 ; Cobra ; C'est chouette ; Les mystérieuses cités d'or ; Galaxy rangers. 17.20 Série : Au fil des jours. La grande course (2e partie). 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum. Une vie de chien. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.05 INC. Vente forcée. 19.10 Actualités régionales.
19.35 Série : Maguy. La layette nous voilà. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Football. Coupe d'Europe des clubs champions : Eindhoven-Bordeaux (match retour). 22.20 Basket. Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges-Badalone à Grenoble. 23.50 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

14.30 Série : Yan. 15.00 Flash d'informations. 15.03 Jeu : On va gagner. Présenté par Vincent Perrot et Cerise Leclerc. Invités : Les enfants magiciens de l'Académie Georges-Proust. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : La dynastie des Forsyte. Procédure. 17.30 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Dessin animé : David le gnome. 18.00 Magazine : Astronaute. Le magazine de l'espace d'Anne Ray et Jacques Degray, présenté par Patrice Drevet. 18.25 Flash mag. De Patrice Drevet. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. T'as des ratés maman. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.53 Dessin animé : Diplodo. 20.05 Jeux : La classe. Présentés par Fabrice. 20.30 Opéra : Madame Butterfly. Opéra en trois actes de Puccini, enregistré à la Scala de Milan en 1987. Avec Yasuko Hayashi, Hak Nam Kim, Peter Dvorski, Anna Caterina Antonacci, les Chœurs et l'Orchestre de la Scala de Milan, sous la direction de Lorin Maazel (retransmis simultanément en stéréo sur France-Musique). 23.05 Journal. 23.25 Musiques, musique. Noëls, de Daquin, par François Houbard, orgue.

CANAL PLUS

14.00 Dessin animé : Victor. 14.10 Série : Le retour de Mike Hammer. 14.55 Documentaire : Les allumés du sport. Pêche au gros avec Lee Marvin. 15.25 Téléfilm : L'ultime voyage. De Peter Markle avec John Savage, Meg Foster, Christopher Burke. 17.05 Documentaire : Thérion stratagème. Samburu (2e partie). 17.20 Série : Max Headroom. 17.45 Série : Throb. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 30. Présenté par Marc Toesca. 18.55 Starquizz. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Jean-Claude Bouthier, Philippe Clair, Jane Birkin. 19.20 Football. Les coulisses du match. 19.30 Football. En direct d'Eindhoven, quart de finale match retour de la Coupe d'Europe des clubs champions : PSV Eindhoven-Girondins de Bordeaux. 21.20 Flash d'informations. 21.25 Cinéma : Même heure l'année prochaine. ■ Film américain de Robert Mulligan (1978). Avec Ellen Burstyn, Alan Alda, Ivan Bonar. *Un homme et une femme se retrouvent chaque année, pour une nuit, à l'insu de leur conjoint respectif ; de cinq ans en cinq ans, leur vie change, et suit le cours de la société américaine. L'idée est astucieuse, et permet d'évoquer l'évolution des différents grands mythes américains. Le résultat, sans être déshonorant, est moins subtil que prévu.* 23.20 Football. Coupe d'Europe des clubs champions. Real Madrid-Bayern Munich. 1.15 Magazine : Cinémode. 2.00 Série : Rawhide.

LA 5

14.30 Série : Galactica. 15.20 Série : Shérif, fais-moi peur. 16.10 Variétés : Childéric. 16.55 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.20 Dessin animé : Le monde enchanté de Lalabel. 17.45 Dessin animé : Embrasse-moi Lucile. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. 18.30 Série : Happy days. 18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Implosion trois. De Robert Lewis, avec Heather Locklear, Terence Knox. *Un psychopathe amoureux sème la terreur.* 22.20 Série : La loi de Los Angeles. 23.10 Série : Mission impossible. 0.00 Série : Matthew star (rediff.). 0.50 Série : Galactica (rediff.). 1.40 Shérif, fais-moi peur (rediff.). 2.30 Variétés : Childéric (rediff.). 3.15 Aria de rêve.

M 6

14.25 Carrefour des musiques. 15.40 Magazine : Médiator. Invité : Eric Morena. 16.10 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Espion modèle. La route de minuit. 20.50 Série : Dynastie. Le suppléant (1re partie). 21.40 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème : Tchernobyl-France, sont invités : Édouard Parker (coauteur avec Yves Leserf de l'Affaire Tchernobyl), Yves Lenoir (coauteur avec Hélène Crié de Tchernobyl-sur-Seine), Jean-Paul Chapira (coauteur avec Jean-Pierre Pharabod de Les jeux de l'atome et du hasard), Alain Laugier (chef de service de radiothérapie à l'hôpital Tenon). 23.00 Série : Hawaï police d'Etat. Meurtre au stade (2e partie). 23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.45 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Ecrire à Madagascar. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. La mémoire et ses troubles. 22.40 Nuits magnétiques. Les bistrots (2e partie). 0.05 Du jour au lendemain, avec Jacques Duchateau. 0.50 Musique : Coda. Rock à l'ail.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en simultané avec FR3) : Madame Butterfly, opéra en trois actes de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Lorin Maazel ; sol. Yasuko Hayashi, Hak Nam Kim, Peter Dvorski, Giorgio Zancanara. 23.07 Jazz-club. En direct du Petit Opportun : le saxophoniste André Villéger.

Audience TV du 14 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50.0	Santa-Barbara 21.9	Actual. région. 10.9	Actual. région. 3.1	Nulle part 3.6	Porte magique 7.3	Course pôle 1.0
19 h 45	60.9	Roue fortune 30.7	Maguy 11.5	Actual. région. 4.2	Nulle part 6.8	Boul. Bouvard 4.2	Course pôle 3.1
20 h 16	71.9	Journal 26.0	Journal 21.9	La classe 9.9	Nulle part 7.3	Journal 2.6	Homme invisible 4.2
20 h 55	73.4	Situation 35.9	Sentiments 7.8	Rouge est mis 16.7	Homme sans 3.1	The Thing 7.8	Vampire 5.2
22 h 08	63.0	Est grave 38.0	Bond, James 7.3	Journal 5.2	Canal foot 0.5	The Thing 10.9	MVampire 3.1
22 h 44	32.8	Enjeu 10.4	Bond, James 10.9	Océaniques 3.6	KO Canal 1.0	Accords diable 6.8	Hawaï 1.0

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 15 mars à 0 h TU et le dimanche 20 mars à 24 h TU.

Après un passage pluvieux et venteux mercredi et jeudi, la France sera progressivement intéressée par un temps doux, plus humide sur le nord et plus ensoleillé sur le sud.

Mercredi : pluies abondantes et vents forts

Un temps pluvieux et venté s'étendra mercredi à l'ensemble du territoire.

Le matin, seuls le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Corse échapperont encore à la pluie. En revanche, le ciel y sera déjà bien nuageux et le vent d'ouest soutenu.

Partout ailleurs, des pluies assez abondantes se produiront, poussées par un vent d'ouest assez fort.

L'après-midi, les régions méditerranéennes verront elles aussi l'arrivée de la pluie, mais l'intensité en sera faible. Une accalmie des précipitations se fera progressivement sentir sur le nord-ouest du pays, de la Bretagne et des Charentes au centre, au nord et à la Normandie avec l'établissement d'un temps partagé entre averses et éclaircies. Le vent soufflera en fortes rafales.

Les températures minimales varieront d'est en ouest entre 6 et 10 degrés. Quant aux températures maximales, elles avoisinneront 9 à 12 degrés sur une grande partie de la France, excepté près de la Méditerranée où elles atteindront 16 degrés.

Jeudi 17 mars : variable et averses

Le matin, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Le soleil sera plus timide près de la Méditerranée où les nuages seront plus fréquents. Les passages nuageux occasionneront des averses.

Dans l'après-midi, les averses se limiteront progressivement à la Lorraine, l'Alsace, la France-Comté et les Alpes. Avec la levée du mistral, le ciel se dégagera sur le littoral méditerranéen.

En fin de journée, le ciel se couvrira sur la Bretagne et le Cotentin, et il commencera à pleuvoir.

Le vent d'ouest-nord-ouest soufflera encore fort le matin.

Les températures minimales varieront de 6 à 8 degrés, localement 10 degrés près de la Méditerranée. Les températures maximales atteindront 8 à 13 degrés du nord et du nord-est vers le sud-ouest. Localement, il fera 16 degrés sur les côtes méditerranéennes.

Vendredi 18 mars : extension des nuages et des pluies sur le nord, soleil au sud

Le ciel sera couvert et il pleuvra dès le lever du jour de la Bretagne à la Normandie, au nord et aux pays de Loire. Ailleurs, les brouillards matinaux, plus fréquents sur le nord-est, le centre, le lyonnais et l'Aquitaine, se dissiperont et le soleil apparaîtra entre quelques passages nuageux.

Dans la journée, le temps pluvieux s'étendra jusqu'au nord-est, touchant successivement le bassin parisien, l'Orléanais, la Champagne, les Ardennes, la Lorraine et l'Alsace. En soirée, les pluies s'intensifieront sur les côtes de la Manche. Ailleurs, les nuages laisseront une large place au soleil.

Le mistral faiblira puis cessera de souffler.

Samedi 19 mars : gris au nord de la Loire, beau au sud

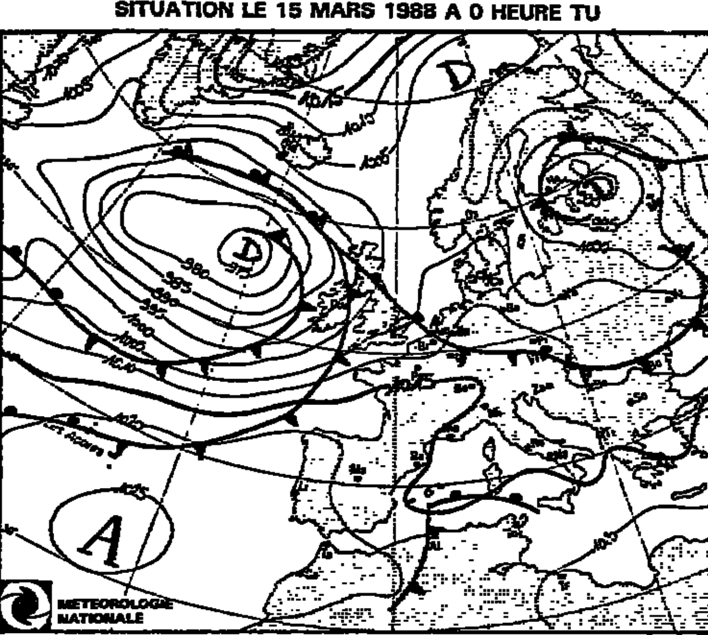
Le temps sera encore gris et couvert au nord de la Loire. Il bruinera faiblement et quelques pluies apparaîtront le long des côtes.

Au sud, le soleil brillera généreusement.

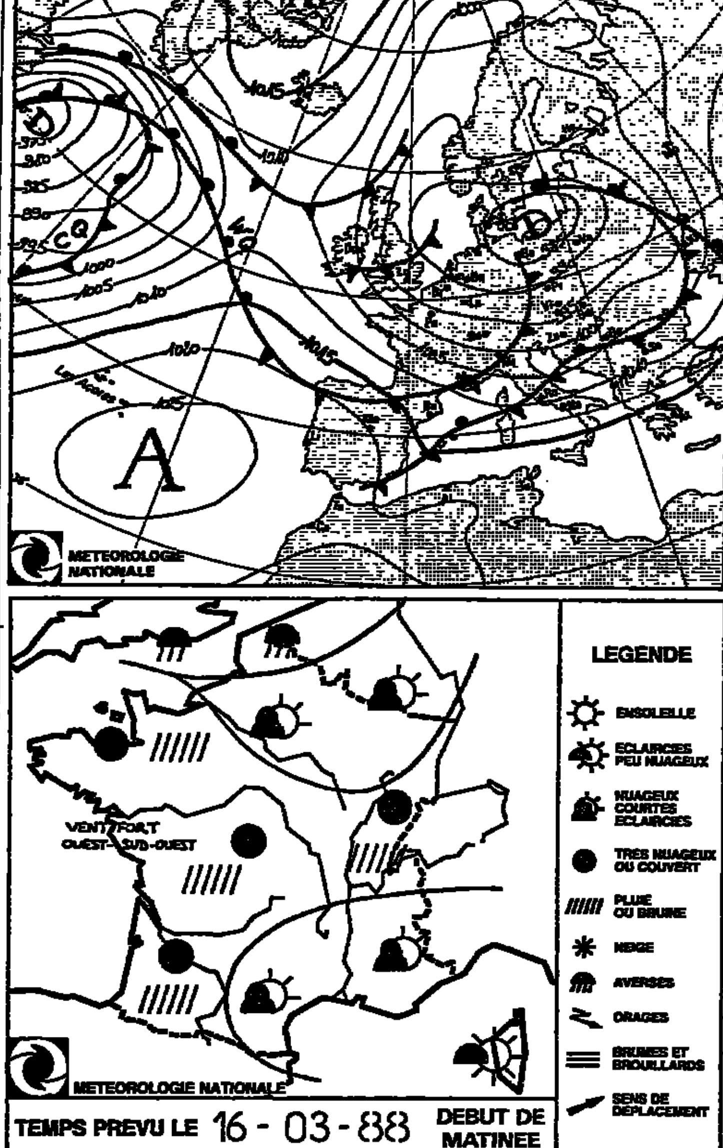
Dimanche 20 mars : temps doux

Le ciel restera dégagé sur les Alpes et le pourtour méditerranéen. Partout ailleurs, soleil et nuages alterneront. Quelques bruines.

SITUATION LE 15 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 17 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 14-3-1988 à 6 heures TU et le 15-3-1988 à 6 heures TU — le 15-3-1988

FRANCE

AJACCIO	16	3	N
BIARRITZ	12	5	N
BORDEAUX	14	1	D
BOURGES	10	2	D
BREST	10	9	P
CAEN	10	9	P
CHERBOURG	9	8	P
CLERMONT-FERR.	9	2	N
DIJON	9	5	C
GRENOBLE St-M-H	15	6	C
LILLE	8	6	C
LIMOGES	8	0	D
LYON	11	0	N
MARSEILLE-MAR.	16	4	D
NANCY	8	7	C
NANTES	12	5	C
NICE	14	7	D
PARIS-MONTS.	10	8	C
PAU	14	0	D
PERPIGNAN	18	9	D
RENNES	12	8	P
ST-ÉTIENNE	11	−2	D
STRASBOURG	9	7	C
TOURS	11	4	N
TOULOUSE	14	2	D
POINTE-A-PITRE	30	19	D

ÉTRANGER

ALGER	20	7	C
AMSTERDAM	7	3	P
ATHÈNES	17	10	N
BANGKOK	36	27	N
BARCELONE	15	4	N
BELGRADE	11	2	C
BERLIN	5	−3	N
BRUXELLES	4	3	P
LE CAIRE	20	16	D
COPENHAGUE	1	−9	N
DAKAR	28	17	D
DELHI	26	14	N
DJERBA	23	11	D
GENÈVE	12	−2	D
HONGKONG	27	23	C
ISTANBUL	12	8	D
JÉRUSALEM	13	2	D
LISBONNE	17	9	D
LONDRES	10	9	P
LOS ANGELES	22	9	D
LUXEMBOURG	6	5	C
MADRID	20	0	D
MARRAKECH	21	10	D
MEXICO	29	12	B
MILAN	18	5	D
MONTRÉAL	−2	−4	*
MOSCOU	0	−5	N
NAIROBI	31	17	D
NEW-YORK	17	2	A
OSLO	3	−13	D
PALMA-DE-MAJ.	16	6	N
PÉKIN	14	−2	C
RIO-DE-JANEIRO	27	23	D
ROME	15	5	N
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	−1	−11	C
SYDNEY	21	17	D
TOKYO	18	12	P
TUNIS	25	13	C
VARSOVIE	1	−3	*
VENISE	12	5	D
VIENNE	5	−1	P

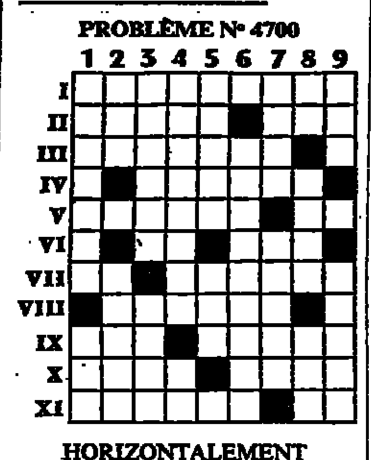
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4700



HORIZONTALEMENT

I. Il est dans leur intérêt de faire bonne mesure. – II. A parfois besoin de souffle pour bien s'exprimer. Peut se diriger vers une étoile. – III. Suite à laquelle nombreux sont ceux qui peuvent être certains de recevoir plus d'une bonne leçon. – IV. Pas gonflés et donc pas près d'éclater. – V. Avec eux, il y a de quoi être fait comme un rat. A fait venir bien du monde à lui. – VI. Possédé autant que dépossédé. Est dans le lac. – VII. De quoi avoir droit à une « tarte » ou bien en être carrément privé. Aspirent à la pompe. – VIII. Poire qui peut avoir un teint de pêche. – IX. Où ont lieu de multiples prises de bec. Quelqu'un qui a peut-être réussi, malgré tout, à se faire un nom. – X. Manquent à leur devoir. Avec lui, nombreuses sont celles qui ont tremblé comme des feuilles. – XI. Faire ressortir le bon et le moins bon. Sont bien ancrés.

VERTICALEMENT

1. N'est pas sans intérêt pour celui qui se voit contraint d'essuyer les plâtres. A donné d'innombrables coups de « marteau ». – 2. Sur le champ. Que le rouge a rendu noir. – 3. Grossier mais pas forcément impoli. Certains ont profité d'elles pour en faire tout un drame. – 4. Font tout leur possible pour garder les pieds sur terre. Précède Pierre et Paul. – 5. A une certaine façon de faire sentir sa présence. Composante unique de nombreux filets. – 6. Favoriser le profit et l'enrichissement. – 7. On se fait du mauvais sang quand il y en a trop. Partie d'un massif. – 8. Meurt parfois faute d'avoir été alimenté. On y porte de la soie. Un qui a su plaire. – 9. Donne lieu à des fautes de frappe. Tels qu'on se fait « nettoyer » en étrillant.

Solution du problème n° 4699

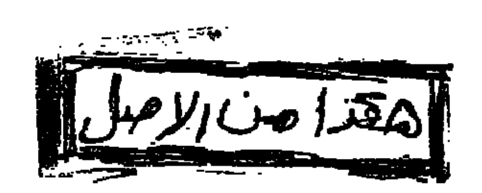
Horizontalement

I. Echotiers. – II. Causette. – III. Ulmacées. – IV. Nez. – V. Isle. Ida. – VI. Laïc. Sauf. – VII. Laos. – VIII. Latte. Dés. – IX. Ceste. – X. Trou. Al. – XI. Honnêteté.

Verticalement

1. Ecueil. Loth. – 2. Cal. Sala. Ro. – 3. Humiliation. – 4. Osa ; Ecot. Un. – 5. Teck. Sec. – 6. Ite. Is. Est. – 7. Etendards. – 8. Réseau. Etat. – 9. Fuselé.

GUY BROUTY.



CAMPUS

Gestion et mécénat

UN groupe d'étudiants de l'Ecole supérieure de gestion de Paris, réunis au sein d'Artexpo, que patronne l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales, organise, de mars à août, à travers la France et l'Europe un cycle de manifestations sur le thème « Avenir du mécénat en France ». Le coup d'envoi sera donné jeudi 17 mars à 20 heures à l'Ecole supérieure de gestion, 25, rue Saint-Ambroise, Paris (11e), au cours d'un débat auquel participeront hauts fonctionnaires, financiers et étudiants. A partir du 25 mars et jusqu'au 3 avril, aura lieu une grande exposition de peintres français consacrés ou débutants, au château d'Artigny (37 Montbason). Toujours sur le thème : « Art, gestion et mécénat », une autre exposition circulera l'été prochain en Espagne, en Italie et en Allemagne fédérale.

J. P. P.-H.

(Renseignements : Mme Danielle Dienane, 34, rue Deparcieux, 75014 Paris. Tél. : 43-22-87-68.)

Le financement de l'innovation

L'association Liaison Université-Industrie pour la recherche économique (LUIRE) organise, le 17 mars, à l'université Paris-I, une journée d'études consacrée au « Financement de l'innovation en période d'instabilité ». Des universitaires, des industriels et des banquiers participeront à cette manifestation organisée avec le concours du Centre de prospective et d'évaluation et le service commun aux ministères chargés de la recherche et de l'industrie.

(LUIRE, université Paris-I, 90, rue de Tolbiac, bureau C-2205, 75634 Paris Cedex 13.)

Communication interne

L'Association des étudiants et diplômés de gestion du personnel de l'université de Paris-Dauphine organise un cycle de conférences sur le thème : « Communication interne, facteur de cohésion et d'efficacité ». Les 17 mars, 21 avril et 19 mai, à l'université.

(ANDCP, 29, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 45-63-55-03.)

Agriculture mondiale

Les futurs ingénieurs en agriculture des écoles de la Fédération des écoles supérieures d'ingénieurs en agriculture (FESIA) organisent, les 24, 25 et 26 mars, à Angers, le congrès INTERAGRI 88, avec un débat sur le thème : « Mondialisation de l'agriculture, agro-industrie : quels enjeux aujourd'hui ? »

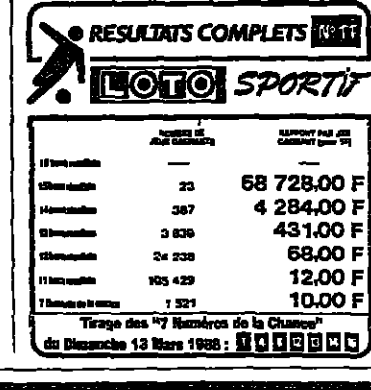
(Association INTERAGRI 88, Ecole supérieure d'agriculture, 24, rue Auguste-Fonteneau, BP 748, 49007 Angers Cedex. Tél. : 41-88-58-19.)

Droit du travail

La faculté de droit de Montpellier organise le 18 mars un colloque sur le thème : « Droit civil et droit du travail ».

(Institut d'études du travail, faculté de droit, 39, rue de l'Université, 34000 Montpellier.)





Le Carnet du Monde

Mariages

– M. et Mme Jean-Pierre HALBRON, sont heureux de faire part du mariage de leur fils

Pierre-Yvan
avec
Mlle Orit NADIV,

qui a eu lieu dans l'intimité à Herzlia (Israël), le 7 mars 1988.

19, rue Saint-James,
92200 Neuilly.

Décès

– *Le conseil d'administration,*
La direction générale
Et le personnel de l'entreprise Bachy, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri ANDRÉ,
ingénieur civil des mines,

leur ancien directeur général,

survenu le 9 mars 1988.

1, rue Flaubert,
42000 Saint-Etienne.

– Mme Jean Bacqué,
Mgr François Bacqué,
M. et *Mme Alain Bacqué*
et Céline,
Mme Robert Denise,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Marque,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Bacqué, Bonneval, Duhamel, Gondoin, Larretche
Et ses anciens collaborateurs,
font part du rappel à Dieu de

M. Jean BACQUÉ,
conseiller du commerce extérieur,

survenu le 13 mars 1988, à Bordeaux, dans sa quatre-vingt-huitième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le 16 mars, à 15 heures, en la basilique Saint-Seurin de Bordeaux.

11, rue Ernest-Bersot,
33000 Bordeaux.
Nonciature apostolique,
2950 Copenhague-Vedbaeck.
Pont-Neuf,
33240 Saint-André-de-Cubzac.

– SOMICA,
Groupe Compagnie La Hénin,
Le président,
Les membres du conseil d'administration
Et le personnel de la société,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marcel BOUCHET,
officier de l'ordre national du Mérite,
vice-président de SOMICA,
président d'honneur d'EUROFINAS.

survenu à Saint-Cloud, le 12 mars 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 17 mars 1988, à 10 h 15, en l'église du Centre, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Selon les souhaits du défunt, les *témoignages de sympathie pourront* revêtir la forme de dons à adresser soit à l'ARCS : 35, rue Dailly, 92211 Saint-Cloud, soit au comité Perce-neige : 29, rue d'Orléans, 92211 Saint-Cloud.

[M. Marcel Bouchet, né le 15 juillet 1920, à Sens, dans l'Yonne, avait commencé sa carrière comme contrôleur des douanes. Détaché ensuite à la direction des relations économiques extérieures, il entra en 1959 à la Banque de Suez et de l'Union des mines, puis, en 1954, à la SOFINCO, dont il était administrateur-directeur général à sa nationalisation, en février 1982, PDG de la COGID, vice-président de SOMICA (depuis 1983), il présidait le comité de liaison avec la CEE de la Fédération européenne des établissements de crédit (EUROFINAS).]

– Jean et Nathalie Desse,
ses enfants,
Et Nicolas,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingtième année, de

Georges DESSE,
docteur en médecine,
docteur ès sciences,
chercheur
au Laboratoire de biologie marine
du Collège de France (Concarneau),
attaché au laboratoire
d'anatomie comparée
du Muséum d'histoire naturelle,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1940-1944.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu à Villedieu-sur-Indre, le 15 mars 1988, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mas des Deux-Sources, Vallée-Verte,
06130 Grasse (Saint-François).

– Roanne (Loire). Bruxelles.

M. et Mme Jacques Douplat,
ses *enfants,*
Christophe et Sabine Douplat,
ses petits-enfants,
M. et Mme Jean Gonon,
Mme Claire et José Gonon
et *Raphaël,*
M. et Mme Alexandre Nagbeu
et Myriam,
ses neveux,
Les familles Ramet, Thevenon, Michalot, *Kimlae* Poulet,
Ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe DOUPLAT,

le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-*sixième année.*

Il a rejoint dans la paix du Seigneur son épouse

Raymonde
(† 1964)

et leur fille

Colette
(† 1959).

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Roanne et l'inhumation à Romilly-sur-Seine, *le 14 mars 1988.*

– Colombes (Hauts-de-Seine). Lyon (Rhône). Migron (Charente-Maritime).

Mme Jean Floris,
M. et Mme Henri Floris
et leurs enfants,
M. et Mme Alain Floris
et leurs enfants,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FLORIS,

survenu le 7 mars 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Ses funérailles ont eu lieu le 10 mars, en la chapelle de l'hôpital Pierre-Garraud.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

« Seigneur, conduis-moi par ta justice. »

(Ps. V-9.)

– M. Xavier Dupont,
syndic de la Compagnie des agents de change,
La Chambre syndicale et les membres *de la Compagnie des agents* de change,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY,
syndic de la Compagnie
des agents de change de 1976 à 1983.

Le baron B. Van Ittersum,
président de la Fédération internationale des Bourses de valeurs,
a la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY,
président de la Fédération
de 1981 à 1982.

– M. Xavier Dupont,
président du Comité des Bourses de la Communauté économique européenne,
M. J.-R. Knight,
Chief Executive de l'International *Stock Exchange,*
président du groupe de travail du Comité,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY,
président du Comité de 1983 à 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Philippe-du-Roule, le mercredi 16 mars 1988, à 14 heures.

– Le conseil de surveillance du Centre *national des caisses d'épargne et de* prévoyance
Et M. Jean-Pierre Thiolon,
président du directoire,
Le conseil de surveillance de la Société régionale de financement Ile-de-France et DOM-TOM
Et M. Jean-Renaud Le Milon,
président du directoire,
Le conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne de Paris
Et son président, M. Jacques Friedmann,
Le directoire de la Caisse d'épargne de Paris
Et son président, M. Lucien Lavigne,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves FLORNOY,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien syndic de la Compagnie
nationale des agents de change,
président du conseil de surveillance
du Centre national
des caisses d'épargne et de prévoyance,
président du conseil de surveillance
de la SOREFI Ile-de-France
et DOM-TOM,
membre du conseil d'orientation
et de surveillance
de la Caisse d'épargne de Paris,

survenu le 12 mars 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8e.

(*Le Monde* du 15 mars.)

– Mme Sylvette Saurel-Jehiel,
sa fille,
Dominique et Philippe Jehiel,
ses petits-enfants,
Mme Paul Molho,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Benoit JEHIEL,
ancien interne des Hôpitaux de Paris,
chirurgien urologue,

survenu le 9 mars 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu le 14 mars, *dans la plus stricte intimité, au* cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue Gourgaud,
75017 Paris.
34, avenue du Président-Kennedy,
75016 Paris.

– M. Maurice Laparra,
son époux,
M. et Mme Eric Balency-Bearn,
M. et Mme Gaston Coppin,
M. et Mme François Salin,
ses enfants,
Nicolas, Géraldine, Adrien et Juliette,
ses petits-enfants,
Mme Gilbert Caillot,
sa mère,
Ses frères, sœur
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Maurice LAPARRA,
née Geneviève Caillot,

survenu le 11 mars 1988.

Priez pour elle.

Les obsèques religieuses et l'inhumation seront célébrées le jeudi 17 mars 1988, à 15 heures, en l'église de Saint-Julien-du-Serre (07200).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, avenue Kléber,
75116 Paris.

– Mme Jacques Chauvin,
née Monique Maraval,
ses enfants,
son petit-fils,
Le docteur et Mme Max Maraval
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Fonlupt,
M. Maurice Vidal,
M. Antoine Pietri,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Pouget,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MARAVAL,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 12 mars 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Priez pour lui.

L'incinération a eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, avenue Foch,
94300 Vincennes.
2, rue du Docteur-Mangeais,
14000 Caen.

– Marcel et Yvonne Steinberg
et leurs enfants,
Lisette et Robert Rouimi
et leurs enfants,
Simone et Thierry Steinberg,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Enno STEINBERG,

survenu le 13 mars 1988.

1, allée Théophile-Gautier,
95140 Garges-lès-Gonesse.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Suzanne SWEANY,
née Trocmé,

survenu le 11 mars 1988.

De la part de
Eve et Francis Monestier
et Richard,
ses enfants et son petit-fils,

De la part de
Mrs Dorothy Paxson,
Joan Sweany,
James Sweany,
ses beaux-enfants,

De la part
De Mlle Marianne Trocmé,
Du docteur Charles Trocmé,
Des enfants d'Elisabeth Aubin,
De M. et Mme Michel Trocmé,
De M. et Mme François Trocmé,
De M. et Mme Henri Martin-Trocmé,
De M. et Mme Robert Trocmé,
ses frères et sœurs ou neveux
et leurs enfants.

« Tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

M. et Mme Monestier,
22, rue Honoré-de-Balzac,
81200 Mazamet.

– Ulrich et Stéphane Hessel,
font part à ses amis et admirateurs du décès, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, de

Anne-Marie UHDE,
femme peintre,

survenu le 13 mars 1988, à son domicile.

L'inhumation aura lieu le 17 mars, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse, *où elle rejoint son frère,*

Wilhelm UHDE,

et son amie

Helen HESSEL.

– Les familles Nagaichi et Yano,
Bernard Leibrich,
Tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Hideyuki YANO,
chorégraphe et danseur,

survenu le 12 mars 1988, en son domicile, à l'âge de quarante-quatre ans.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le mercredi 16 mars, à 9 heures.

(*Le Monde* du 15 mars.)

Remerciements

– Limonest. Lyon. Charly. Montceau-les-Mines.

Mme Rigenbach,
Les familles Rigenbach, Jakubowicz, Borne,
Parents et alliés,
remercient très sincèrement toutes les personnes qui par leur présence, leurs *messages* et envois de fleurs se sont associées à leur grande douleur lors de la perte cruelle de

M. Robert RIGENBACH,

et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude, et s'excusent de n'avoir pu remercier toutes les personnes présentes.

Anniversaires

– Le 16 mars 1978, il y a aujourd'hui dix ans,

André BOULLOCHE,
compagnon de la Libération,
ancien ministre,
député et maire de Montbéliard,

trouvait la mort dans un accident d'avion.

Que ceux qui l'ont connu, estimé, *aimé* aient une pensée pour lui.

SPORTS

TENNIS : Grand Prix féminin

Gabriela Sabatini bat Steffi Graf en Floride

Etait-elle affaiblie par un rhume ou par la longue demi-finale contre l'Américaine Pam Shriver ? En tout cas l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, qui, à dix-huit ans, est la nouvelle numéro un mondiale du tennis féminin, a été battue pour la première fois depuis mai 1986 (quarts de finale des Internationaux de France contre la Tchécoslovaque Hana Mandlikova) par une autre joueuse que l'ancienne championne du monde Martina Navratilova. Cette défaite survenue le 14 mars en finale du tournoi de Boca Ratton (Floride) est d'autant plus significative qu'elle lui a été infligée par un autre talent de sa génération, l'Argentine Gabriela Sabatini, en trois sets (2-6, 6-3, 6-1).

Agée de dix-sept ans, la joueuse de Buenos-Aires avait perdu les onze précédentes rencontres contre l'Allemande de l'Ouest, dont huit fois en deux manches. En montrant que la nouvelle numéro un mondiale n'est pas invincible, cette victoire relance l'intérêt pour le Grand Prix féminin.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'argent du privé dans l'hôpital public

M. Francis Bouygues va-t-il participer au financement d'un institut du cœur créé au sein même de l'Assistance publique de Paris pour remplacer, notamment, le service de chirurgie cardiaque que dirige le professeur Christian Cabrol à l'hôpital La Pitié-Salpêtrière ? Même s'il ne s'agit, pour l'instant, que d'un projet mis à l'étude par la direction de l'Assistance publique, cette initiative originale soulève une vive émotion dans les milieux français de la chirurgie cardiaque. La structure juridique retenue pour cet institut serait celle d'un groupement d'intérêt public (GIP).

Dans l'esprit de ses fondateurs, cette initiatives sans précédent en France pourrait servir à tester de nouvelles techniques de gestion hospitalière. Elle pourrait aussi servir d'expérience pilote qui permettrait d'inventer de nouveaux remèdes aux nombreux maux dont souffrent actuellement les hôpitaux publics.

Dans leur très grande majorité, les chirurgiens spécialisés dans les interventions sur le cœur estiment que ce projet, s'il se concrétise, conduirait au retour d'une *« médecine à deux vitesses »*, contraire à l'égalité devant l'accès aux soins dont se réclame l'Assistance publique.

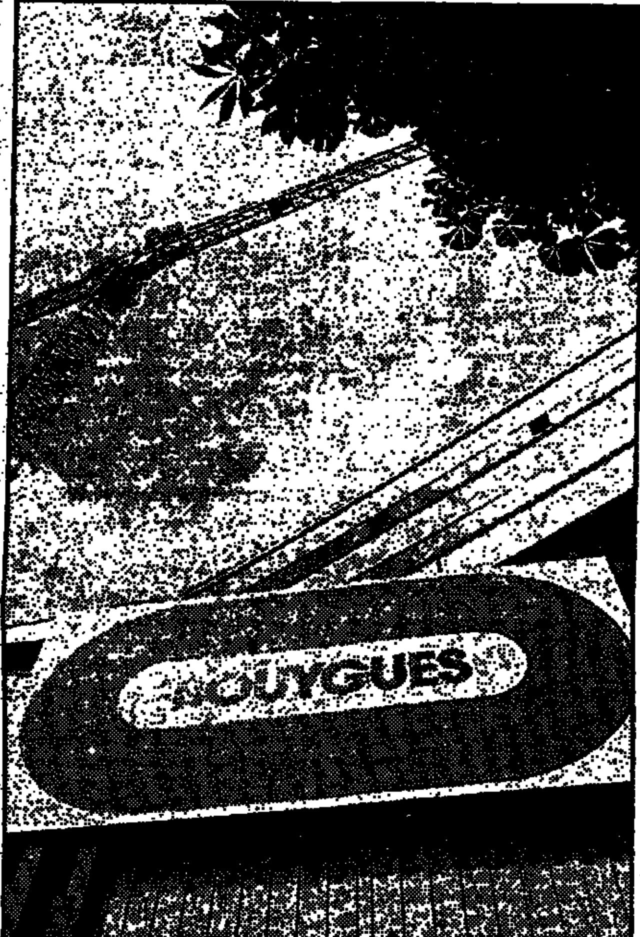
L'institut du cœur et de la discorde

UN projet longtemps resté confidentiel — la création d'un institut du cœur au sein du groupe hospitalier La Pitié-Salpêtrière à Paris — alimente depuis quelques jours une très vive controverse au sein de la communauté des cardiologues et surtout des chirurgiens cardio-vasculaires français. Ce projet important vise à réunir les services des professeurs Christian Cabrol et Yves Grosgogeat dans de nouveaux bâtiments sous la forme juridique d'un GIP (Groupement d'intérêt public).

Cette opération sans précédent en France sera — si elle voit le jour — pour partie financée par M. Francis Bouygues. Elle inaugure alors une nouvelle forme de mécénat appliqué au domaine hospitalier public ainsi qu'un modèle original et reproductible d'innovation administrative dans le secteur sanitaire. A la direction de l'Assistance publique de Paris, on ne cache nullement l'intérêt que l'on porte à un tel projet tout en soulignant qu'aucune décision formelle n'a encore été prise. Pour sa part, M. Francis Bouygues se refuse à donner la moindre information sur ce dossier qui sera le principal objet de la rencontre qui réunira le mercredi 16 mars à Paris la grande majorité des chirurgiens cardio-vasculaires parisiens.

L'idée de la création de cet institut remonte à un peu plus d'un an et demi. Le professeur Christian Cabrol avait informé M. Jean Choussat, le directeur de l'Assistance publique, d'un grand projet *« qui consisterait, avec l'aide de M. Bouygues, à créer à l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière, un institut de cardiologie »*.

M. Bouygues devait assurer, dans l'esprit du professeur Cabrol, le financement qui s'élèverait à environ 300 millions de francs. Il s'agissait, non seulement de moderniser son service, mais également de mettre en œuvre de nouvelles techniques de gestion.



MARIO FOURMY/R.E.A.

Une telle offre ne se refuse pas a priori. M. Choussat mit donc ce projet à l'étude. *« Je serais bien incapable, aujourd'hui, de vous dire si ce projet verra le jour,* nous a déclaré M. Choussat. *Mais, en tout état de cause, je revendique haut et fort l'obligation à l'innovation administrative. Pourquoi faudrait-il qu'en matière hospitalière, seul le corps médical puisse faire preuve d'imagination ? »*

Après étude, la structure juridique choisie pour l'institut fut celle d'un Groupement d'intérêt public (GIP).

A l'origine, les GIP, tels que les définissait la loi « d'organisation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France », du 15 juillet 1982, ne pouvait concerner que des établissements ayant *« une activité de recherche et de développement technologique »*. En 1987, la loi du 23 juillet « sur le développement du mécénat » élargissait les domaines d'activité des GIP.

L'article 22 de cette loi précisait en effet que *« des groupements d'intérêt public dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière peuvent être constitués entre deux ou plusieurs personnes morales de droit public ou de droit privé comportant au moins une personne morale de droit public pour exercer ensemble, pendant une durée déterminée, des activités dans les domaines de la culture, de la jeunesse, de l'enseignement technologique et professionnel du second degré et de l'action sanitaire et sociale [...] »*.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI.

(Lire la suite page 21.)

MÉCÈNES EN BLANC

L'APPARITION de Francis Bouygues dans le paysage sanitaire français constitue un événement. On connaissait certes les compétences du groupe Bouygues en matière de construction d'hôpitaux. On ignorait en revanche l'intérêt que le nouveau patron de TF 1 portait au développement de la chirurgie cardio-vasculaire. Il ne s'agit plus cette fois de construire, mais d'investir plusieurs dizaines de millions de francs dans le cadre d'un groupement d'intérêt public en vue de la construction d'un Institut du cœur, encore sans précédent en France. Si l'ont peut bien mettre à part les réactions — quelque peu compréhensibles — des chirurgiens cardio-vasculaires des autres hôpitaux publics, qui furent longtemps tenus éloignés de ce projet et qui sont aujourd'hui inquiets de ses conséquences potentielles sur leur image et sur leur volume d'activité, l'opération qui se dessine aujourd'hui dans l'espace du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière soulève une série de problèmes.

Il est clair que le nom de Francis Bouygues n'est pas de nature à calmer les inquiétudes qu'un tel projet ne pouvait manquer d'engendrer. Le patron de TF 1 va-t-il utiliser son portrait médiatique à des fins de collecte nationale ? De quelles garanties disposera la direction de l'Assistance publique de Paris pour qu'il n'y ait pas, sous couvert de « mécénat », une simple opération de parrainage appliquée pour la première fois au système hospitalier public, avec toutes les retombées qu'on peut imaginer ?

Toutes ces questions viennent éclairer d'un jour nouveau la profonde évolution que vit le parc hospitalier français. Placé depuis 1980 dans le carcan du budget global, l'hôpital public, qui ordonne environ la moitié des dépenses de santé de la nation, est soumis à la tentation de plus en plus grande d'abandonner les oripeaux de l'hospice qu'il a toujours été pour se transformer en une sorte d'entreprise sanitaire. Parallèlement aux sévères restrictions budgétaires imposées depuis quelques années par le gouvernement, il y a aussi la volonté d'une nouvelle génération de cadres hospitaliers de faire autre chose que ce que leurs prédécesseurs avaient toujours fait. Tel est le sens du droit à l'*« innovation administrative »* revendiqué par M. Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique de Paris. Tel est le sens aussi du concept de l'*« hôpital-entreprise »* brandi comme le remède miracle à tous les maux dont souffrent les établissements hospitaliers publics. A cet égard, il sera du plus haut intérêt d'observer l'évolution de la tentative de greffe entre les capitaux privés de la maison Bouygues et l'Assistance publique de Paris.

Mais quels que soient la suite et le succès de cette opération, *il apparaît clairement* aujourd'hui que le leurre serait ici de trop vouloir assimiler l'hôpital à une entreprise, de faire de la recherche du profit la nouvelle règle d'or des anciens hospices. Le non-dépassement du budget alloué, l'intéressement du personnel, la mise en place de nouvelles méthodes de gestion (le « coût par pathologie » notamment) et le développement continu de l'activité ne peuvent à eux seuls résumer les objectifs et les missions des hôpitaux. L'amélioration indispensable de son fonctionnement et de sa gestion et l'énorme travail qui reste à accomplir en matière d'accueil, d'hébergement et d'« humanisation » ne pourront être réellement entrepris que lorsque auront été définis clairement les sommes que la collectivité entend consacrer à sa santé.

J.-Y. N et F. N.

Une vitrine expérimentale

Le projet des professeurs Cabrol et Grosgogeat vise à la double excellence de la qualité et de la rationalisation des dépenses.

LES professeurs Cabrol et Grosgogeat, qui ont eu l'initiative du projet de l'institut du cœur, déplorent les difficultés dans lesquelles ils se débattent actuellement à La Pitié-Salpêtrière, en raison de l'exiguïté et de la vétusté des locaux dont ils disposent, en raison aussi de l'éparpillement excessif des plateaux techniques et même des malades (dont une partie se trouvent à l'hôpital Jean-Rostand).

Leur conception d'un institut dont la structure et le mode de fonctionnement échapperaient à la rigidité actuelle des hôpitaux publics repose, nous a dit le professeur Cabrol, sur trois idées maîtresses.

1. Faire assurer l'hébergement par des professionnels et intégrer dans le bâtiment un « hospitel » où se trouveraient tant les patients qui ne nécessitent pas de soins lourds hospitaliers, que leurs proches, et cela bien sûr à moindre coût que dans les services hautement spécialisés.

2. Grouper en une même unité les médecins, les radiologistes, les chirurgiens, etc., afin de concevoir un véritable centre multidisciplinaire pour les cardiaques.

3. Installer une cellule administrative de gestion à même de contrôler rigoureusement le coût d'un tel centre intégré, où les malades seraient bien entendu pris en charge à 100 % comme à l'Assistance publique.

Le professeur Cabrol se défend d'envisager en quoi que ce soit une quelconque privatisation de cette entreprise, dont le statut ne serait pas très différent de celui de l'hôpital Foch, à Suresnes (hôpital privé sans but lucratif), ou de ce qu'était le centre Marie-Lannelongue, ou de ce qu'est l'Institut Curie.

Un tel statut implique néanmoins un personnel mixte, dont certains des membres appartenant à l'AP de Paris, alors que d'autres pourraient être recrutés directement. La souplesse ainsi conférée permettrait, estime le professeur Cabrol, une meilleure gestion, rendue nécessaire par une triple obligation de qualité, de résultat et d'équilibre budgétaire. Le carcan étatique actuel ne permet pas, estime-t-il aussi, d'adopter des solutions nouvelles. La grande innovation d'un tel centre serait son principe de gestion, car, ajoute-t-il, *« nous sommes persuadés que nous pouvons faire mieux pour le même prix, à condition de sortir des structures contraignantes et de la rigidité actuelle »*.

« Nos services cardiologiques à La Pitié n'ont connu aucune rénovation depuis plus de trente ans, souligne-t-il, *et les divers projets de l'Assistance publique, ainsi que les carcans qui la contraignent, interdisent de concevoir un institut comme celui que nous voulons faire »* (et dont le professeur Cabrol se défend formellement d'envisager la privatisation).

Il semble que M. Bouygues s'intéresse à ce projet, qu'il aurait l'intention de financer en partie, mais sans, affirme formellement M. Cabrol, qu'une quelconque opération médiatique, du type — par exemple — Téléthon, soit sollicitée. La collecte de fonds se ferait sur la base du mécénat direct. Un tel mécénat, individuel ou collectif, a déjà donné naissance à des structures telles que le bâtiment de chirurgie cardiaque de l'hôpital Broussais ou le centre Vigo-Petersen pour la rhumatologie à l'hôpital Lariboisière.

Mais ces institutions ont été totalement intégrées à l'AP de Paris, alors que l'originalité du nouveau projet — qui heurte, semble-t-il, les cardiologues parisiens — est dans le fait qu'il échapperait aux règles classiques de gestion de l'ensemble hospitalier public auquel il serait intégré.

Il s'agirait en quelque sorte d'une vitrine expérimentale qui pourrait, si l'entreprise était couronnée de succès, servir de modèle à des conceptions hospitalières innovantes. Un système de primes de risque ou de responsabilité permettrait, par exemple, de rectifier pour le personnel infirmier certaines injustices salariales que M. Cabrol tient pour inacceptables et que les statuts actuels ne permettent pas de corriger.

Devant prendre sa retraite dans trois ans, le professeur Cabrol souhaite ainsi bâtir pour l'avenir et pouvoir le cas échéant non se maintenir à son poste actuel, mais continuer à s'intéresser au fonctionnement de l'institut dont il rêve.

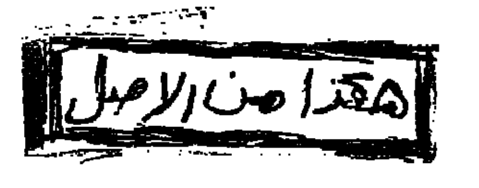
Il n'est pas sans intérêt, en toute hypothèse, d'assister ici ou là à l'implantation, au sein même de structures étatiques, d'instituts financés grâce au mécénat, comme celui que va inaugurer le professeur Jacques Caen à l'hôpital Lariboisière, celui en projet du professeur Philippe Meyer à l'hôpital Necker, l'hôtel pour parents au service de pédiatrie du professeur Daniel Alagille à l'hôpital de Bicêtre, ou les installations pour les enfants leucémiques et leurs proches à l'hôpital Saint-Louis, chez le professeur Boiron.

Toutes ces structures font remarquer les opposants au projet d'institut du cœur, obéissent, une fois bâties, à la règle administrative commune.

L'innovation envisagée marque-t-elle la direction dans laquelle pourrait s'ouvrir — et s'engager — l'hôpital public s'il veut maintenir et son rang et sa compétitivité ?

Ou le poids de la centralisation, de l'uniformisation et des rivalités en fera-t-il échouer le projet avant même son élaboration ?

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.



هكذا من الأصل

Les règnes de Buffon

Le 16 mars s'ouvre, au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, l'exposition qui célèbre le deuxième centenaire de la mort de Georges Louis Leclerc, comte de Buffon.

GEORGES Louis Leclerc est né à Montbard (Côte-d'Or) le 7 septembre 1707 dans une famille de juristes appartenant à la petite-bourgeoisie bourguignonne. En 1717, un héritage enrichit son père. Celui-ci achète la terre de Buffon (située à Montbard) et une charge – qui l'anoblit – de conseiller au Parlement de Bourgogne. Georges Louis Leclerc fait des études de droit à Dijon, tâte de la médecine à Angers, mais est surtout intéressé par les mathématiques, en particulier par les calculs statistiques, qui lui donneront le sujet de plusieurs mémoires. En 1731, il parcourt le sud de la France et l'Italie en compagnie du jeune duc de Kingston et, du coup, devient anglophile pour la vie. Il est à Rome en 1732 quand il apprend avec grand chagrin la mort de sa mère. Celle-ci lui laisse un héritage important qu'il saura admirablement gérer et faire fructifier.

Indépendant et riche, Georges Louis Leclerc attend. Quoi ? Il ne le sait pas très bien. Mais il sait toujours saisir les occasions. La première est de venir à Paris dès 1732 et de trouver à se loger chez Boulduc, premier apothicaire du roi, démonstrateur de chimie au Jardin du roi et membre de l'Académie des sciences. La deuxième est de faire la connaissance de Maurepas, le ministre de Louis XV. La troisième, conséquence probable des deux premières, est d'entrer à l'Académie des sciences en 1733 – sous le nom de « sieur Leclerc ».

Georges Louis Leclerc n'a aucune charge, mais il n'est nullement oisif. Se partageant entre Paris et Montbard, il fonde en 1734, sur ses terres bourguignonnes, une pépinière. Celle-ci est avantageusement vendue à la province de Bourgogne en 1736. Georges Louis Leclerc en devenant le directeur bien appointé et recevant des subventions du ministère de la marine pour faire des expériences sur la résistance des bois.

De même, en 1760, Buffon créera des forges à Montbard, y faisant des expériences payées par la Maison du roi et y fabriquant, moyennant finances, les grilles... du Jardin du roi.

L'« histoire naturelle » en 36 volumes

La chance décisive arrive en juillet 1739. Georges Louis Leclerc de Buffon est choisi, entre plusieurs candidats de valeur, pour être intendant du Jardin et du Cabinet d'histoire naturelle du roi, sur lesquels il « régnera » jusqu'à sa mort.

Très travailleur, très appliqué, Buffon (le patronyme originel de Leclerc est bientôt oublié) mène de front des tâches colossales. Il gère le Jardin et le Cabinet du roi en s'appuyant sur des collaborateurs compétents et fidèles : André Thouin, fils du jardinier principal, nommé jardinier en chef à dix-sept ans ; Louis Daubenton (de l'Académie des sciences) pour le Cabinet d'histoire naturelle. Pendant son presque demi-siècle de « règne », Buffon a doublé, par des acquisitions, la surface du Jardin du roi, notamment le long de la rue Buffon (qui a été baptisée ainsi de son vivant). Ce qui contribua souvent à augmenter sa fortune personnelle... Il multiplie par deux ou trois les collections du Cabinet du roi. Il fait entrer au Jardin et au Cabinet du roi des savants prestigieux (Antoine-Laurent de Jussieu, Lacépède, Fourcroy, etc.), il découvre Lamarck.

Et, surtout, il mène à bien la rédaction de son énorme *Histoire naturelle* en trente-six volumes *in-quarto*. Les trois premiers volumes paraissent en 1749, soit deux ans avant le premier tome de l'*Encyclopie*. Le dernier volume, prêt à la mort de Buffon, sera publié en 1789.



LOUIS GEORGES LE CLERC Cte DE BUFFON.

Certes, Buffon a de nombreux collaborateurs qui l'aident pour la documentation et les premières rédactions. Mais lui-même travaille beaucoup, avec méthode et régularité. Il a lu et retenu tout ce qui existe sur les sujets qui l'intéressent. Il a un fantastique réseau de « correspondants » du Jardin ou du Cabinet du roi auxquels il a décerné ce brevet (le titre de « correspondant du Muséum » existe toujours) et qui lui envoient d'innombrables livres, notes, échantillons, spécimens, descriptions de phénomènes. Il cite toujours ses correspondants, qui sont ainsi encouragés à lui envoyer plus de documentation. Il expérimente lui-même, entre autres, sur la génération des animaux domestiques, sur la sylviculture, sur les miroirs ardents (une sorte d'ancêtre du four solaire) et sur la métallurgie.

Buffon arrive ainsi à faire la synthèse de l'univers. Son *Histoire naturelle* commence par sa théorie de la naissance de la Terre et – ce qui est tout à fait remarquable pour son époque – il met l'homme au milieu de la nature : la description de l'homme ouvre la partie consacrée au règne animal. Suivent immédiatement les animaux (cheval, chien, etc.) les plus proches de l'homme. Viennent ensuite les oiseaux (7 volumes). La série s'achève par les minéraux et un *Traité de l'aimant*. Buffon réécrit tout lui-même avec une clarté et une élégance de style qui le font qualifier par Rousseau de « *plus belle plume de son siècle* ». Il fait illustrer son œuvre de gravures superbes.

Le succès de l'*Histoire naturelle* est immédiat et immense. Chaque volume est réédité, en tout ou en partie, à de nombreuses reprises du vivant de l'auteur. Le comte de Buffon (le roi l'a anobli en 1771 et a érigé en comté la terre de Buffon) est célèbre dans le monde. Son fils unique, doté du sobriquet de « Buffonnet » et qui sera décapité pendant la Terreur, est reçu à Saint-Pétersbourg par la tsarine en 1782. Le jour même, Catherine II écrit à Buffon : « *M. Le Chevalier, votre fils, est arrivé ce matin. Je le traite comme le fils d'un grand homme. Il soupe ce soir en tête à tête avec moi.* »

Malade de la gravelle (des calculs de la vessie), Buffon meurt le 16 avril 1788, dans la « Maison de Buffon », deux immeubles achetés de ses deniers, qui existent toujours dans le Jardin des plantes au coin des rues Buffon et Geoffroy-Saint-Hilaire.

Le Muséum ne sera pas le seul à fêter son ancêtre. Outre l'exposition conçue par M. Yves Laissus, conservateur en chef de la bibliothèque du Muséum, et Mme Geneviève Meurgues, chef du service de muséologie, le Muséum présente un spectacle d'une heure dans lequel M. Laissus raconte avec beaucoup d'érudition et d'esprit la vie et l'œuvre de Buffon. Montbard, Dijon et Auxerre participent aux festivités par des expositions, des fêtes populaires et par un colloque scientifique qui se tiendra en juin prochain. Sans oublier l'exposition et la pièce de théâtre réalisées par les professeurs et les élèves du lycée Buffon de Paris. Sans oublier l'affiche due à M. Vincent Jacquet, élève de l'Ecole Estienne : un drôle d'oiseau auquel sa perruque poudrée confère l'élégance célèbre de M. de Buffon.

YVONNE REBEYROL.

★ Muséum national d'histoire naturelle, Jardin des plantes, Galerie de botanique. Exposition et spectacle du 16 mars au 31 juillet. Exposition : de 13 heures à 19 h 30 tous les jours, sauf le mardi ; entrée, 25 F. Spectacle : à 16 h 30 et à 18 heures tous les jours sauf le mardi, à 14 heures et 15 heures le jeudi pour les scolaires ; entrée, 50 F.

Soleils en puissance

La course à l'énergie thermonucléaire des pays industrialisés

DANS le *futur, les besoins* d'énergie risquent d'être tellement *élevés que* les sources traditionnelles de production *d'énergie – charbon, pétrole*, nucléaire, solaire – ont peu de *chance de pouvoir* les *satisfaire*. C'est en partie la raison des recherches à *très long terme* que les *pays* industrialisés mènent actuellement *sur* la *fusion* thermonucléaire, celle-là même dont les réactions font que le Soleil, comme toutes les étoiles, brille de mille feux depuis des milliards d'années. Ce rêve n'est pas nouveau et, dès le début des années 30, des physiciens ont imaginé de reproduire un mini-soleil sur Terre. En somme, mettre l'énergie des étoiles dans une bouteille et la domestiquer.

Les connaissances et les techniques de l'époque ne laissaient cependant guère d'espoir d'y parvenir. Et cinquante ans plus tard, il faut hélas reconnaître qu'il a été plus facile de libérer brutalement l'énergie de *fusion en fabriquant* les bombes H que de la domestiquer dans des réac*teurs spécialisés. Beaucoup, certes*, a été fait, mais beaucoup reste encore *à faire pour démontrer, comme cela* a été *réalisé* avec la fission (1) dans *les réacteurs nucléaires civils, que* la domestication et la rentabilité de *cette nouvelle voie énergétique* n'est pas un mythe.

Depuis une trentaine d'années, les pays industrialisés se sont lancés dans cette quête avec des fortunes diverses. Des chaudrons thermonucléaires, fondés sur le principe des Tokamaks, inventés il y a une vingtaine d'années par les Soviétiques, ont donc fleuri un peu partout dans le monde pour les besoins de la recherche. Les plus puissants d'entre eux ont pour nom le JET (Joint European Torus) en Europe, le TFTR (Tokamak Fusion Reactor) pour les Etats-Unis, le JT 60 pour le Japon ou le T 15 en cours de construction en Union soviétique.

Et là, jour après jour, les physiciens essaient d'en apprendre un peu plus sur le comportement de la matière aux très hautes températures. Car le but ultime est de créer, dans les enceintes en forme de chambre à air (tores) de ces machines, des températures d'une centaine de millions de degrés favorables au déclenchement et à l'auto-entretien de réactions nucléaires de fission au sein d'un gaz de deutérium et de tritium dont les atomes, dissociés en noyaux et électrons, forment un plasma.

Sur le papier tout est simple. D'autant plus simple que les combustibles nécessaires aux réactions sont abondants dans la nature. Le deutérium, ou hydrogène lourd, est présent en quantité dans l'eau de mer, et le tritium, ou hydrogène super-lourd, peut être artificiellement produit à partir d'un matériau qui ne manque pas : le lithium. Mais dans la pratique il en va tout autrement et personne ne se hasarde aujourd'hui à affirmer que la domestication de la fusion est pour demain. Mieux même, le haut commissaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), M. Jean Teillac, concède que « *2050 est peut-être une date trop optimiste et que la mise en place d'un « crash program » à l'américaine pour presser le mouvement et réaliser rapidement un réacteur à fusion électrogène ne se justifie pas aujourd'hui* ».

Le « bilan nul »

« *Je crois cependant*, ajoute-t-il, *que la fusion sera un jour maîtrisée. Ce n'est qu'une question de technologies et de meilleure compréhension de la physique des plasmas. Mais le travail qui reste à faire est quand même considérable.* » Certes, la plupart des équipes travaillant dans le monde sur ce sujet peuvent se glorifier de températures records – 200 millions de degrés au TFTR en août 1986, 140 millions de degrés au JET en novembre de la même année – obtenues dans leur machine. Mais, pendant combien de temps et avec quelle densité de plasma ? En général, quelques fractions de seconde seulement là où il faudrait au moins la seconde, et des densités de plasma d'un ou plusieurs ordres de grandeur inférieures à ce qui est nécessaire.

Aussi fait-on appel à toutes sortes de techniques – chauffages auxiliaires pour augmenter la température du milieu et injection de particules pour densifier le plasma – pour atteindre cette première étape qu'est le fameux « breakeven ». Terme cher aux Anglo-Saxons que l'on peut traduire par « *bilan nul* » et qui marque le moment où la machine produit autant d'énergie qu'elle en consomme. C'est la raison du développement de machines spécialisées destinées à défricher le terrain en testant ces techniques de pointe, dont on suppose qu'elles permettront des progrès marquants.

La toute nouvelle installation Tore Supra que les équipes du Centre *d'études nucléaires* du CEA de Cadarache (Bouches-du-Rhône) vont *mettre en service à la fin du* mois pour le compte des Européens *est de celle-là. Il s'agit d'un Tokamak* qui n'atteindra jamais les per*formances du JET, mais présente* l'originalité d'utiliser toutes sortes de *dispositifs nouveaux*. A commencer par des bobines supraconduc*trices – au lieu de bobines de cuivre* dans les machines existantes – pour *produire les champs magnétiques* permettant de confiner le plasma *très chaud de la machine en le main*tenant loin des parois de la chambre *torique dans laquelle il circule*. Faute de quoi il se refroidirait aussitôt.

Pourquoi ce recours à une technique contraignante qui requiert la manipulation délicate de 30 mètres cubes d'une substance – l'hélium liquide – stockée à des températures *proches du zéro absolu* (*moins* 271,15 degrés) ? Tout simplement parce qu'à ces températures les douze tonnes de fils de nobium-titane utilisées pour les enroulements des bobines de Tore Supra laissent, du fait de la supraconductivité, passer le courant qui les traverse sans échauffement. Avantages immédiats pour les physiciens : « *un gain d'un facteur deux*, selon M. Teillac, *sur l'énergie totale fournie à la machine et une compacité accrue des installations* ».

Le JET, par exemple, consomme 300 mégawatts pour l'alimentation de ses bobines classiques, ce qui est déjà considérable. « *Quant au T-20 soviétique, il réclamait tant d'énergie (2 000 mégawatts) que le projet a été abandonné* », précise M. François Prévot, chef du département fusion à Cadarache. « *C'est pourquoi*, ajoute-t-il, *la solution technique originale adoptée pour Tore Supra pourrait se révéler la plus commode et la moins chère pour les grandes machines de demain.* » Les Soviétiques ne s'y sont trompés qui ont choisi cette technique pour leur machine T-15 en cours d'achèvement à l'Institut Kourtchatov de Moscou (2).

Une autre originalité de Tore Supra est de fonctionner par impulsions très longues pouvant atteindre à pleine puissance une trentaine de secondes ou une minute à puissance réduite. Ainsi espère-t-on progresser dans la bataille du temps avant de gagner celle de la température et de la densité des plasmas. Dans la mesure où les moyens de chauffage externes du plasma pourraient remplacer le chauffage interne dû au courant qui le parcourt, les physiciens peuvent espérer un jour supprimer ce dernier et obtenir un fonctionnement en continu de la machine. Celui-là même que réclameront sans doute les réacteurs à fusion.

Canons à glaçons

En effet, le chauffage interne du plasma, analogue à celui qui fait briller le filament d'une lampe traversée par un courant, ne permet pas de dépasser, dans des conditions acceptables, des températures de plasma supérieures à 30 millions de degrés. Il faut donc faire appel à des systèmes de chauffage auxiliaires pour que « *les équipes de Tore Supra deviennent les champions du monde de la durée dans le domaine de la fusion et soient capables*, espère M. Prévot, *d'atteindre les 100 millions de degrés avec des impulsions à pleine puissance de l'ordre de la demi-minute* ».

Pour y parvenir, le choix des gens de Cadarache s'est porté sur trois dispositifs permettant d'injecter 25 à 30 mégawatts supplémentaires dans le cœur de la machine pour atteindre les températures requises. Le premier, l'injection de neutres, consiste à injecter à très grande vitesse dans la chambre de la machine des atomes qui cèdent leur énergie aux particules qui composent le plasma et contribuent ainsi à le réchauffer. Le second, la résonance cyclotronique ionique, vise à émettre au moyen d'antennes particulières des ondes électromagnétiques de fréquence telle que les particules du plasma absorbent leur énergie par un phénomène de résonance. Elle permet en plus de mieux contrôler les instabilités du plasma. Le dernier enfin, la résonance hybride basse, est *une technique* originale, entièrement développée par les Français, qui permet également de chauffer le gaz ionisé de la chambre, mais surtout de tendre vers un fonctionnement plus continu de ce Tokamak.

Aussi ne faut-il guère s'étonner que les spécialistes de la fusion attendent avec impatience les premiers résultats de cette installation originale d'un milliard de francs payée à 45 % par la CEE et pour le solde par la France (3). A commencer par les Américains eux-mêmes, dont l'ambitieux *projet* Alcator DCT a tant souffert des coupes budgétaires, qu'ils se sont naturellement tournés vers Tore Supra. C'est ainsi que, dans certains domaines où ils ont de l'avance, ils apportent une contribution technique sous la forme d'appareils construits à leurs frais en l'échange d'expériences et d'informations sur Tore Supra.

C'est le cas notamment de canons à glaçons de deutérium de quelques millions de dollars fournis par les laboratoires d'Oakridge, qui sont destinés à améliorer la densité du plasma dans sa partie centrale. C'est aussi celui des antennes à hautes fréquences du chauffage à résonance cyclotronique ionique dont un prototype a été fourni aux Français. C'est enfin celui de moyens et d'appareils sophistiqués devant permettre de mieux connaître les phénomènes d'interaction entre le plasma et les parois froides de la machine.

Tout ceci prendra bien sûr du temps car les équipes de M. Prévot ne veulent pas brûler les étapes. « *Dans un premier temps*, explique-t-il, *Tore Supra ne fonctionnera qu'avec de l'hélium ; un gaz qui permet de bons plasmas et dont la neutralité chimique évitera de polluer les parois de la chambre. Dans une seconde étape, l'hélium sera remplacé par de l'hydrogène, mais ce n'est qu'ensuite, vers la fin de l'été, que sera enfin utilisé du deutérium après qu'auront été installés tous les systèmes de chauffage auxiliaire* ». Une raison de plus pour comprendre que la domestication de la fusion n'est pas pour demain et que dans ce difficile et coûteux domaine – l'Europe dépensera plus de 11 milliards de francs pour la fusion entre 1985 et 1989 – la coopération internationale est une nécessité. En témoignent d'ailleurs les premiers contacts pris entre les Américains, les Européens, les Japonais et les Soviétiques pour la réalisation future d'un réacteur thermonucléaire expérimental (ITER).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Les réactions de fission donnent lieu à une libération d'énergie due à l'éclatement sous l'impact d'un neutron de noyaux d'atomes lourds (uranium, plutonium). Les réactions de fusion conduisent aussi à une libération d'énergie mais qui cette fois provient de la réunion d'atomes légers comme les isotopes de l'hydrogène (deutérium et tritium).

(2) Les ingénieurs soviétiques rencontreraient cependant certains problèmes dans la mise au point de leurs bobines supraconductrices.

(3) Les frais de fonctionnement s'élèveront à environ 200 millions de francs par an, financés à 75 % par l'Etat français et à 25 % par la CEE.



MÉDECINE

L'institut du cœur et de la discorde

(Suite de la page 19.)

Au sein du conseil d'administration d'un GIP, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble de la majorité des voix. Le directeur du groupement est nommé par le conseil d'administration. Un commissaire du gouvernement est nommé auprès du GIP.

« Il ne s'agit donc pas, explique M. Choussat, *d'une privatisation d'une partie de l'Assistance publique. »*

Cela dit, le mode de financement sera pour partie privé, M. Bouygues ayant annoncé qu'il y participait à titre personnel. D'autre part, le patron de TF 1 semble décidé à faire une sorte d'*« appel au peuple »*, le montant de ces diverses contributions ne devant pas excéder 50 millions de francs. Pour le reste, des emprunts bancaires contractés par le GIP devraient également assurer le financement. L'Assistance publique, indique M. Choussat, serait majoritaire au sein du GIP.

Les lits d'« Hospitel »

Dans l'esprit de ses fondateurs, cet institut de cardiologie devrait d'autre part servir d'*« expérience pilote en vraie grandeur »* destinée à tester un mode de financement fondé sur les coûts pour chaque pathologie. Une pratique chère à M. Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux dont la société a étudié la fiabilité et la rentabilité du projet, pour le compte de M. Bouygues (1). Cette tentative d'administration hospitalière « expérimentale » devrait également permettre de tester des modes d'intéressement du personnel aux résultats du GIP, un peu comme cela se pratique actuellement dans une entreprise comme EDF. *« Nous avons*, explique M. Choussat, *l'objectif d'instituer cette politique d'intéressement pour l'ensemble du personnel de l'Assistance publique. »*

En pratique, cet institut du cœur serait installé au sein même de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière. Sa création entraînerait la disparition du service de chirurgie cardiaque du professeur Cabrol et tout ou partie de celle du service de cardiologie du professeur Grosgogeat. Selon M. Choussat, la capacité en terme de nombre de lits n'est pas définitivement fixée, le principe retenu étant, selon lui, de ne pas entraîner un bouleversement de la carte sanitaire.

Concernant le statut des personnels travaillant au sein de ce GIP, il semble acquis que le personnel paramédical (infirmières, aides-soignants, etc.) conservera un statut « Assistance publique », les médecins pour leur part ayant un statut proche de ceux d'hôpitaux tels que Foch ou Marie-Lannelongue.

Enfin, à côté de ces lits hospitaliers « aigus » nécessitant une surveillance constante, il est envisagé la création de lits de type « Hospitel ». Il s'agirait soit de lits destinés à accueillir des patients souffrant de pathologies ne nécessitant pas une surveillance continue, soit de lits à même d'accueillir, par exemple, le conjoint d'un malade. *« Pour un prix très modique »*, indique M. Choussat, réfutant par avance toutes les critiques qui viseraient à dire que cet institut, créé au sein même de l'AP, rétablirait « une médecine à deux vitesses ». A ce titre, il est important de signaler que le principe du remboursement, par la Sécurité sociale, est, pour M. Choussat, une condition *sine qua non* à la mise en œuvre de cette expérience pilote.

Dans ces conditions, pourquoi un tel projet suscite-t-il depuis peu une telle levée de boucliers au sein même du corps des chirurgiens cardiaques ? Jalousie de voir l'un des leurs en passe d'obtenir un complexe médico-chirurgical ultramoderne ? Crainte que cet institut, avec ses statuts, la rémunération particulière des médecins, son « hôtellerie » sophistiquée ne constitue en quelque sorte « une concurrence déloyale » ? Ce qui semble en réalité choquer les chirurgiens, c'est que l'Assistance publique fasse appel à une société et des ressources qui lui sont étrangères pour régler ses propres problèmes.

A ce titre, cinq des six patrons de la chirurgie cardiaque de Paris, les professeurs Jean-Paul Cachera, Alain Carpentier, Jean Langlois, Jean-Yves Neveux et Armand Piwnica, ont adressé le 1er février dernier à M. Choussat une sorte de mémorandum critiquant ce projet. Projet, disent-ils, qui a été *« élaboré dans le plus grand secret, en l'absence de toute forme de concertation avec la profession »*.

Sur le fond, ces cinq chefs de service sont violemment opposés au projet du professeur Cabrol. *« On en arrive aujourd'hui*, dit l'un d'eux, *à vendre la médecine comme on vend de la lessive. »* Et un autre d'ajouter : *« Est-il vraiment nécessaire de voir la haute finance arriver dans l'Assistance publique pour que cette dernière se réforme ? »*

Attachés aux valeurs du service public et n'ayant d'autres préoccupations que l'intérêt des malades, ces cinq grands chirurgiens ne se disent pas hostiles au mécénat ou aux dons privés. Loin de là. Mais ils se demandent ce que fera M. Bouygues. Un simple don ou fera-t-il en partie appel à la générosité publique, par l'intermédiaire des médias (2) ? Dans ce cas, disent-ils, leur désapprobation sera absolue : *« Il existe à l'Assistance publique suffisamment de services de cardiologie et de chirurgie cardiaque. Un appel public ne pourrait que glorifier de façon démesurée une équipe et par là même dénigrer nos propres services de l'Assistance publique. »* A leur tour, ils menacent de se saisir des médias pour dénoncer ce qu'ils appellent *« une imposture »*.

Concernant l'*« expérience pilote »* elle-même, les cinq chirurgiens se demandent si le service public est à ce point malade qu'il a besoin de tels projets pour évoluer et s'adapter aux difficultés économiques actuelles. Faut-il, pour intéresser le personnel, réduire l'absentéisme, mieux entretenir les services, passer par le biais d'une telle structure ? Ils y voient plus d'inconvénients que d'avantages car en faisant cohabiter un service ultramoderne avec des services traditionnels, on risque de créer une *« médecine à deux vitesses »*, une *« ségrégation sociale des malades »* inacceptable à leurs yeux.

« Fermer » des lits

D'autre part, les chirurgiens cardiaques redoutent le déséquilibre que ce projet pourrait provoquer au sein de l'Assistance publique. Si, comme il en a été initialement question, sa capacité est de 114 lits d'hospitalisation aiguë, son seuil de rentabilité impliquerait que près de la moitié des grosses interventions chirurgicales actuellement réalisées dans les six services parisiens soient par la suite effectuées à l'institut de cardiologie. A terme, puisqu'il existe à Paris un nombre suffisant de services de chirurgie cardiaque, il faudrait donc sans doute fermer des lits, voire des services entiers. En outre, expliquent les chirurgiens, il y a une contradiction évidente entre ce projet et la création récente des centres de chirurgie cardiaque de Bichat et de Lariboisière. Sans parler du prochain transfert du service de chirurgie de Laënnec dans le futur hôpital du 15e arrondissement...

Quant au statut des personnels engagés dans ce centre, il est selon l'avis des cinq « patrons » inacceptable. Des médecins et des infirmières travaillant dans un même hôpital public ne peuvent connaître de disparités de salaires et de conditions de travail d'un bâtiment à l'autre.

Il est toutefois évident que la forte personnalité du professeur Cabrol, son habitude des « coups » médiatiques sont autant de facteurs qui heurtent des patrons plus « discrets ». Ils évoquent aussi à demi-mots le délicat problème de la succession du professeur Cabrol et l'inquiétude de la jeune génération des chirurgiens cardiaques, à l'avenir plus incertain encore si l'un des six services parisiens échappait au fonctionnement général de l'AP.

« Encore une fois, assure M. Choussat, *rien n'est fait. Le dossier n'est pas encore bouclé. Et s'il devait l'être un jour, il me faudrait encore obtenir l'aval des différents ministères concernés, ainsi que celui du conseil d'administration de l'AP, de la direction de la Sécurité sociale, du comité médical d'établissement et enfin de la spécialité. »*

Répondant plus précisément aux critiques, M. Choussat indique tout d'abord qu'il est lui-même *« très réticent au principe de l'appel au peuple »*. Mais, ajoute-t-il, *« je ne peux pas empêcher M. Bouygues de créer, s'il en a envie, par exemple, une fondation »*.

Pauvres riches !

Concernant le statut de l'institut, M. Choussat précise que l'AP passera avec le GIP une convention comme elle en a déjà passé avec, par exemple, l'Institut Gustave-Roussy ou l'hôpital Foch. Les médecins, dont le mode de rémunération n'a pas encore été précisément fixé, seront recrutés de deux manières : soit selon la classique filière hospitalo-universitaire, soit directement, à l'extérieur de l'AP. En revanche, le personnel paramédical sera simplement détaché par l'AP auprès du GIP. *« Il me paraît difficilement concevable*, explique M. Choussat, *que, sur un même site, une infirmière gagne 6 000 F et une autre 8 000 F. »*

Enfin, concernant le risque éventuel de dérive, M. Choussat est formel : une telle structure n'engendrera pas — il fera en tout cas, dit-il, *« tout ce qu'il faut pour l'éviter »* — une médecine à deux vitesses. Pas plus, dit-il, qu'elle ne devra entraîner un bouleversement de la carte sanitaire. Le nombre de lits n'a d'ailleurs pas encore été fixé définitivement.

Ces explications seront-elles de nature à apaiser les inquiétudes de la quasi-totalité des chirurgiens cardiaques français ? Rien n'est moins sûr, de nombreux points demandant encore à être éclaircis. Et en particulier celui-ci : quelles sont les véritables motivations de M. Bouygues ? Simple mécénat ? Est-il d'ores et déjà acquis que l'entreprise Bouygues construirait le futur institut ? Y aura-t-il appel d'offres ?

Pour sa part M. François Mitterrand, qui a reçu le professeur Cabrol le lundi 29 février, a précisé au chirurgien qu'il n'était pas *a priori* opposé à ce projet. Il a toutefois souligné que l'investissement privé dans le secteur de la santé ne devait pas conduire au démantèlement du secteur public, que le mécénat devait, à ses yeux, rester *« discret »* et que la *« logique du profit »* ne devait en aucune manière pouvoir s'installer à l'hôpital public.

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.

(1) La société dont M. Jean de Kervasdoué est le PDG s'intitule la Sanesco. Elle a pour objet *« le conseil au service des institutions de santé »*. M. de Kervasdoué est l'ancien directeur des hôpitaux.

(2) Un rallye pédestre est organisé du 18 au 21 mars entre Paris et La Plagne par le Ringard Club de France (journalistes marathoniens), qui a lancé une souscription auprès du public et des mille premières entreprises françaises pour obtenir des fonds destinés au financement des recherches menées par le professeur Cabrol sur le cœur artificiel (Compte *« Courir pour un cœur »* — BNP Louis Blériot — nº 511 000-63 — 75016 Paris).

SECTEURS DE POINTE

Le laser mis en orbite

En 1993, des satellites pourraient communiquer entre eux par laser.

L'AGENCE spatiale européenne (ESA) a adopté un programme couvrant les différents aspects de la transmission de données entre satellites. On peut utiliser pour ces transmissions des émissions radio relativement classiques, encore qu'à des fréquences élevées (26 gigahertz) qui demandent la mise au point d'une technologie spécifique. Une autre méthode est de recourir à des lasers émettant dans le proche infrarouge, ce qui, en termes de fréquences, correspond à des valeurs dix mille fois plus grandes. Ce sont les fréquences utilisées pour les transmissions par fibres optiques. Les systèmes d'émission et de réception sont proches de ceux mis au point pour ces liaisons. La différence essentielle est l'absence de fibre canalisant la lumière. Il faut réaliser un fin faisceau laser, et le diriger précisément sur un satellite distant de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres. Les deux difficultés majeures sont la précision du pointage et l'obligation, pour le satellite émetteur comme pour le récepteur, d'être stabilisés avec une précision extrême.

Une « visibilité » accrue

Le projet SILEX actuellement à l'étude prévoit la construction de trois appareils, poétiquement nommés LEO, GEO-1 et GEO-2. Le premier sera installé sur le satellite français Spot-4, qui survolera la Terre à 800 kilomètres d'altitude (1). Ce satellite diffusera les images de ce qu'il observe, soit un flux de données dépassant 50 millions de bits par seconde. Celles-ci ne peuvent être captées par les stations au sol que lorsque le satellite les survole. Pour éviter que beaucoup d'images ne soient perdues, comme c'est le cas pour les actuels satellites d'observation, les images de Spot-4 seront transmises par laser vers GEO-2, placé sur le satellite géostationnaire Sat-2 de l'ESA, lequel les renverra vers le sol. La « visibilité » de Spot-4 sera ainsi notablement accrue.

Le satellite Sat-2 est un satellite expérimental de télécommunications qui préfigure un système opérationnel de relais entre satellites géostationnaires, permettant à deux points du globe ou à deux satellites quelconques de pouvoir toujours communiquer entre eux. Le terminal GEO-2 préfigurera aussi ces transmissions en communiquant par laser avec l'appareil GEO-1, placé sur un autre satellite géostationnaire, encore indéterminé. On testera ainsi les deux modes de transmissions — avec un satellite en orbite basse et avec un autre satellite en orbite géostationnaire — qui imposent des contraintes un peu différentes l'une de l'autre.

De toute manière, ces contraintes sont fortes. Les lasers utilisés seront des diodes à l'arséniure de gallium, qui peuvent fournir une puissance de 30 à 50 milliwatts en continu. Ces diodes ont divers avantages (robustesse, puissance élevée), mais le faisceau qu'elles délivrent n'est qu'imparfaitement parallèle et il faut le concentrer avec un télescope d'environ 20 centimètres de diamètre. De plus, pour obtenir les débits de transmissions que l'on juge souhaitables pour de futurs systèmes opérationnels (500 millions de bits par seconde), il faut utiliser quatre diodes laser émettant des fréquences légèrement différentes, et coupler leurs émissions en un faisceau unique que le télescope rendra parallèle. A la réception, un télescope identique reçoit le faisceau, sépare les quatre fréquences et dirige chacune sur le détecteur approprié.

Tir sur cible lointaine

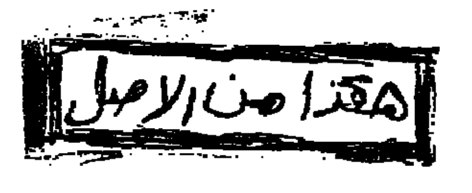
Avec chaque télescope, il faut donc viser l'autre, qui peut être distant de 45 000 kilomètres. Cela montre la précision exigée. Une première condition pour y parvenir est que chaque satellite soit parfaitement stabilisé. C'est un problème que les ingénieurs de Matra ont déjà rencontré, puisqu'ils construisent le satellite astrométrique Hipparcos qui doit mesurer avec une précision inégalée la direction de quelque cent mille étoiles. Cette stabilisation exige une étude approfondie de toutes les causes de vibrations. Il y a dans un satellite des pièces en mouvement permanent, comme les roues à inertie, dont l'équilibrage, si soigné soit-il, n'est jamais parfait. Autre effet perturbateur ; le Soleil chauffe une face du satellite, l'autre est dans le froid interplanétaire. Pour éviter des dilatations déséquilibrantes, il faut contrôler et réguler soigneusement la température de toutes les parties du satellite.

Une fois le satellite stabilisé, il faut pointer les télescopes. Il n'est pas trop difficile de mesurer l'écart entre l'axe d'un télescope et la direction du faisceau qu'il reçoit. Mais la correction en permanence de cet écart exige des mécanismes très fins dont l'étude n'est pas encore terminée. En particulier parce que certains types de vibrations à haute fréquence sont encore mal connus. Et au dire de M. Jean-Luc Perbos, chef du projet Silex chez Matra, les cinq années qui restent avant le lancement des satellites ne seront pas de trop pour surmonter toutes les difficultés.

Matra n'est pas seule dans l'aventure. La firme française a la maîtrise d'œuvre de l'ensemble du projet et construira le terminal GEO-2, celui qui communique avec les deux autres. Le terminal LEO est confié à la firme allemande ANT, tandis que GEO-2 est étudié par la société italienne Sélénia. Mais la coopération est très poussée entre les trois industriels, un objectif évident étant d'utiliser autant que possible les mêmes technologies et les mêmes sous-ensembles pour chacun des trois appareils.

MAURICE ARVONNY.

(1) LEO signifie Low Earth Orbit (orbite basse) alors que GEO réfère à l'orbite géostationnaire. Dans le programme Spot-4, LEO est rebaptisé PASTEL.

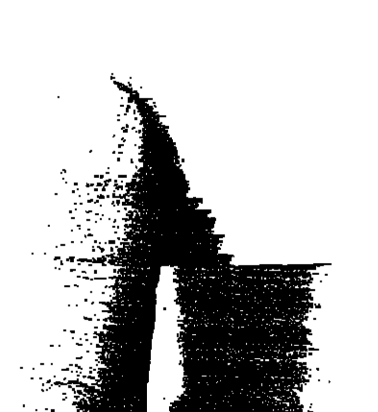


هكذا من الاصل

Le Monde

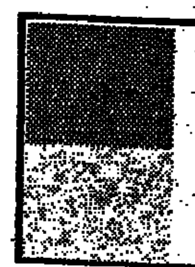
OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



OPÉRATION SPÉCIALE

... *Les Ingénieurs* ... *Les Ingénieurs* ... *Les Ingénieurs* ...



UN CONSEIL AU PLUS HAUT NIVEAU

SSCI en forte expansion, 32 personnes actuellement, recherche un

INGENIEUR CONSULTANT

Conseiller de haut niveau, vos interlocuteurs seront les Directions Générales ou les Directions Informatiques des grandes entreprises.

En particulier, vous participerez à l'élaboration de leurs schémas directeurs.

Votre expérience de 10 ans en informatique de gestion et votre sens d'adaptation développé vous permettront de prendre la pleine mesure de ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite à SFEIR, 31 rue La Boétie, 75008 PARIS.

EDF GDF

Jeunes ingénieurs, découvrez à EDF-GDF un gisement d'opportunités

X, ECP, ESE, Mines, Ponts, ENST, ENSTA, ENSIEG, ENSEEIHT

Ingénieurs d'affaires

Etudier, construire et exploiter les réseaux d'électricité et de gaz, notamment dans les grandes villes, telle est la mission que nous souhaitons vous confier. En contact permanent avec les autorités locales, vous coordonnerez les entreprises intervenant dans la réalisation des travaux et assumerez la responsabilité financière de ces opérations. Votre goût du dialogue s'allie à une réelle volonté d'entreprendre.

Ingénieur production nucléaire

Après une solide formation, vous prendrez en charge une fonction clé : le suivi du fonctionnement des réacteurs.
Intégré dans une équipe placée sous la responsabilité directe du chef de centrale, vous pourrez mettre à profit votre goût inné de la technique et votre grande capacité d'analyse.

Nous vous remercions d'adresser lettre de motivation et CV, sous la référence M 153, en précisant le poste choisi à EDF-GDF, Division Recrutement, 12 place des Etats-Unis, 75016 Paris.

Votre évolution passe par Strasbourg

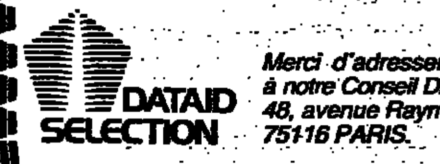
Notre Direction Informatique vous propose de contribuer au développement et à l'évolution de nos systèmes d'informations industriels.
En intégrant notre entreprise (3000 personnes), filiale agro-alimentaire d'un important Groupe international, vous confirmerez vos compétences techniques et votre potentiel dans un environnement d'informatique répartie IBM, DEC et micro-ordinateurs.

Ingénieur chef de projet gestion de production *Réf. GP 823*

Issu d'une grande école d'Ingénieurs, le milieu de la production vous passionne. Vous avez déjà conduit des projets d'informatique de gestion dans ce domaine.

Rattaché au Responsable du domaine Informatique Industrielle, vous prendrez en charge la conception et l'encadrement de la réalisation de projets informatiques aux multiples applications (logistique, gestion des approvisionnements, GPAO, fabrication...).

Vous pouvez compter sur notre Groupe pour gérer votre carrière et vous proposer des évolutions successives répondant bien à votre projet personnel.



Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond-Poincaré 75116 PARIS.

Filiale d'ALCATEL NV (150 000 personnes réparties dans le monde entier), ALCATEL-CIT-TRANSMISSIONS sur CABLES conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur fibres optiques, destinés aux liaisons terrestres et sous-marines, aux équipements de transmission de données et aux réseaux câblés de vidéo-communication.

TELECOMMUNICATIONS : 20 VISAS POUR LES USA !

CHEFS DE PROJETS, INGENIEURS D'ETUDES, EXPERTS

Venez participer au développement de nos produits aux Etats-Unis !
Basés en Caroline du Nord, à Alcatel Network Systems, vous travaillerez en étroite synergie avec les différentes unités et entités d'ALCATEL NV et interviendrez sur toutes les phases des projets.

Professionnels confirmés, de formation Grande Ecole, vous possédez déjà une expérience solide (5 à 15 ans) du monde des télécommunications. Parfaitement bilingues anglais, vous êtes prêts à partir aux Etats-Unis.
Vos compétences et votre forte implication personnelle, valorisées par cette expérience américaine, vous permettront ensuite d'évoluer dans notre groupe.

Nous vous remercions de faire part de vos motivations, sous référence NS 01, à Catherine BONNIER - ALCATEL Département TRANSMISSIONS - BP 6 - NOZAY - 91620 LA-VILLE-DU-BOIS



CIT
Département Transmissions sur Câbles

Brüel & Kjær

Brüel & Kjaer France Instruments de Mesure en Acoustique et Vibrations, recherche

jeunes ingénieurs technico-commerciaux en instrumentation

POUR SES AGENCES REGION PARISIENNE (Réf. A) et STRASBOURG (Réf. B)

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ECOLE
DEBUTANTS OU QUELQUES ANNÉES D'EXPERIENCE

Votre formation en électronique et votre solide culture scientifique vous seront nécessaires pour promouvoir notre matériel auprès d'une clientèle de professionnels de haut niveau. Prospection, suivi de clientèle, présentation des produits, conférences techniques, constitueront votre activité. Vous possédez de préférence des connaissances en Acoustique, et Mécanique des Vibrations.

Grâce à un programme de formation permanente, nous vous offrons une carrière réellement enrichissante. Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe +% C.A. Libéré O.M.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
BRUEL & KJAER FRANCE - B.P. 33 - 91541 Mennecy Cedex



1[er] CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE SYSTÈMES MÉCANIQUES D'ÉTANCHÉITÉ DYNAMIQUE

100 personnes.
CA 87 : 82 MF dont plus de 25 % à l'export, au travers d'un réseau de distributeurs européens.

Ingénieur diplômé à dominante mécanique ou hydraulique (ENSAM, ECAM, ICAM, ENSEEIHT, ENSHG, MECA Nantes, ENIBe, ENSMA, ESTACA...), vous avez appris votre métier, en PME, dans l'exportation de produits industriels.
Aujourd'hui, à 30 ans ou plus, parfaitement bilingue anglais, nous vous proposons d'être

Ingénieur, Responsable de notre Département Export

En rapport direct avec le Directeur Commercial, vous participerez à l'élaboration et au suivi du plan marketing à l'exportation de nos garnitures mécaniques d'étanchéité et vous l'assisterez dans sa réflexion.
Outre les compétences techniques, ce poste impose d'être un homme de terrain et requiert impérativement des qualités d'animation et d'organisation.
La maîtrise de l'allemand ou de l'espagnol serait un atout supplémentaire.
Poste basé à Courbevoie.

Si vous êtes motivé par un projet d'entreprise ambitieux, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), sous référence REMO, à notre Conseil :
COREP - Tour Défense 2000 - 92800 Puteaux. Discrétion assurée.



PROCHE BANLIEUE SUD PARIS

L'un des Départements d'une Grande Société Industrielle de haute technologie à vocation internationale recherche

CHEF DE SERVICE LOGICIEL

Dans le cadre d'une modification de l'organisation, il créera le poste de responsable de la Compétence Logiciel pour l'ensemble des affaires de commande centralisée d'automatismes et de systèmes. Il aura en particulier à affecter les moyens humains et matériels en fonction des demandes des chefs de projets, à valider les devis logiciels et à contrôler leur respect.
Par ailleurs, il fera évoluer les méthodologies logicielles en liaison étroite avec la Direction Technique en mettant en œuvre le schéma directeur génie logiciel de la société.
C'est un ingénieur Grandes Ecoles, d'au moins 30 ans, à fort potentiel technique et parlant anglais. Il possède une solide expérience de grands systèmes informatiques temps réel et une première expérience d'animation d'équipes d'ingénieurs de haut niveau.
Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre précisant points forts et aspirations, salaire actuel et/ou souhaité), sous réf. T15RHL, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75002 Paris qui la transmettra en toute confidentialité à cette société développant une

POLITIQUE DYNAMIQUE DE GESTION DES CARRIERES



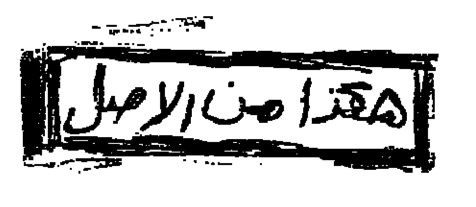
GERLAND Elastomères — LYON

Directeur de production Gerland Caoutchouc Industriel

Deux questions à vous poser avant éventuellement de répondre à cette annonce : que trouverez-vous en arrivant ? que pouvez-vous nous apporter ?
Dans notre marché, fort diversifié : canalisation, électro-ménager, bâtiment, pièces électriques, remontées mécaniques..., on dit volontiers de nous que nous savons inventer des solutions techniques originales et que nous maîtrisons avec qualité un métier difficile. Cela c'est "l'héritage" de votre prédécesseur et c'est la compétence des 80 personnes (cadres, AM, ouvriers) qui constituent votre service.
Nos projets d'aujourd'hui, en s'appuyant sur cet acquis, visent à trois améliorations : gestion, organisation des méthodes de production et contrôle permanent des résultats. Ces objectifs, nous avons besoin pour les atteindre, de votre expérience et de votre talent.
Un peu plus de 30 ans, la formation idéale des Arts et Métiers, des connaissances en mécanique et électronique appliquée, l'habitude de la GPAO, le goût du commandement et de l'animation..., avec cela nous devrions nous entendre et nous vous apprendrons sur le tas nos "secrets de fabrication".
Sachez aussi que nous appartenons au Groupe GERLAND, 3 MMF de CA, 4500 personnes. Nous sommes au CAOUTCHOUC INDUSTRIEL, très autonomes mais nous pouvons compter quand il le faut sur la puissance d'une grande structure.
Voulez-vous adresser maintenant votre dossier sous réf. DP 334 M à SEFOP qui nous connait bien et qui détaillera tout ce que vous voulez savoir avant de nous rejoindre.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



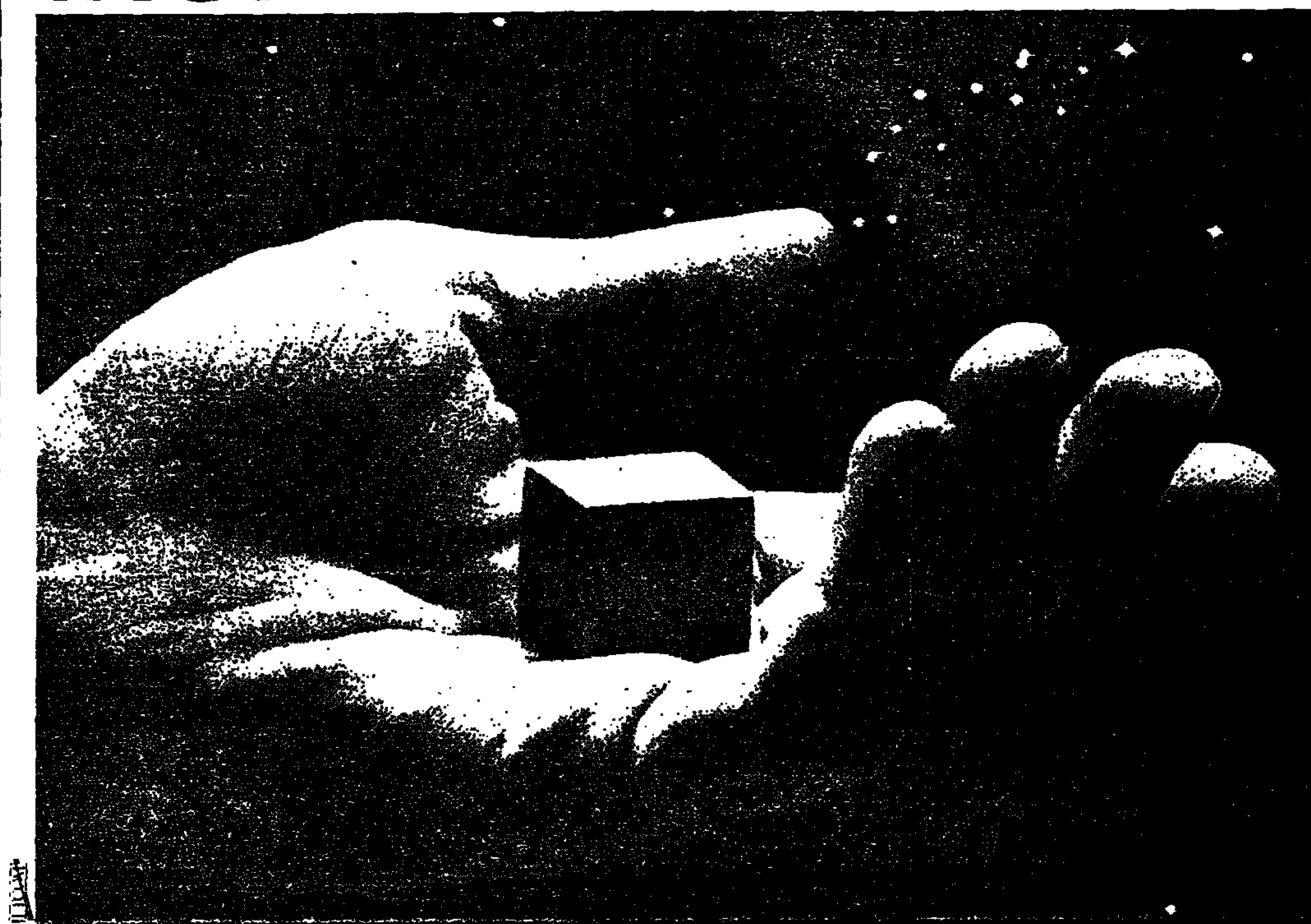
هكذا من الاصل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... *Les Ingénieurs* ... *Les Ingénieurs* ... *Les Ingénieurs* ...

CE SERAIT DOMMAGE DE VOUS TROMPER MAINTENANT !



Jeune ingénieur grande école ou universitaire (Science des *Matériaux*, *Physique*, *Chimie*, *Mathématiques appliquées*, Mécanique, Electrotechnique, Informatique...), le parcours de vos études est un "sans faute" : Bravo !

Maintenant
Vous cherchez l'entreprise où vous réaliserez votre projet personnel : travailler dans la **recherche** dans un "secteur de pointe".

Vous avez raison !
USINOR SACILOR a pour clients des entreprises de pointe en Aéronautique, Alimentaire, Automobile, Armement, Espace. *Ses aciers sont eux-mêmes des produits sophistiqués.* Les concevoir et les fabriquer nécessite un effort de recherche très important.
Recherche aussi bien sur les matériaux, sur les applications que sur les procédés.
Objectif : trouver des aciers qui répondent aux contraintes d'utilisation extrêmes propres aux cahiers des charges de nos clients et adapter en conséquence nos installations industrielles. Trouver des aciers qui concurrencent toutes les autres matières y compris nos propres aciers.
Ce souci du dépassement dans une logique industrielle rigoureuse c'est la caractéristique essentielle de nos Centres de Recherche et de tous leurs ingénieurs.
Avec eux, dans un environnement scientifique de très haut niveau et doté d'équipements exceptionnels, vous aurez toute l'autonomie nécessaire à la conduite de votre projet et disposerez d'emblée des moyens indispensables à votre formation de futur Responsable opérationnel de l'Industrie.
USINOR SACILOR société hexagonale ?

Non, là vous vous trompez.
Notre marché est planétaire, nos clients sont partout dans le monde, nous travaillons pour eux, avec eux. Notre concurrence est, elle aussi, internationale. Pour rester dans les premiers, il faut être vigilant. Mieux vaut maîtriser au moins une langue étrangère.

Vous comprenez pourquoi cela bouge chez nous et pourquoi nous sommes le 2e producteur mondial d'acier et la 3e entreprise exportatrice française. C'est dire si votre avenir est ouvert, tant dans la Recherche, que, par mobilité interne, dans d'autres fonctions de notre groupe. Réussissez votre projet personnel. Choisissez bien...

Vous ne pouvez plus vous tromper maintenant !

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. M901, à N. LE BAGOUSSE.
USINOR SACILOR Recrutement des Cadres, Immeuble Ile-de-France 92070 Paris-la-Défense.

USINOR SACILOR

Nutrition Thérapeutique

La filiale d'un Groupe pharmaceutique international, basée en Normandie, souhaite intégrer au sein de son Département Développement et Transposition industrielle,

2 Ingénieurs

Développement Formule

Vous participerez à la conception de produits nouveaux, essentiellement sous forme d'émulsions, à leur formulation et à leur adaptation au procédé de fabrication.

De formation ingénieur ENSIAA, ENSAIA, ENSBANA... ou universitaire UTC ou encore chimiste/option biotechnologie, votre expérience vous permet de maîtriser les techniques de formulations (sciences des aliments, interaction des composants), les technologies utilisées (homogénéisation, stérilisation, ultrafiltration) et les procédés de fabrications.

Vous pratiquez l'anglais et vous êtes disponible pour de *courts déplacements en France et à l'étranger.*
Réf. 105/M.

Recherche Nutrition Médicale

Vos travaux porteront sur des matières premières originales, protéines et lipides hydrolysés ou non, destinés à entrer dans l'élaboration de produits de nutrition médicale essentiellement sous forme d'émulsions.
Vous avez une bonne expérience du génie enzymatique (hydrolyse, recombinaison...), *ainsi que des techniques de séparation et d'analyse.*
Vous aurez aussi à assurer les interfaces avec les différents départements du Groupe, ainsi que les sociétés ou organismes *extérieurs à qui sont confiés des projets de recherche.*
Vous êtes ingénieur Grande Ecole ou universitaire avec *spécialisation en biotechnologie, titulaire d'un DEA/Doctorat* de 3 ème cycle dans ce domaine. Vous pratiquez l'anglais et *vous êtes disponible pour de courts déplacements en France* et à l'étranger.
Réf. 106/M.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + C.V.) en rappelant la réf. du poste choisi à CURRICULUM, 6, passage Lathuile, 75018 PARIS.

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE, en pointe dans son secteur, au cœur de la PICARDIE, à 1 heure de LILLE, et 1 heure de PARIS cherche

RESPONSABLE DE MAINTENANCE

De formation **INGENIEUR ELECTRO-MECANICIEN** ou **GENERALISTE** environ 30 ans, vous avez une première expérience en construction mécanique ou entretien *et vous souhaitez allier la technique, la rigueur et* l'INNOVATION.

Rattaché au chef de production, vous prendrez en charge la maintenance électrique et mécanique d'un *atelier de conditionnement de 200 personnes, en animant une équipe de 20 personnes.*
La M.A.O. est en place, vous devrez l'améliorer.

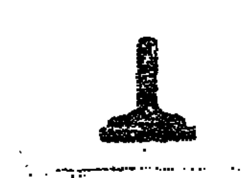
Votre objectif sera par l'optimisation de la maintenance des machines, d'améliorer leur fiabilité, leur disponibilité et la qualité de leur productivité.

Notre activité et notre culture d'entreprise vous permettront d'acquérir une dimension de manager.

Les candidatures (lettre manuscrite, avec indication de la rémunération actuelle, photo, C.V.), sous référence 2559/LM, seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourliac — CONSEILS DE DIRECTION — 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

MEDIA PA



NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS

INGENIEURS INFORMATICIENS GRANDES ECOLES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Temps Réel, Télécommunications, Processus Industriels...), INFORMATIQUE APPLIQUEE A LA GESTION D'ENTREPRISES (Transactionnel, Télématique, Bases de Données...), autant de domaines dans lesquels vous pourrez exprimer vos talents d'ingénieur informaticien.
Débutant, après une formation spécifique à notre méthodologie et aux techniques informatiques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés. Si vous avez *déjà une première expérience, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.*
Si une telle opportunité à Paris, Lille, Lyon, Orléans... vous attire, envoyez rapidement à Hervé Captier une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.
Pour le reste, accordez nous quelques jours.
LOGISTA, 30 quai de Dion Bouton, 92806 PUTEAUX CEDEX.

LOGISTA
DES HOMMES D'ENTREPRISES

MEDIA-SYSTEM



Leader dans le domaine des automates programmables

Grenoble

Ingénieur de Maintenance

pour assister le *client dans la résolution de ses* problèmes de programmation et le conseiller sur l'environnement de l'automate (réseaux, asservissements, régulation). Une *bonne culture* en automatisme et en réseaux sera un plus. La pratique courante de l'allemand est exigée.
Réf. IMM.

Castres

Ingénieur Informaticien

Grande Ecole ou Doctorat d'Université

pour spécification et conception de logiciels dans le *domaine des* consoles de programmation. Une formation ou une expérience dans les domaines de conception orientée objet ou édition *graphique ainsi* qu'une bonne culture en automatisme seront appréciées. Réf. JMM.

Les entretiens *se dérouleront dans le lieu* géographique le plus proche du domicile des candidats. Ecrire à Madame Le Guet, APRIL, B.P. 73, 81103 CASTRES CEDEX.

MEDIA-SYSTEM

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

L'ENTHOUSIA3ME

Centre Technique de Rueil Malmaison (92).

Le laboratoire Européen Colles, Mastics et Revêtements renforce son équipe et recherche :

Jeune ingénieur chimiste

(Génie chimique, Matériaux)
Réf. 96/MMG

Possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique ;
- à la Clientèle et aux Services Ventes et Marketing en Europe : vous participerez au lancement de nouveaux produits et assurerez la formation technique.
- en laboratoire (essais, analyses).

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une **parfaite maîtrise de l'anglais** (l'allemand serait très apprécié, ainsi qu'une première expérience).

Jeune ingénieur chimiste

(Chimie organique macromoléculaire)
Réf. 97/MMG

Vous assurerez le développement et la mise au point de nouveaux produits, au moyen de:
- technologies nouvelles,
- ou à partir de technologies développées aux Etats-Unis.

Une expérience similaire de 2-3 ans est fortement appréciée et de **bonnes connaissances en anglais** sont indispensables.

Le laboratoire Européen des Produits Scotch-Brite Industriels, recherche pour assurer le développement et le lancement de produits destinés au traitement de surfaces et définir de nouvelles applications :

Jeune ingénieur mécanicien

Réf. 95/MMG

Possédant le sens du contact, vous aurez un rôle d'assistance technique :
- à la Clientèle et aux Services Ventes et Marketing en Europe,
- et en laboratoire (essais, analyses comparatives de produits).

Ce poste nécessite de courts mais fréquents déplacements en Europe et une **parfaite maîtrise de l'anglais** (l'espagnol et/ou l'allemand seraient appréciés, ainsi qu'une première expérience).

Usine de Cambrai (59)

Dans le cadre de nos projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans nos usines, nous recherchons :

Jeune ingénieur mécanicien

Réf. 93/MMG

Votre mission consistera à étudier et réaliser des projets d'équipements automatisés de production comprenant :

- l'élaboration du cahier des charges,
- les études techniques,
- l'évaluation des coûts,
- la gestion financière des projets,
- le suivi de la réalisation,
- la mise en service.

Vous avez une première expérience d'ingénieur projet, une bonne connaissance de l'anglais et possédez une véritable aptitude au travail en équipe.

Basé à notre usine de Cambrai (59), vous aurez des déplacements réguliers à notre siége social de CERGY. (95)

MEDIA-SYSTEM

Pour ces quatre postes, merci d'adresser CV, photo et prétentions à Monique GERMAND, 3M FRANCE - Bd de l'Oise - 95006 Cergy-Pontoise, en précisant la référence du poste choisi.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

3M

Le milieu aéronautique, vous connaissez ?

INGENIEUR COMMERCIAL

Simulateurs de vol
Systèmes E.A.O

Agé d'au minimum 27 ans et diplômé d'une école d'ingénieur, vous êtes passionné par l'aéronautique et avez si possible votre brevet de pilote. Une première expérience de vente ou bien le désir de vous lancer dans le commercial, une bonne connaissance du milieu aéronautique, ainsi que de solides compétences en informatique vous seront nécessaires pour réussir dans une structure légère et intégrée dans la filiale (eff : 2000, CA : 1,2 MF) d'un très grand groupe.
Sur la France et l'international (essentiellement USA et EUROPE), vous prendrez la responsabilité de la commercialisation d'une gamme de simulateurs de vol destinés aux écoles de pilotage ainsi que des systèmes très sophistiqués d'instruction assistée par ordinateur destinés aux grandes compagnies aériennes et aux différents corps d'armée.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé en banlieue sud.

Envoyer votre dossier + prétentions
à notre Conseil sous référence 378/LM

LIN-TOURNAY/ARCOM





AGRO-ALIMENTAIRE

Groupe DOUX :
1er Producteur Européen de Volailles
1.800 salariés - 7 usines d'abattage et de conditionnement.
Filiales aliments, accouvage, transport par route et par mer, produits transformés.

Soucieux de renforcer nos structures pour répondre aux transformations incessantes de l'industrie Avicole et assurer la relève de notre encadrement, nous souhaitons intégrer deux

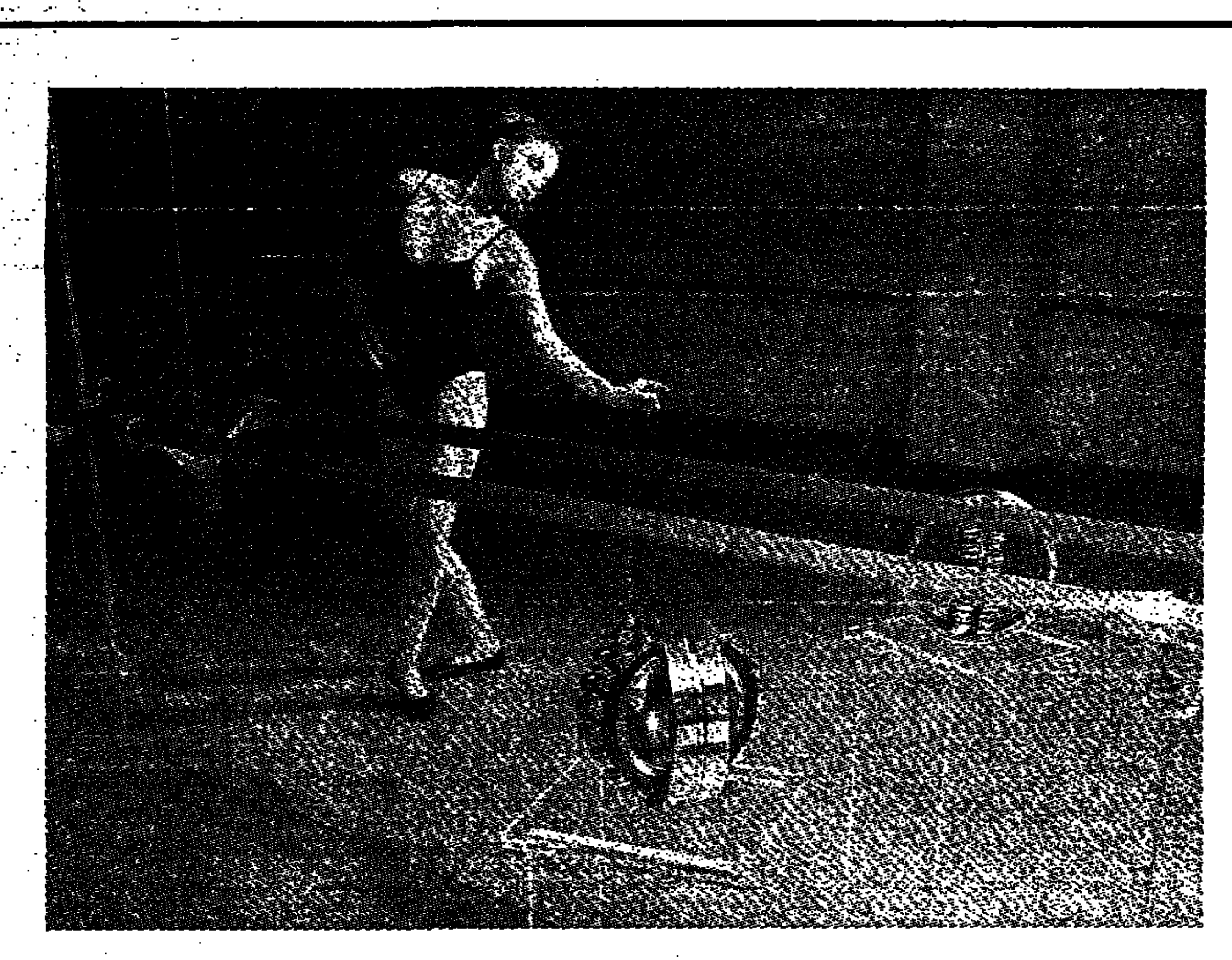
JEUNES INGENIEURS DE FABRICATION

Débutants ou possédant une première expérience, vous avez entre 26 et 32 ans environ, une formation solide (INGENIEUR AGRO par exemple) et vous voulez vous orienter vers des fonctions de Responsable de Fabrication ou de Direction d'unités de Production.

Nous sommes en mesure de vous proposer des postes situés dans l'Ouest à la hauteur de vos ambitions et de votre expérience.

Adresser C.V. + lettre + photo sous réf. suivante :
DOUX S.A. - Direction Générale - BB/88
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.





Un simple mouvement n'est pas toujours un mouvement simple

Le danseur donne à son geste la précision et la clarté de l'évidence. La perfection du mouvement masque l'étude, la recherche, la concentration et les efforts déployés. Chez SKF, nous comprenons ce travail discret. Dans son esprit, il est proche du nôtre. Derrière la simplicité apparente d'un de nos roulements se cache une multiplicité de savoir-faire, de technologies, d'applications et de marchés.

Jeunes ingénieurs, à vous d'entrer dans le mouvement. Notre entreprise cultive votre mobilité et vous ouvre de nombreuses perspectives dans ses divisions Production, Technique, Commerciale...

Prenant des responsabilités au sein d'équipes motivées, vous évoluerez grâce à un plan de formation adapté pour faire de votre parcours la pleine expression de votre potentiel.

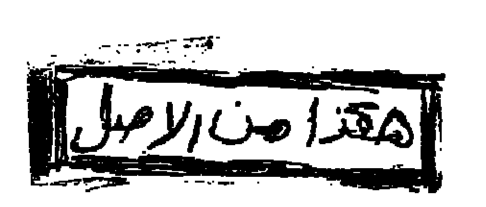
SKF France - Mlle Claude TURPIN
Direction des Relations Humaines
8, avenue Réaumur - 92142 CLAMART.

Le groupe SKF implanté dans plus de 130 pays est le leader mondial du roulement avec 20 % du marché soit deux fois plus que son concurrent le plus proche. Chaque jour, 45 000 personnes déclinent à travers le monde le concept de qualité pour toutes les industries des plus simples aux plus sophistiquées qui font appel au savoir-faire, à la technologie et à la puissance industrielle SKF.

MEDIA PA.

SKF. Le plus qui fait la différence

SKF



Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

VOS COMPETENCES EN ELECTRONIQUE/AVIONIQUE POUR ALLER HAUT ET LOIN

Systèmes de pilotage, de visualisation, de tests automatiques... les réalisations de SFENA permettent aux grands projets de décoller. CONCORDE, RAFALE, AIRBUS, SUPER-PUMA, ARIANE, DIADEME, nous avons donné l'élan à leur succès. Parmi les premiers équipementiers aéronautiques du monde, SFENA filiale de l'AEROSPATIALE, *c'est aujourd'hui : 1,4 Mds de F de CA et 2300 personnes.*

Vous êtes Ingenieurs, débutants ou vous avez prouvé vos compétences dans les domaines de l'avionique ou de l'électronique ; venez rejoindre les équipes SFENA *au sein d'une véritable structure de compétences* !



INGENIEURS SYSTEMES

Pour définir et analyser les spécifications, assurer et développer les relations avec les clients et partenaires et mettre en œuvre les systèmes. A votre *aisance relationnelle, vous alliez esprit d'équipe,* rigueur, méthode et capacité d'analyse dans les *domaines* :

AVIONS D'ARMES
Sup'Aéro, Sup'Elec, vous parlez l'anglais vous participerez au développement d'un programme. L'expérience des *matériels et logiciels* est souhaitée. REF. ISA/2

SYSTEMES DE VISUALISATION
Sup'Aero, Sup'Elec, vous connaissez les systemes embarques, le matériel, les modules de visualisation et les symbologies. REF. ISV/2



INGENIEURS D'ETUDES

CALCULATEURS EMBARQUES
Ingénieurs aéronautique et automatique, au sein d'une équipe, vous mènerez des travaux d'études amont ou appliquées dans le domaine des calculateurs embarqués, pour des applications aéronautiques civiles, et militaires, engins ou gyrolaser. REF. IEC/2

TESTS AUTOMATIQUES

SFENA est le 1[er] constructeur français de matériel de tests *automatiques de haut de gamme.*

INGENIEUR INFORMATICIEN
Vous avez un DEA d'informatique ou êtes diplômé d'ecole d'ingénieur option Informatique. Vous développerez au sein d'une équipe compétente et motivée les logiciels de base des systèmes (systèmes d'exploitation, compilateurs, exécuteurs temps réel). REF. TAI/2

INGENIEUR ELECTRONICIEN
Diplômé d'une ecole d'Ingenieur ou d'un DEA, vous serez charge de spécifier, sélectionner et intégrer des ressources supplémentaires à nos systemes pour une nouvelle famille de produits. REF. TAE/2

CHEF DE GROUPE MOYENS DE TEST
Ingénieur électronicien, vous encadrerez une équipe de techniciens de haut niveau chargée de l'étude et de la mise en place des outils et méthodes permettant d'assurer la mise au point des matériels. REF. TACG/2

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingenieurs, vous avez une expérience et une formation complémentaire dans le domaine commercial et/ou export. Vous serez en relation avec *des clients importants dans le domaine de l'aviation* civile, vous élaborerez les propositions commer*ciales et suivrez les commandes.* REF. ITC/2

RESPONSABLE QUALITE FOURNISSEUR

Ingénieur en électronique ou électromécanique, vous connaissez bien les technologies et procédures de fabrication. Vous participerez au choix et à la qualification des fournisseurs (évaluation, audit), assurerez et gérerez la qualité des produits approvisionnés. REF. RQF/2



INGENIEUR RESEAUX

Ingénieur électronicien et/ou informaticien, vous ferez évoluer les moyens matériels et les logiciels *de communication entre les systèmes informati*ques (reseau IBM/SNA et ETHERNET/DECNET). REF. IR/2

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en precisant la référence du poste choisi à SFENA Gestion des Cadres, Aerodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.



MEDIA-SYSTEM

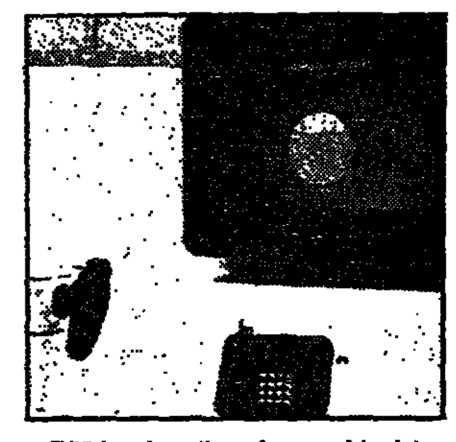
NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TETES BIEN FAITES

JEUNES DIPLOMES

Vous souhaitez vous orienter vers le management d'affaires...



Station central RITA



EVIC (système d'entraînement à la visée et à la séquence de tir)

INGENIEURS GRANDES ECOLES (ENSAM, MINES, ENST...) UNIVERSITAIRES (DOCTORAT, DOCTEUR INGENIEUR...)

Débutants, vous cherchez malgré tout à *ne pas vous enfermer dans la technique* car, par tempérament, vous êtes généralistes mais restez orientés électronique, informatique ou télécommunications...

Dans cette perspective, nous vous proposons d'assurer la conduite d'une ou de plusieurs de nos affaires dont vous aurez la charge complète.

A ce titre, nous vous confierons :

- l'étude des caractéristiques techniques de matériels et systèmes d'armements en fonction des besoins exprimés ;
- le suivi des consultations que vous lancerez auprès des industriels chargés des études et de la fabrication ;
- l'organisation et l'analyse des essais effectués en laboratoire et sur le terrain ;
- l'animation et la coordination à tous les niveaux (technique, financier, juridique) de ces projets.

Si vous pensez que la fonction que nous vous proposons est une opportunité motivante et constitue un tremplin pour votre carrière, nous souhaitons vous rencontrer.

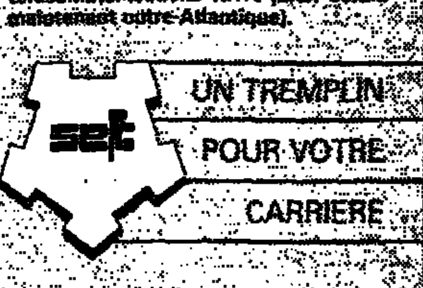
Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo et prét.), sous réf. LM/JD, à Thierry HURET, Responsable du Recrutement - SEFT - 18, rue du Dr-Zamenhoff 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

SECTION D'ETUDES ET FABRICATIONS DES TELECOMMUNICATIONS

La SEFT mobilise ses 600 collaborateurs dont plus de 120 ingénieurs sur une mission ambitieuse et captivante : concevoir et conduire toutes les actions permettant de satisfaire les besoins de l'armée de terre en équipements et systèmes d'armements complexes dans les domaines suivants :

INFORMATIQUE - ELECTRONIQUE - TELECOMMUNICATIONS

Intégrés à la branche Armements Terrestres du Ministère de la Défense (soit 15 unités représentant un potentiel humain de plus de 20 000 personnes), notre vocation est de piloter les études et la réalisation de projets que nous confions à de grands industriels sous-traitants. Parmi les récents projets que nous avons menés à bien : le réseau de télécommunications RITA (bien connu maintenant outre-Atlantique).



UN TREMPLIN POUR VOTRE CARRIERE

MEDIA BA

PROMOGIM

SE DEVELOPPE SUR LYON, TOULON, PARIS

ETP - A & M

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

■ Avec plus de 22000 logements *réalisés en 20 ans, Promogim* a bâti sa réussite par son savoir-faire technique et l'enthousiasme de son équipe.

En 1988, Promogim ouvrira 30 chantiers. De la découverte du terrain à la réalisation de nos programmes *immobiliers, vous aurez comme* objectif la recherche de la qualité et la performance.

A 28-35 ans votre *formation et votre motivation personnelle seront* vos facteurs de succès.

Rémunération à la *hauteur de vos ambitions.*

Adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature et prétentions à R. Delorme, PROMOGIM, 22 rue de Bellevue, 92100 Boulogne.

promogim

POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE

MEDIA-SYSTEM

Un des principaux constructeurs en
RADIO-TELEPHONIE
développe son DEPARTEMENT ETUDES/R. ET D.

INGENIEUR RADIO

(Réf. RO/LM4)

INGENIEUR LOGICIEL

terminal radio-téléphonie (Réf. RO/LM5)

INGENIEUR SYSTEME

futur chef de projet (Réf. RO/LM6)

Vous avez 28 à 40 ans, vous êtes ingénieur électronicien diplômé (type SUPELEC, ISEP, ENSI...). *Les responsabilités confiées seront immédiatement opérationnelles : elles impliquent une* EXPERIENCE d'au moins 3 ans dans chacun des domaines *concernés.*

Nous offrons un salaire motivant et une évolution de carrière au *sein de notre Groupe en pleine croissance. Votre dossier de* candidature sera examiné en toute confidentialité.

Merci d'écrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, en précisant la référence choisie, à

mjc PARIS-LILLE
michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

MEDIA BA



LEADER DANS LE DOMAINE DES COMPOSANTS INDUSTRIELS, RECHERCHE

Responsable technique

DOMAINE VARIATEURS DE VITESSE

- pour assurer le soutien logistique et la formation de nos technico-commerciaux,
- *prendre en charge la mise au point des applications spéciales toutes* industries (machines-outils, transports, tapis roulants),
- *être le relais avec notre siège danois.*

De niveau ingénieur ou assimilé, le candidat devra posséder une bonne connaissance de l'anglais et une expérience de 5 à 7 ans dans la *mise au point des automatismes industriels*, en particulier sur chantiers.

Mobilité et grande disponibilité indispensables. Le poste est basé à TRAPPES (78).

Pour un premier contact, merci d'adresser votre C.V. (prétentions, *photo) à DANFOSS - Direction du Personnel - 7, av. Vladimir Komarov* 78193 Trappes Cedex, sous réf. 520.

Carré Turquine

INRS

recrute

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE

Diplômé d'Etat (H ou F)

pour prendre la responsabilité d'une équipe de recherche principalement orientée vers la *Mécanique* des Fluides et la Ventilation Industrielle.

En étroite collaboration avec son équipe, le(la) candidat(e) devra maîtriser et développer différentes techniques de mesure (traçage, anémométrie fil chaud/laser, traitement d'image...) et de calculs, définir les plans des expérimentations réalisées en laboratoire ou sur site industriel, assurer la diffusion des résultats sous formes de publications et leur valorisation.

Il(elle) bénéficiera d'une large autonomie dans le cadre des objectifs visés et de moyens importants.

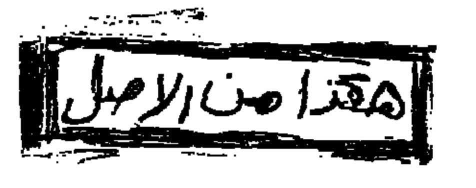
Le poste conviendrait bien à un candidat(e) possédant une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de la recherche et intéressé(e) par l'animation scientifique d'une équipe.

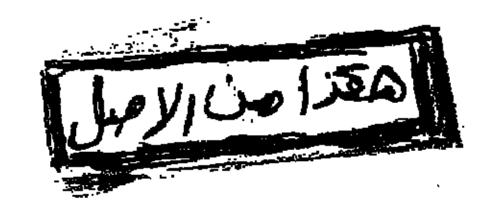
Pratique de l'anglais *technique* – Rémunération intéressante.

Faire parvenir les candidatures (avec C.V. détaillé) à :
Institut National de Recherche et de Sécurité,
avenue de Bourgogne, B.P. 27, 54501 VANDOEUVRE Cedex.
A l'attention de Monsieur LEMAITRE, Chef du Personnel.

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...





Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Pour mieux vivre et créer l'événement

INGENIEUR ORGANISATEUR

Nous sommes un important groupe de presse et d'édition de l'Est de la France. Notre activité recouvre un large éventail de moyens médiatiques : presse écrite, radiophonique, audiovisuel et télématique. Avec une diffusion régionale très dense et de nombreuses agences, notre journal est l'un des plus importants de l'Est. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons notre Responsable de l'Organisation.

Rattaché à la direction générale, il sera chargé de la réalisation d'études d'organisation commerciale, administratives et techniques. Il aura pour mission d'analyser les procédures, le cas échéant de les redéfinir en collaboration avec les services concernés. Autonome, ses travaux auront un caractère consensuel important ; il facilitera la coordination entre les différents services.

Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 à 35 ans ayant une formation d'ingénieur complétée par une bonne approche de la gestion et de l'informatique. Les capacités d'analyse et de synthèse ainsi que les aptitudes relationnelles seront déterminantes.

Nous proposons un emploi passionnant et motivant. La rémunération est attractive et la fonction évolutive. Le poste est basé dans l'Est de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 41/2464 A à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

DES INGENIEURS ELECTRICIENS



LES APAVE
N° 1 DU CONTRÔLE TECHNIQUE EN FRANCE (3200 INGENIEURS ET TECHNICIENS)
sont réputées pour la haute qualification de leurs équipes qui assurent «sur le terrain» - à tous les stades - les contrôles et l'assistance nécessaires sans perdre de vue pour autant les impératifs économiques des entreprises.

Le développement technologique, l'utilisation de toutes les formes d'énergie, en multipliant les risques humains et matériels, ont mis au premier plan des préoccupations industrielles la Sécurité.

Issus de l'**ESIEE**, l'**ESME**, l'**EEMI** ou similaire, les ingénieurs actuellement recherchés assureront des missions de contrôle de sécurité en milieu industriel.
Ils devront être capables d'évoluer à court terme vers une activité de contrôle en Automatismes, Robotique, Gestion technique centralisée, etc...
Les plus performants trouveront, à moyen terme, l'opportunité d'évoluer, soit vers des postes technico-commerciaux de conseil industriels, soit vers des postes d'encadrement d'équipes d'inspecteurs.

Merci d'adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 88.08/M à H. de Rigaud, APPAVE, Service Recrutement, 17 rue Salneuve, 75854 Paris Cedex 17.



eurodim

AMBITIEUX ?... NOUS AUSSI !

Tous issus d'un groupe renommé de Services Informatiques, l'équipe que nous constituons vient de réussir le lancement d'EURODIM sur le marché porteur de

l'informatique de santé.

NOS ACTIVITES : La mise en place • de SYSTEMES INFORMATIQUES de GESTION destinés aux LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES privés et hospitaliers. • de DOSSIERS MEDICAUX INFORMATISES destinés aux grandes organisations (CEA...). Nous sommes amenés à nous développer très rapidement ainsi nous recherchons un (e)

ingenieur commercial H/F

VOS ATOUTS : • ENVIRON 30 ANS, déterminé et dynamique, vous avez prouvé vos talents commerciaux dans la vente de systèmes informatiques. (La connaissance du milieu médical serait un plus). • DE FORMATION COMMERCIALE supérieure (Bac + 4), notre secteur vous attire et votre ambition est forte. • Autonome, vous êtes parfaitement à l'aise pour négocier face à des interlocuteurs de haut niveau.

NOUS VOUS PROPOSONS : • de prendre en charge le développement et le suivi de notre clientèle. • D'intégrer une équipe d'hommes passionnés avec lesquels vous CONDUIREZ le développement rapide d'EURODIM. • DE TRES REELLES POSSIBILITES d'évolution si vous prouvez votre valeur. • Des conditions de travail motivantes. Le poste est basé à PARIS et requiert mobilité géographique.

Intéressés ? Alors écrivez nous en adressant lettre, CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL 14 Bis rue Daru 75008 PARIS s/réf. 53.1364 LM.

Mercuri Urval

IMPORTANTE SOCIETE D'EQUIPEMENTS POUR L'AERONAUTIQUE ET L'ARMEMENT SUD DE PARIS

recherche pour l'un de ses
DEPARTEMENTS COMMERCIAUX

L'ADJOINT EXPORT

DU CHEF DE DEPARTEMENT

pour la direction de programmes militaires export et l'animation d'une équipe commerciale.

Le poste conviendrait à un **INGENIEUR DIPLOME** ayant plusieurs années d'expérience de commerce international et de négociations de contrats à l'étranger dans le domaine, si possible, de l'optronique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à **N° 6451 - Publicités Réunies - 112, Bd Voltaire - 75544 Paris Cedex 11 q. tr.**

PROCTER & GAMBLE

3,6 milliards de francs de C.A.

C'est : ARIEL - PAMPERS - ZEST - LENOR - GINI

Son INFORMATIQUE DE GESTION

C'est : LA HAUTE TECHNOLOGIE

Ordinateurs IBM 4381, HP3000, DEC, 300 PC, Réseaux Locaux, Réseau International,... Gestionnaire de Bases de Données Relationnel, Langages de 4ème Génération, Infocentre, Informatique répartie, Micro-Informatique, Systèmes Experts,...

JEUNES DIPLOMES DES GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE GESTION ET UNIVERSITAIRES (MIAGE)

Procter & Gamble vous apporte une formation permanente aux techniques de pointe et à la gestion un travail en équipe, un environnement humain stimulant et une promotion interne basée sur votre action dans l'entreprise, vos résultats, et votre potentiel.

INGENIEUR & ANALYSTE DE DEVELOPPEMENT

Vous serez intégré à un groupe d'étude de la Direction Informatique au siège social, pour analyser, organiser, concevoir, réaliser, mettre en place des systèmes de gestion et d'aide à la décision dans des domaines aussi variés que l'architecture de Bases de Données, l'Infocentre, l'informatique répartie, et les Systèmes Experts.

INGENIEUR D'ETUDES PRODUCTION & LOGISTIQUE

Intégré au groupe informatique de gestion dans l'usine d'Amiens (Site pilote en pleine expansion), dans un environnement HP3000, DEC, Réseaux Locaux/Hétérogènes,... Vous serez chargé d'études et de réalisations dans les domaines Production & Logistique, et dans un cadre européen, pour la GPAO, la MAO, les applications de gestion, et les Systèmes Experts.

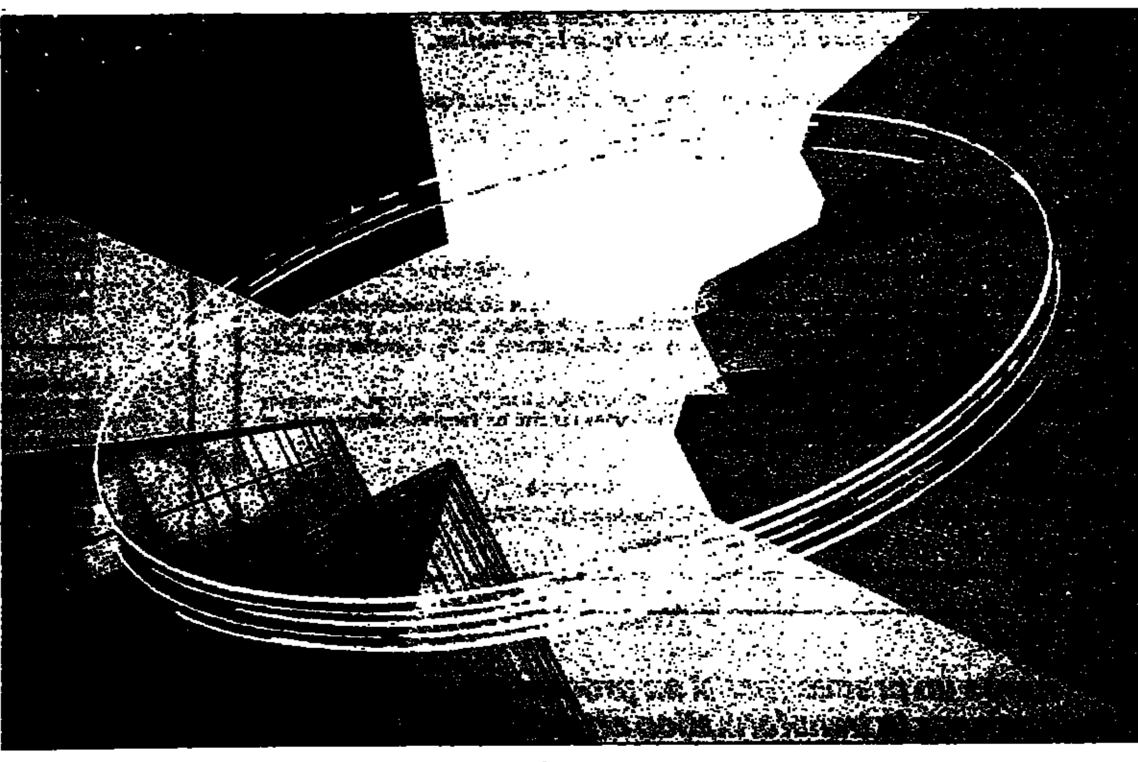
Ecrivez nous référence 03/M une courte lettre et joignez votre CV à Service Recrutement Cadres - PROCTER & GAMBLE 96, avenue Charles-de-Gaulle 92201 Neuilly-s/Seine cedex.

CONTESSE

Pour construire ensemble les nouvelles voies de la Communication...

2ème pôle français en communication d'Entreprise (5 000 personnes, 3 milliards de Francs de C.A), déjà présents sur tous les grands marchés des télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE, de la COMMUNICATION PRIVEE (Intercoms et Autocoms électroniques), de la TELEMATIQUE (Terminaux télématiques, systèmes bureautiques) et RADIOTELEPHONIE (Systèmes et Réseaux d'Entreprise).

Nous avons conçu RADIOCOM 2000, nous créons RUBIS et au niveau européen avec notre partenaire ERICSSON, nous participons au PANEUROPEEN.



INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, ENST, ESE, ECP, ENSI...

Nous avons des projets pour vous

Nous vous proposons d'exprimer votre créativité dans l'un des domaines suivants :

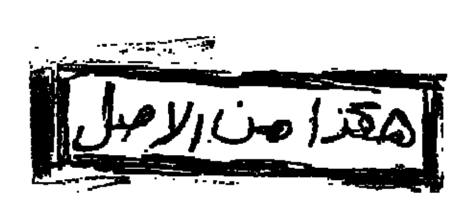
- LOGICIELS TEMPS REEL
  - commutation voix et données
  - simulation et transmission numérique
  - configuration de systèmes et de protocoles de réseaux.
- RADIOCOMMUNICATION OU HYPER FREQUENCE
- CIRCUITS VLSI.
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RECONNAISSANCE ET TRAITEMENT DE LA PAROLE
- MICRO ELECTRONIQUE
- ELECTRONIQUE ANALOGIQUE ET NUMERIQUE

Nous vous offrons l'opportunité d'acquérir de réelles compétences dans un environnement jeune et sur des technologies avancées et évolutives. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier à Nicole KAMERZAC - DPRH BP 26 rue Jean Pierre Timbaud 78392 BOIS D'ARCY Cedex

MATRA COMMUNICATION





هكذا من الأمل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



[...]r votre intelligence

Ingénieurs débutants ou première expérience

Mettre a profit votre formation en prenant en charge un poste opérationnel de bureau d'etudes, c'est ce que nous vous proposons au sein de notre direction INGENIERIE :

Ingénieur mécanicien : vous participerez, en vous appuyant sur nos moyens informatiques et la CAO, à la conception et au dimensionnement de nos matériels en contribuant à l'amélioration de nos methodes de calcul.

Ingénieur thermo-hydraulicien : nous vous confierons une mission d'étude et d'optimisation des conditions de fonctionnement des chaudieres nucléaires.

Ingénieur automaticien : vous développerez les systemes de contrôle et de production des centrales nucleaires et élaborerez de nouveaux systemes d'instrumentation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, et lettre manuscrite) sous reference LAS 040 à SOPHIE LESPAGNOL - FRAMATOME - *Département Gestion Previsionnelle - Tour Fiat -92084 Paris-la-Défense.*

FRAMATOME



MEDIA-SYSTEM



PARIS

Filiale d'un grand groupe industriel, notre société (2 millions de CA, 3000 personnes) développe, au sein d'une de ses divisions, des systèmes tres sophistiqués destines à l'armement, la marine, le spatial, la recherche scientifique. Pour enrichir notre bureau d'étude de conception generale du siege social, nous recherchons un

Ingénieur d'études
(mécatronicien)

Animant un groupe d'étude, vous développez, en phase de faisabilite et de conception générale, des sous-programmes concernant en particulier des systèmes d'armes.
Faisant appel à diverses disciplines scientifiques telles que la mécanique, les automatismes, la science des matériaux, vous disposez de puissants moyens conceptuels (CAO, atelier logiciel, informatique scientifique...)

Ingénieur diplômé grande ecole (X, Mines, Centrale, AM, ENSTA...) vous avez dans l'ideal une expérience de 3 ans en études de systèmes complexes comparables. Un attrait pour l'armement est un plus.
Le poste est tres évolutif pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence B 1849 ou transmettez-le à CVCADRE en composant le 36-15 code JCM sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE

MEDIA-SYSTEM

Product support directorate

Ingénieurs et techniciens systèmes et structures

Toulouse

Avec près de 800 avions vendus fermes, la famille des avions AIRBUS est *l'une des plus réputées jamais produites en Europe. Quelque 60 compagnies aériennes qui l'ont choisie vous confirmeront qu'elle est très rentable et l'une de celles qui a la meilleure image au monde.*
La demande pour les AIRBUS est très forte et continue de l'être, le plan de charge etant entièrement rempli. L'intérêt croissant pour nos modèles A330 et A340 entraine, en outre, une forte expansion de nos opérations d'après-vente à Toulouse.
Les INGENIEURS et les TECHNICIENS que nous recherchons seront avant tout chargés de veiller à la bonne marche des systèmes dans les secteurs structures avion, moteurs, commandes de vol, avionics. Ils devront ensuite mettre en œuvre les procédures correctives auprès des compagnies et de nos propres équipes de dessinateurs.
Pour ces postes de haut niveau, nous vous demandons au minimum deux années d'expérience professionnelle de préférence dans le secteur aéronautique ou des branches similaires. Votre langue de travail sera l'anglais tant écrit que parlé.
Le salaire (sur 13 mois) et les avantages proposés sont de nature à motiver les professionnels les plus expérimentés d'Europe.

Pour partager notre succès, veuillez écrire en joignant votre C.V. en anglais et une photo d'indentité à : Richard Nicol, Human Resources Manager, AIRBUS INDUSTRIE, B.P. 33, 1707 BLAGNAC CEDEX, FRANCE.

AIRBUS INDUSTRIE

MEDIA-SYSTEM

EXPORTER sur les PAYS de langue ALLEMANDE,

La société (300 personnes, 130 millions de CA), conçoit et réalise des machines spéciales tournantes lourdes destinées à la fabrication de câbles sophistiqués (notamment à FIBRES OPTIQUES), et vendues sur le monde entier. Elle recherche un jeune

INGENIEUR MECANICIEN

dont la mission sera, après formation, de prospecter, établir les offres, négocier, principalement sur les pays de langue allemande.

De formation ingénieur, il a environ 28-30 ans, une première expérience en B.E. de préférence, et souhaite *évoluer vers une fonction technico-commerciale.*
Langue allemande indispensable, anglaise souhaitée.
La société est basée en banlieue Est de PARIS.

Pour un premier contact, merci d'écrire sous réf. 8035, avec CV, photo et salaire actuel à

Gallos & Associés
116, av. des Champs Elysées
75008 PARIS

CONTESSE



L'univers des matériaux
L'avenir des biotechnologies

ORSAN

Le Groupe Orsan (1.300 personnes, 1,2 milliard de chiffre d'affaires) constitue le pôle Bioindustries du Groupe Lafarge Coppée. Leaders en Europe pour la production d'acides aminés par voie biochimique, nous sommes également présents dans le domaine biovégétal : sélection, production et commercialisation de semences.

Dans le cadre de notre politique de développement des bioactivités, la Direction Scientifique renforce ses moyens.

NOUS PROPOSONS A

UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT

(Homme ou Femme) de rejoindre notre centre de recherche en cours d'installation en Région parisienne.

Il/elle assurera le suivi de l'innovation scientifique, technique et technologique et la validation des informations collectées en vue d'élaborer des dossiers documentaires approfondis. En interface entre les environnements scientifiques et industriels, il/elle appuiera ainsi l'identification et l'approfondissement des axes de développement et de diversification jugés prometteurs.

Vous avez cinq ans ou plus d'expérience professionnelle. Ingénieur diplômé de formation, française ou étrangère, vous avez exercé une fonction de développement en biotechnologies. Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais (indispensable) et pouvez vous déplacer fréquemment en France ou à l'étranger.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser vos curriculum vitae, références et prétentions à :

Direction Scientifique du Groupe ORSAN - 16, rue Ballu, 75009 PARIS.

Discrétion et réponse assurées.



ENTREPRISE EUROPEENNE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE SUR UN MARCHE MONDIAL

Notre rôle :
- commercialiser les services de lancement de satellites
- mettre en œuvre la production industrielle des lanceurs ARIANE
- conduire les opérations de lancement.

Notre Direction Industrielle recherche :

INGENIEURS

Configuration lanceur

Vous êtes chargé : • de participer ou animer des réunions techniques se rapportant aux systèmes électriques et aux modifications • d'émettre un avis technique sur les modifications demandées • d'assurer la *gestion des documents interfaces Lanceur/Sol et Lanceur/Satellite* • de suivre la mise en place du système d'information pour ARIANE V.
Ingénieur Electronicien, vous avez 5 ans d'expérience dans les domaines techniques des équipements et systèmes électriques embarqués. (Réf. DI.01.88)

Analyses des missions

Vous êtes chargé : • d'assurer la définition et la réalisation d'études de trajectoires, de mécanique du vol et de performances • de participer à l'exploitation des données de vol.
Vous êtes Ingénieur de formation aéronautique et spatiale (SUP AERO, ENSMA,...) débutant ou avec une *première experience de 3 ans. Vous aurez à utiliser des moyens informatiques performants.* (Réf. DI.03.88)

Ces deux postes, basés à Evry, impliquent des déplacements en Guyane Française et à l'étranger.
La pratique de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature à Jacques WERSCHINE - Relations Humaines
ARIANESPACE B.P. 177 - 91006 EVRY Cedex.

Organisation et Publicité



Après un premier essai en production réussissez la transformation en devenant

Responsable d'un atelier de conditionnement

(site industriel d'Evry)

De formation Ingénieur généraliste, vous possedez une expérience professionnelle d'au moins 3 ans, acquise dans le secteur conditionnement d'une industrie de grande consommation (de préférence alimentaire ou pharmaceutique).
Vous avez acquis de solides compétences techniques notamment en automatisme et en gestion d'un parc de machines. Vos qualités d'animateur sont fortes et reconnues.

Prenez au sein de notre établissement la responsabilité de notre atelier de conditionnement. Vous y serez chargé d'assurer la réalisation des objectifs de production à court et moyen terme (quantité à produire, délais, coût...). A la tête d'une equipe d'agents de maîtrise que vous devrez former et motiver, vous serez charge d'améliorer en permanence la qualité et la productivité.

Une pratique de la langue anglaise constituerait un atout pour ce poste qui porte la référence RAC/MO 88. Merci de nous adresser votre CV et vos prétentions à Bernard Franot NBF, BP 93 - 91003 EVRY Cédex.



SOURCES

LE GROUPEMENT INFORMATIQUE DE L'AUDIOVISUEL
(120 MF de chiffre d'affaires - 200 personnes)
recherche

INGENIEURS

Ecoles d'Ingénieurs ou formation Universitaire

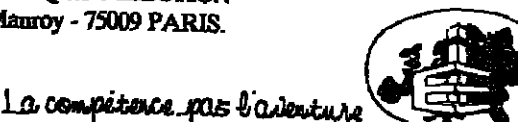
PROFIL : *environ 1 an d'expérience dans le développement C sous UNIX.*

MISSION : dans le cadre du département PROGICIELS, ils participeront à l'étude et au développement d'un produit lié au traitement de l'information dans le monde audiovisuel.

EVOLUTION : ils auront la possibilité de valoriser leur expérience au travers de projets mettant en œuvre les techniques les plus évoluées et de bénéficier de formations spécifiques, leur rigueur et leur capacité d'adaptation leur permettront de réussir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence PI/GIAI à

EUROPE INFORMATIQUE SELECTION
12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.



Pierre Lichau

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



14.000 personnes - C.A. consolidé : 6 milliards F
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS
POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS
recrute (suite promotion) à RUEIL-MALMAISON (92)

JEUNE INGÉNIEUR
en méthodes
QUALITÉ - FIABILITÉ

Au sein de la Direction Centrale de la Qualité (file Maîtrise et Gestion de la Qualité), sa mission : CRÉER, ADAPTER et DÉVELOPPER les outils et méthodes liés à la maîtrise et la fiabilité des produits et processus (matériel et logiciel). FORMER à ces outils les services concernés. ANIMER et COORDONNER le réseau (dans les Usines) d'ingénieurs Qualité/Fiabilité opérationnels. PARTICIPER à l'élaboration du système Qualité de l'Entreprise.

INDISPENSABLE

• MOINS DE 30 ANS • Ingénieur diplômé préf. électricien/électronicien ou U.T.C. (Section COI) avec solides connaissances STATISTIQUES/fiabilité • ANGLAIS pratiqué • EXPÉRIENCE (3 à 5 ans) DES APPLICATIONS DES OUTILS QUALITÉ/FIABILITÉ en milieu industriel

Discrétion absolue. Lettre manusc., C.V. dét., photo et rémunér. sous réf. 8802 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

CONTRIBUEZ EFFICACEMENT
A NOTRE TRADITION D'INNOVATION

INGENIEUR DE RECHERCHE
Procédés d'étanchéité

Par sa capacité à développer des procédés qui révolutionnent les métiers du bâtiment SMAC ACIEROID, au premier plan du second œuvre, s'affirme comme le multispécialiste des techniques de protection. Dans ce contexte, la recherche revêt une dimension stratégique. Au sein de notre laboratoire de Vitry, vous prenez en charge la recherche des procédés nouveaux d'étanchéité de toitures, terrasses, béton avec ou sans isolation. Votre mission vous amènera bien sûr à faire l'inventaire de l'existant. Puis vous définirez les axes de recherche, établirez les planing, fixerez les budgets en fonction des moyens mis en œuvre. Vous composerez les équipes de recherche que vous animerez.
A 35 - 40 ans, ingénieur chimiste, vous possédez une solide expérience dans les produits bitumineux et synthétiques.
Curiosité et ténacité seront vos meilleurs atouts pour réussir.

Adressez votre candidature (CV, photo et prétentions) à la Direction des Relations Humaines, SMAC ACIEROID, 1 avenue E. Freyssinet, BP 5, Guyancourt, 78062 St Quentin-en-Yvelines Cedex.

SMAC ACIEROID
SIGNE PARTICULIER : PROFESSIONNALISME



GEAC COMPUTERS FRANCE S.A.
AU CAPITAL DE 8.250.000 F

Filiale du groupe canadien Geac, leader de l'Informatisation des Bibliothèques, notre société a pour clients les bibliothèques les plus renommées de France et d'Europe du Sud.

Pour faire face à son développement, recrute : H. ou F.

1) Chef de projet, grands projets — Réf. 88/3 M
Ingénieur Informaticien, il aura une expérience approfondie de la conduite de projet, et sera chargé de la mise en œuvre de systèmes sophistiqués d'informatique documentaire. Anglais exigé. Expérience assembleur appréciée.

2) Programmeur de haut niveau — Réf. 88/4 M
Il sera chargé de la mise en œuvre des applications et de leur adaptation aux besoins de nos clients. Anglais et expérience assembleur exigés.

3) Ingénieur maintenance hard — Réf. 88/5 M
Il a au moins 5 ans d'expérience de la maintenance de systèmes interconnectés. Anglais exigé.

4) Ingénieur commercial export — Réf. 88/6 M
Chargé de développer les marchés exports de l'Europe du Sud. De formation commerciale, il a une première expérience de la vente de systèmes informatiques dédiés. Personnalité dynamique, il voyage fréquemment. Anglais courant, italien et/ou espagnol exigés.

5) Ingénieur commercial France — Réf. 88/7 M
Bibliothécaire de formation, il a une très bonne connaissance de ce milieu. Sa personnalité fait la différence : capacité de persuasion, dynamisme et disponibilité. Anglais exigé.

L'ensemble de ces postes sont basés à Paris et à pourvoir rapidement.

MERCI d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Alain BOT Geac Computers France, 89, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.

UN PARCOURS REUSSI NE SE FAIT JAMAIS SEUL...



C'est pourquoi, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, nous, COTEBA Management, sommes spécialisés dans la gestion de projets (ingénierie - génie civil - génie logiciel - grande informatique spécialisée).
Nous nous entourons depuis 20 ans d'hommes et de femmes professionnels et dynamiques (250 personnes).
Nous recherchons pour nos départements Bâtiments des

INGENIEURS COORDONNATEURS

Ingénieurs Grandes Ecoles (T.P., INSA ou équivalent), vous avez entre 3 et 4 ans d'expérience de conduite de projets de bâtiment (TCE).
Homme de contact, avec un souci permanent de la qualité associé à un esprit de rigueur, votre mission consistera, au sein d'une équipe dynamique, à coordonner les différents intervenants associés à l'œuvre, dans le cadre des objectifs fixés.
Le développement continu de notre Société ainsi que la diversification de nos assistances permettent à des candidats de valeur d'envisager de larges perspectives d'évolution.
... Rejoignez notre parcours : nous le réussirons ensemble, et pour en savoir plus, contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (précisez la réf. 728/LM).
Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre lettre manus, C.V., photo et prét. à COTEBA MANAGEMENT Direction Générale - 92-98, bd Victor-Hugo - 92115 CLICHY.

(1)45.02.15.74

MEDIA PA

INGENIEUR — DOCTEUR ES SCIENCES
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Grand Groupe Industriel, implanté en France et à l'étranger — secteur d'activité : matériaux du bâtiment et des travaux publics —, nous devons notre expansion et notre réussite à une synergie et une dynamique interne très motivantes. Un développement qui repose également sur une politique d'investissement vers la recherche de nouvelles technologies.

A 25-30 ans environ, Ingénieur Grande Ecole et Docteur ès-Sciences, débutant ou avec une première expérience dans la recherche, vous avez une bonne connaissance de la science des matériaux, de la minéralogie ou de la chimie minérale. Votre ambition aujourd'hui, rejoindre un secteur motivant et en pleine évolution.

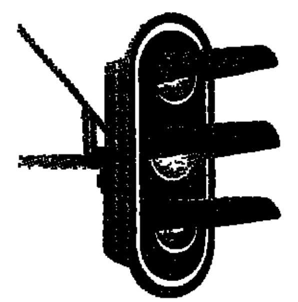
Pour notre LABORATOIRE CENTRAL, en collaboration avec une petite équipe, vous développerez des techniques de pointe dans les domaines de la microscopie électronique, de la micrographie et de l'analyse ionique... pour l'étude des matériaux destinés au secteur du B.T.P.

Une mission que vous mènerez en relation étroite avec les milieux de la production et en collaboration avec les milieux universitaires.

Si vous êtes prêt à vous investir dans une mission d'envergure, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo indispensable sous la réf. 5296/LM, à

C.V. 53, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Sur les techniques de signalisation il y a des idées reçues et des idées récentes



Aujourd'hui les modes traditionnels de signalisation ...



sont relayés par les systèmes électroniques les plus sophistiqués.

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, CENTRALE, ENSIMAG, ENSEEIHT, SUPELEC...)
CONFIRMES ET DEBUTANTS
INFORMATICIENS , ELECTRONICIENS

Vous êtes prévenus : un train peut en cacher un autre. De même pour la signalisation ferroviaire.
Leader international dans le secteur, ALSTHOM brise les idées reçues et révèle des perspectives d'avant-garde. Nous rentrons dans l'ère où la course du TGV se règle sur l'orbite des satellites !

L'enjeu technologique est énorme et débouche sur de nouveaux métiers, de nouvelles applications.
Vous êtes intéressés par les dernières méthodes de conceptions structurées des systèmes, par la qualité et la validation logicielles, par le traitement sécuritaire des données ?...

Quel que soit votre secteur d'origine : aéronautique, aérospatiale, nucléaire, télécommunications... ALSTHOM peut dès maintenant vous associer à des projets d'envergure qui valoriseront votre connaissance des systèmes.
Pour tout renseignement, contactez VECTEUR CONSEIL, en adressant votre candidature, 83, rue Michel-Ange 75016 PARIS.

MEDIA PA

ALSTHOM



هكذا من الامل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

ESD

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche pour ses

SERVICES DE FABRICATIONS MECANIQUES

INGENIEUR MECANICIEN

(CENTRALE A.M., INSA...)

ayant une expérience d'environ 5 ans en fabrication mécanique, et, si possible, une connaissance de la sous-traitance.

- Il sera chargé du suivi technique et devra établir des relations fonctionnelles avec les différents services de la société.
- Il assurera la liaison avec les entreprises sous-traitantes.

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3460/M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

GENERALE DE SANTEC



CA : 2 milliards, 1300 personnes, 20 unités de production, importante branche de **LAFARGE COPPEE**, recherche pour l'une de ses unités fabricant des plaques de plâtre, située près de **Mulhouse**, un jeune ingénieur

Responsable Entretien Travaux Neufs

Sous l'autorité du Directeur de cette usine (100 personnes), vous aurez pour mission d'assurer la maintenance de l'ensemble de nos matériels, l'entretien et les travaux neufs du site. En relation permanente avec les services Fabrication et Qualité vous analyserez les opérations et programmes d'entretien en vue d'optimiser l'outil de production en termes de fiabilité, de performance et de sécurité. Au-delà des aspects classiques de nos installations à base d'automatismes, de mécanique et d'électromécanique, la production de vapeur est d'une particulière importance dans notre contexte. Dans le cadre d'un budget défini vous réaliserez l'ensemble des études et des investissements qui vous seront confiés. Vous animerez un service d'une vingtaine de personnes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un **ingénieur diplômé**, électromécanicien de préférence, ayant acquis au moins 3-4 années d'expérience de Chef de service Entretien, si possible dans une industrie de manutention de produit en processus continu. Compte tenu de l'importance de notre groupe, un candidat de valeur, disponible et mobile, peut être assuré d'une évolution de carrière à la mesure de ses compétences.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 418 M à :



j.l parichon

38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

JOURNES

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

offre à des

INGÉNIEURS

ou

MAITRES ÈS SCIENCES

Un début de carrière sanctionné par DEA ou DOCTORAT.

DANS SON DÉPARTEMENT DE CHIMIE/PHYSIQUE DES PROCESSUS INDUSTRIELS

Début : 1er octobre 1988.
Bourse annuelle : à partir de 77 000 F.

Envoyer c.v. à : ENSMSE, 158, cours Fauriel, 42023 Saint-Étienne Cedex (M. GUILHOT).

Société d'études, filiale d'un important groupe industriel international

recherche

Un ingénieur en électrotechnique industrielle

Un ingénieur en génie chimique
ayant au moins cinq ans d'expérience.

Leur mission :

- Etudes techniques et économiques concernant les **énergies et les procédés** dans tous secteurs industriels et tertiaire ;
- Etablissement d'avant-projets, de spécifications techniques, de dossiers d'appels d'offre ;
- Maîtrise d'œuvre, réalisation, mise en service, maintenance...

Expérience en électrothermie, dynamisme et initiative souhaités.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise ; déplacements en province.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et c.v.) à : Soretel, 33, quai de Dion-Bouton, 92814 Puteaux Cedex.

MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS

Rejoignez notre Trajectoire.

Relevez notre défi : partagez notre exigence de compétence, de professionnalisme, d'action et de réussite. Nous vous offrons le cadre de votre ambition.

PUISSANCE. Nous sommes un grand groupe de haute technologie, représentant dans le monde plus de 112.000 personnes et 13 milliards de $ de chiffre d'affaires, dans l'aéronautique civile et militaire, l'espace et l'informatique.

CONQUETE. Proposer des systèmes d'information spécialisés, efficaces et rentables, c'est la stratégie de McDonnell Douglas Information Systems. Nous sommes concepteurs, créateurs, industriels et ensembliers. Nous repoussons les frontières entre les industries des ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.

AMBITION. Aujourd'hui, nous réalisons plus d'1,3 milliard de $ de chiffre d'affaires avec plus de 12.000 personnes, dans le monde. En France, nous avons décidé d'être, d'ici à 1990, l'un des tout premiers fournisseurs de systèmes d'information dans les domaines de la Finance, de la Communication et de la Productique.

AVENTURE. Nous participons à cette grande aventure. Nous réussirons sur la nouvelle trajectoire tracée dans l'univers informatique, celle des systèmes d'information : aujourd'hui nous sommes 400... demain 1.000.

CONNAISSANCE FONCTIONNELLE
DEVELOPPEMENT D'APPLICATIONS
OUTILS
COMMUNICATIONS
MATERIELS

Nous sommes McDonnell Douglas

CONTESSE

MCDONNELL DOUGLAS Direction des Ressources Humaines 106, Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex



Nouveaux marchés, Nouvelles techniques... Le challenge des Nouveaux Métiers !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est intégrer une équipe qui gagne des marchés internationaux et prépare aux nouveaux métiers de la haute technologie.

C'est au présent participer à l'aventure du futur.

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, ENSEEIHT, SUP TELECOM...

Débutant ou ayant une première expérience, vous participerez à la conception et au développement de grands projets dans le cadre de programmes spatiaux et défense, dans des domaines variés : ÉLECTRONIQUE, AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE, TRAITEMENT D'IMAGES et TELECOMMUNICATIONS.

Si ce challenge vous attire, rejoignez-nous !

et adressez votre dossier de candidature (lettre + C.V.) à D.P.R.S. - Réf. IGE160288
MATRA - 3, avenue du Centre - Centre de Montigny - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex

PARFRANCE ANNONCES





Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge de la Direction Commerciale France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

JEUNES INFORMATICIENS BULL FERA DE VOUS DES PROS SUR UNIX

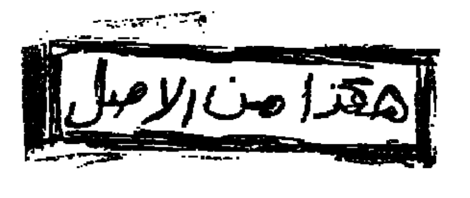
Futurs Ingénieurs Technico-Commerciaux (BAC + 4 min) avec option informatique, aujourd'hui, vous avez le souhait d'allier à votre sens du contact de réelles compétences techniques.

Dès votre arrivée, vous serez formé sur UNIX puis intégrerez une unité opérationnelle à Paris ou en Province. En collaboration avec les Ingénieurs Commerciaux, vous bâtirez des solutions performantes répondant aux besoins de nos clients (élaboration du cahier des charges, benchmarks, conseil aux utilisateurs...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 245 LM à Françoise Le Merrer - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cèdre - 3, av du Val-de-Fontenay - 94133 Fontenay-Sous-Bois Cedex.



JOURNES



هكذا من الأصل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Jeune ingénieur votre spécialité : l'électromécanique votre mission : la qualité

Philips Eclairage

Premier constructeur mondial dans le domaine de l'éclairage.
Nous disposons en France de 8 centres de production spécialisés dans les sources lumineuses (lampes compactes, fluorescentes, halogénes, á décharges). Philips produit également une large gamme d'appareils destinés à l'éclairage extérieur, intérieur, décoratif et architectural. Le centre industriel de **Nevers** (430 personnes) produit du matériel d'éclairage intérieur.
Jeune ingénieur électromécanicien vous serez chargé au sein de l'équipe qualité, de la mise au point des indicateurs et du suivi de la qualité tout au long du processus de fabrication.
Avec un fort esprit d'équipe et une bonne connaissance de l'anglais, vous possédez si possible une première expérience industrielle. Ce poste constitue une étape pour une évolution au sein du groupe.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Pierre Dutot, en précisant la réf. 5 Philips Eclairage, 204 Rond Point de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

« Philips en France, c'est 21,3 milliards de C.A., 29500 hommes et femmes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'innovation.
Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous ouvriront les portes de l'international dans toutes les sociétés de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique ».

PHILIPS

MEDIA-SYSTEM

Philips c'est déjà demain.

LAB

TECHNOLOGIES ET INSTALLATIONS POUR L'EPURATION DE L'AIR ET DES GAZ
Qualité des hommes et avance technologique nous ont ouvert le Japon, l'Amérique du Nord, la RFA, la Suisse, l'Autriche...
Nous nous développons rapidement dans les pays industriels les plus avancés (70 % export), par implantation directe ou par accords de coopération avec des partenaires étrangers de premier plan.

SOYEZ AU RENDEZ-VOUS DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Ingénieurs d'affaires
France - Europe - Japon - USA

Rattaché à votre Directeur géographique, vous assumez toutes les phases des affaires qui vous sont confiées, de l'appel d'offres à la réception définitive des installations.
Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience d'ingénierie incluant une compétence procédé dans un domaine proche.
A l'export, vous travaillez en anglais ou en allemand.
Pour la zone France, une bonne connaissance de l'une de ces langues est souhaitée.
Ces postes sont basés à Lyon, avec 30 % de déplacements environ.
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en rappelant la référence IAM, à LAB SA, Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient, 69431 Lyon cédex 03.

MEDIA-SYSTEM

---

ingénieurs antennes spatiales

ALCATEL ESPACE

***SPECIALISTES* des *TELECOMMUNICATIONS SPATIALES*,**
nous recrutons dans le cadre des grands projets spatiaux actuels, *auxquels nous sommes étroitement associés,*
3 INGENIEURS pour la Ligne de Produit ANTENNES.

Missions : dans le cadre des Avant-Projets, Projets ou Contrats d'ETUDES, vous collaborerez avec d'autres Ingénieurs Responsables de Produit du Service, pour la conception, l'étude, et la mise au point Radio-Electrique de **SYSTEMES d'ANTENNES de SATELLITES.**
De par votre connaissance de "l'état de l'art" dans le domaine des ANTENNES vous jouerez un rôle moteur, alliant créativité, et inventivité à une réelle motivation pour **la réalisation industrielle des différents programmes.**
Diplômés Grande Ecole ou Université, vous avez déjà **une expérience significative dans les HYPERFREQUENCES.**
Hommes, femmes de communication, vous souhaitez associer vos idées à celles des autres Ingénieurs de l'équipe. Vous êtes capables de mener de bout en bout les Projets et les Etudes, dans une "ambiance high tech". **Votre ANGLAIS est "fluent".**
Vous résiderez à TOULOUSE. Les déplacements sont fréquents.
Si ce challenge vous attire, merci de faire parvenir une lettre manuscrite avec CV détaillé (photo) et salaire souhaité, sous référence M 8021, à Cabinet LAUTREC LEPY * Division Recrutement * 35, rue des Couteliers. 31000 TOULOUSE. ***Réponse et totale discrétion assurées.***

marie-francoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise. Toulouse

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Paris

JEUNES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Cette société (2200 personnes), filiale d'un important groupe français est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement sur les marchés suivants :
ADMINISTRATION - INFORMATIQUE - TELEPHONE - ALARME - PROCESS INDUSTRIEL.
Au sein de la Direction Régionale Ile-de-France/Nord, les titulaires des postes bénéficient *d'une large autonomie sur le secteur ou le marché qui leur est confié. Ils ont les responsabilités suivantes :*
- Etablissement des propositions techniques et commerciales,
- Suivi et développement des ventes,
- Interface avec les services techniques, marketing et production.

Agés d'environ 28 ans, de formation technique supérieure, ils ont une expérience significative de la vente et de bonnes connaissances en anglais. Il existe en cas de réussite de nombreuses possibilités de carrière.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 19/431 AN à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Nous sommes un important groupe Français spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique.

DIVISION RALENTISSEURS TELMA

2 INGENIEURS RELATIONS TECHNIQUES ZONES EXPORT

- U.S.A., JAPON - ITALIE, ISRAEL

TELMA conçoit, fabrique et commercialise des ralentisseurs électromagnétiques pour *les véhicules industriels (camions, autocars, autobus) et réalise 58 % de son C.A. hors* de France.

Nos ambitions sur les marchés internationaux nous amènent à rechercher les interlocuteurs techniques des services Etudes et Après-vente des constructeurs de poids lourds américains, japonais et européens, ainsi que de nos filiales étrangères et de nos distributeurs.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation d'ingénieur mécanicien et une expérience similaire de 3 à 5 ans, *si possible dans le secteur automobile ou poids lourds.*

Ces postes exigent la pratique de l'Anglais et pour la seconde zone de l'Italien.

Les postes basés à CERGY-PONTOISE (95), nécessitent de nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à P.M. LABINAL *CH. LEFRANCOIS - Gestion des Cadres, Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 -* 78051 SAINT-QUENTIN YVELINES Cedex

CONTESSE

précision mécanique **labinal**



Ingénieurs «Marketing Applications»

Filiale du Groupe MATRA, *nous avons acquis une position de leader européen dans* le domaine des circuits intégrés CMOS. Afin d'optimiser notre action commerciale, nous avons crée *une structure Applications Marketing. Ce département a pour* vocation d'identifier, définir et réaliser l'implantation d'applications de nos produits, en particulier, dans le secteur de l'informatique et des télécommunications en Europe et aux Etats-Unis. Ce projet est en phase de démarrage et nous pouvons donc proposer différents niveaux de responsabilité selon votre expérience et vos talents. Ingénieur en électronique, vous avez une première expérience acquise dans les composants ou les équipements électroniques. Nous vous proposons une carrière évolutive et une ouverture internationale.
Merci d'adresser votre candidature sous réf.3099/M à notre conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 Paris

Critère





Ingénieur confirmé

pour développer son activité : Intégrateur/Installateur de Réseaux Locaux Industriels.

Cet Ingénieur assurera :
- la prospection,
- l'analyse des besoins,
- l'élaboration de l'offre,
- la réalisation.

Cet Ingénieur de formation Grande Ecole (ESE, MINES, CENTRALE, A et M) ayant 5 ans d'expérience environ sera bilingue «français/anglais» et devra posséder une double compétence :
- connaissance des applications (gestion temps réel, automatismes...).
- connaissance des techniques (micro-informatique, réseaux...).

Merci d'envoyer CV et prétentions sous référence 36339 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

PROCHE BANLIEUE OUEST-filiale commerciale d'un important groupe industriel (620 personnes-740 millions de C.A), nous sommes une société spécialisée dans la distribution de produits professionnels concernant l'automobile.
Prévoyant, dans le cadre d'une expansion rapide, l'évolution de notre système d'information (NCR 9500, 9400, micro-ordinateurs), *nous recrutons notre nouveau*

■ Responsable informatique

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, vous serez chargé *de l'élaboration* et de la mise en place du plan informatique.
A ce titre, vous serez l'interlocuteur *privilégié des utilisateurs pour* prévoir l'évolution des architectures (logicielles et matérielles).
Vous animerez et encadrerez les équipes études et exploitation (10 personnes) auxquelles vous transmettrez votre savoir faire technique et méthodologique.
De formation supérieure, vous possédez une expérience confirmée de Chef de Projet acquise sur un site comparable dans le milieu de la distribution. Vos qualités d'organisateur et d'homme de dialogue seront indispensables pour vous affirmer rapidement dans cette fonction.

Galienne de TOURNEMIRE vous remercie de lui adresser votre *dossier de candidature sous* la référence MGT/DI/RI à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.

ORDIS



ORDIS-CONSEIL EN RECRUTEMENT
13, rue Auber - 75009 Paris

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Jeune Ingénieur Informaticien
Banque privée Sud-Est

Environnement : IBM 43 XX, 120 terminaux. VM/VSE-CICS-COBOL

L'évolution du **monde bancaire**, de la technique et notre sens du progrès nous conduisent à renforcer notre équipe (10 personnes) en intégrant l'adjoint direct du Responsable Informatique.

Diplômé d'un Grande Ecole, vous possédez une première expérience professionnelle réussie (3 ans mini), dans la conduite de projets et pouvez prétendre à une rémunération de 220 000 F ou +.

Votre ouverture d'esprit, vos qualités relationnelles et votre compétence vous permettront de dynamiser notre équipe sans « l'étouffer ».

De façon autonome, dans le cadre du schéma directeur, vous étudierez, organiserez et optimiserez les systèmes d'information dans le souci permanent d'efficacité et de rigueur qui nous caractérise.

Vous reconnaissez-vous ?... Alors venez réussir avec nous !

Veuillez adresser votre dossier complet de candidature en précisant la réf. IM44, votre salaire actuel et vos prétentions à notre Conseil Patricia PERONA - Domaine des Bernardines - 10, rue Neuve Ste Catherine 13007 Marseille qui nous permettra d'établir nos premiers contacts.

patricia perona
conseil en recrutement

Pierre Lichau



3ip
Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique

Nous sommes spécialisés dans les méthodes de production de logiciels (génie logiciel) et dans l'automatisation des systèmes de production.

Nous intervenons dans les domaines de l'aéronautique, du spatial et de l'automobile.

Depuis plus de 3 ans nous avons choisi de travailler autour du langage **ADA**.

Nous développons pour nos clients et pour nos propres produits, des logiciels dans un environnement Digital/VMS, SUN/UNIX et IBM PC/MS DOS. Nous recrutons

INGENIEURS CONFIRMES
Grandes Ecoles

ayant une première expérience industrielle et connaissant :
- les langages **ADA**, C, PASCAL,
- les systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- les matériels DIGITAL, SUN, DATA GENERAL.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à 3 IP, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS

CURRICULUM



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS.
Un des leaders de l'Electronique professionnelle

Téléinformatique, transmissions et réseaux, optronique et aéronautique sont les domaines où nous avons fait la preuve de notre savoir-faire.

Nous poursuivons notre expansion et recherchons pour SERVICE LANCEMENT et SUIVI PRODUCTION DE NOTRE BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX :

Ingénieur Grande Ecole
SUPELEC - ENSERG - ISEP - ISEN...

Rattaché au Chef de Service, il animera à terme une équipe de 2 à 4 personnes dans les domaines suivants :
- Définition des matériels à lancer en fabrication (vidéocommunications, faisceaux hertziens, transmissions numériques)
- suivi de l'avancement en fabrication
- coordination des actions techniques : - assistance à la production - définition des modalités d'application des avis de changement au niveau fabrication et après-vente.

Notions d'informatique souhaitées (travail sur IBM-PC).

Lieu de travail : PARIS 13e.

Merci d'adresser CV, sous la référence IG à SAT Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel 75631 PARIS CEDEX 13.

Organisation et Publicité

L'univers électronique Philips

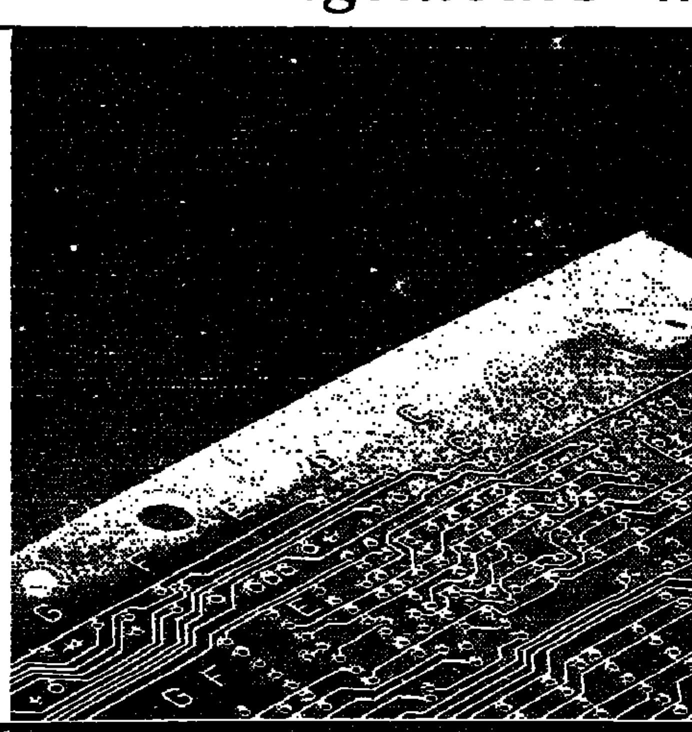
Univers électronique Philips : trois mots qui résument une vision d'avance sur l'électronique grand public et professionnelle.

Trois mots qui se traduisent par des produits de haute technologie : micro-électronique, systèmes de réception par satellite et Télévision Haute Définition, télématique, réseaux câblés de vidéo-communication, cartes à puce et monétique...

Trois mots qui signifient innover, concevoir, s'investir, s'épanouir dans un environnement international, gagner du temps sur l'avenir.

Ingénieurs électroniciens, Philips vous ouvre l'univers de l'électronique de demain. L'univers de votre réussite.





L'univers électronique Philips, c'est déjà demain.



Ingénieurs ; un univers d'opportunités

- *LEP : LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE*
- *CDLME : LAMPES ET MATERIEL D'ECLAIRAGE*
- *S.A.PHILIPS IC : APPAREILS MENAGERS*
- *RTIC : APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES. TELEMATIQUE INDIVIDUELLE ET DOMESTIQUE*
- *RTC-COMPELEC : COMPOSANTS ELECTRONIQUES*
- *S.A.PHILIPS IC : MATERIEL SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL*
- *MASSIOT PHILIPS : MEDICAL*
- *PORTENSEIGNE : SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET DE SECURITE*

ET AUSSI, DANS LE DOMAINE DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATIQUE, LES SOCIETES APPARENTEES DU GROUPE TRT, NOTAMMENT TRT.TL

Philips, Centre Information Recrutement. 50 avenue Montaigne, 75008 Paris.

MEDIA-SYSTEM



PHILIPS

L'INFORMATIQUE MICHELIN : LE MONDE



3 000 produits, 150 marchés, 80 technologies signifient gestion, organisation, communication. A l'aide de nos systèmes informatiques, des hommes, dans les usines, les agences commerciales, les centres de recherche dialoguent, échangent des données, gèrent des flux et optimisent les ressources du Groupe. L'Asie parle à l'Europe, l'Amérique à l'Asie.

Gestion de production, logistique, recherche opérationnelle, informatique système et *réseaux*. *Si ces métiers vous passionnent*, vous les approfondirez au contact de nos spécialistes. Si les responsabilités vous attirent, nos projets seront les vôtres.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence LM/15, à MICHELIN Service du Personnel Didier MIRATON 63040 CLERMONT FERRAND Cedex.

MEDIA PA

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...

Le futur se maîtrise



ORGANIMAR est la société française qui offre le plus grand éventail de compétences et de services dans le domaine des réseaux de communications d'entreprise. *Positionnée sur le segment le plus actif du monde informatique,* l'entreprise connaît une croissance très supérieure à celle de son marché, ce qui lui confère une vocation de leader.

Tout nouveau mode de communication est pour ORGANIMAR l'occasion de démarrer le domaine d'activité correspondant.

Après Paris, Lyon et Marseille, ORGANIMAR ouvre de nouvelles agences en France, et à l'étranger. Ce sont autant d'opportunités de postes à larges responsabilités pour de jeunes ingénieurs prêts à relever les défis conjugués de la technique, du management et de la performance.



PARIS
46, rue Pasteur. 92150 Suresnes
Tél. 42.04.00.00

MARSEILLE
1 A, rue Cougit. 13343
Tél. 91.50.73.50

LYON
87, rue Bataille. 69008
Tél. 78.00.18.55

ARCindustrie
AUTOMATISME ET INFORMATIQUE

SSII à taille humaine spécialisée dans l'automatisation d'usines
recherche de

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

2 à 7 ans d'expérience, expérimentés ou très motivés pour développement dans un de ces secteurs :
- TEMPS REEL sur MICROS IBM (DOS et OS/2)
- LANGAGE C sous UNIX, INFORMIX
- RESEAUX LOCAUX INDUSTRIELS
- AUTOMATES PROGRAMMABLES
- VISIONIQUE

Autonomie, ouverture d'esprit et capacité d'analyse sont des qualités appréciées que nous savons rémunérer.

Merci d'adresser dossier de candidature
(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à
Mademoiselle P. PISANO - ARC INDUSTRIE
118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
(réponse et confidentialité assurées).

Pierre Lichau

INSTRUMENTATION D'ANALYSE CHIMIQUE : ASSOCIEZ VOS SUCCES AUX NOTRES.

Au premier rang mondial dans les domaines de l'instrumentation et de la mesure, *HP accroît le développement de ses activités* en instrumentation d'analyse chimique. Nous vous proposons de participer au succès de nos produits - spectrométrie de masse, spectrophotométrie, chromatographie en phase liquide et gazeuse, systèmes d'automatisation et de gestion de laboratoire... - en rejoignant notre équipe de vente performante et motivée.

Ingénieurs technico-commerciaux

La responsabilité d'un secteur géographique vous permettra de mettre à profit votre expérience de la négociation et votre détermination à conclure des affaires importantes, auprès d'une clientèle de laboratoires: santé agro-alimentaire chimie, pétrole...
De formation ingénieur en chimie, vous avez acquis une première expérience en instrumentation analytique et en informatique ou robotique.
La connaissance de l'anglais est nécessaire pour pouvoir évoluer dans l'environnement motivant d'HP.
Deux postes à pourvoir rapidement à Lyon et à Paris.
Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions, sous réf. IC/AC/7 M, à Monique d'HAUTEFEUILLE, HEWLETT-PACKARD France, Parc d'Activité du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE
3 300 PERSONNES
3 USINES
4,5 MILLIARDS DE C.A.
3e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE

TOUJOURS AVEC VOUS





Le spécialiste mondial de l'équipement automobile



Partageons :

OBJECTIFS CLAIRS

Vous définirez vos propres challenges en connaissant clairement nos objectifs de croissance, de développement international et de rentabilité.

MOYENS PUISSANTS

Nous investissons : près de 1,5 milliard de francs en 1987 consacrés à la recherche, au développement de nos produits, aux technologies et moyens de production ; plus de 100 recrutements d'ingénieurs et cadres en 1987 ; doublement en 1988 du budget formation.

GOUT DU SUCCES

Nous aimons et savons reconnaître performances, qualité et succès.

Jeune diplômé(e) d'une grande école ou de l'université, écrivez à la Direction des Affaires Sociales

64 Avenue de la Grande Armée  75848 PARIS Cedex

PUBLICITÉ ANNONCES

Lorsque la finance et l'informatique se rencontrent...



Installée au cœur de la cité financière, la ***CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES***, organisme *bancaire* et financier du Groupe des Banques Populaires (28 000 personnes), accroît ses activités en s'appuyant sur une politique de développement informatique ambitieuse.

JEUNES INGENIEURS

débutants, vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce, la **CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES** vous offre des possibilités de carrières passionnantes au sein de la Fonction Organisation et Informatique (200 personnes) et de son *Service Etudes.*
Disposant de moyens informatiques puissants, IBM 3084, IBM 3090, L4G, d'un réseau de télétraitement et plus d'un millier de terminaux :
- vous serez intégrés au grand projet chargé de l'organisation et de l'informatique du **Département Financier** de la CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES, notre **système "DEFI"** permettant la transmission immédiate des ordres de bourse, Sicav, ... et la gestion de plus de 500.000 comptes titres.

En relation directe avec les Banques Populaires du Groupe et les autres banques utilisant notre système DEFI, vous serez chargés du suivi et du développement de ce produit ;
- vous recevrez une formation bancaire et informatique qui vous permettra d'évoluer vers une carrière informatique ou bancaire au sein de notre Groupe.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence CT/BP/2 M. — **centi profile** — à Claire Tamalet, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

Conseil en Recrutement Informatique



Paris

ANALYSTES

Une Société d'assurances recherche pour son service "Etudes informatiques" (25 personnes), des analystes **sachant dialoguer** avec les utilisateurs.

Ils seront chargés de l'analyse fonctionnelle des projets, tout en restant proches de la réalisation. **La priorité de la fonction est donnée aux rapports avec les utilisateurs** et la gestion. Ils seront, par *ailleurs, amenés à travailler à la mise en place d'une méthode de* développement.

Nous souhaitons rencontrer, pour ces postes, des informaticiens possédant quelques années d'expérience dans le domaine des assurances et maîtrisant bien les règles de gestion et le langage propres à cette profession. De formation supérieure (gestion de préférence), ils connaîtront une méthode de développement sans en être dépendants. *Leur expérience, leur personnalité,* leur ouverture d'esprit et leur esprit d'équipe seront les critères déterminant notre choix. Le salaire sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et *rémunération actuelle sous référence M 55/2607 A à :*

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS.

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

GROUPE INTERNATIONAL, *pour l'une de ses divisions* Industrielles (150 M. de US $; 12 Unités implantées dans 9 pays) recherche :

JEUNE RESPONSABLE ETUDES ELECTRONIQUES

Il sera chargé d'animer et de développer une équipe (5 ingénieurs et Techniciens) ainsi que ses moyens matériels (calculateurs HP 64000 etc...) afin d'assurer la réussite d'un programme d'études portant sur la conception et le développement d'appareillages électroniques requérant *l'utilisation de circuits analogiques et numériques,* multiprocesseurs et langages de programmation évolués... etc. A la fois Manager et Chef de Projet, il gèrera un budget d'exploitation et d'investissement, assurera l'interface avec les méthodes et la production, soutiendra le marketing et aura de nombreuses relations à l'extérieur *impliquant notamment des déplacements* à l'Etranger. Agé de 30 ans environ, diplômé ENSEEIHT, ENSERG, SUP ELEC, INSA... etc, le candidat retenu possèdera 3 à 6 années d'expérience en Laboratoire d'Etudes Electroniques et en Télématique. Parlant couramment l'anglais, il devra présenter des qualités d'animateur, de créateur, d'homme de contact, et d'organisateur. Nombreuses et intéressantes possibilités d'évolution dans ce Groupe de réputation mondiale. *Ce poste est basé dans la proche banlieue ouest parisienne.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 108/M à

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué 75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

LA BIOLOGIE DE POINTE EN ACTION

TRANSIA, filiale de puissants groupes industriels et financiers développe pour *l'agro-alimentaire* des *tests de détection* des contaminants biologiques.
La société connaît actuellement un fort développement en Europe.
Pour rechercher notre équipe de haut niveau, nous recherchons :

☞ **CHEF DE PRODUITS confirmé - 28 ans**

Rattaché au directeur général, vous serez chargé au niveau Européen du plan marketing, en particulier dans le domaine de la Communication.
Vous êtes de formation scientifique (Agro, ENSIAA, Pharmacien...+IAE ou équivalent) et vous avez une première expérience de Chef de produits acquise dans une société très axée sur les techniques Marketing (en particulier dans les biens de grande consommation). Vous parlez couramment l'anglais et êtes prêt à voyager.
Ecrivez-nous en joignant votre CV et une photo.
TRANSIA 8, rue St Jean de Dieu 69007 LYON

TRANSIA
We make biotechnology friendlier

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ... Les Ingénieurs ...



Terminaux et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5% depuis 6 ans, IER recherche

un ingénieur d'études électronicien

Quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouvelles gammes de produits basés sur des technologies d'impression non-impact et des techniques de lecture et encodage magnétiques.

Connaissances appréciées matériel et logiciel de la famille des micro processeurs INTEL ainsi que des systèmes de développement HP. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite, sous référence LM/ET803, Service du Personnel, IER - 12 rue de Sébastopol - 92400 Courbevoie

---

INGENIEURS MATIERES PLASTIQUES

support technique en clientèle

BASF, un grand groupe international de l'industrie chimique

N° 1 de la chimie en Europe, nous élaborons et proposons à l'industrie de transformation des matières plastiques des produits toujours plus performants ainsi qu'une assistance technique de premier plan. Notre développement nous conduit à recruter aujourd'hui des Ingénieurs confirmés.

Fort de votre formation Ingénieur Mécanicien ou plasturgiste, vous possédez quelques années d'expérience dans la transformation des matières plastiques, et aspirez à mieux exprimer vos compétences techniques, votre goût des contacts humains et votre sens des responsabilités.

Spécialiste Injection — Réf. KT188

Vous serez chargé au sein d'une équipe de spécialistes, du développement de nos produits auprès de l'industrie *automobile : constructeurs, équipementiers, sous-traitants...*

Spécialiste Extrusion — Réf. KP 288

Au sein de notre équipe d'hommes produits, vous appuierez l'action de nos commerciaux et assisterez nos clients (emballage souple et rigide, tubes, cableries...) dans l'application de nos produits (polyoléfines).

Vous entretiendrez dans le cadre de vos fonctions des relations étroites avec les centres de recherche et d'application de notre maison mère.

La pratique de la langue allemande est indispensable.

Ces postes sont basés à Levallois mais impliquent néanmoins de fréquents déplacements sur le territoire national.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à :

BASF France - Service Recrutement
140, rue Jules Guesde - 92303 LEVALLOIS PERRET

BASF



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Ministère de l'Education nationale

recherche

POUR SA DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

UN INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

En tant que chef de projet il assurera la responsabilité de l'implantation du logiciel de comptabilité budgétaire du ministère (base de données IDSII sur Bull DPS7).

Intégré au département de l'innovation et des technologies nouvelles, il participera par ailleurs aux missions de ce service qui est chargé de coordonner les actions de modernisation informatique de la direction générale des finances.

PROFIL :

- Ecole d'ingénieurs ou de gestion, diplôme 3e cycle ;
- Quelques années d'expérience comme chef de projets de gestion sur gros systèmes ;
- Connaissance de la micro-informatique souhaitable.

LIEU DE TRAVAIL : 110, rue de Grenelle.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions au :

Ministère de l'Education nationale/DGF,
Département de l'innovation et des technologies nouvelles,
110, rue de Grenelle, 75005 PARIS.
Tél. : (1)-45-50-14-01.

Challenge européen pour le n°1 de la productique en France.

Renault Automation (1800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) est la première société française a proposer une approche globale de l'entreprise et à maîtriser l'ensemble des produits, systèmes et technologies qui interviennent dans la chaîne productique (transitique, informatique industrielle, CFAO, robotique, assemblage, mesure tridimensionnelle...).

Dans le cadre de son expansion européenne, Renault Automation recherche pour sa Direction TECHNIQUES AVANCÉES ET TRANSITIQUE

DES CONSULTANTS
Concepteurs-organisateurs

Mission : • identifier et mettre en forme les besoins exprimés par nos clients (industries manufacturières), • définir les principes d'organisation industrielle correspondant aux objectifs à atteindre, • élaborer les plans directeurs de modernisation afin d'améliorer les moyens de production et les systèmes de gestion.

Profil : Ingénieur Grandes Ecoles, votre compétence dans le domaine de la production ou de l'assemblage a été valorisée au sein d'un cabinet conseil ou d'une grande entreprise industrielle en tant qu'ingénieur de conception (gestion des flux physiques et des flux d'informations).

DES CHEFS DE PROJETS
Réalisateurs

Mission : • réaliser des projets industriels intégrant : . la logistique de production et de distribution, . l'informatique industrielle, . les automatismes, • diriger une équipe pluridisciplinaire, • gérer les coûts et les délais, • assurer les relations avec les clients.

Profil : Ingénieur Grandes Ecoles, vous avez dirigé des projets dans une société d'ingénierie ou dans le département ingénierie d'une grande société industrielle.

Adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle s/référence 88.05 en précisant l'intitulé du poste choisi à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION - Centre Parly II, BP 70, 78152 LE CHESNAY Cedex (les postes sont basés à l'Ouest de Paris).

RENAULT Automation

FLUTEC Informatique de Process

Dans le créneau très porteur de la télégestion et du contrôle de process, nous avons en France une position de leader. Nous exportons notre savoir faire dans 62 pays. Notre approche globale des projets et des produits nous permet d'apporter des solutions complètes et originales à nos clients. Nous *recherchons pour notre département informatique industrielle un*

Ingénieur d'affaires

Vous aurez l'entière responsabilité de la gestion de vos affaires tant au point de vue commercial que technique. De l'élaboration des projets et devis jusqu'à la mise en route en passant par la négociation, la constitution des équipes, les études, le suivi des réalisations, des marges, de la trésorerie... Votre mission est très complète et donc très motivante...

28 ans environ, ingénieur, votre expérience réussie de conduite de projets en informatique industrielle, votre capacité à proposer des solutions efficaces, votre rigueur dans la gestion de coûts et de délais, votre goût pour animer une équipe et votre sens commercial vous feront réussir à ce poste basé en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre, CV, photo sous référence 1124 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES
Membre de Syntec

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26 000 personnes, dont 3400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Groupe SNECMA

Diplômés Grandes Ecoles ou Universités,

vous débutez ou avez acquis une première expérience.

Vous vous passionnez pour les technologies les plus avancées en matériaux et mécaniques.

Vous avez le goût de l'animation et le sens des hommes.

Rejoignez nos **UNITES DE PRODUCTION** à Gennevilliers (92), Corbeil (91) ou Melun Villaroche (77) au sein de secteurs méthodes, gestion de production ou fabrication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. JB10 avec vos prétentions à SNECMA, Département Encadrement, 2, Bld Victor, PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

A. GARBARINI S.A.

Constructeur Français leader de la régulation électronique du trafic urbain et routier
recherche pour renforcer son impact technique

TECHNICIENS-ELECTRONICIENS

ayant connaissances informatiques et télécommunications.

Titulaires BTS ou DUT pour :

- assistance technique,
- services de maintenance,
- contrôle mise au point d'appareils,
- courts déplacements.

Nous offrons :

- une formation,
- une situation stable et d'avenir,
- des possibilités de promotions,
- des appointements intéressants.

Ecrire ou se présenter : A. GARBARINI S.A.
48-54, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

CIE AERIENNE

Directeur technique

Base Orly

Compagnie aérienne en très forte expansion, nous créons le poste de Directeur Technique Base Orly, rattaché à la Direction Technique du Groupe. Mission : responsabilité de la maintenance d'exploitation d'une flotte d'une douzaine d'avions gros porteurs longs et moyens courriers modernes. Encadrement d'une soixantaine de *techniciens en piste et dans le hangar. Profil : Ingénieur ENSAE ou officier* ingénieur de l'Ecole de l'Air, bilingue anglais, ayant une très forte expérience de la mise en ligne d'avions de transport. Les responsabilités lourdes et prenantes du poste conviennent à un meneur d'hommes, proche du terrain, mordu de l'aviation.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé, sous réf. 23784/M Marie José FOURNIAT, Sélé CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE cédex.

sélé CEGOS

Membre de Syntec

SIEMENS

Notre **DIVISION MEDICALE** recherche

un(e) jeune physicien

ayant des connaissances en résonnance magnétique, spectrométrie et/ou imagerie.

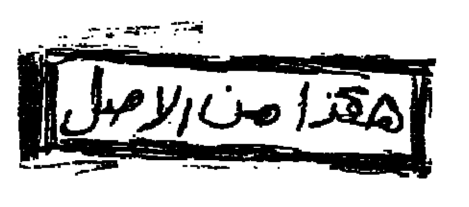
La pratique de l'anglais ou de l'allemand est exigée.

Ce poste basé à ST-DENIS, nécessite des déplacements dans toute la France.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier complet avec C.V. détaillé, sous la **référence 2324/M** à :

Département du personnel
B.P. 122 - 93204 ST-DENIS cedex 01

Siemens S.A.





SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



VOS RENDEZ-VOUS AVEC MERLIN GERIN

à l'ère de l'électricité intelligente, ce qui bouge beaucoup... :

les nouvelles technologies.

La réponse globale que nous apportons à nos clients comprend des systèmes mêlant l'électrotechnique à l'électronique de puissance ainsi que l'électronique de commande. Nous recherchons des ingénieurs :

INFORMATICIENS, vous évoluerez dans un environnement VAX/VMS, et maîtrisez les langages évolués (C, ADA...). Ingénieurs logiciels, systèmes ou réseaux, des postes sont à pourvoir comme **chefs de projet** (réf. FLA 45) ou **ingénieur développement logiciel** (réf. FLA 46).

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES en automatisme et informatique industrielle (réf. FLA 47), vous conduirez des affaires pour le contrôle de processus industriels (connaissance des automates programmables, calculateurs PDP-VAX, systèmes à microprocesseurs, instrumentation...).

ELECTRONICIENS, vous évoluerez dans les domaines de l'électronique de puissance, électronique analogique, électronique numérique, asservissement, microprocesseurs, comme **ingénieurs d'applications ou responsables de projet** (réf. FLA 48).

des ingénieurs commerciaux qui gagnent !

Leurs compétences techniques et leur exceptionnelle implication commerciale sont la clef de notre réussite sur le marché intérieur. Nos ingénieurs commerciaux prennent en permanence le parti du client. Nous vous proposons de les rejoindre (toutes régions).
Confirmés (réf. FLA 49), vous gérerez une clientèle diversifiée dans les domaines des appareillages et équipement électriques (HT, MT, BT) ainsi que les systèmes d'automatismes.
Débutants (réf. FLA 50), vous assurerez la promotion de nos produits interfaces d'alimentation et produits de basse tension.

la gestion

La multinationalisation du groupe requiert des contrôleurs de gestion à haut professionnalisme en gestion et en finance, assorti d'une forte culture internationale.
Que vous voyez confirmés (réf. FLA 51) ou débutants (réf. FLA 52), vous assisterez les responsables opérationnels, participerez à l'optimisation des outils et méthodes de gestion, assurerez le contrôle de gestion au sein de nos filiales.

AM, ECP, ENSEEIHT, ENSERG, ENSIMAG, ENSTA, IEG, SUPELEC, TELECOM...
HEC, ESSEC, ESCP, GRANDES ECOLES D'INGENIEURS + INSEAD, ISA, MBA,
depuis un mois, vous avez rendez-vous avec MERLIN GERIN.
En progression constante, notre groupe offre en effet des opportunités de carrières en nombre croissant pour des ingénieurs et cadres débutants ou confirmés (anglais indispensable). Notre volonté de vous faire évoluer par la suite sera à la mesure de vos compétences bien sûr, mais aussi de vos capacités à prendre des responsabilités, des initiatives et dans votre aptitude à entraîner une équipe.

Managers d'aujourd'hui et de demain, merci d'adresser votre candidature, sous référence correspondante, au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres, MERLIN GERIN, 38050 Grenoble Cedex.

la maîtrise de l'énergie électrique







Le Groupe **CIPEL** (2 000 personnes, 1,5 MMF de CA) conçoit, produit et commercialise des piles électriques et des appareils d'éclairage grand public.
Fortement implantes en Europe au travers de nos filiales et marques puissantes (MAZDA, WONDER), leader sur le marché français, nous nous diversifions et développons notre Division Appareils.

DIRIGER ET GÉRER LA PRODUCTION D'UN CENTRE INDUSTRIEL
en Normandie (1 heure de Paris)

Voilà la mission que nous voulons vous confier, dans toutes ses dimensions opérationnelles: fabrication, maintenance, achats, appros, ordonnancement, packaging. Rattaché au Directeur de l'Unité, vous dirigerez plusieurs services (230 personnes) et disposerez d'outils de gestion performants.
En plus de l'opérationnel quotidien, vous saurez proposer et conduire les évolutions technologiques nécessaires pour le court et moyen termes.
Vous avez environ 30 - 36 ans, une formation d'ingénieur (ENSAM, INSA, IDN...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire concernant des fabrications de grande serie. Vous avez des connaissances solides en mécanique et électricite, vous pratiquez l'anglais. Vous avez si possible une expérience des métiers de l'emboutissage et de l'injection plastique.
Vous faites preuve de qualités d'organisateur et d'animateur, nécessaires pour participer activement à notre dynamique Projet d'Entreprise, Groupes de Progrès, Formation.
Le développement du Groupe et ses projets en France et en Europe offrent de réelles perspectives de carrière à un ingénieur veritablement entrepreneur.

Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 4700, a notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entiere discrétion.

20, rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

AD'COM.



TEMPS REEL

CHEFS DE PROJETS

Nos clients sont de grandes sociétés renommées dans les secteurs de techniques avancées.

Ingénieurs Chefs de Projets, vous prendrez en charge des applications dans les domaines de la simulation et des systèmes temps réel distribués.
Vous en assurerez la réussite d'après l'étude et la conception jusqu'à la constitution et l'encadrement des équipes de réalisation.
Vous avez déjà une expérience de la fonction et du dynamisme : nous pouvons vous offrir immédiatement des opportunités motivantes sur PARIS ou en région parisienne.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence 333/A
315 bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex
ou de téléphoner au 49 11 73 31

SYSECA SELECTION

SAINT-GOBAIN SGAO

Société de Conseil en techniques nouvelles, appuyée sur l'expérience acquise dans le Groupe SAINT-GOBAIN, se donne les moyens de son développement et recrute des

CONSULTANTS SENIORS en CFAO MECANIQUE

Ingénieur diplômé (AM, CENTRALE, MINES, ...)

- possédant une **expérience industrielle** de 5 années au minimum et la connaissance d'un **système CFAO haut de gamme.**
- Disposant de réelles **qualités de contact**, il sera capable de vendre ses compétences en assistant les entreprises dans leurs projets CFAO.

Basé à LA DEFENSE, le poste implique des déplacements de courte durée en FRANCE et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prét.) à S.G.A.O. — Madame MICHEL, LES MIROIRS, Cédex 27 92096 PARIS LA DEFENSE.

SAINT-GOBAIN

PUBLIVAL

Tioxide FRANCE

Filiale du TIOXIDE GROUP PLC
1er producteur Européen de Pigments d'Oxyde de Titane

NOUS AVONS DES ATOUTS

NOUS VENONS D'AUGMENTER
notre capacité de production
NOUS AVONS UN PROJET D'ENTREPRISE
* Qualité
* Modernisation
* Performance

NOTRE DEVELOPPEMENT PASSE PAR :
* La compétence
* La créativité
* La communication
* La participation

IL NOUS MANQUE CES CARTES

Service FABRICATION
- INGENIEURS CHIMISTES
. Responsable d'atelier (environ 50 p.)
. Procédé continu et automatisé

Service DEVELOPPEMENT SOCIAL
- DIPLOME SCIENCES HUMAINES
. Méthodologie travail de groupe
. Animation
. Suivi des formations

Service INFORMATIQUE
TECHNICIEN INFORMATIQUE
. Micro informatique
. Réseau UNISYS B 26
. Systèmes UNISYS A1 - A9
. Infocentre

Débutant(es) ou 2 à 3 ans d'expérience A VOUS DE JOUER
Direction des Relations Humaines
TIOXIDE France - 1, rue des Garennes
BP 89 62102 CALAIS CEDEX

Tioxide est membre de
GAGNANTS
Le Club des Entreprises qui font réussir le Nord-Pas-de-Calais

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef département électromécanique

Midi-Pyrénées



Cette société (200 millions de francs de chiffre d'affaires, 180 personnes) filiale du groupe Compagnie Générale de Géophysique, dispose d'un rayonnement international dans la fabrication d'appareillages et engins de prospection géophysique. Elle recherche un ingénieur développement et fabrication qui prendra à terme la responsabilité complète de son département électromécanique. Il animera un ensemble d'ateliers de fabrication (60 personnes) et participera activement à la définition des produits. De formation ingénieur *électrotechnicien, il devra se prévaloir* d'une expérience d'au moins 5 ans à une fonction développement et/ou fabrication dans un secteur d'activité proche. Des connaissances en technique de mesures par capteurs et une bonne maîtrise de l'anglais constitueront des atouts supplémentaires. Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence A/T7218M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

2 Bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune ingénieur commercial

France et export

Rhône-Alpes - Cette PMI, bien positionnée sur le marché national, fabrique et commercialise des biens d'équipements sophistiqués destinés à une clientèle industrielle diversifiée. Elle recherche un jeune ingénieur qui, rattaché à la direction générale, aura pour mission la mise en œuvre de la stratégie commerciale et l'élargissement de la clientèle, notamment en dehors des frontières. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur (AM, INSA, ENSI, ENI...) débutant ou possédant une première expérience de vente de biens d'équipements industriels acquise, soit au sein d'un groupe important, soit dans une PMI performante. Ses qualités commerciales et relationnelles seront décisives et lui permettront d'évoluer. L'anglais courant est indispensable, la connaissance de l'allemand sera un plus. La rémunération, motivante, sera liée au profil du candidat retenu. Ecrire à J.C. GERARD en précisant la référence A/3975M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LE GROUPEMENT INFORMATIQUE DE L'AUDIOVISUEL
(120 MF de chiffre d'affaires - 200 personnes)
recherche dans son environnement technique
IBM 3090 - MVS -, BULL DPS8, NOMAD II, APL/ADI et IBM PC

RESPONSABLE INFOCENTRE

PROFIL : ingénieur ou formation universitaire possédant 5 ans d'expérience en informatique dans un environnement grand système ainsi qu'une expérience en infocentre.

MISSION :
- développement de l'actuelle activité Infocentre,
- recherche et acquisition de nouveaux produits (site central et micro),
- mise en place de nouvelles applications et promotion auprès des utilisateurs,
- mise en place d'actions de formation,
- relation avec les autres directions internes du groupement,
- encadrement d'une équipe d'environ 5 personnes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature
(lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) s/réf. PI/GIAR à
EUROPE INFORMATIQUE SELECTION
12, rue Godot de Mauroy - 75009 PARIS.



Pierre Lichau

un organisateur bancaire rodé aux technologies nouvelles

La SOREFI PICARDIE, jeune établissement financier à Amiens (80), gère les ressources et assure le refinancement des activités des Caisses d'Epargne de la région : Aisne, Oise, Somme, soit 200 agences et 1 000 collaborateurs. Elle joue à plein son rôle de conseil et de moteur du développement avec son plan d'action stratégique régional et confie des projets ambitieux à son équipe "Technologies Nouvelles".

Aux côtés du Directeur Organisation Technique, venez concevoir, proposer et coordonner l'ensemble de ces projets (télématique, infocentre, bureautique...) en animant une équipe jeune et compétente.

Ingénieur, diplômé d'école supérieure de commerce ou d'université, vous avez acquis en 5 ans minimum une bonne connaissance de la banque et de ses mécanismes en conduisant des missions d'organisation liées à l'informatique et maîtrisez les outils de communication et d'aide à la décision.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN
vous remercie de lui écrire (réf. 5193 LM)
à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs commerciaux et chef de vente circuits hybrides

Paris Sud

Spécialisée dans la conception, la fabrication et la distribution de circuits hybrides, notre société, filiale d'un groupe industriel international, renforce aujourd'hui sa Direction Commerciale. Nous avons plusieurs postes à vous proposer en fonction de votre expérience et de vos souhaits. En voici les principales caractéristiques : identifier et développer de nouveaux contrats, suivre des affaires en cours, manager une équipe. Nos produits sont essentiellement destinés aux systèmes électroniques complets, des équipementiers et des administrations militaires, domaines d'où vous devez impérativement venir. Ingénieur ou technicien de formation, vous y avez acquis une solide expérience dans la fonction Achat, Commerciale ou Technique. Nous étudierons avec vous les différentes possibilités d'intégration et d'évolution au sein de notre société.
Merci d'adresser votre candidature sous référence A.142.88/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.

LEVI-TOURNAY/ASKOM



REJOIGNEZ FRANCE TELECOM !

Bleu Publicité

Jeunes ingénieurs
informatique, électronique

Jeunes diplômé(e)s
écoles de commerce
universités (3e cycle)

Changez de dimension : rejoignez France Télécom !
Un concours
vous est ouvert les 25 et 26 Avril 1988

Conditions de participation :
- Nationalité française
- 30 ans maximum au 01/01/88

clôture des inscriptions le 23 Mars 1988



Prenez un avenir d'avance en appelant le
NUMERO VERT 05 21 11 11
APPEL GRATUIT



Groupe Pharmaceutique Français
en développement - 500 MF de CA
Leader en France et de dimension internationale
Spécialiste en imagerie diagnostique
800 personnes dont 120 en Recherche.

Dans le cadre de son expansion, recrute son

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT ANALYTIQUE

Pharmacien ou *ingénieur chimiste*, vous avez par la suite développé vos compétences en **chimie analytique.**

Vous désirez valoriser une première expérience industrielle d'au moins 5 ans dans l'animation d'une équipe de Recherche Analytique.

Vous assurerez la mise au point et la validation des méthodes analytiques pour nos nouveaux produits. Vous en aurez ainsi une connaissance approfondie que vous intégrerez dans nos dossiers pharmaceutiques (France et Export).

Vous **animerez votre équipe** et développerez ses compétences. Vous aurez une large autonomie dans la détermination et l'optimisation des moyens de votre service.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo à :
GUERBET - Etablissement d'AULNAY
BP N° 15 - 93601 AULNAY SOUS BOIS Cedex (sous réf. AU-DB 0388).

GTI SOFTWARE, SSII filiale du Groupe GTI spécialisée dans l'étude et le développement de solutions informatiques destinées au monde bancaire et financier, recherche

DIRECTEUR DES ETUDES ET DU DEVELOPPEMENT

LOGICIELS BANCAIRES ET FINANCIERS

Agé de 35 ans environ, de formation Grande Ecole ou 3ème cycle, vous souhaitez valoriser votre expérience significative de la conception et de la conduite de projets informatiques dans le domaine des marchés financiers. La connaissance de l'environnement TANDEM sera un atout important.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous aurez pour mission de conduire la mise en place des moyens humains, méthodologiques et techniques requis par les objectifs et la stratégie définis conjointement avec la Direction Générale et la Direction Commerciale.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. DDEV à

GTI SOFTWARE
Service du Recrutement
32, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS

L'informatique en action — GTI SOFTWARE

aum.

Important Groupe industriel spécialisé dans les emballages industriels et de pièces aéronautiques, nous recherchons dans le cadre du développement de notre service informatique un

JEUNE CHEF DE PROJET

A 25 ans environ, de formation universitaire (MIAGE), vous avez une première expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

Aujourd'hui, vous souhaitez prendre des responsabilités accrues et évolutives au sein d'une Société en pleine expansion.

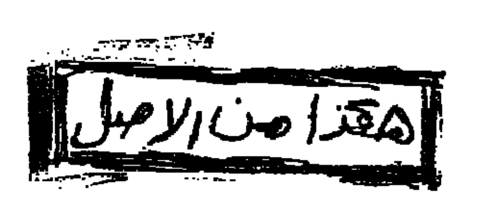
Nous vous proposons de prendre en charge le développement de l'ensemble des applications liées à la gestion. A partir de l'existant, vous devrez concevoir, proposer et mettre en œuvre de nouveaux projets informatiques.

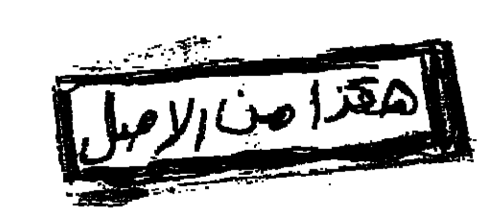
Pour mener à bien cette mission d'envergure, vous êtes créatif et concret et vous possédez un réel talent relationnel.

Pour ce poste basé en Touraine à proximité d'une ville universitaire importante (2 heures de Paris), vous aurez, si possible, une connaissance du monde PICK.

Si vous êtes intéressé et si vous privilégiez le contact avec les utilisateurs, adressez votre dossier de candidature, s/réf. 5294/LM, à

MEDIA PA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque régionale du Sud de la Loire – et à taille humaine recherche son

RESPONSABLE DU CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION DOTÉ DE GROS SYSTÈMES

Mission : • Animer et gérer l'ensemble des moyens matériels et logiciels afin de fournir aux services, agences et clients, les meilleurs résultats dans le respect des délais impartis.
• Dans ce cadre, il aura la responsabilité :
– de la préparation-contrôle et conditionnement,
– des méthodes et procédures,
– de l'Infocentre et du réseau d'agences,
– de l'animation d'une équipe de 30 personnes.

Profil : • Formation supérieure souhaitée.
• Expérience de cinq ans exigée dans un poste similaire.

Les candidats intéressés adresseront leur candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence 3989 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois 75002 Paris.

COMMUNICO



1ERE SOCIETE FRANÇAISE D'ETUDES DE MARCHES
(proximité ST GERMAIN EN LAYE)

recherche pour son département

• PANEL DE CONSOMMATEURS

CHARGES DE CLIENTELE H/F

Débutants ou ayant quelques années d'expérience en études de marchés, diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC, IEP, Sciences Eco., Agro, avec formation marketing complémentaire...).

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à SECODIP
Direction des Relations Humaines
B.P. 3 - 78241 CHAMBOURCY Cedex

Organisation et Publicité

Importante entreprise du secteur tertiaire
PARIS-8e

Chiffre d'affaires : 2,2 milliards
410 personnes, grand système IBM

recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

Directement rattaché à la direction générale avec responsabilité hiérarchique sur plus de 300 personnes, il devra :

- définir les objectifs, étudier et planifier les actions pour :
  - consolider et développer les opérations de gestion administrative à l'aide des technologies modernes,
  - lancer de nouveaux produits d'assurance collective ;
- développer le système d'information.

De préférence diplômé grande école (mathématiques, informatique et gestion), il aura une expérience réussie d'une dizaine d'années.

La rémunération ne sera pas inférieure à 400 KF/an.

Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions s/nº 8311,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Un important groupe national recherche pour une SOCIETE D'AMENAGEMENT recente en forte expansion située dans une grande ville du SUD-EST.

Deux chargés d'opération

L'un de formation supérieure prendra en charge les opérations d'aménagement, l'autre conduira plus spécialement des opérations importantes de super structures et sera de formation ingénieur (ESTP - INA...) avec une expérience confirmée dans ce domaine.

Pour ces deux postes, la pratique des procédures d'urbanisme et celle des montages financiers sont nécessaires.

Envoyer CV, lettre manuscrite, prétentions, sous réf. 27.6.23/M, à *Média System*, 6-8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Droit sur la Communication...

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (5 000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A.), nous sommes présents sur tous les grands marchés : RADIOTELEPHONIE (Grands réseaux systèmes et terminaux), COMMUTATION PRIVEE (systèmes complexes voix et données) et TELEMATIQUE (terminaux télématiques, systèmes bureautiques). Nous recherchons (H/F)

Juriste d'Entreprise
Spécialisé en Droit des Sociétés et Fiscalité

Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe (fusions, acquisitions, prises de participations en France et à l'étranger).

Votre domaine d'intervention comprendra également le respect de la législation des affaires dans toutes les activités du Groupe et le règlement des litiges.

De formation supérieure juridique en Droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un service similaire en entreprise ou en cabinet. Anglais nécessaire.

De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 32005/LM à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

NORD-OUEST

Nous sommes une importante organisation régionale et une grande entreprise de service

NOTRE ENJEU	NOTRE MISSION
développer activement un secteur formation important : formation continue, enseignement supérieur et technologie.	promouvoir les compétences et adapter les qualifications et les méthodes aux besoins du marché.

Nous recherchons notre

DIRECTEUR DE LA FORMATION

Reportant directement auprès du Directeur Général, il sera le patron de l'ensemble de son secteur d'activité et participera aux Comités de Direction Générale.

Homme d'entreprise, à la fois stratège et meneur d'hommes, vos études supérieures (Grande Ecole, Université...) se conjuguent avec votre connaissance du monde de la formation.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre + CV. + photo et prétentions) sous référence 780.01 à l'Agence Havas - 136, avenue Charles de Gaulle 92522 Neuilly qui transmettra à notre Conseil (confidentialité assurée).

COMMUNICO

Société Internationale
Leader Mondial dans son domaine d'activité

RECHERCHE

pour sa Division
Manutention Continue,
Equipements pour Mines et Carrières
(FRANCE + EXPORT)

DIRECTEUR COMMERCIAL

Homme de caractère, à très fort tempérament commercial.
Ingénieur de formation, il aura nécessairement une expérience du secteur.

Anglais et allemand souhaités.
Poste basé en région parisienne.

Ecrire sous nº 8479,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

SOCIETE D'ETUDES DE MARCHE ET D'INGENIERIE CONSEIL

recherche pour renforcer son département

DEVELOPPEMENT FINANCIER

• DIRECTEURS D'ETUDES
• CHARGES D'ETUDES

de formation ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC, IEP ou équivalent

Anglais, Allemand ou Espagnol courants souhaités.

Ils seront intégrés à une équipe intervenant dans les secteurs de la banque et de l'assurance en France et dans l'espace européen.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence MD7/7021 en précisant le poste qui vous intéresse à AXIAL, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

Jeune Banque d'Affaires en plein développement
recherche son

Directeur d'exploitation

Rattaché à la Direction Générale, il aura les responsabilités suivantes :
- diriger le service des engagements (mise en place et suivi des concours haut et bas de bilan, prises de participation...)
- superviser les opérations bancaires
- concevoir et développer de nouveaux services dans les PME clientes de la Banque, avec lesquelles il entretiendra des relations de partenariat.

Il participera au Comité de Direction.
A 30-40 ans, après une solide formation supérieure (BAC + 4 minimum) et bancaire (CESB apprécié) le candidat aura acquis une expérience similaire de quelques années.

Envoyer CV, lettre + photo et prétentions à F. Malbezin
ISEF FORMATION, 6, rue Léo Delibes 75116 PARIS

LEM-TOURNAY/ASSCOM

Consultant qualité
Nantes

Nous sommes un Organisme Patronal de Conseil et de Formation. Nous développons nos actions auprès d'entreprises qui expriment des besoins variés. Ceci amène une expansion de nos domaines d'intervention. Dans ce cadre, nous recherchons notre Consultant Qualité. Ce poste convient à un homme de contact qui possède une solide expérience de la fonction.
Chargé de faire les diagnostics, de rédiger les recommandations, de mettre en œuvre les plans d'action et de formation, il doit s'intégrer naturellement à des niveaux divers. Pour permettre un premier contact dans la confidentialité, nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil André PLESSY, sous réf. 6305/B, à CAPFOR - B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

MEDIA BA

Filiale d'un grand GROUPE Français, nous avons un nom prestigieux, dans le secteur de l'Ingénierie et du BTP. Notre implantation est internationale (45 pays). Nous recherchons pour notre Siège, à 30-45 minutes à l'Ouest de Paris, notre Responsable

Administratif et juridique international
Bilingue Anglais - Espagnol souhaité, 300.000 F+

Sous l'autorité du Secrétaire Général, vous aurez un double champ d'action : au Siège, vous contrôlerez et animerez les services administratif et juridique, comprenant en particulier les assurances. Sur le terrain, notamment à l'Etranger, vous mènerez des actions au profit de la direction des opérations : accords et prises de participation, règlements des litiges et contentieux, participation à la négociation et rédaction des contrats internationaux. Ce poste peut vous convenir si, après votre diplôme en Droit International, vous êtes devenu en 10-15 ans un véritable professionnel des affaires et si vous avez acquis les "réflexes" et la culture juridique qui vous permettent d'intervenir en toute autonomie et efficacité. Vous acceptez les déplacements ; la connaissance du BTP serait un atout.

Adresser votre dossier (CV détaillé, lettre man. motivée, sal. act.et tél. pers.) sous la réf. 461 M à



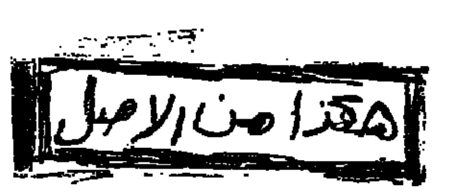
Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 42 65 38 39

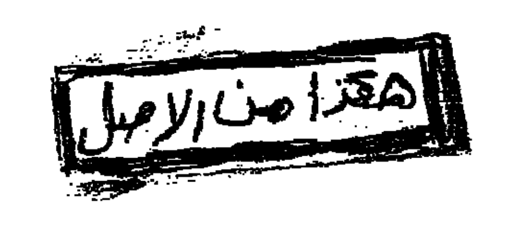
MARSEILLE

Chef de Service Transport Distribution Physique

Une importante société agro-alimentaire à vocation nationale recherche dans le cadre de son développement son Chef de Service Transport Distribution Physique.
Collaborateur direct du Directeur Logistique :
- *Il participera à la définition de la politique transport sur les flux amont (douane maritime en particulier).*
- *Il assurera l'exploitation de la distribution physique métropole et participera aux études d'optimisation.*
- *Il veillera enfin particulièrement au respect des coûts et de la qualité de service.*

Homme d'expérience (5 années dans un poste similaire) et de formation BAC + 4, il maîtrisera les techniques douanes et transports maritimes, et démontrera une bonne connaissance du monde de la distribution physique agro-alimentaire.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 90246, à MEDIA-SYSTEM, 44 Bd Longchamp, 13001 MARSEILLE, qui transmettra.





Le Monde CADRES

TRÈS URGENT
Recherchons traducteurs expérimentés, équipés T.T. *Logiciels* MS Word ou Wordstar 3.4, toutes langues communautaires. Adr. C.V. et prét., ligne (60 cl. page (30 l). E.I.E.C., 2, rue de l'Eperon, 75006 PARIS.

ORG. DE DVPT SOCIAL recherche
COORDONNATEUR SOCIAL
STRASBOURG
pour quart. HLM réhabilité. B. exp. travx soc., form. sup. Env. C.V. + lettre à ALFA, 73, av. Paul-Doumer, 75116 PARIS.

Vill. Vac. Oleron
recrute
Pâques à fin septembre :

– RESP. ANIMATION
sports et soirées. Conf. 180, exp. en V. Vac. exigée.

– PERSONNEL DE CUISINE ET BAR

– ANIMATEUR VOILE
B.E. et C.A.E.V. + permis bateau.

– ANIMATEURS
enf. ados BAFA + exp.

Ecrire avec C.V. à :
V.V. C.A.E.S. du C.N.R.S.
La Vieille Perrotine.
17310 St-Pierre-d'Oleron.

ENTREPRISE
SECTEUR MÉCANIQUE
Paris N.-E., *effect.* 100
RECHERCHE
diplôme Bac/BTS mécanique, *connaissances tournage* ou rectification. notions C.N. et expérience chef d'équipe souhaitées.
Env. C.V. détaillé, photo, prétentions
CORAI
B.P. 13. 75013 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES
pour
Ingénieur Système IBM *sous* : VM/CMS.
Applications :
logiciels de base.
logiciels scientifiques et techniques.
Débutant accepté.

Ingénieurs de développement d'applications de gestion
IBM MVS CICS DL1
IBM VM/CMS L4G.
Débutants ou expérience.

C.V. + prétentions à : S.D.I.
Tour Gallieni I.
78-80, *avenue* Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

PROMOTEUR RECHERCHE
JURISTE H./F.
polyv., 5 a. exp. immob. *exig., procéd., rédac.,* conv. Adr. c.v., prét., s/nº 325 LEVI TOURNAY. 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2ᵉ.

SOCIÉTÉ IGER recrute pour renforcer son service ÉTUDES un
INGÉNIEUR AGRONOME DÉBUTANT
Spécialisation statistiques. Nous adresser lettre man. + *c.v. + photo + prétent.* à IGER, 9, rue Eugène-Flachat, 75017 PARIS.

Sté rech. pr conserverie en AFR. NOIRE FRANCOPH. un
CHEF D'EXPLOITATION
Le candidat devra justifier *d'une solide expérience* du jus de fruit, la connaissance des normes des groupements d'achats et de l'exportation ainsi que du matériel d'origine italienne.

Adr. lettre man. + c.v. avec photo et prétentions sous *réf.* 4 085 à L.T. ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle Paris-2ᵉ, qui transmettra.

Le directeur de la formation d'un établissement public quartier Étoile recherche pour le seconder
UN CADRE DE HAUT NIVEAU
qui effectuera des missions d'études de conseil, d'informations et de représentation et assurera des publications. *De formation générale juridique* ou économique supérieure, le candidat, 35 ans environ sera un homme de communication ayant le goût de la rédaction, de l'animation et de l'organisation.
Familier de l'enseignement technologique et professionnel, il possédera également une expérience de la formation en milieu industriel.
Poste stable 37 h 30,
13ᵉ mois,
restaurant d'entreprise.
Adresser toutes candidatures, avec c.v., photo et prét. *en précisant sur l'enveloppe* la réf. 31 087 BLEU, 17, rue Lebel,
94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

Dans le cadre
de son *développement*
Société recherche
pour assister
le Comité de gérance
son(sa) Secrétaire administratif(ve)
Ecrire sous le nº 8481 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

L'ADIL de l'Oise constituée en février 1988
RECRUTE

a) UN DIRECTEUR
titulaire d'une maîtrise de droit *privé* et d'un DESS de droit *privé* ou de niveau équivalent, ayant une expérience au moins dans le domaine de l'habitat.
Ce poste est également *offert aux fonctionnaires* de catégorie A de niveau équivalent.
Il encadrera et sera assisté de deux conseillers juristes *et d'une secrétaire. Il aura* également à exercer (à temps partiel) des fonctions de conseil. Ayant au moins une expérience professionnelle dans le domaine de l'habitat, il possèdera de solides connaissances des *problèmes liés au logement* ainsi que des institutions intervenant dans ce domaine.
Rémunération mensuelle *négociable.*

b) 2 CONSEILLERS JURISTES
titulaires d'une maîtrise de droit privé et d'un DESS de droit privé ou de niveau équivalent.

POSTES A BEAUVAIS.

Adr. dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. et photo) au Pdt du Conseil *Général* de l'Oise, 1, rue de la Préfecture, 60009 BEAUVAIS CEDEX. *Avant le 15 avril 1988.*

Organisme de formation
Melun recherche
FORMATEUR(TRICE)
pour encadrer stage insertion *jeunes 16-25 ans.*
Env. C.V. à U. PRO. MI 77
96, av. Charles-Monier,
77240 CESSON.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE SERVICES
RECRUTE
SECRÉTAIRES
EXPÉRIMENTÉES
● pratique courante de la sténo-dactylo.
● grande aisance téléphonique.
● *initiative, esprit d'équipe indispensables.*
LIEU DE TRAVAIL :
ALMA RIVE GAUCHE
LIGNE C R.E.R.
Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE PRESSE, Service du Personnel, *7, rue de Monttessuy*, 75332 PARIS CEDEX 07. Tél. : 45-55-91-71.

Sté d'architecture
PARIS
RECHERCHE
POUR SON DIRIGEANT
ASSISTANTE
Vous avez une longue expérience, un bon niveau génér*al et une connaissance du* milieu architectural. De bonnes notions traitement texte. Les candidatures (lettres manuscrite, c.v., photo). *sont à adresser à* :
SAREA
28, rue Barbet-de-Jouy,
75007 PARIS
Mᵐᵉ M.-C. BUGUET.

Cours privé
recrute
PROFESSEURS
hist.-géo., fr., qualifiés, CAPES, agrégation.
Exp. et jury bac.
Tél. : 43-36-48-00.

Ag. spécialisée dans *la* conception de magazines d'entreprise, cherche à renforcer son équipe de JOURNALISTES-PIGISTES.
Envoyer c.v. Pôle Sud
54, r. Danjou 92100 Boulogne.

Agce d'urbanisme
cherche
SOCIO-ÉCONOMISTE
Exp. 3 à 5 a. dans observatoire *urbain*, et *études* pluridisciplinaires projets de quartiers et/ou Chartres de développement.
Disponibilité immédiate.
Adresser lettre et c.v. à :
Monsieur le Directeur de L'AUTB, 8, rue de Mulhouse, 90000 Belfort.

P.S.I.
Photon Science Instruments Société Leader dans le domaine optoélectronique (fibres optiques) et électrooptique (lasers) recrute H. ou F.
INGÉNIEUR TECHNICO CCIAL
Il aura rapidement la responsabilité des lignes de produits concernées par :
– sous-systèmes optiques,
– détection et radiométrie,
– traitement de faisceaux.
Ce poste demande des com*pétences scientifiques en* optique indiscutables, mais peut convenir à un ingénieur débutant.
ANGLAIS INDISPENSABLE.
Env. C.V., photo et prétent. à P.S.I., 65-67, av. Jean-Jaurès, 91120 PALAISEAU.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
● INGENIEURS toutes spécialisations
● CADRES *administratifs, commerciaux*
● JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F. – 33 ans, polyglotte, 10 ans exp. milieu international et de développement *édition, traduction et documentation.*
CHERCHE emploi haut niveau chez éditeur littérature, sciences humaines ou naturelles, art. (BCO/CR 1156.)

J.F. – 30 ans, trilingue chinois anglais. Diplômé langues O. + commerce international CPEI (bac + 4). 5 ans exp. en Chine populaire dont 3 au service commercial de l'ambassade de France à Pékin.
RECHERCHE poste chargée d'études dans services extérieurs, organisme public ou privé dans domaine commercial ou culturel. (BCO/JV 1157.)

CHEF DU PERSONNEL. – 42 ans, 20 ans exp. dans tous les aspects de la fonction.
RECHERCHE poste dans Paris ou RP. Disponible très rapidement. (BCO/BD 1158.)

DOCUMENTALISTE. – F. 28 ans. Ecole de bibliothécaires-documentalistes de Paris, CAFB, documentation juridique 5 ans exp. prof. création. Centre de documentation, gestion de fichiers informatisés, traitement de textes.
RECHERCHE poste documentaliste ou bibliothécaire tous types d'entreprises tous secteurs région de l'Yonne. (BCO/DR 1159.)

JEUNE CHERCHEUR EN BIOLOGIE. – Doctorat 3ᵉ cycle + 1 année post-doctorale.
CHERCHE *poste dans laboratoire public ou privé de la région parisienne,* domaine biologie cellulaire et moléculaire, immunologie. (CAD.IV/MRR 1160.)

Le marché turc vous intéresse mais il vous paraît complexe. Voulez-vous élaborer une stratégie export, suivre le développement de votre action, négocier de grands contrats, vous faire les relations nécessaires. Engagez alors un spécialiste confirmé, trilingue turc-français-anglais. Formation supérieure, sens des responsabilités et de la rigueur, motivé personnellement. Libre pour déplacements. (BCO/CR 1161.)

SECRÉTAIRE DE DIRECTION. – Bilingue français-anglais. Pratique d'un secrétariat classique de haut niveau acquis, aussi bien en multinationale qu'en PME. Exp. de réunions internationales et rédaction du compte rendu. Traductions techniques. Grande disponibilité, sens des contacts.
RECHERCHE poste basé à Paris. (CAD.IV/EJ 1162.)

CADRE FINANCIER. – 43 ans, diplômé 3ᵉ cycle option finance, DESS science politique. 6 ans exp. prof. en finance, *élaboration, suivi et* contrôle budgétaire. Etudes financières.
CHERCHE poste de contrôleur *budgétaire* dans établissement public industriel et commercial ou poste directeur adjoint financier dans *PME/PMI. Paris, région parisienne.* (BCO/MAB 1163.)

CADRE COMMERCIAL. – 50 ans. Exp. terrain et animation équipe services ou distribution. Prospection et suivi clients. Références entreprises.
RECHERCHE poste à responsabilités Paris/R.P. tous secteurs *d'activité.* *(BCO/MS 1164.)*

INGÉNIEUR ENSEA + CNAM + ESE. – 42 ans. Anglais 15 ans pratique high tech. Exp. gestion centre de profit électronique « concept systeme » Informatique log. Appl. HP 1000 Atlas Fortran doc. Technique normes civiles, militaires, Audit négociation, devis. Bien introduit milieu industriel de pointe.
PROPOSE collaboration à sté désirant créer ou développer centre de profit service technique. Paris/Sud-Ouest. *(BCO/JCB 1165.)*

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER. – Secrétaire général ESC, anglais. 45 ans. Exp. procédures export, montages *financements, création, suivi filiales, élaboration, mise en place* procédures. Habitude, autonomie, dynamique.
RECHERCHE responsabilités gestion Paris ou province, secteur indifférent. (BCO/JV 1166.)

EFFICACE ET DISPONIBLE. – Maîtrise de droit fiscal des affaires. Jeune femme répondra à toutes propositions de poste dans cabinet ou service juridique et/ou fiscaux. (BCO/JV 1167.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

CHEF B.E. spécialiste *conception de systèmes,* protection électronique, rech. emploi similaire *dans* sté en expansion. Merci d'appeler au 48-23-48-59.

PROFESSIONNEL DE LA FORMATION
H. 44 ans, maîtr. *sociologie* et économie + DEA Sc. de l'éducation, 15 *ans d'exp.,* formation d'adultes, étudiants et jeunes, conseil contrats d'étude, FAF, actuellement chargé de mission bassin d'emploi, ch. poste ou temps partiel, entreprise, centre de forma*tion, société de conseil, FAF,* ASFO.
Ecrire sous le nº 8477 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

RESPONSABLE PUBLICITÉ
Formation supérieure.
Anglais et allemand *courants.*
Expérience agence et annonceurs : ingénierie nucléaire, informatique, électronique... *Cherche poste similaire* englobant rel. presse, publicité, rel. publiques. Paris et banlieue Sud.
Ecrire sous le nº 8478 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

INFORMATICIEN AUTOMATICIEN
Expérimenté minis, micros, conception, avant-vente et *après-vente, anglais* courant, ch. poste secteur de pointe. Tél. : 47-25-21-57.

Commercial, 34 a., exp. *bancaires et financières,* italien courant, rech. ts postes à respons. ds secteur marketing, développem., gestion. M. Mercier, 40-67-91-17.

H. 35 a., ING. BREVETS (électron.), doct. phys. matériaux, *spécial. bases* données brevets et scientifiques, exp. micro-informat., ch. poste en province.
Ecrire sous le nº 8466
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

CONCEPTEUR RÉALISATEUR VIDÉO
ch. temps part. ou complet. Tél. : 40-13-05-41.

J.F. 25 ans, DESS commerce extérieur (3ᵉ cycle uni.), trilingue (allem., angl.) ch. premier emploi motivant *dans une entreprise export.*
Ecrire sous le nº 8481
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

INGÉNIEURS Mines, 34 a., exp. mines, forage, poste de resp. occup. pays de l'Est et Afrique, ch. situat. stable en *France, domaine technique* et commercial.
Ecrire sous le nº 8480
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

J.H. bac, bilingue anglais, cherche
emploi de bureau,
aide comptable.
Tél. : 47-98-26-39.

Dame 56 ans, cherche place dame de compagnie
chez personne âgée valide,
Mᵐᵉ JEANROY, ORMES,
54700 HAROUÉ

CHEF B.E. spécialiste conception de systèmes protection électronique, rech. *emploi similaire dans sté en* expansion. Merci d'appeler au 48-23-48-59.

F. 37 ans, études sup. lettres exp. enseignement et journalisme, ch. emploi secrétaire de rédaction ou communication.
Tél. : 45-06-40-78.

capitaux propositions commerciales

Pour achat propriété en groupement foncier français
RECH. PARTENAIRES
préf. prof. libérale.
5 M.F. + participation dans société exploitation. Avantages fiscaux importants.
Ecrire M. TAISNE,
3, rue Dʳ-Mairesse,
02100 SAINT-QUENTIN.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Vends très belle 505 GTI 84, 76.000 km. 45.000 F. Tél. travail : 64-93-81-50 ; *domicile* : 69-06-25-23 après 20 h.

Collab. Renault vend
R21 NEVADA GTS
1988, bleu orage, inter. bleu *velours. Options :* galerie, peinture métallisée vernie, Pack nº 1.
Libre début avril.
4.000 km. Prix 77.800 F.
Tél. : 48-89-63-47 le soir jusqu'à 21 heures.

RENAULT 5 GT tur., gr. N, *prête à cour.,* 12 000 km, mot. nf 1000 km, nom. opt. et acc., 12 roues montées (TB15-20 et slicks), le tout 60 000 F à débattre.
Téléphone : 60-20-16-28.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4ᵉ arrdt

PLACE DES VOSGES
Imm. XVIIᵉ siècle.
ORIGINAL DUPLEX.
110 *m²* + parking, *calme.*
3.400.000 F. 43-38-33-62.

16ᵉ arrdt

QUAI DE SEINE
DBLE SÉJ. + CHBRE, 2 bains, 7ᵉ ét., asc., balc. 2.050.000. 46-33-25-46.

32, R. LAURISTON,
appts neufs 2 et 3 p.
de 25 000 à 27 000 F le m²,
s pl. : 14-18 h, merc. et vend.
OFFICES Service, 47-55-07-14.

17ᵉ arrdt

PALAIS CONGRÈS
BEAU SÉJOUR + CHBRE SUR VERDURE, SOLEIL. 1.200.000 F. 46-33-25-46.

18ᵉ arrdt

3 P. CFT. 525.000 F.
Mᵒ SIMPLON, imm. 1958, chauffage central. *IMMO* MARCADET, 42-52-01-82.

78-Yvelines

CHATOU 3' RER
Imm. pierre-de-t. 1976, gd appt 6 P. s/terrasse. Dernier ét., asc., 2 s.-de-bns. Luxe, décor. 2 box, cave. Px : 3 200 000 F. Vis. sam., dim. 14-17 h. 30-71-36.16.

Vends, cause départ, Verneuil-sur-Seine, ds. parc boisé, F4, 85 m² (1ᵉʳ ét.). *État neuf. Très bien situé.*
Prix intéressant.
Commerçants, grandes surf.
5 minutes de la gare.
20 min. gare Saint-Lazare. *Park. cave. Base de loisirs :* plage, voile, pêche, équitat. Téléphone. : 39-65-64-11. Après 18 heures.

94 Val-de-Marne

ST-MAUR LE PARC
600 *m* RER, 3-4 p., tt *cft,* cave, park. en s/sol. 680.000 F. U.I.U. - 45-38-65-68.

Fontenay-sous-Bois, (94). *Particulier vend 2 p., 44 m²,* 4ᵉ et dern. éta., calme, soleil, tt. cft. bon état, prox. bois. RER, tous commerces.
Prix 350 000 F.
Tél. : 48-77-05-30 ap. 20 h.

Vds F4 à Vitry mairie, 9ᵉ ét., très ensoleillé, + cave + park. ext. Proche école. *commerce et transport.*
Prix : 420.000 F.
Tél. 46-80-36-87 ap. 20 h.

95- Val-d'Oise

VILLIERS-LE-BEL
Appt. F4 dans parc, séj. db., s.-d.-b., w.-c., cuis. équip. *rust., park. + box. Calme,* verdure, tous commerces, école, transp. à prox. RER.
Prix 375 000 F
Tél. 39-90-89-97 (apr. 19 h)

Province

COMBOURG (35)
Petite résidence calme, studio 35 m², ensoleillé, confort, chauffage individuel, libre, cave, parking, près gare, tous commerces.
Tél. : 16 (1) 39-68-88-80.

VENDS APPTS DANS DOMAINE DE PRESTIGE AVEC ACCÈS GOLF, *TENNIS, PISCINE, ETC.*
A 1 HEURE DE PARIS.
TÉL. VERT 05-21-11-44.

NICE – CESSOLES
pptaire vend studio tout *confort* 22 *m²,* refait neuf, soleil, cuisine, salle de bains, balcon, faibles charges. Prix *intéressant.* Sur place de 10 h à 18 h.
Samedi 12-3 *et dim.* 13-3,
10, avenue Fanny,
2ᵉ étage
ou Tél. (16) 93-88-30-05 le soir Mᵐᵉ DOMENI.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec *ou sans travaux.* PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

J. FEUILLADE 54, av. La *Motte-Picquet,* Paris-15ᵉ, rech. pour clientèle sélectionnée APPTS et IMM. ts prix, ttes surf. Paris-6ᵉ, 7ᵉ, 15ᵉ, 16ᵉ. Tél. 45-66-00-75.

EMBASSY SERVICE
recherche achat
APPARTS HAUT DE GAMME
et HOTELS PARTICULIERS
PARIS RÉSIDENTIEL
TÉL. : (1) 45-62-16-40.

IMMO MARCADET
rech. urgent ttes surfaces *même à rénover. Paris* ou portes. Tél. : 42-52-01-82.

GROUPE DORESSAY
RECHERCHE ACHAT PARIS RÉSIDENTIEL APPARTS *HAUT DE GAMME* ET HOTEL PARTICULIER.
Tél. : 45-48-43-84.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
ENTRE PARTICULIERS
Très gd choix locations.
HESTIA
Paris-15ᵉ . . . 43-06-09-10
Paris-2ᵉ 42-96-58-46

ÉCOLE MILITAIRE
6 p., parfait état, 6ᵉ ét. + *belle* chbre de personnel.
19.000 F + ch.
EUROPA, 47-05-24-10.

PIED SACRÉ-CŒUR
avec vue, bel imm. 1ᵉʳ ét., asc., GD 2 P., tt conft. *4.500 F. 42-33-12-52.*

---

2 P., cuis., bains, parfait état 2 600 + 800 F ch., chff. compr. Vis. s./pl. mercredi 16 de 14 h à 16 h, 18, *r.* des Marguettes, 4ᵉ ét. ss asc., porte gauche. SEGECO 45-22-89-82.

Région parisienne

LA VARENNE, dans rési*dence de stand.,* studio 4ᵉ ét. avec park. et cave.
2.100 F + 250 F ch.
Libre de suite.
POG - 45-87-71-00.

Mᵒ CHARENTON ÉCOLES de résid. de stand., studio 31 m² avec park. et cave, 2 920 F + 180 F chges. *POG : 45-87-71-00.*

CHENNEVIÈRES, de petite résidence calme de stand.
Beau 5 P., 119 m², 2ᵉ ét. av. box, 5 950 F c.c.
Beau 4 P., 89 m², 2ᵉ ét. av. box 4 440 F c.c.
libres de suite.
POG : 45-87-71-00.

CHAMPIGNY, résidence standing, libres de suite
3 P. 72 m² : 4 000 F cc.
Chbres 16 m² : 1 450 F cc.
s'adresser gardienne
15, RUE ALBERT-VINÇON.

locations non meublées demandes

Région parisienne

FRESNES dans résidence de stand. beau 2 P., 5ᵉ ét., libre de suite 3 200 F ch. comp. 42-37-95-67 de 14 à 19 h.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés.
Démarches et tous serv.
Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1ᵉʳ, 8ᵉ, 9ᵉ, 12ᵉ ou 15ᵉ. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + burx neufs.
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Chps-Elysées 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

DOMICILIATIONS
Forum des Halles - Bureaux
Constitution de sociétés
Télex - Secrétariat.
ACCESS - 40-26-16-12.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION CCIALE 8ᵉ BURX, SECRÉT., *TÉLEX.* TÉLÉCOPIE, TRAIT. TEXTES.
AGECO 42-94-95-28.

fonds de commerce

Ventes

Vends fonds jeannerie, marque Leader, 200 m², 20 km sud Paris, chiffre d'affaires 1.800.000. Loyer 6.000 F. Prix cession bail 20 unités.
Urgent cause santé.
Tél. : 64-30-58-47.

villas

CORSE : *INVESTISSEZ au* soleil : St-Florent, lotis. résident., ds un endroit calme et ensol., b. villas de 120 m² avec chem., terrasses, pis*cine privée*, s/terr. viabilisés, boisés et plantés, de 1 500 à 2 600 m², arrosage automatique, entret. prox. plage, loisirs, aéroport, comm. Px à *part. de* 1 217 000 F. Rens. CORSIDAN, BP 94, 20217. (95) 30-10-08-95-39-04-52.

VENDS VILLA TYPE 5
3 kms de la mer
10 kms Montpellier
6 *kms Palavas-les-Flots*
Ville 5 000 h. Ts commerces. Salon-séjour, 4 chambres, tt confort. Garage, jard. d'agrément
580 000 francs
M. Bouladou
Villa l'Hacienda, nº 15
Les Sauzes, Villeneuve-les-Maguelonnes 34 750. Tél. : (67) 69-48-69 (HR).

fermettes

ST-ZACHARIE (Var)
Belle *propriété, 300 m²* s/7.500 m² terrain, piscine, dépend., tr. bel prestat.
Prix : 1.700.000 F.
Ag. Tél. : 91-87-05-99.

LE PERREUX résidentiel 1.600 m² terrain paysagé. BELLE RÉCEPT., JARDIN D'HIVER, 6 CHAMBRES. AG. RAOUL - 48-83-06-07.

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00
8, rue La Boétie, particulierisera votre dossier viager. Estimation gratuite. 49 ans *d'expérience. Garantie finan*cière. Prix : 3.000.000 F.

16ᵉ MICHEL-ANGE
stud. 138 000 + 1 600 fms 81 a. ; studio loué loi 48, loyer perçu par l'acq. Viagers F. Cruz 42-66-19-00.

maisons individuelles

MANTES-LA-JOLIE
(pr.), belle ppté, liv., 6 ch., 3 bains, impecc., parc 3.200 m², *rare.* 1.000.000. Tél. : 48-05-58-70.

VAUCRESSON
Très résident., RAVISSANTE MAISON, 3 récept., 5 ch., *gd jardin + serre.*
DORESSAY : 45-48-43-84.

pavillons

A vendre, rue Fernand-*Taveno, Le Mans, 3 km gare* et centre-ville, maison sur terrain 1 500 *m²*, 5 p. + cuisine, lingerie, cave, garage, salle de bains, w.-c., haut et bas, arbres fruitiers, jardin paysagé. 600 000 F. Tél. : 43-24-63-68.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT BIJOUX OR
Brillants pierres précieuses
PERRONO OPÉRA
Boulevard des Italiens,
4, *Chaussée-d'Antin.*
Ventes, occasions, échanges.

Bibliothèque

BIBLIOTHÈQUE ACAJOU SCRIBAN
Largeur 2,50 m. hauteur 2,40 m. 30.000 *F à débat.*
Tél. h.b. : 16 27-78-69-06.

Cours

COURS D'ARABE
MODERNE
2 ou 4 sem./mois. Cours du soir 2×2 h. 30/sem. Inscr. *imméd. AFAC,* 42-82-82-62.

Pêche et chasse

Seul adjudicataire depuis 22 ans du même lot de chasse, forêt des Vosges du *Nord, cherche un partenaire* sérieux. Tél. : 88-53-34-01.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Cherche location mois août à *Houlgate* (Calvados), studio avec sleeping ou 2 pièces. Bien exposé. Max. 3.500 F. *Tél. apr. 18 h 43-45-65-74.*

A louer à Mouthe (Jura) toute l'année appart. tt conft 2 à 8 pers. Prix intéress. *M. Jouffroy Simon, 18, rue* Beaupasquier. 25240 MOUTHE. Tél. : 81-69-25-94.

JURA
3 h 30 par TGV, près station *Métabief* (ski alpin). Part. loue grand studio tt cft 4 pers. sur piste de fond. Tél. pour *périodes disponibles* et conditions.
Tél. : 16 (81) 49-00-72.

Sur les collines de Vallauris
VUE SUR LA MER
A louer vacances au mois et à la semaine.
Au r.-d.-c. grand 2 pièces, cuisine. Parking voitures.
Confort et calme.
Pouvant loger 4 personnes et 2 enfants.
Prix abordable.
Renseignements :
Tél. : (16) 93-64-10-29.
M. CARON.

ASSOCIATIONS

Appels

A LA RENCONTRE DU TIERS-MONDE
Minitel 3616 Micro*Exotel

PARTAGE DE LOCAL
Association de loisirs
nautiques cherche autre
association 1901
pour partage local 25 m²
en journée dans *Paris* (17ᵉ).
Appeler : Antoine Carlier
Tél. : 49-04-04-29
ou 42-94-89-02 le soir.

Conférence

LIGUE CONTRE LA FUMÉE DU TABAC EN PUBLIC. *Conf.-débat,* J. Tostain, président ligue : interdire fumer sur lieux de travail, réglementairement, démocratiquement, *c'est possible ! Jeudi 24 mars,* 16-20 h, salon « travailler, vivre autrement », 30, quai Austerlitz (13ᵉ). Info 24/24.
Tél. : (1) 30-24-86-94.

FORUM 104
SOIRÉE-DÉBAT avec
Patrick LAGADEC
Chercheur E. Polytechnique
La TECHNOLOGIE : ses
défaillances et nos peurs
JEUDI 24 MARS
18 h 30-22 h 30. Repas s/ place.
Insc. 104, rue de Vaugirard
Paris (6ᵉ). - Tél. : 45-44-01-87.

Session et stages

עברית
INITIATION A L'HÉBREU
en 3 mois chez soi. Suivi pédagogique par professeurs universitaires.
Institut Meguila 42-62-25-91.
B. P. 380 75869 Cedex 18

ITALIEN
Avril-mai, TRILOGOS organise plusieurs stages pendant les week-ends.
● Pâques à Rome : du 28-3 au 11-4, 40 h *de cours.* Visites, sorties.
● Toute l'année : cours hebdomadaires à PARIS, stages intensifs en Italie.
Ass. TRILOGOS - PARIS XI
Mᵒ Voltaire. - Tél. : 48-07-93-38, 14-19 h.

PSYCHOTHERAPIE adaptée à votre problème. Difficultés de relation dans le couple, avec un enfant, au travail. Dépression. Solitude. Stress professionnel. Echec scolaire. Possibilité de thérapie brève centrée sur un objectif précis. AT, PNL, Gestalt, Systémique, etc. Association de praticiens PSYRESO :
T. : 48-47-42-06. PARIS.

VICTOIRE SUR LE TABAC
« Réapprendre à être non-fumeur » tel est le principe de notre méthode qui fait ses preuves depuis 5 ans. Sans stress et sans grossir, démontez vos *mécanismes* du fumeur pour ne plus jamais refumer.
Documentation gratuite à :
VICTOIRE SUR LE TABAC
Tél. : (1) 42-25-66-46

Montagne en fête
+ rando + tennis + Alpes du soleil* semaine en 1/2 pension = 1 255 F. Le Prieuré, 06470 St-Martin-d'Entraunes. - Tél. : 93-05-51-25.

JAPONAIS INTENSIF
Suggestopédique du 5 au 29 avril de 17 h 30 à 20 h 30.
Contact : Matsumoto.
Tél. : 43-35-24-59.

Pour atteindre vos buts, vous relaxer, augmenter votre confiance en vous et résoudre des problèmes psychosomatiques :
HYPNOSE PRATIQUE
16 et 17 avril, 10 h-18 h
AUTO-HYPNOSE
23 avril - 10 h-18 h.
Communiquez efficacement :
AFFIRMATION DE SOI
24 avril – 10 h – 18 h.
Tél. : (1) 47-46-03-62.

Votre Français vous désespère, l'orthographe vous exaspère ; adultes ou enfants, *nous pouvons* vous aider : Français par correspondance *et téléphone. Test gratuit.* AD-BP 124, 75623 Paris cedex 13. - Tél. : 45-88-69-85.

Stages « Mieux vivre », réfléchir, *s'exprimer,* revivre : 11-16/4, vivre la communication orale. 18-14/4, écrire, pourquoi pas vous ? 27/4-1/5, vivre au présent 8-15/5 ; les prophètes. Sess. bibl. *Maison de l'Amitié,* 87220 Feytiat. - Tél. : 55-48-34-60.

Jeunes de 6 à 18 ans
Des séjours à Pâques
L'ALPES-D'HUEZ, SUPER DEVOLUY, LA COTE D'AZUR...
Séjours agréés Jeunesse et Sports. - Tél. à l'ARDEVEL. - T. : 39-73-25-35.

Séjours, ski soleil + nature à 100 km côte d'azur en famille, en *groupe depuis* 500 F/semaine Le Prieuré 06470 St-Martin-d'Entraunes.
Tél. : 93-05-51-25.

ÉCRITURE
ATELIERS POUR
ADULTES PARIS (5ᵉ)
UNE FOIS PAR MOIS.
TÉL. : 30-58-99-81.

● Prix de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
● Joindre une photocopie de déclaration au *J.O.*
● *Chèque libellé à l'ordre du Monde Publicité,* et adressé au plus tard le jeudi pour parution du mardi, daté mercredi au *Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy,* 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

Communication

L'audiovisuel face à l'échéance électorale

La CNCL s'interroge sur son avenir

La CNCL survivra-t-elle à l'élection présidentielle ? Les sages en sont dans leur majorité convaincus, mais l'organisation de l'institution sera sans doute à revoir.

Un jour de janvier dernier, rue Jacob, un journaliste du magazine américain *Variety* provoque un membre de la CNCL : *« Alors, maintenant que vous êtes foutus, par qui croyez-vous que vous allez être remplacés ? »* Après un instant de silence, l'interpellé sourit. Diable ! Quelle entrée en matière ! L'interview à l'anglo-saxonne n'est pourtant pas pour lui déplaire : *« Après cette abrupte prise de contact,* raconte-t-il, *j'ai eu envie de me précipiter auprès de mes collègues et de leur crier : « Frères, il faut mourir ! Et il ne nous reste plus qu'à creuser le plus élégamment possible notre tombe ! »*

Roger Bouzinac – puisque c'est de lui qu'il s'agit – s'en abstint et eût sans doute raison. Car le sujet ne prête guère à la plaisanterie au sein de la commission. L'avenir ? Quelle question ! Comme si la CNCL avait du temps à perdre en conjecture ! Voyez donc comme elle étudie, *décortique, interroge !* Notez comme elle arbitre, statue, chronomètre, règlemente ! Comptez donc la fréquence des réunions plénières et des séances de ses groupes et sous-groupes de travail. Scrutez sa lettre bimensuelle et observez la variété des dossiers en instance, le nombre de décisions publiées au *Journal officiel*, l'abondance du courrier et le calendrier surchargé au moins jusqu'à l'été... Vous persistez et vous doutez ? C'est ignorer le casse-tête de la campagne présidentielle radiotélévisée, l'horreur des comptes et décomptes du temps de parole des politiques ; le tracas de la surveillance des cahiers des charges des chaînes, le cauchemar des autorisations de radios dans le nord, l'ennui de la règlementation sur le télé-achat, la corvée des consultations sur la chaîne musicale, la pression des artistes, les souhaits de Jacques Chirac, les menaces de M6... Sans oublier le câble et les télés locales, les « gaffes » de RFO, la grève des interprètes, les projets de Canal Plus... *« Le jour viendra,* déclare d'une voie posée, M. Gabriel de Broglie, le président de la CNCL, *où l'on reconnaitra le travail accompli par la commission en 1987 et 1988 ! D'où notre parfaite sérénité ».*

« Sérénité, sérénité », reprend le chœur des treize... à quelques couacs près. » *Quelle ironie,* avoue en effet l'un d'eux ! *Comme si tout n'était pas suspendu à l'élection ! On en parle, on calcule, on spécule. On traque les petites phrases, on scrute les programmes politiques, on tend l'oreille à la moindre interview ».*

Ah ! ces lundis matins, après tout un week-end d'interventions diverses à la radio, dans les journaux et d'autres *« 7 sur 7 ! »* Que d'aigreurs souvent, et que de commentaires sur les ténors politiques que l'on croyait acquis et qui, parfois, s'égarent. Simone Veil, par exemple dont les réflexions peu amènes sur la CNCL, faits au micro d'une radio, ont stupéfait plus d'un. *« Il y a eu un malentendu, je vais lui mettre un mot »,* déclara aussitôt un membre, hochant gravement la tête. Jack Lang, aussi qui créa la surprise, en affirmant un soir, qu'il ne saurait être question de « couper des têtes » : *« Il remonte dans mon estime »,* chuchotait le lendemain matin à son voisin un membre ami du RPR...

Fragile CNCL, qui ne comprend ni les réticences des hommes politiques à son égard, ni la désaffection des Français ! Un sondage réalisé en février pour le compte de *la Croix* révèle, en effet, que 41 % des personnes interrogées souhaitent sa suppression, 30 % son maintien, l'hostilité étant beaucoup plus manifeste parmi les cadres et les intellectuels. L'explication ? *« Un manque de communication »,* affirme M. de Broglie qui regrette de n'avoir eu plus de temps à consacrer aux relations publiques. *« Des erreurs tout simplement »,* admettent quelques rares membres en rappelant les commentaires qui avaient accompagnés, à l'automne 86, la nomination des PDG de l'audiovisuel public et avaient durablement touché l'image de la CNCL balbutiante.

Jouer la durée

Mais comme il est difficile d'entamer avec les membres une discussion sur l'avenir de l'institution ! *« Aux hommes politiques de prendre leurs responsabilités !,* dit sèchement Catherine Tasca, nommée par le président de la République. *« Il serait indécent que les membres de la CNCL participent à ce type de débat ». « Délicat »,* reconnaît Jacqueline Baudrier, laquelle ne cache pourtant pas à quel point elle trouverait dommageable la suppression de la CNCL au moment même, dit-elle où *« elle acquiert à la fois compétence et crédibilité dans les milieux professionnels ».*

Mais Yves Rocca et Gabriel de Broglie dépassent l'échéance des présidentielles. *« Une péripétie ! »,* s'exclame le premier, certain que l'existence d'une institution de régulation de l'audiovisuel est maintenant chose acquise. *« Peu importe la forme et les modalités. L'institution est de toute façon prisonnière de sa mission. N'avons-nous pas chaque jour marché sur les pas de la Haute Autorité ? »*

Roger Bouzinac, lui, ne mâche pas ses mots : *« Il faut laisser du temps au temps ! J'ai été de ceux qui ont reconnu que la CNCL avait commis des erreurs et qu'il était présomptueux d'entretenir artificiellement je ne sais quel culte de l'infaillibilité ! Mais quelques défaillances ne peuvent faire oublier la tâche accomplie ! »* Alors, dans le dessein de soustraire l'institution aux aléas d'une loi ordinaire, il propose d'en soumettre les modifications éventuelles à une procédure spéciale du vote de la loi inscrite dans la Constitution.

Une attitude qui laisse sceptique et embarrasse même ceux des membres qui se refusent à imaginer « l'après-CNCL ». Le débat sur la composition de l'institution, en revanche, ne laisse guère indifférent. Un débat ancien qui avait déjà divisé la classe politique au moment de la loi de 1982 et auquel le président de la République avait mis une fin provisoire en calquant la composition de la Haute Autorité sur celle du Conseil constitutionnel. Un débat réouvert en 1986 lors du vote de la loi Léotard et constamment ranimé depuis par les leaders politiques, lesquels, tantôt au nom de l'indépendance, tantôt au nom de la compétence hésitant entre des « sages » magistrats et des sages recrutés parmi les professionnels.

Magistrats ou professionnels ?

Alors, lesquels de préférence ? *« Les deux ! »* plaide Yves Rocca, ancien avocat général auprès de la cour de cassation. *Le brassage de gens ayant des origines politiques et des formations différentes enrichit nos débats. Et je souhaite bien du plaisir à une CNCL composée uniquement de magistrats ! » « Les deux ! »* soutient Daisy de Galard, professionnelle de la télévision et ancienne productrice. *Je ne connaissais rien au droit. Et je n'ai jamais senti aussi fort cette pression de la loi et cette exigence de rigueur qui soustend nos délibérations ! »*

L'intervention de M. Valéry Giscard d'Estaing suggèrant la création d'une institution composée uniquement de magistrats est loin d'être passée inaperçue. *« Qu'il assiste à une seule des réunions plénières,* propose un administratif *et l'absurdité de sa proposition lui paraîtra flagrante »... « Aberrant ».* réagit Roger Bouzinac qui dit avoir ressenti la suggestion comme une offense personnelle : *« Contesterait-on à priori l'indépendance des journalistes ? Seuls les magistrats seraient donc invulnérables ? Cela ne manque pas de saveur dans le contexte actuel où les feux de l'actualité sont en permanence braqués sur la justice, parfois sur ses grandeurs, souvent sur ses servitudes ! »* L'indignation de l'ancien patron de l'AFP est réelle. *« Ce serait une erreur fon damentale de vouloir faire de notre commission une micro-république des juges ! Irait-on confier à des journalistes la réforme du code de procédure pénale ? »*

La présence des magistrats au sein d'une institution du type de la CNCL ne va pas de soi non plus pour Catherine Tasca, énarque, issue du milieu de la création et du théâtre. *« Non, vraiment* dit-elle, *autant nous manquons d'experts dans des secteurs précis, autant les magistrats ne semblent pas s'imposer. D'abord parce qu'il serait fâcheux qu'ils soient amenés à intervenir dans des procédures engageant ou concernant la commission. Ensuite parce qu'il me semble que l'image d'indépendance attachée aux grands corps de l'Etat devrait dans bien des cas, être rectifiée. Car ce n'est pas une garantie de fabrique. On est indépendant quand on croit au principe et qu'on observe une déontologie personnelle. Enfin, parce que l'une des questions essentielles aujourd'hui est celle de la compétence et non la bonne volonté. Certaines erreurs de la CNCL ont sans doute trahi des attitudes partisanes ; elles ont surtout révélé de vraies insuffisances. »*

C'est aujourd'hui le problème clé. Et chacun en convient. La gestion de l'audiovisuel n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle était en 1982. La Haute Autorité devait d'abord chercher à distancer l'audiovisuel du pouvoir politique. Au-delà du pluralisme auquel elle doit veiller, la CNCL a surtout une tâche de régulation, d'organisation, de contrôle, de prospective ; une compétence étendue à tous les domaines y compris les télécommunications dont il est aisé de prévoir le poids croissant dans l'économie de la société. Devant la force des acteurs, l'importance des enjeux – industriels, financiers et culturels – la CNCL ne peut se permettre de faiblesse sous peine d'échouer et de déréguler dangeureusement le système. D'où l'importance du recrutement des membres. *« C'est la question pivot,* admet Catherine Tasca. *Il faut trouver des professionnels de pointe qui acceptent de faire une parenthèse dans leur vie professionnelle. Neuf ans, à cet égard, est un seuil dissuasif... »* Sauf à compter des gens déjà à la retraite ou en fin de carrière, comme c'est le cas aujourd'hui pour la plupart des membres.

« Notre compétence croît chaque jour et il est des décisions qu'on prendrait aujourd'hui autrement », affirme Daisy de Galard qui est chargé du dossier de la production. On la croit sans effort. Il faut du temps bien sûr pour que l'institution se rode. Pourtant, personne ne nie la *confusion qui règne rue Jacob,* les retards, les erreurs, les insuffisances des dossiers sous lesquels croulent certains membres ainsi qu'une administration en sous-nombre, surchargée et mal organisée. *« Il sera souhaitable,* explique M. de Broglie, *de faire coïncider les missions de la CNCL et ses moyens. »* Des moyens trop limités qui ne permettront jamais à la commission de remplir sa mission concernant les mille cinq cents radios de définir comme l'exige la loi les normes pour le câble, de faire la part des services soumis à autorisation ou à déclaration...

« On devient plus compétent... » Sans doute, avec le temps. Mais en s'octroyant chacun un secteur distinct, en devenant ainsi des super chefs de service, en s'exposant, en investissant toutes les étapes de gestion d'un dossier, de l'instruction à la décision, les membres ont pris une voie dangereuse. L'administration a aujourd'hui treize patrons, son directeur est devenu le chef de cabinet d'un président qui, sans doute, ne sait pas déléguer. Et le bateau avance, en rêvant des moyens de ses homologues canadiens et américains... En rêvant aussi du respect qui leur est inhérant...

ANNICK COJEAN.

● ***Croque-nouvelles,* le « journal-napperon » québécois, cesse de paraître.** – Le plus petit quotidien francophone d'Amérique du Nord, *Croque-nouvelles,* a arrêté sa parution le vendredi 11 mars après 173 numéros. De la forme d'un napperon, glissé sous les assiettes des convives d'une cinquantaine de restaurants de Montréal, *Croque-nouvelles* leur permettait de lire les dernières informations. Créé il y a moins d'un an, ce « journal-napperon » était tiré à 9 000 exemplaires. Son échec est dû à des erreurs de gestion et de distribution. Les dix permanents et les cinq pigistes qui réalisent *Croque-nouvelles* n'ont pas perçu le salaire des trois dernières semaines.

● **La RAI prendra 10 % du capital de TMC Italie.** – La radio-télévision publique italienne (RAI) a décidé d'exercer son droit d'option sur 10 % du capital de Télé-Monte-Carlo. Ce réseau national italien – qui tente, pour le moment sans succès, de concurrencer les trois chaînes commerciales de Silvio Berlusconi – a été cédé par la SOFIRAD au groupe brésilien Globo. La RAI, qui avait accordé à Télé-Monte-Carlo certaines facilités de diffusion, possédait une option sur 10 % du capital. A l'automne 1987, le groupe d'édition Rizzoli-Corriere della sera, filiale de la Fiat, a octroyé 25 millions de dollars de crédit à TMC Italie et dispose d'une option d'un an sur 50 % du capital de la chaîne.

Le « Mirror » de M. Murdoch reste le seul quotidien du soir à Sydney

Le groupe australien Fairfax arrête la parution du « Sun »

Le second groupe de presse australien derrière la société News Corp. de M. Rupert Murdoch, John Fairfax Ltd, arrête la parution de deux de ses journaux : le quotidien du soir de Sydney, le *Sun*, créé il y a soixante-dix-sept ans, et l'hebdomadaire *Times on Sunday*. Le *Sun* (213 000 exemplaires) et *Times on Sunday* (78 500 exemplaires) sont confrontés à de graves difficultés financières. Le *Sun* a ainsi perdu 130 000 exemplaires depuis six ans et enregistre un déficit annuel d'environ 50 millions de francs. L'arrêt de ces deux titres se traduit par trois cent soixante-dix-sept suppressions d'emploi.

Pour les dirigeants de John Fairfax Ltd, cette opération vise à consolider le groupe et à lui permettre de se développer. Le groupe est ainsi en quête d'un partenaire pour la société éditrice du *Melbourne Age*. En Australie, il conserve plusieurs magazines locaux et trois autres quotidiens (le *Sydney Morning Herald*, le *Newcastle Herald*, le *Illawara Herald*), ainsi que l'hebdomadaire *Sunday Sun Herald*, tandis qu'il édite *MS Magazine* aux Etats-Unis et *Spectator* en Grande-Bretagne. Son quotidien économique et financier, l'*Australian Financial Review*, a fait l'objet d'une proposition de reprise par le groupe britannique Pearson PLC, éditeur du *Financial Times* et possible acquéreur du groupe français Les Echos.

L'arrêt du *Sun* laisse le champ libre au seul autre quotidien du soir de Sydney, le *Mirror*, propriété de M. Robert Murdoch...

La campagne du Centre d'information civique à la télévision et à la radio

Deux spots diffusés gratuitement sur toutes les chaînes de télévision et de radios et 70 000 affiches dessinées par Loulou Picasso : le dispositif du Centre d'information civique (CIC) qui appelle les citoyens à élire le chef de l'Etat le 24 avril et le 8 mai prochains est en place. Le premier volet du message audiovisuel réalisé sur une musique de Lulli doit être lancé sur les ondes le 17 mars (le second, le 8 avril), tandis que les affiches sont déjà disponibles au CIC. Ces dernières seront progressivement installées dans les mairies, les lycées, les hôpitaux notamment, qui en feront la demande. *« Sensibilisation »* et *« explication »*, tels sont les mots-clés de cette campagne présentée, le lundi 14 mars à Paris, par le président du CIC, M. Jean-Christian Barbé.

Outre la mise en place d'un service minitel (accessible au 3615 code CIC-INFO), destiné à éclairer *les électeurs sur l'enjeu du scrutin* présidentiel, le CIC organise également des réunions d'informations à l'intention, entre autres, des Français d'origine asiatique et des jeunes.

« La politique est une chose grave », explique M. Barbé qui s'inquiète de la prolifération des campagnes publicitaires des candidats à l'Elysée. *« Elle ne se vend pas, elle s'explique »*, ajoute-t-il, justifiant là l'action entreprise depuis 1960 par le CIC.

★ CIC 242, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-17.

L'OPA d'Hachette sur Grolier

L'éditeur américain fait évaluer l'offre du groupe français

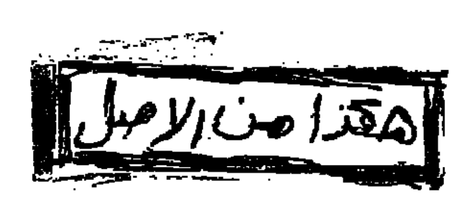
L'OPA déclarée par Hachette sur la totalité du capital de l'éditeur américain Grolier pour 415 millions de dollars (*le Monde* du 15 mars) risque de rencontrer quelques résistances. Dès l'annonce de l'offensive du groupe français, l'action de Grolier a fait un bond de 50 % à Wall Street, cotant plus de 24 dollars. Une valeur supérieure aux 21 dollars par action proposés par Hachette, qui affirme détenir déjà 5 % du capital de l'éditeur américain.

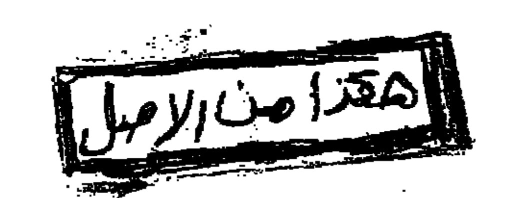
La direction de Grolier a demandé à une banque d'investissement, la First Boston, d'évaluer l'offre d'Hachette. Ce n'est qu'après cette expertise que le conseil d'administration de la société se réunira pour faire une recommandation à ses actionnaires. Selon l'agence Reuter, la direction de Grolier va demander au conseil de maximiser la valeur des actions. Interrogé par l'AFP, un porte-parole de Grolier s'est borné à remarquer que l'offre d'Hachette *« n'était pas sollicitée »* par l'éditeur américain.

● **Saisie des émetteurs de trois radios de Haute-Savoie.** – Les émetteurs de trois radios locales privées de Haute-Savoie – Stéréo-Kiss (Saint-Julien), Foi et culture islamiques (Archamps) et Nostalgie (Annemasse) – ont été saisis par la police le 14 mars. Une plainte avait été déposée par les PTT helvétiques et l'aéroport de Genève, à la suite de *perturbations créées par ces trois* stations. La Radio suisse romande et des radios locales suisses seraient également gênées par la puissance d'émission de ces radios installées sur le Mont-Salève, à la frontière franco-helvétique. Avant la saisie, la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) avait demandé à ces trois radios de ne plus émettre sur le territoire suisse. En outre, deux radios locales privées d'Annecy, RFM et Antenne-74 (affiliée à Skyrock-FM) ont été, elles aussi, mises en demeure de cesser leur émission sur la Suisse et risquent la saisie si elles ne se mettent pas en conformité avec la loi dans le délai de dix jours.

● **Hit FM « abonnée » à Europe 2.** – La station parisienne Hit FM (103,5 MHz) diffuse, depuis le vendredi 11 mars à midi, le programme Europe 2 (musique et informations). La thématique « cinéma » de la radio est cependant maintenue, notamment dans une courte séquence donnant toutes les heures une information sur l'actualité cinématographique et réalisée par Hit *dans le cadre de ses 20 % de programmes propres obligatoires.* Conçu par Europe 1 pour un public plus jeune que son propre auditoire, le programme Europe 2 est déjà diffusé sur quatre-vingts radios réparties sur l'ensemble du territoire.

● **Décès de Murray W. Weiss, ancien rédacteur en chef de l'International Herald Tribune.** – Murray M. Weiss, ancien rédacteur en chef de l'International Herald Tribune, est mort le 12 mars, à l'hôpital d'Arlington, dans la banlieue de Washington. Il était âgé de soixante-quatre ans. Ses études à l'université Columbia achevées, il était entré au *Herald Tribune* en 1947 comme... garçon de bureau. Il en était devenu rédacteur en chef adjoint avant d'être nommé en 1966, responsable de l'édition européenne. Rédacteur en chef à Paris, il a joué un rôle primordial dans la transformation de ce quotidien de langue anglaise, initialement destiné aux touristes et expatriés américains, en un journal international de référence. En 1979, il regagnait les Etats-Unis pour prendre la rédaction en chef d'*Advocate*, puis du magazine *Parade*, avant de rejoindre l'agence d'information américaine, USIA.





Economie

SOMMAIRE

■ Les syndicats japonais abordent les traditionnelles négociations de printemps sous un jour nouveau. Les revendications porteront moins sur les salaires que sur les conditions de vie *(lire ci-dessous)*. ■ *L'Arabie saoudite s'oppose* à une baisse de la production de l'OPEP *(lire ci-dessous)*. ■ Une circulaire en préparation devrait permettre à nouveau le fonctionnement en France des entreprises intermédiaires *(lire page 45)*. ■ Pour la première fois, la chambre syndicale *des agents de change* a suspendu un de ses membres, la charge Baudouin, pour *« carences graves dans la gestion et la surveillance »* *(lire page 48)*. ■ M. Balladur est décidé à aller vite pour mettre en œuvre les réformes proposées dans le rapport Deguen sur les *marchés à terme* *(lire page 46)*.

Le virage à droite du mouvement syndical japonais

Les revendications portent moins sur les salaires que sur les conditions de vie

TOKYO
de notre correspondant

Le *« shunto »*, la traditionnelle offensive syndicale de printemps, relevait depuis des années du pur rituel : depuis 1975, l'offensive s'est toujours traduite par des augmentations *de salaires ne dépassant pas les* limites fixées par le patronat au début de la négociation. Si l'expression se maintient cette année encore, elle tient plus que jamais de l'euphémisme : le *shunto* et ses implications politiques sont relégués au grenier de l'histoire.

La nouvelle grande confédération syndicale, Rengo, créée en novembre dernier, qui mènera fin mars et début avril le mouvement de revendication, a d'ailleurs clairement défini celui-ci comme la *« tactique de printemps pour l'amélioration des conditions de vie »*. Toute idée de « lutte » ou d'« offensive » est *bannie*. Le *patronat*, qui entend maintenir une relation étroite entre productivité et augmentation des salaires, se félicite de ce qu'il nomme le *« réalisme »* de Rengo. *« C'est une organisation précieuse*, a récemment déclaré le nouveau président du Nikkeiren (organisme patronal chargé des problèmes du travail), M. Eiji Suzuki, *car elle ne se situe pas sur le terrain idéologique mais tient compte de la situation économique. On pourra donc faire du « sumo » sur le même ring. »*

Le rapport des forces est cependant loin d'être équilibré. Les syndicats, en perte de vitesse, sont en position défensive. Confrontés à une crise profonde, ils cherchent à se restructurer pour survivre et recouvrer *un pouvoir de négociation*. Ils demandent des augmentations salariales substantielles (de l'ordre de 6 % à 9 %), mais ils n'ont guère de moyens pour les imposer et la plupart des économistes prévoient que dans ses concessions le patronat n'ira pas au-delà des 4,5 % qu'il est prêt à accorder.

Rengo (Confédération des syndicats du secteur privé), née de la fusion après des années de pourparlers des anciennes fédérations Domei et Churitsu Roren, regroupe la quasi-totalité des syndicats du secteur *privé affiliés à Sohyo et des* organisations ne participant à *aucune fédération*, soit au total 5,5 millions d'adhérents.

L'autre grande centrale est Sohyo (4 millions d'adhérents). *Regroupant essentiellement les syndicats* du secteur public, Sohyo fut autrefois la plus combative des organisations syndicales. Elle est aujourd'hui très affaiblie et doit d'ailleurs fusionner avec Rengo en 1989.

Un mouvement affaibli

Ces regroupements reflètent les graves difficultés du mouvement syndical. Plusieurs facteurs y contribuent.

Tout d'abord une désyndicalisation qui s'accentue d'année en année : en 1987, le taux de syndicalisation était de 27,6 %, soit la moitié de ce qu'il *fut* au lendemain de la guerre (55,8 % en 1949). En *d'autres termes, près des trois quarts* des salariés japonais ne sont pas syndiqués.

Autre élément d'affaiblissement ; *le poids plus grand, dans l'économie,* du secteur tertiaire (où le taux de *syndicalisation est faible)*, *au détriment* des industries traditionnelles. La privatisation a d'autre part réduit l'influence des syndicats du secteur public, et notamment des plus combatifs : c'est le cas de Kokuro, le syndicat des chemins de fer, d'orientation marxiste, qui a perdu son influence. D'une manière générale, la privatisation a accru l'influence des éléments modérés en *faveur du dialogue plus que de la* confrontation.

Autrefois, l'offensive de printemps était lancée par les syndicats *de la sidérurgie, la première industrie* du Japon. Compte tenu des difficultés de ce secteur, le leadership *de la revendication était revenu* ces dernières années au conseil japonais *de la Fédération internationale* des métallurgistes regroupant les secteurs de l'acier, des chantiers navals, de l'automobile et de l'industrie électrique. Mais il s'agit d'industries dépendant des exportations et par conséquent affectées par la valorisation du yen ; aussi leurs syndicats, fonctionnant dans le cadre de l'entreprise et pour *qui la* survie de celle-ci était la priorité des priorités, *ont-ils dû accepter les propositions* patronales. C'est ainsi que l'année dernière les augmentations de salaire furent les plus faibles obtenues depuis la guerre. Il est peu probable que Rengo soit en position de rétablir un rapport de forces plus favorable aux salariés.

Durée du travail

La formation de Rengo (et sa fusion l'année prochaine avec Sohyo) est significative d'un virage à droite (ou vers le centre) du mouvement syndical japonais. L'abandon d'une rhétorique militante et de la tactique de la confrontation *(même si, en pratique, les grèves* étaient le plus souvent évitées par un *accord de dernière minute) ne* constitue assurément pas une perte en soi.

Et la tentative de Rengo de ne pas faire des augmentations salariales le point de focalisation de la lutte syndicale, mais au contraire d'élargir la base des revendications aux problèmes plus généraux des conditions de vie des salariés (durée du travail, sécurité de l'emploi, retraite, problèmes des impôts, des assurances-maladie et du logement) est une approche *réaliste*, compte tenu du niveau de développement de l'écono*mie japonaise et de sa situation* actuelle.

Les problèmes ne se posent en effet plus en simples termes de montant des salaires *nominaux* : évalués en dollars, les salaires japonais sont parmi les plus élevés du monde, mais, en termes de pouvoir d'achat interne, ils sont largement inférieurs à ceux des Américains ou des Européens.

En ce qui concerne la durée du travail, celle-ci n'a pratiquement pas diminué depuis le milieu des années 70 : les « riches » Japonais travaillent ainsi deux mille cent heures par an, soit cinq cents heures *de plus que les Français. L'un des* slogans de l'offensive de printemps de cette année mettra l'accent sur ces *différences en demandant* pour les salariés japonais des conditions de vie *comparables* à *celles de leurs* homologues occidentaux.

Une telle évolution de la conception de la lutte syndicale implique *cependant aussi une aggravation des* disparités entre les catégories de salariés japonais. Les employés des grandes entreprises, qui sont les premiers à bénéficier des progrès économiques, ont encore moins d'intérêts communs qu'auparavant avec leurs homologues des PME, la plupart non syndiqués et vivant dans des situations d'emploi beaucoup plus précaires.

En outre, le virage à droite du mouvement syndical japonais se traduit par un ostracisme évident à l'égard des organisations procommu*nistes. L'une des conditions à la* fusion prochaine de Sohyo avec Rengo est l'*exclusion des rangs* de la grande centrale du secteur public des syndicats procommunistes (cinq cent mille adhérents environ) ou favorables à l'aile gauche du parti socialiste des syndicats qui continuent de concevoir le combat syndical en termes de lutte de classes.

PHILIPPE PONS.

CONJONCTURE

Un dossier de l' « Economist » sur la France

Une morosité surfaite

Cinq semaines avant l'élection présidentielle, l'hebdomadaire britannique *The Economist* fait paraître dans son numéro daté 12-18 mars un dossier de seize pages rédigé par son correspondant à Paris Edmund Fawcett, qui fait le point sur la France d'aujourd'hui, à travers différents angles : politique, économique, international, culturel et militaire. *Précédé par une campagne publicitaire* sur le thème provocateur *« La France rencontrera-t-elle un nouveau Waterloo en 1992 ? »*, ce long article est plutôt modéré dans le ton et dans le jugement avec la pointe de nostalgie de rigueur pour le « savoir vivre » français.

Edmund Fawcett souligne quelques-uns de nos travers, *notre complaisance à parler du* « déclin de la France » et notre *obsession pour les résultats affichés* par l'économie allemande. Il distribue des bons points : non, la France n'est pas aussi paresseuse qu'on veut bien le dire ; oui, la déréglementation a remis en cause un colbertisme jugé pesant pour les entreprises. Il estime surtout que la mentalité a évolué ces dernières années à l'égard des affaires : les Français *n'auraient* plus honte de gagner de l'argent.

L'auteur rappelle cependant les grandes faiblesses de la France à *la veille* du choc de 1992 : une culture qui n'est plus créative, un enseignement qui ne se préoccupe que des élites, une recherche *insuffisante, des services* financiers peu compétitifs *et un appareil industriel qui n'a* pas terminé sa restructuration. *Edmund Fawcett estime que* l'enthousiasme de la France pour *l'Europe, risque d'être quelque* peu douché dans les années qui viennent. Mais il lui donne une chance de réussir.

J.-M. Do.

ÉNERGIE

L'Arabie saoudite s'oppose à une baisse de la production de l'OPEP

Chute brutale des cours du pétrole

Les cours du pétrole ont brutalement chuté, lundi 14 mars, sur les marchés libres à la suite des déclarations de M. Hicham Naser, ministre saoudien du pétrole, refusant une baisse de production de l'OPEP. S'exprimant à Bagdad, où se tient le quatrième congrès arabe sur l'éner*gie (avec vingt pays invités)*, M. Naser avait indiqué, lundi matin, *qu'il n'était pas indispensable* de réduire la production de l'organisation pour redresser les cours du brut très affaiblis depuis le début de l'année.

En conséquence, à New-York, le West Texas intermediate (qualité de référence) a perdu 70 cents pour tomber à 15,59 dollars le baril pour une *livraison* en avril. A Londres, le Brent reculait de 30 cents à 14,40 dollars pour une *livraison* également en avril.

La position saoudienne a surpris les opérateurs. Beaucoup s'attendaient à *l'annonce d'une réunion* extraordinaire de l'organisation, ou du *moins* du comité des prix *comme* l'a demandé officiellement le Venezuela, pour réduire de 5 % à 10 % les productions afin de redresser les cours.

Cette hypothèse avait d'ailleurs fait gagner 1 dollar au baril la semaine passée sur les marchés. Mais M. Naser a estimé qu'une réunion de l'OPEP n'était pas la *« seule solution »* pour enrayer la baisse, *ajoutant que des « consultations informelles »* étaient toujours en cours entre les treize membres.

Depuis trois mois, le brut n'a cessé de baisser, et son cours est désormais inférieur de quelque 3,50 dollars au prix officiel de 18 dollars que défend toujours, en théorie, l'OPEP. L'effritement n'est pas tant dû – cette fois-ci – à une surproduction des pays membres, qui respectent *grosso modo leur* limite prévue de 17 à 17,5 millions *de barils/jour, mais à l'importance* des stocks et à la faiblesse persistante de la consommation *mondiale* alors que, dans le même temps, les producteurs « non OPEP », (Norvège, Grande-Bretagne, Mexique, Angola...) ne cessent de produire plus (*le Monde* du 10 mars) pour écouler leur brut. En outre, plusieurs pays accordent des rabais.

Ainsi Abou-Dhabi aurait proposé à ses clients japonais des baisses rétroactives sur ses prix depuis décembre, qui atteindraient 2 dollars le baril, selon l'hebdomadaire *Middle East Economic Review*.

Comme les pays du Golfe, et donc en premier lieu l'Arabie saoudite, refusent d'assumer seuls l'assainissement du marché en réduisant leur part, on voit mal comment la glissade des cours pourrait s'arrêter.

BILLET

Les OPA sous surveillance

Le gouvernement s'émeut de la vague actuelle d'offres publiques d'achat (OPA) qui touchent les entreprises françaises. Une émotion qui tient largement au fait que cette procédure est peu familière aux pratiques françaises. Au regard des marchés financiers britanniques ou américains qui ont connu *respectivement* plus de 250 et entre 500 et 600 *opérations de ce type en* 1987, la « déferlante » que *connaît l'Hexagone* est en effet bien limitée avec ses 12 opérations l'année dernière. Même si le mouvement s'est accéléré sur ce début d'année (16 opérations), il reste encore modéré.

Une OPA n'est pas forcément une chose mauvaise en soi. *Mode d'acquisition parmi* d'autres, elle manifeste un cer*tain dynamisme des entreprises* et favorise les restructurations. Plus agressive que les rapprochements à l'amiable auxquels le capitalisme hexagonal était habitué, elle peut cependant être perturbante pour le personnel et bouleverser prématurément les orientations stratégiques prises par la société. Il est donc logique que l'attaquant – si ses ambitions sont légitimes – en fasse clairement part à la société attaquée. En préconisant une telle « transparence », – de la part de l'auteur d'une OPA comme de tout détenteur de plus de 10 % du capital d'une société, – M. Edouard Balladur, ministre de *l'économie, ne fait d'ailleurs que* suivre les traces des pratiques *existant en Grande-Bretagne ou* aux Etats-Unis.

Une démarche logique à partir du moment ou la Bourse de Paris veut imiter ses aînées de Londres ou de New-York. Encore faut-il habituer les esprits à cette évolution rapide. Car il faut se souvenir que les nouvelles dispositions sur les *franchissements* de seuil (seuils de 5 % et 20 % s'ajoutant aux seuils de 10, 33 et 50 %) sont toutes récentes – elles ont été imposées par la loi du 17 juin 1987 – et commencent seulement à entrer dans les faits. Il s'agit maintenant de passer à l'étape suivante en ajoutant à cette *déclaration de franchissement* une déclaration d'intention.

A côté de la transparence, le ministre d'Etat veut s'attaquer au problème de l'équilibre des forces entre attaquant et attaqué. Un domaine autrement plus complexe que celui de la transparence dans la mesure où les OPA recouvrent plusieurs domaines juridiques – droit des sociétés, procédures boursières, droit de la concurrence... – mais où les règles s'établissent sur la base de la jurisprudence.

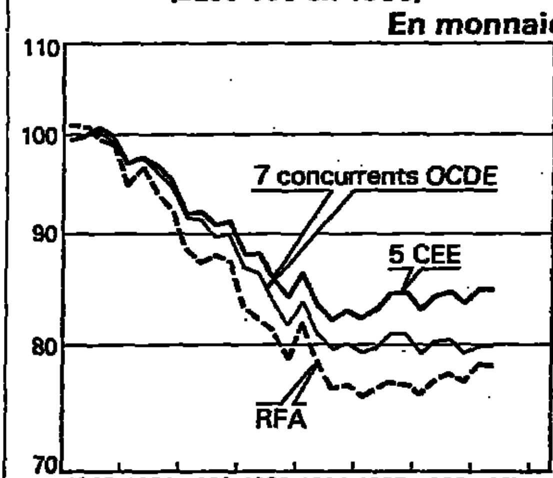
Tout le problème est de ne pas entraver le dynamisme des OPA tout en assurant un minimum de possibilités de défense aux sociétés convoitées. Sur ce terrain miné – notamment lorsque les salariés entrent dans la bataille des OPA, comme c'est le cas pour la Télémécanique, – M. Balladur a choisi la voie de la prudence en se contentant de demander, avec un délai d'un mois, leurs réflexions aux autorités boursières. Un moyen de désamorcer un débat politique tout en donnant le sentiment de s'attaquer au problème. En sachant que le gouvernement a toujours les moyens d'intervenir dans une OPA en se référant au contrôle des investissements étrangers, aux participations bancaires, au domaine de la défense... Mais à force de sécurité, ne prend-on pas le risque de geler l'actionnariat ?

CLAIRE BLANDIN.

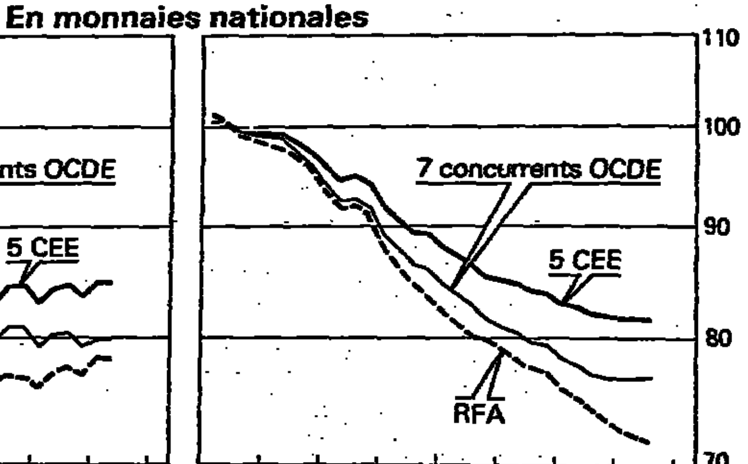
Produits français et concurrence internationale

***Compétitivité salariale* coût salariaux unitaires (base 100 en 1980)** | ***Compétitivité globale* prix de production (base 100 en 1980)**

En monnaies nationales

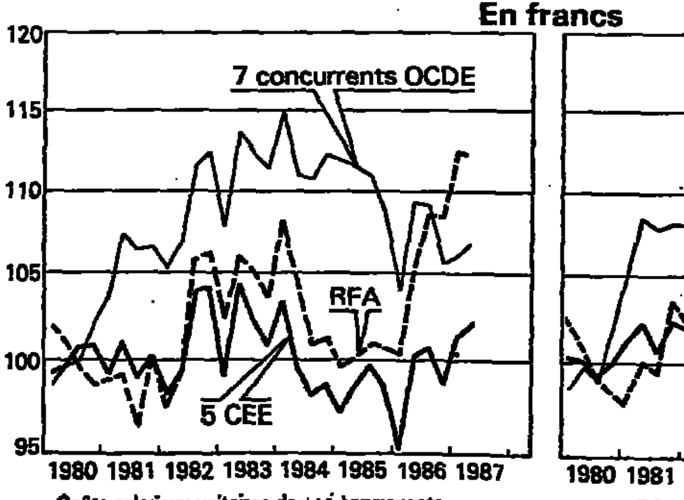


Coûts salariaux unitaires de nos concurrents exprimés en monnaies nationales/coûts salariaux unitaires français.

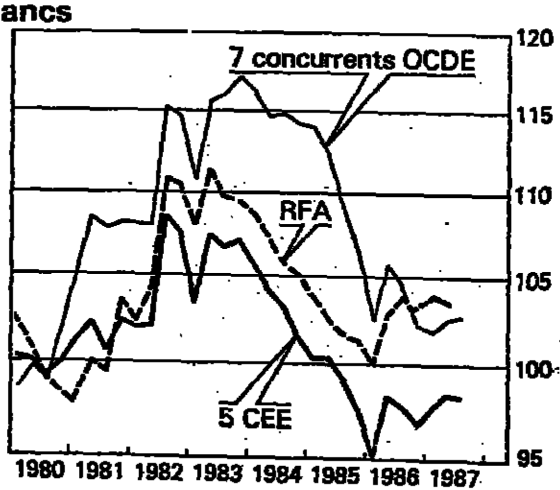


Prix de production de nos concurrents exprimés en monnaies nationales/prix de production français.

En francs



Coûts salariaux unitaires de nos concurrents exprimés en FF/coûts salariaux unitaires français.



Prix de production de nos concurrents exprimés en FF/prix de production français.

NB : Une hausse indique une amélioration de notre compétitivité.

La compétitivité des produits français se juge de deux façons : d'abord au niveau primaire celui des coûts salariaux (graphiques de gauche) ; ensuite, au niveau des prix à la production (graphiques de droite) qui, eux, tiennent compte en plus des coûts salariaux, *des consommations intermédiaires, des frais* financiers, des impôts et, bien sûr, des marges.

On *voit que*, si la compétitivité *salariale* de la France s'améliore beaucoup depuis 1984, il n'en va pas de même pour la compétitivité *globale qui* se dégrade rapidement jusqu'en 1986 et ne se stabilise qu'à partir de 1987. Par rapport à la seule RFA, la compétitivité globale en monnaie nationale continue à s'affaiblir. En francs, la situation ne cesse de se dégrader depuis 1986, à cause de la dépréciation de notre monnaie face au deutschemark.

(Graphiques INSEE.)

Économie

SOCIAL

Politique salariale

Les Charbonnages de France et la RATP proposent 2 % d'augmentation pour 1988

Les directions des Charbonnages de France et de la RATP ont informé, vendredi 11 mars, les organisations syndicales de leurs intentions pour 1988 en matière de salaires sous des formes presque identiques.

Les Charbonnages de France ont proposé une augmentation de 2 % en niveau, correspondant à une progression de 1 % pour la masse salariale, s'ajoutant à l'effet « report » des augmentations de 1987 sur 1988 qui équivaut à 0,68 %. Dans un communiqué, la direction prend *« l'engagement qu'aucun salaire brut minier ne sera inférieur à 66 000 F, soit en moyenne 5 500 F par mois »*. Un réajustement des bas salaires est à l'étude, *« dans l'esprit des mesures qui ont été décidées en Lorraine »*, et prendra effet au 1er mars. La plupart des syndicats ne se sont pas prononcés sur ces propositions et aucune date n'a été fixée pour une nouvelle réunion. La CGT demande aux mineurs *« de porter la lutte à un niveau plus élevé »*.

A la RATP, l'augmentation pourrait également être de 2 % en niveau et interviendrait en deux étapes. L'évolution en masse serait de 0,92 % alors que l'augmentation globale de la masse salariale avait été fixée à 2,5 % pour l'année 1988 (mesures catégorielles, promotions, ancienneté et effets report compris). La CGT a *fait* connaître son refus de signer un accord salarial sur ces bases. La CFDT a jugé ces propositions insuffisantes et indiqué qu'elle ne participerait pas à la prochaine réunion, prévue pour le 21 mars. *« Il ne s'agit pas de véritables négociations »*, a déclaré la CFDT, qui estime que la direction *« a l'œil fixé sur les directives gouvernementales »*.

Dans la fonction publique

D'autre part, à la suite de la décision *« unilatérale »* du gouvernement d'augmenter de 1 % le salaire des fonctionnaires au 1er mars, la FEN, la FGAF-autonomes, la CFDT et la CFTC *« exigent l'ouverture immédiate de la négociation salariale »*. Les quatre syndicats estiment que la revalorisation annoncée constitue une mesure *« à valoir sur les conclusions des discussions à venir »*. Ils font observer qu'elle n'a pas donné lieu à négociation et *« ne règle pas la situation salariale des fonctionnaires en 1988 »*.

Une circulaire en préparation

Le retour des entreprises intermédiaires

Finalement peu fier d'avoir eu à supprimer les entreprises intermédiaires (*le Monde* du 2 mars), M. Philippe Séguin s'apprête à les réhabiliter. Ainsi, une des premières décisions négatives du ministre des affaires sociales à l'été 1986 serait-elle corrigée par une de ses toutes dernières circulaires, à quelques semaines de l'élection présidentielle.

En préparation, la circulaire s'adresse à tous les préfets et fonctionnaires. Elle proposera les moyens de mise en œuvre *« d'une procédure de conventionnement visant au développement des entreprises d'insertion »*, puisque c'est sous ce nouvel intitulé que les entreprises intermédiaires ont survécu.

Constatant que les personnes très en difficulté cumulent un faible niveau de formation avec certains handicaps sociaux, il est admis qu'il *« convient de développer les actions d'insertion dans le monde du travail »* et donc recommandé *« d'offrir à toutes les entreprises qui le souhaitent »* la possibilité d'accueillir des marginaux.

L'Etat peut passer une convention pour une durée d'un an et renouvelable *« au vu d'un compte-rendu d'exécution »*, avec *« toute structure de production quel que soit son statut juridique, y compris les associations relevant de la loi de 1901 »* si un minimum de conditions sont remplies. Par exemple, il faut que l'action d'insertion soit définie dans le cadre d'un projet social, qu'il y ait une approche pédagogique personnalisée et qu'un responsable du programme — un travailleur social ou un éducateur — soit présent dans l'entreprise.

A partir de là, des jeunes comme des adultes pourront être accueillis, qu'ils soient chômeurs de très longue durée, jeunes à la dérive et sans formation, toxicomanes, sortants de prison ou d'hôpitaux psychiatriques.

A tous, il pourra être proposé un contrat de travail de droit commun bénéficiant *« d'un accès privilégié »* à l'ensemble des dispositifs d'aide actuels et aux financements prévus pour les mesures de formation en alternance ou pour les programmes en faveur des chômeurs de longue durée. Des dérogations pourront même être accordées.

Grâce à ces conventions, les entreprises d'insertion verront facilité l'accueil de SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle) sous des formes simplifiées, de contrats d'adaptation ou de qualification. La possibilité d'assurer la formation en entreprise sera largement offerte, ainsi que les moyens financiers correspondants.

De même, et quel que soit leur statut juridique, les entreprises intermédiaires auront le droit de recruter des SRA (stages de réinsertion en alternance), des CRA (contrats de réinsertion en alternance), et utiliseront les emplois d'initiative locale (PIL), équivalent des TUC pour les chômeurs adultes. Bref, toute la palette des dispositifs leur est généreusement accordée.

La querelle des débuts du gouvernement Chirac est pratiquement abandonnée. On s'est aperçu que ces entreprises un peu particulières pouvaient rendre service : proches d'un fonctionnement normal, elles facilitent l'insertion sociale et économique de publics voués à l'exclusion. Ce faisant, on a accepté de reconnaître une évidence, et on a su s'adapter à une évolution des entreprises intermédiaires elles-mêmes. Il n'est pas question, par exemple, de les subventionner directement ou de les soutenir en fonction de leur chiffre d'affaires, comme c'était autrefois le cas.

A. Le.

AFFAIRES

Honda vend au Japon ses voitures « made in USA »

Les constructeurs nippons deviennent des exportateurs américains

TOKYO

de notre correspondant

L'embarquement récent à destination du Japon de cinq cent quarante automobiles de marque Honda fabriquées aux Etats-Unis est révélateur d'une évolution de la stratégie des constructeurs japonais : ceux-ci ne se contentent pas d'avoir délocalisé une partie de leur production aux Etats-Unis afin de pallier le renchérissement des coûts dû à la hausse du yen et de s'assurer un meilleur accès au marché américain, ils sont en train de transformer leurs implantations en bases d'exportation.

Honda est le premier constructeur à attaquer le marché domestique depuis les Etats-Unis. Et dès cette année, il compte être le premier « exportateur américain » de voitures au Japon avec quatre mille véhicules, soit pratiquement le nombre d'automobiles américaines vendues sur l'archipel en 1987. L'objectif de 1991 : cinquante mille voitures exportées vers le Japon et vingt mille vers d'autres pays, notamment l'Europe. Deux autres constructeurs, Mazda et Mitsubishi Motors (ce dernier aussitôt que son usine dans l'Illinois sera achevée), comptent également prendre les Etats-Unis comme base d'exportations.

En outre, les constructeurs japonais s'approvisionnent de plus en plus en pièces détachées américaines. Honda est en ce domaine *aussi l'un des pionniers : en 1988, ses* achats de pièces détachées aux Etats-Unis augmenteront de 25 %, passant de 1,2 à 1,5 milliard de dollars. Pour sa part, Isuzu Motors achètera dès cette année vingt mille moteurs à General Motors, qui seront montés sur ses véhicules fabriqués aux Etats-Unis et il en importera dix mille autres destinés à des camionnettes produites au Japon.

Conséquence de la hausse du yen, qui a rendu trop coûteuses pour les constructeurs automobiles nippons implantés à l'étranger les importations de pièces détachées en provenance de l'archipel, la fourniture de matériel d'origine locale a augmenté de 30 % l'année dernière. La tendance, à un rythme comparable, devrait se poursuivre cette année.

Fournisseurs locaux

Le développement de ces achats, qui n'auront pas un effet sensible sur le déficit commercial des Etats-Unis (une bonne partie des pièces provenant d'unités de production implantées au Canada ou au Mexique), obligera en revanche les constructeurs japonais à modifier leur méthode de travail (notamment l'absence de stock) et à créer des dépôts. Plus gravement, la tendance à se fournir en pièces détachées à l'étranger se fera cruellement sentir sur les sous-traitants nippons.

D'autres branches que l'automobile seront également touchées par la nouvelle stratégie commerciale qui se dessine : selon un récent rapport du Jetro (Organisation japonaise pour le commerce extérieur), sur les six cent quarante entreprises nippones implantées aux Etats-Unis, vingt et une d'entre elles se sont lancées dans l'exportation de leurs produits au Japon et dix-neuf autres vers des pays tiers. C'est le cas de Fujitsu America qui vend des disques magnétiques en Europe, de Sony et de Toshiba qui dirigent sur le Japon une partie de leur production de pièces détachées électroniques, ou de NSK qui y exporte ses roulements à billes. Hitachi Computer, Matsushita Electric et Yamaha Motor envisagent de faire de même.

PHILIPPE PONS.

Sur le front des OPA

L'offre de Bolloré sur Rhin-Rhône jugée recevable

La Chambre syndicale des agents de change (CSAC) a jugé recevable l'offre publique d'achat (OPA) lancée par le groupe Bolloré au travers de sa filiale Sofical sur Rhin-Rhône (distribution de carburants). Le prix a été fixé à 1 100 F et porte sur le contrôle majoritaire de Rhin-Rhône, Bolloré se réservant le droit de renoncer à l'opération — qui expire le 15 avril — si elle ne peut obtenir ce contrôle. La CSAC est donc passée outre l'objection soulevée, le 10 mars, par le ministère de l'industrie, qui expliquait que toute modification de l'actionnariat de Rhin-Rhône était soumise à son aval, au motif que cette société détient une autorisation dite A5 d'importation de produits pétroliers attribuée au titre de la loi de 1928.

Tout au plus la CSAC a-t-elle précisé que l'OPA de Bolloré était assortie d'une *« stipulation particulière »* relative au maintien de cette autorisation. Bolloré, qui examine avec les autorités compétentes les conditions dans lesquelles Rhin-Rhône pourrait continuer à en bénéficier, s'engage auprès de la CSAC *« en toute hypothèse »* — c'est-à-dire même dans l'éventualité où cette autorisation serait suspendue ou retirée — à mettre en œuvre une procédure de maintien de cours à 1 100 F.

Par ailleurs, le groupe Bolloré, qui possède déjà 35 % de Rhin-Rhône, confirme qu'il existe un protocole entre lui et Elf, actuellement actionnaire principal de Rhin-Rhône avec 39,5 % du capital, aux termes duquel Sofical détiendra la majorité de Rhin-Rhône Enfin, devant la réaction hostile des salariés de Rhin-Rhône, le groupe Bolloré a fait savoir qu'il souhaitait rencontrer *« dans les plus brefs délais »* le personnel pour lui exposer son projet industriel, en reconnaissant que ses inquiétudes étaient *« légitimes »* mais *« non fondées »* et *« largement exploitées par certains dirigeants de Rhin-Rhône, qui pensent sans doute plus à leur intérêt personnel qu'à celui de la société »*. La cotation de Rhin-Rhône, interrompue depuis le 4 février, reprendra le 16 mars.

Télémécanique dans l'œil du cyclone

Schneider et Framatome, qui se disputent depuis un mois et demi le contrôle de Télémécanique, sont-ils à la veille d'une bataille boursière ? C'est la question qui se pose maintenant, après l'autorisation donnée par la Chambre syndicale des agents de change de reprendre, le mercredi 16 mars, les cotations de l'entreprise.

Cette mesure permet en effet aux deux rivaux de racheter en Bourse, en marge de l'OPA, des titres de l'entreprise qu'ils convoitent. Schneider, auteur d'une OPA hostile contre Télémécanique, a déjà profité une fois de cette possibilité en ramassant, début mars, 203 000 actions Télémécanique lors d'une première — et brève — reprise des cotations, ce qui lui a permis de prendre une longueur d'avance sur son concurrent et de porter à 24,47 % sa participation dans la société d'automates industriels. Rien ne l'empêche aujourd'hui de faire de même et de tenter de transformer l'essai en s'assurant une minorité de blocage (33 %) dans Télémécanique... voire une majorité. Les choses pourraient toutefois se dérouler un peu différemment : début mars, Framatome, qui se demandait alors s'il continuait ou non à soutenir Télémécanique, était absent du marché et n'avait pas cherché à acheter des titres. Aujourd'hui, il pourrait adopter une autre attitude et proposer également de racheter des actions... auquel cas, le cours pourrait flamber.

Comme le président de Schneider, M. Didier Pineau-Valencienne, ne perd pas une occasion d'affirmer sa volonté de prendre le contrôle de Télémécanique, on voit bien que la balle est dans le camp de Framatome. Tout dépend de l'attitude qu'adoptera le constructeur de chaudières nucléaires. Restera-t-il campé dans son rôle de « chevalier blanc », quitte à dépenser des milliards pour voler au secours de Télémécanique ? Rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer. Framatome trouvait déjà que sa dernière surenchère lui coûtait fort cher (4 milliards de francs). Ses actionnaires et lui ne seraient-ils pas tentés de jeter l'éponge ?

Jamais la situation de Télémécanique n'aura été aussi critique, le calme actuel comme dans l'œil du cyclone devrait précéder la tempête. Car les espoirs de négociations caressés par certains en fin de semaine dernière ont fait long feu. Et on peut se demander maintenant qui réussira à obliger les protagonistes à s'assoir autour d'une table pour éviter qu'une entreprise tombe sous la coupe d'un groupe à son corps défendant.

F. V.

● **Federated Department Stores accepte l'offre de Macy.** — Dans la bataille pour la chaîne des magasins américains, Federated Department Stores, Macy a gagné une étape contre son rival canadien Campeau. Le conseil d'administration de Federated a, en effet, accepté le 14 mars, la nouvelle offre de Macy à 77,35 dollars l'action, soit un total de 6,35 milliards de dollars.

● ***Le « raider » M.-T.* Bonne Pickens retire son offre sur Homestake** — La compagnie pétrolière Mesa, présidée par le « raider » M.-T. Boone Pickens, a annoncé, le 14 mars, le retrait de son OPA de 1,87 milliard de dollars sur le premier producteur américain d'or Homestake Mining. Le conseil d'administration de cette société avait rejeté l'offre.

REPÈRES

Tiers monde

Les Philippines ont converti un demi-milliard de dollars de dette

Le programme de conversion de la dette extérieure des Philippines en actions a jusqu'à présent permis d'économiser 298 millions de dollars sur le paiement des intérêts de la dette extérieure, qui se monte à 27,5 milliards de dollars, a annoncé la Banque centrale des Philippines.

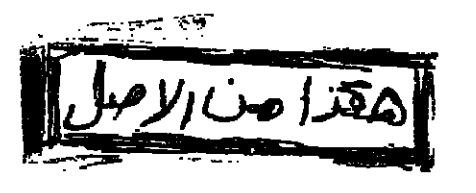
Ce programme, qui permet la conversion d'une partie de la dette en actions d'entreprises locales qui deviennent propriété des créanciers, a également attiré des investissements d'une valeur de 181 millions de dollars depuis sa mise en place en août 1986, a précisé la Banque centrale. Au total, la conversion de 456,2 millions de dollars a été approuvée cette année par le gouvernement, souligne la banque, qui rappelle que toutes les conversions n'ont pas encore eu lieu.

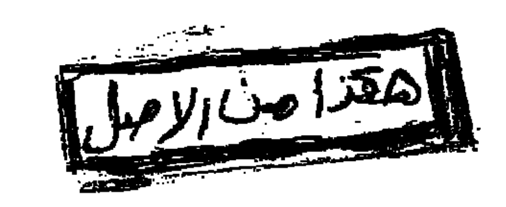
Budgets régionaux

+ 18 % par rapport à 1987

L'ensemble des vingt-deux budgets régionaux de métropole représente, pour 1988, environ 31 milliards de francs, soit une augmentation de 18 % par rapport à 1987. La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (présidée par M. Pierre Mauroy), qui fournit ces indications à partir de l'étude des budgets primitifs, précise que les augmentations vont de + 50 % en Franche-Comté à + 8 % en Champagne-Ardennes. Les dépenses en faveur des lycées atteignent 8,5 milliards (6,2 en 1987). Certaines régions (Centre, Aquitaine) ont beaucoup recours à l'emprunt tandis que d'autres (Auvergne, Lorraine, Provence-Alpes-Côte-d'Azur) se désendettent.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





Marchés financiers

La réforme des marchés à terme

M. Balladur veut aller vite dans la mise en œuvre des recommandations du rapport Deguen

Commentant le rapport de la commission Deguen sur les nouveaux instruments financiers et les marchés financiers à terme (*le Monde* du 15 mars), M. Edouard Balladur a fait part de sa volonté d'aller vite dans la mise en œuvre des recommandations de ce rapport visant à améliorer la sécurité de ces instruments et de ces marchés. Il a commencé par souligner la responsabilité directe des professionnels eux-mêmes dans la réalisation des investissements matériels indispensables à un bon fonctionnement des différents compartiments du marché.

Il incombe à ces professionnels de contrôler l'évolution de leur technique et de leurs produits, de faire respecter une discipline de place, de renforcer la surface financière des chambres de compensation (organismes privés), de lancer, à Paris, des cotations à terme sur un indice boursier et d'instituer une liaison entre ces chambres, qui doit faire l'objet d'une réflexion tant de la part du conseil des Bourses de valeurs que du conseil des marchés à terme.

Sont du ressort des pouvoirs publics, en revanche, les autres propositions de la commission. Ainsi, l'assujettissement des auxiliaires de la profession boursière, c'est-à-dire des gérants de portefeuille et des remisiers (apporteurs d'affaires rémunérés par une ristourne sur les courtages et profits), au contrôle des autorités de marché pourrait être assuré par l'élaboration d'un texte modifiant la loi du 21 décembre 1972 qui régit cette catégorie d'intermédiaires.

Actuellement, seul l'accès à la profession en question est soumis à un contrôle, assez formel, de la Chambre syndicale des agents de change, par la délivrance d'une carte professionnelle. On notera, à cet égard, que ladite Chambre syndicale vient de saisir le parquet pour obtenir le retrait de la carte de remisier de M. Royer, à la suite de « graves irrégularités » dans sa société de remise, IPGF, elle-même liée à la société de Bourse (ex-agent de change) Baudouin, qui vient d'être suspendue par ses soins (*voir par ailleurs*).

Pour ce qui concerne la proposition faite par la commission de soumettre, dans les sociétés commerciales, les opérations sur les marchés à terme à l'autorisation des conseils d'administration, M. Balladur observe qu'elle s'inspire assez largement des dispositions déjà applicables, en droit français, aux cautions et avals donnés par les sociétés anonymes. Il demande à ses services de préparer une modification en ce sens de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés.

Enfin, il mettra prochainement en place un comité de liaison entre autorités monétaires (Banque de France) et autorités boursières, qui aura pour mission de définir les modalités de la coordination réclamée par la commission, Paris devenant alors la première place à instituer un tel mécanisme.

Retour aux produits « sûrs »

On comprend la hâte du ministre. Depuis la crise de l'automne dernier, et surtout après les scandales qui ont secoué la place de Paris, l'escroquerie Aletti aux dépens de la COGEMA par exemple, une certaine désaffection pour les opérations de marché a été observée par les opérateurs, notamment les trésoriers d'entreprise, rendus d'une prudence extrême, tant vis-à-vis du MATIF, où l'activité s'est brusquement dégonflée (20 000 à 30 000 contrats par jour au lieu de 100 000 à 120 000 à l'automne 1987), que vis-à-vis de leurs dirigeants, devenus brusquement inquiets (toujours les retombées de l'affaire COGEMA).

En contrepartie, on a relevé, depuis le début de l'année, un afflux record de liquidités (72 milliards de francs) sur des produits « sûrs », c'est-à-dire exempts de risques de cours, comme les SICAV court terme « monétaires », c'est-à-dire investis en produits à vie brève (bons du Trésor, certificats négociables, billets de trésorerie). Cette réaction des opérateurs et des trésoriers est compréhensible mais excessive : il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, simplement changer l'eau. La place de Paris est invitée à faire sa propre toilette, ce qui n'est pas une mince affaire, sinon elle risque de perdre l'avance qu'elle a pris, en Europe continentale, et même vis-à-vis de Londres, dans ses activités de marchés à terme d'instruments financiers. Il n'y a pas une minute à perdre.

FRANÇOIS RENARD.

Chute des cours du cacao

Les cours à terme du cacao ont atteint lundi 14 mars, à Londres, leur plus bas niveau depuis août 1982, en s'établissant à 933 livres la tonne sur la position de mai, contre 954 livres vendredi 11 mars en clôture. On estime généralement que les cours pourraient s'affaiblir de nouveau et passer au-dessous des 900 livres la tonne.

Cette chute est la conséquence de l'échec des négociations à Londres de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), le samedi 12 mars. Après deux semaines de discussions, les producteurs et les consommateurs ne sont pas parvenus a fixer la fourchette des prix qui devrait être soutenus par l'Organisation. Les consommateurs demandent un abaissement des prix en raison de la montée des stocks. Les producteurs refusent une telle mesure. Le différend devra être réglé par une procédure d'arbitrage. Dans le meilleur cas, cette procédure prendra plusieurs mois.

● *Machine-outil : reprise de* **Berthiez-Saint-Etienne.** — Berthiez-Saint-Etienne, la seconde filiale de Machines françaises lourdes (MFL), va entrer comme prévu dans le giron de Smits et Lièvre. Le tribunal de commerce de Paris a en effet prononcé, le lundi 14 mars, la liquidation de l'entreprise et retenu le principe de la cession des actifs à Smits et Lièvre, associé au holding israélo-belge Pegard Productics. L'ordonnance de cession a été signée, le mardi 15 mars, par le juge-commissaire.

Fin janvier, l'autre branche de MFL, Forest-Liné, a été reprise par le groupe mécanique Brisard-Nogués.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bail investissement

Le conseil d'administration, réuni le 11 mars 1988, sous la présidence de M. Maurice Gontier, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Les engagements nouveaux pris au cours de l'exercice se sont élevés à 291 millions de francs. Sur ce montant, les opérations de location simple représentent 110 millions de francs et celles de crédit-bail 181 millions de francs. Les engagements bruts totaux s'élèvent à 3 709 millions de francs, en progression de 5,90 % par rapport à 1986 et ce, malgré les levées d'option intervenues. Ces opérations se répartissent à raison d'un tiers en patrimoine propre, deux tiers en crédit-bail.

Les éléments caractéristiques des comptes de l'exercice 1987, comparés à ceux de 1986, se présentent ainsi :

(en millions de francs)	1986	1987	Variation
Recettes locatives	600	648	+ 8 %
Frais financiers nets	181	186	+ 2,8 %
Amortissements et provisions	151	184	+ 21,8 %
Résultat avant amortissement	330	379	+ 14 %
Bénéfice net	178,8	192,4	+ 7,6 %
Bénéfice net par action (en F)	64,3	68,7	+ 6,8 %

L'augmentation de la dotation aux comptes d'amortissements et de provisions résulte pour l'essentiel des nouvelles règles d'amortissements dégressifs adoptées pour certains immeubles loués en crédit-bail.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se réunira le 30 mai 1988 la mise en distribution d'un dividende de 60 F par action contre 56 F en 1986, soit une augmentation de 7,14 %. Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura notamment pour objet d'harmoniser les statuts avec les nouvelles dispositions légales et de donner les pouvoirs nécessaires au conseil pour saisir dans les meilleures conditions les opportunités d'opérations financières.

Au cours des deux premiers mois de l'exercice 1988 Bail Investissement a engagé de nouvelles réalisations pour 217 millions de F dont 174 millions de pleine propriété.

NEW-YORK, 14 mars ↑

Reprise en séance

Bon début de semaine à Wall Street. Assez lourd ces derniers jours, le marché américain s'est redressé. Les trois premières heures de cotations furent plutôt laborieuses. Mais, dans l'après-midi, un mouvement de reprise s'est déclenché. A la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 15,08 points à 2 050,06. Le bilan de la journée n'a toutefois pas rendu compte du phénomène. Sur 1 958 valeurs traitées, 727 seulement ont monté, 794 ont baissé et 437 n'ont pas varié.

Ce raffermissement n'a pas revêtu une très grande signification, tant les affaires furent calmes. Au total, 931,89 millions de titres seulement ont changé de mains, contre 200,02 millions vendredi. Les professionnels se déclaraient néanmoins satisfaits du comportement de la Bourse, qui, à leur avis, continue à consolider ses positions, mais traduit sur le fond de bonnes dispositions. En fait, autour du Big Board, tout le monde attend avec impatience la publication, jeudi, des résultats du commerce extérieur pour janvier. Les prévisions de déficit sont plutôt meilleures que celles formulées par les cambistes et tournent autour de 12,2 milliards de dollars. En se vérifiant, ce chiffre redonnerait de la vigueur au dollar.

Autre facteur d'indécision : l'approche de la fameuse journée des « trois sorcières » (échéances sur les opérations à terme : indices, actions, options), qui aura lieu vendredi 18 mars.

VALEURS	Cours du 11 mars	Cours du 14 mars
Alcoa	44 5/8	45 1/4
Allegis (ex-UAL)	77 3/4	78 1/4
A.T.T.	27 7/8	28 3/8
Boeing	47 1/2	47 7/8
Chase Manhattan Bank	25 5/8	26 1/4
Du Pont de Nemours	85 3/4	87
Eastman Kodak	41 7/8	43 3/8
Exxon	42	42 1/4
Ford	44 3/8	44 1/4
General Electric	43 5/8	43 3/4
General Motors	71 3/4	71 7/8
Goodyear	59 7/8	60
I.B.M.	115 1/4	115 5/8
I.T.T.	46 3/8	46 7/8
Mobil Oil	43 5/8	43 5/8
Pfizer	54 5/8	55 1/8
Schlumberger	35 1/2	36 1/4
Texaco	45 1/4	45 1/4
Union Carbide	24 5/8	24 3/4
U.S.X.	32 1/8	31 7/8
Westinghouse	51	50 5/8
Xerox Corp.	57 5/8	57 1/2

PARIS, 15 mars =

Inexistant

« Le marché est inexistant », se plaignait un gérant de portefeuille devant l'apathie qui a envahi la Bourse. L'indicateur de tendance, après s'être maintenu aux alentours de – 0,03 % lors des échanges de la matinée, revenait en séance à – 0,28 %. A l'image de la veille, les cotations se déroulaient à vive allure faute d'ordres d'achat ou de vente importants. Sur le marché à règlement mensuel, le montant des échanges est tombé lundi en dessous des 700 millions de francs, et rien n'était là, mardi, pour inverser la tendance.

Autour des colonnes, les intervenants expliquent ce ralentissement subit par l'attentisme qui a suivi bon nombre d'entre eux à deux jours de la publication du montant du déficit commercial américain de janvier. « Tout porte à croire qu'il ne sera pas bon », entendait-on de toutes parts. A cela s'ajoutent les spéculations sur la date d'annonce de la candidature de François Mitterrand à l'Elysée, chacun y allant de son pronostic.

Pour tuer le désœuvrement, les opérateurs préféreraient parler de la suspension de la charge Baudouin, s'étonnant que la Chambre syndicale ait mis si longtemps à réagir.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figuraient Fichet-Bauche, Midland, Raffinage et Imétal tandis qu'on observait à la baisse Facom, Salsigne, Presses de la Cité et UCB.

L'effet stimulant des OPA sur les valeurs semble n'être plus qu'un souvenir et, dorénavant, les boursiers essayent de se retrouver dans les démêlés dus aux batailles autour de Rhin-Rhône et de Télémécanique. De son côté, le groupe américain Air Products ne semble pas avoir réussi son OPA sur l'Oxygène liquide, l'actionnaire minoritaire Air liquide aurait réussi à obtenir la minorité de blocage.

Sur le marché obligataire, le calme régnait également. Le contrat national de mars gagnait 0,44 % à 102,7.

LONDRES, 14 mars ↑

Hausse

Les cours des valeurs ont évolué de manière irrégulière lundi. L'indice FT a toutefois clôturé en hausse au terme d'une journée assez active. Il a terminé à 1 460, en progression de 0,6 % par rapport à vendredi. Les investisseurs ont de nouveau manifesté leur réserve devant la nouvelle progression de la livre qui menace la compétitivité des exportations. Mais les espoirs d'un allégement de la fiscalité à la veille de la présentation du budget 1988-1989 ont contribué à une légère reprise en fin de journée. Quelque 377 millions de titres ont été échangés.

Les valeurs à l'exportation ont cédé du terrain, à l'exception de Glaxo qui a bondi après l'annonce de résultats semestriels supérieurs aux prévisions. Turner and Newall, un des principaux fabricants mondiaux de produits à base d'amiante, a annoncé une hausse de 73 % de son bénéfice avant impôts pour l'exercice terminé fin décembre. Bonne tenue des industrielles comme BOC et Cookson, tandis que les bancaires étaient irrégulières. Les fonds d'Etat ont enregistré des gains, alors que les mines d'or se sont affaiblies.

TOKYO, 15 mars ↑

Mieux orienté

Après avoir poursuivi son repli, la Bourse de Tokyo a, mardi, lentement refait tout le terrain perdu initialement. Finalement, l'indice Nikkeï s'est établi à 25 475,67, soit légèrement au-dessus (+ 42,16 points) de son niveau précédent.

Le marché n'a, semble-t-il, pas voulu tenir compte de la nouvelle glissade du dollar. Explication fournie par le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa : la faiblesse du billet vert est due à la hausse de la livre sterling. Elle paraît avoir suffi aux investisseurs.

L'intérêt s'est de nouveau concentré sur la sidérurgie et les chantiers navals.

Forte en début de semaine (1,3 milliard de titres échangés), l'activité s'est un peu ralentie, portant sur à peine plus de 1 milliard de titres.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Akaï	630	630
Bridgestone	1 320	1 350
Canon	1 130	1 110
Fuji Bank	3 430	3 350
Honda Motors	1 860	1 850
Matsushita Electric	2 530	2 510
Mitsubishi Heavy	658	678
Sony Corp.	5 140	5 130
Toyota Motors	2 350	2 380

FAITS ET RÉSULTATS

● **Une troisième usine Beecham en France.** — La firme pharmaceutique britannique Beecham va prochainement construire une troisième unité de fabrication en France. Cette nouvelle usine sera implantée en Bretagne. Son coût est évalué à 5 millions de livres (52,3 millions de francs). Elle emploiera une cinquantaine de personnes. La production sera axée sur les antibiotiques, essentiellement l'amoxycilline, destinés à l'exportation.

● *Akzo mise sur l'URSS.* — Le groupe chimique néerlandais Akzo a reçu l'autorisation des autorités soviétiques d'ouvrir un bureau à Moscou. Outre ses activités commerciales, ce bureau aura pour tâche d'intensifier les contacts en URSS dans les domaines scientifiques et technologiques. Un porte-parole de la firme a déclaré que sa société estime pouvoir se préparer ainsi à la restructuration économique de l'Union soviétique. En attendant, Akzo veut accroître ses activités de négoce avecn l'URSS, qui portent sur la vente de fibres synthétiques, de produits chimiques et des peintures, et sur l'achat de matières premières. Ce commerce représente actuellement 150 millions de florins.

● **Glaxo, pénalisé par les changes.** — Le groupe pharmaceutique britannique Glaxo annonce, pour le deuxième semestre de 1987, un bénéfice d'exploitation de 352 millions de livres, en progrès seulement de 4 % pour un chiffre d'affaires (924 millions de livres) accru de 5,5 %. Selon le président, Sir Paul Girolami, ces faibles progressions sont dues aux distorsions de change. Sans ce facteur, les profits se seraient accrues de 16 % et les ventes de 20 %.

● **L'indice Standard and Poor's fait peau neuve.** — Pour la première fois depuis 1976, le célèbre indice boursier Standard and Poor (S and P) va faire peau neuve. Le cabinet d'expertise financière Standard and Poor's a, en effet, décidé de changer à partir du 6 avril prochain la composition de son indice des 500 actions pour mieux refléter l'évolution des Etats-Unis vers une économie de services, notamment financiers.

Un des grands baromètres de Wall Street à côté du Dow Jones, le nouvel indice prendra toujours en compte 500 actions. Mais le poids des secteurs d'activité y sera modifié.

L'indice S and P des valeurs industrielles ne prendra plus en compte que 398 actions (au lieu de 400). L'indice des compagnies financières sera calculé sur 42 titres (au lieu de 40). L'indice des services publics restera calculé sur 40 actions, et celui des transports sur 20. Ce changement « reflète un important mouvement vers une économie de services », notamment financiers, a souligné M. Robert Andrialis, vice-président de Standard and Poor. L'indice S and P des 500, introduit en 1957, est calculé sur des actions représentant aujourd'hui plus de 2 000 milliards de dollars en valeur boursière.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	230	228 50	Le gd livre du mois	212	207
Arnault & Associés	360	374 50 d	Loca Investissement	250	249
Asystel	318	313	Locamic	155	155
B.A.C.	440	435	Marin Immobilier	268 90	268 80
B. Demachy & Assoc.	377	377	Metallurg. Minière	99 10	98
B.I.C.M.	620	620	Métrologie Internat.	281	290
B.I.P.	479	480	Métroservice	135	133
Bolloré Technologies	790	791	M.M.B.	450	468
Buitoni	758	774	Molex	230	230
Câbles de Lyon	910	912	Navale-Delmas	520	517
Calberson	622	627	Olivetti-Logabax	184 30	....
Canal Plus	435	435 50	Om. Gest.Fin.	293	285
Cardif	1157	1155	Presbourg (C. In. & Fin.)	100 10	99 90
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	255	255	Razel	710	712
C.A.T.C.	127	127	St-Gobain Emballage	1110	1125
C.D.M.E.	830	825	St-Honoré Matignon	148 50	143 70
C. Equip. Elect.	296	....	S.C.G.P.M.	134	139 40 d
C.E.G.I.D.	490	471	Segin	260	280
C.E.G.E.P.	156	158	Sema-Metra	552	550
C.E.P.-Communication	1148	1140	S.E.P.	1190	1165
C.G.I. Informatique	567	545 c	S.E.P.R.	1063	1080
Ciments d'Origny	460	460	Sligos	1201	1200
C.N.I.M.	271	282	S.M.T.Goupil	220	224
Concept	212	210	Sodinforg	650	650
Conforama	455	506 d	Supra	259 20	259
Dafsa	142	141	TF 1	183	184
Dauphin	3200	3304	Unilog	111	111
Devanlay	1188	1191	Union Financ. de Fr.	442	428
Deville	640	640	Valeurs de France	310	305
Editions Belfond	120	117			
Elect. S. Dassault	400	400			
Elysées Investiss.	20 15	20 40			
Finacor	412	414			
Guintoli	615	614			
Guy Degrenne	851	885			
I.C.C.	230	230			
IDIA	148	150			
I.G.F.	108	118 d			
IN2	124 50	124 90			
Int. Metal Service	170	168			
La Commande Electro.	213	219			

Marché des options négociables le 14 mars 1988

Nombre de contrats : 5 831

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	200	67	67	–	0,90
Lafarge-Coppée	1 100	63	115	12	54,20
Michelin	140	43,50	50	0,50	4
Midi	1 300	22	105	85	–
Paribas	320	2,50	20	23,50	40
Peugeot	920	27	95	17,50	67
Saint-Gobain	400	1,70	17	–	–
Thomson-CSF	136	9	21	2,50	12

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 14 mars 1988

Nombre de contrats : 46 122

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88
Dernier	102,25	100,80	100,20
Précédent	102,65	101,05	100,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
102	1,08	1,62	2,24	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,65 F ↑

Sauf au Japon, le dollar s'est un peu raffermi mardi 16 mars sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,65525 F (contre 5,6385 F). Ce redressement a donné une bouffée d'oxygène au franc français vis-à-vis du deutschemark, qui valait 3,3965 F (contre 3,3993 F). Les affaires ont été calmes dans l'attente de la publication du budget britannique et des résultats du commerce extérieur américain.

FRANCFORT	14 mars	15 mars
Dollar (en DM)	1,6628	1,6649
TOKYO	14 mars	15 mars
Dollar (en yens)	127,23	127,20

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (15 mars) .... 8-8 1/16 %
New-York (14 mars). 6 5/8-6 11/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	11 mars	14 mars
Valeurs françaises	104,7	104,8
Valeurs étrangères	107,5	107

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	294,8	294,9

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	11 mars	14 mars
Industrielles	2 034,98	2 050,06

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	11 mars	14 mars
Industrielles	1 449,9	1 460
Mines d'or	248,6	245,3
Fonds d'Etat	90,47	90,76

TOKYO

	14 mars	15 mars
Nikkeï Dow Jones	24 433,51	25 475,67
Indice général	2 074,52	2 084,80

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	5,6650	5,6680	+ 40	+ 55	+ 95	+ 120	+ 330	+ 410
$ can.	4,5050	4,5109	– 43	– 17	– 64	– 26	– 138	– 40
Yen (100)	4,4519	4,4577	+ 116	+ 142	+ 254	+ 288	+ 848	+ 949
DM	3,3961	3,3993	+ 118	+ 137	+ 246	+ 271	+ 785	+ 856
Florin	3,0231	3,0258	+ 93	+ 104	+ 187	+ 207	+ 601	+ 660
FB (100)	16,2367	16,2523	+ 201	+ 291	+ 445	+ 573	+1 509	+1 954
FS	4,1140	4,1192	+ 206	+ 227	+ 410	+ 438	+1 212	+1 295
L (1 000)	4,5896	4,5960	– 153	– 113	– 265	– 214	– 676	– 560
£	10,4616	10,4745	– 102	– 63	– 171	– 102	– 405	– 207

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	6 1/2	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 7/8	7
DM	3 1/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Florin	3 3/4	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4 1/16	4 3/16
F.B. (100)	5 5/8	6 1/8	6	6 1/4	6	6 5/16	6 1/8	6 7/16
F.S.	1 3/8	1 7/8	1 4/16	1 13/16	1 13/16	1 15/16	2 1/4	2 3/8
L (1 000)	10	11	10 3/4	11 1/4	10 7/8	11 1/4	10 7/8	11 1/4
£	8 1/4	8 1/2	8 5/8	8 3/4	8 11/16	8 13/16	8 15/16	9 1/16
F. franç.	7 1/2	8	7 11/16	8 7/16	7 15/16	8 1/8	8 1/8	8 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





Marchés financiers

BOURSE DU 15 MARS

Cours relevés à 14 h 56

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
3908	C.N.E. 3%	3880	3880	3880	....
1065	B.N.P. T.P.	1070	1074	1074	+ 0 37
997	C.C.F. T.P.	1058	1058	1058	....
1056	Créd. Lyon. T.P.	1087	1083	1083	− 0 37
1254	Renault T.P.	1289	1289	1285	− 0 32
1465	Rhône-Poul. T.P.	1495	1490	1490	− 0 33
1255	St-Gobain T.P.	1285	1285	1285	....
1180	Thomson T.P.	1183	1180	1180	− 0 25
390	Accor	351	352	355	+ 1 14
520	Air Liquide	468 80	462	462	− 1 44
1960	Alcatel	1846	1875	1880	+ 1 84
1240	Als. Superm.	1195	1195	1195	....
220	A.L.S.P.I.	225	229	230	+ 2 22
250	Alsthom ★	247	245	246 50	− 0 20
1850	Arjom. Prioux	2025	2029	2029	+ 0 20
385	Aussedat-Rey	383	380	385	+ 0 51
890	Aux. Entrepr. ★	788	770	780	− 1 04
680	Av. Dassault ★	638	632	650	+ 1 72
330	BAFP	332	323	327 80	− 1 27
280	Bail-Equipem. ★	290	286	286	− 1 38
850	Bail Investiss.	863	868	869	+ 0 70
220	B.N.P. C.I.	225 20	225 10	227	+ 0 80
405	Cie Bancaire ★	432	428	425	− 1 62
280	Bazar H.-V.	330	332 50	328 50	− 0 45
350	Béghin-Say ★	401	400	402	+ 0 25
670	Berger (Mé)	724	725	725	+ 0 14
550	Bic ★	563	558	560	− 0 53
1000	B.I.S.	1028	1025	1025	− 0 29
2060	Bongrain S.A.	2010	2018	2018	+ 0 40
900	Bouygues ★	791	777	775	− 2 02
46	B.P. France ★	70 50	68 60	68 10	− 3 40
4060	B.S.N. ★	3975	3950	3955	− 0 50
1610	Cap Gem. S. ★	1735	1745	1749	+ 0 81
1210	Carnaud	1265	1288	1295	+ 2 37
2320	Carrefour ★	2060	2061	2041	− 0 92
114	Casino	123	123 50	120 60	− 1 95
98	Casino A.D.P.	99 90	100	100 70	+ 0 80
970	C.C.M.C.	960	960	960	....
695	Cetelem	700	710	695	− 0 71
540	Cerus	472	475	480	+ 1 69
1320	C.F.A.O. ★	1211	1215	1219	+ 0 66
250	C.G.E.	226 10	225	225	− 0 49
845	C.G.I.P. ★	843	844	835	− 0 95
790	Chargeurs S.A. ★	813	805	801	− 1 48
825	Ciments franç. ★	845	825	825	− 2 37
450	Club Méditerr. ★	418 50	415	422	+ 0 84
160	Codetel ★	163	161	162	− 0 61
300	Cofimeg	298	298	298 90	+ 0 98
1830	Colas	1745	1700	1700	− 2 58
179	Compt. Entrepr.	178 10	178	172 50	− 3 14
545	Compt. Mod. ★	559	557	552	− 1 25
980	Créd. Foncier	906	898	895	− 1 21
370	Crédit F. Imm. ★	395	395	392	− 0 76
104	C.C.F.	112 50	112 50	112 90	+ 0 36
515	Créd. Lyon. (CI)	495	490	490	− 1 01

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
795	Crédit Nat. ★	800	800	801	+ 0 13
182	Crouzet ★	189 90	187	190	+ 0 05
1800	Damart S.A.	1948	1950	1950	+ 0 10
305	Darty ★	326 80	325 10	325	− 0 55
250	Darty (DP)	244 30	243	243	− 0 53
1470	De Dietrich	1448	1440	1480	+ 2 21
192	Dév. R.d.C. (Li)	197	....	....	....
520	D.M.C.	451	450 10	453	+ 0 44
315	Drouot Assur.	296	296	295	− 0 34
1700	Docks France ★	1580	1581	1555	− 1 58
515	Dumez ★	520	525	525	+ 0 96
1020	Eaux (Gén.)	1045	1040	1040	− 0 48
1020	Ecco ★	985	987	990	+ 0 51
700	Electrofinanc. ★	672	672	664	− 1 19
255	Elf-Aquitaine	263 10	262	263 20	+ 0 04
225	− (certific.)	232 20	232 10	232 10	− 0 04
600	Epeda-B-Faure	616	605	605	− 1 79
2500	Essilor	2300	2305	2290	− 0 43
1580	Essilor Int. (DP)	1480	1480	1482	+ 0 14
290	Esso S.A.F. ★	308	311	307 50	− 0 16
1390	Eurafrance	1246	1260	1246	....
910	Eurocom ★	927	921	921	− 0 65
2470	Euromarché	2320	2295	2295	− 1 08
445	Europe n° 1 ★	403	403 50	404	+ 0 25
27	Eurotunnel ★	33 80	33 80	33 65	− 0 44
865	Exor ★	824	828	830	+ 0 73
695	Facom	866	866	800	− 7 62
960	Fichet-Bauche	876	920	920	+ 5 02
215	Finextel ★	211	211 50	210 50	− 0 24
100	Fives-Lille ★	82 95	82	83	+ 0 06
1070	Fromageries Bel	1070	1052	1055	− 1 40
786	Gal. Lafayette ★	809	809	780	− 3 58
250	Gascogne	250	250	250	....
1190	Gaz et Eaux	1220	1220	1220	....
325	Géophysique ★	377 80	379	370 50	− 1 93
505	Gerland	490	478	476	− 2 86
420	GTM-Entrepose	498	485	489	− 1 81
520	Guyenne-Gas. ★	492	492	500	+ 1 63
1740	Hachette ★	1700	1705	1730	+ 1 76
545	Havas ★	514	514	514	....
440	Hénin (La)	413	410 10	411	− 0 48
1110	Hutchinson ★	1060	1061	1055	− 0 47
....	Imétal	155	157 60	160	+ 3 23
300	Imm. Plaine-M.	340 10	342	341	+ 0 26
1100	Ingénico	1075	1071	1071	− 0 37
3300	Inst. Mérieux	3190	3190	3189	− 0 03
540	Interbail ★	520	524	523	+ 0 58
800	Intertechnique	950	950	951	+ 0 11
705	J. Lefebvre	671	680	693	+ 3 28
1000	Lab. Bellon	1050	1047	1010	− 3 81
1190	Lafarge-Coppée	1140	1148	1140	....
1340	Lebon ★	1298	1270	1242	− 4 31
2550	Legrand ★	2430	2410	2429	− 0 04
1940	Legrand (DP) ★	1875	1856	1851	− 1 28

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
590	Leroy-Somer ★	538	529	530	− 1 49
1930	Lesieur	1701	1750	1750	+ 2 88
745	Locabail Immob.	760	769	762	+ 0 26
375	Locafrance ★	412	430	420	+ 1 94
905	Locindus	900	880	880	− 2 22
230	Luchaire	265	270	260 50	− 1 70
1840	L.V.M.H. ★	1790	1780	1784	− 0 34
1290	Lyonn. Eaux ★	1245	1220	1230	− 1 20
49	Mais. Phénix	47 60	48	47 50	− 0 21
335	Majorette (Ly)	330	318	318	− 3 64
255	Mar. Wendel ★	237 10	244 70	240	+ 1 22
139	Matra	136 80	138	137	+ 0 15
1790	Merlin-Gerin ★	1679	1699	1675	− 0 24
181	Michelin	182 50	182 30	182	− 0 26
1478	Midi (Cie)	1230	1230	1219	− 0 88
185	Midland Bk SA ★	180 10	185	186	+ 3 28
465	Min. Salsig. (Ma)	500	460	460	− 8
32	M.M. Penarroya	37 50	37 30	36 80	− 1 87
58	Moulinex	53 10	53 10	54 70	+ 3 01
895	Navig. Mixtes	845	845	845	....
101	Nord-Est ★	95 10	....	....	....
320	Nordon (Ny)	335	335	335	....
345	Nouvelles Gal.	388	384	384 80	− 0 87
705	Occid. (Gén.) ★	711	730	713	+ 0 28
990	Omn.F.Paris	950	920	920	− 3 16
195	Olida-Caby	198	196	198	....
....	Opfi-Paribas	290	290	290	....
2740	Oréal (L')	2819	2820	2812	− 0 25
290	Paribas	305	301	305	....
365	Paris-Réesc. ★	360	365	365	+ 1 39
895	Pechelbronn ★	845	840	827	− 2 13
270	Penhoet	290	296	296	+ 2 07
....	Pernod-Ricard ★	692	693	698	+ 0 87
920	Peugeot S.A.	927	920	919	− 0 85
425	Poliet	420	415	415	− 1 19
705	P.M. Labinal	620	621	621	+ 0 16
2630	Presses Cité ★	2580	2451	2451	− 5
1130	Prétabail Sic.	1130	1135	1135	+ 0 44
580	Primagaz	606	610	610	+ 0 66
405	Printemps ★	396	396	387	− 2 27
1150	Promodès	1310	1348	1320	+ 0 76
890	Radiotechn.	865	860	868	+ 0 35
....	Raff. Dist. Total	74 50	77	76 90	+ 3 22
2300	Redoute (La) ★	2180	....	....	....
270	Rober financière	318	318	318	....
890	Roussel-Uclaf	795	798	795	....
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3560	R. Impériale (Ly)	3490	3430	3430	− 1 72
150	Sade	165	170	170	+ 3 03
1480	Sagem ★	1440	1425	1412	− 1 94
425	Saint-Gobain	411 90	411	413	+ 0 27
1050	St-Louis	1040	1017	1019	− 2 02
980	Salomon	976	1015	1030	+ 5 64
510	Salvepar	614	610	610	− 0 65

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
500	Sanofi ★	545	540	530	− 2 75
470	S.A.T. ★	478	484	468	− 2 09
36	Saun.-Chât. (6)	33 90	33 70	33 40	− 1 47
950	Saupiquet (Na)	1020	1000	1000	− 1 96
280	Schneider ★	288	294	290	+ 0 69
39	S.C.O.A.	39 10	39 85	39 75	+ 1 66
625	S.C.R.E.G.	539	540	540	+ 0 19
685	Seb ★	650	641	665	+ 2 31
410	Sefimeg ★	408	406 10	415	+ 1 72
1340	S.F.I.M.	1440	1436	1442	+ 0 14
29	S.G.E.	29 50	30 30	29 80	+ 1 02
420	Signaux ★	511	511	508	− 0 59
760	Silic	743	743	744	+ 0 13
530	Simco-U.P.H. ★	515	515	510	− 0 97
315	Simnor (Li)	315	....	....	....
740	Skis Rossignol	774	780	758	− 2 07
705	[illegible]	698	697	687	− 1 58
275	Société Générale	301 50	290	293	− 2 82
170	Sodecco	170	168	168	− 1 18
169	Sodero (Na)	173	170	170	− 1 73
2000	Sodexho ★	1966	1968	1971	+ 0 25
92	Sogenal (Ny)	101	100	100	− 0 99
280	Sogerap	270 10	269 50	270	− 0 04
2130	Somm-Allib. ★	2010	2000	1983	− 1 34
620	Source Perrier	589	580	580	− 1 53
640	Sovac ★	654	654	663	+ 1 38
385	Spie-Batignol.	334 90	330	329 10	− 1 73
410	Strafor ★	435	435	448 90	+ 3 20
260	Suez	237 50	235 50	235 90	− 0 66
345	Synthélabo ★	370	368	370	....
610	Talcs Luzenac	661	648	650	− 1 66
3735	Tél. Elect.	5505	....	....	....
166	Thomson-C.S.F.	158	157	158	....
330	Total (CFP) ★	349	347 50	346	− 0 86
71	− (certific.)	71 90	71 70	71 40	− 0 70
1150	T.R.T. ★	981	975	989	+ 0 82
375	U.F.B.	392	380	375	− 4 34
725	U.I.C. ★	795	785	785	− 1 26
525	U.I.F. ★	542	545	531	− 2 03
850	U.I.S.	868	861	861	− 0 81
160	U.C.B. ★	191 90	187	197	+ 2 65
725	Unibail	725	726	726	+ 0 14
380	Valéo	390	393	393	+ 0 77
45	Vallourec	71	80	80	+ 12 68
310	Via Banque	330	334	334	+ 1 21
620	Elf-Gabon	599	595	595	− 0 67
103	Amax Inc.	106	105 50	105 50	− 0 47
143	Amer. Express	149 50	150	151	+ 1
170	Amer. Teleph.	156 50	158 50	158 50	+ 1 28
94	Anglo Amer. C.	100 90	104 30	104 30	+ 3 37
490	Amgold	507	511	511	+ 0 79
800	BASF (Akt)	822	821	821	− 0 12
855	Bayer	883	890	890	+ 0 79
100	Buffelsfont.	104	103 20	103 20	− 0 77

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
133	Chase Manh.	142	147 50	147 50	+ 3 87
50	De Beers	56	58 40	58 40	+ 4 29
1400	Deutsche Bank	1421	1446	1440	+ 1 34
790	Dresdner Bank	830	849	849	+ 2 29
69	Driefontein Cst	67 70	67 50	67 50	− 0 30
490	Du Pont-Nem.	482	490 50	490 50	+ 1 76
240	Eastman Kodak	236 80	248	248	+ 4 73
33	East Rand	34	34 10	34 55	+ 1 62
210	Electrolux	238	241	240	+ 0 84
189	Ericsson	204 60	204 60	204 60	....
245	Exxon Corp.	233 60	240 50	240 60	+ 3
250	Ford Motors	247	248	248	+ 0 40
65	Freegold	64	64 10	63 50	− 0 78
89	Gencor	95 10	95 30	95 50	+ 0 42
250	Gén. Electr.	247	247 20	247 20	+ 0 08
780	Gén. Belgique	1280	1230	1230	− 3 91
400	Gen. Motors	402	404 50	404 50	+ 0 62
84	Goldfields	87 80	88 50	88 50	+ 0 80
45	Gd Metropolitan	51 20	51 70	51 60	+ 0 78
62	Harmony	50 20	49 20	48	− 4 38
56	Hitachi	58 50	59 55	59 55	+ 1 79
765	Hoechst Akt.	865	871	871	+ 0 69
107	Imp. Chemical	114	111 20	113	− 0 88
655	IBM	642	651	651	+ 1 40
270	ITT	264 20	265 40	265 40	+ 0 45
183	Ito-Yokado	181 50	183	183	+ 0 83
102	Matsushita	111 10	111 80	111 80	+ 0 63
910	Merck	905	905	902	− 0 33
340	Minnesota M.	332	343	343 c	+ 3 31
260	Mobil Corp.	242 50	244	244	+ 0 62
210	Morgan J.P.	193	194	194	+ 0 52
35020	Nestlé	35150	35150	35150	....
155	Norsk Hydro	162 50	160	160	− 1 54
164	Ofsi	159	162	162	+ 1 89
1780	Petrofina	1765	1750	1736	− 1 64
520	Philip Morris	525	525	526	....
85	Philips	86 30	87 80	87 90	+ 1 85
69	Placer Dome	70 80	70 80	70	− 1 13
345	Quilmès	360	339	346	− 3 89
455	Randfontein	485	476 50	476 50	− 1 95
655	Royal Dutch	658	662	664	+ 0 91
34	Rio Tinto Zinc	37 70	38 20	38 20	+ 1 33
52	St Helena Co	55	54 10	53 90	− 2
200	Schlumberger	200	204	204	+ 2
104	Shell transp.	111 20	111	111	− 0 18
1260	Siemens A.G.	1280	1295	1295	+ 1 17
215	Sony	226	226	226	....
200	T.D.K.	198	197 50	197 50	− 0 25
34	Toshiba Corp.	34	34 60	34 80	+ 2 35
335	Unilever	342	345	345	+ 0 88
220	Unit. Techn.	223 40	230	230	+ 2 95
550	Vaal Reefs	544	547	547	+ 0 55
295	Volvo	325	324	324	− 0 31
225	West Deep	230 10	228 50	230	− 0 04
325	Xerox Corp.	330 10	330 10	330 10	....
1 35	Zambia Corp.	1 42	1 41	1 41	− 0 70

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 90	7 185
9,80 % 78/93	101 25	6 840
10,80 % 79/94	103 65	5 725
13,25 % 80/90	108 53	10 390
13,80 % 81/89	104 50	2 300
16,20 % 82/90	112 55	2 760
16 % juin 82	114 60	12 284
14,60 % fév. 83	114 50	0 957
13,40 % déc. 83	117 87	3 149
12,20 % oct. 84	111 37	5 333
11 % fév. 85	110 80	0 721
10,26 % mars 86	104 17	0 112
ORT 12,75 % 83	1867	..
OAT 10 % 2000	109 85	6 033
OAT 9,90 % 1997	105 90	2 549
OAT 9,80 % 1996	102 43	1 232
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	102 35	2 067
CNB Paribas	102 40	2 067
CNB Suez	102 40	2 067
CNI janv. 82	102 42	2 067
PTT 11,20% 85	107 20	3 085
CEF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 85	108 05	8 116
CNT 9% 86	98 40	7 613
CRH 10,90% déc. 85	105 60	2 084
C.N.C.A. T.P.	1169 20	116
Drouot Ass. Obl. conv.	2160	213
Métrologie I. 6% 5/7	76 95	7 650

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1480	1500
A.G.F. (St Cent.)	581	580
Applic. Hydraul.	641	615
Arbel	340	335
Astorg	160	161
Avenir Publicité	499	500
Bain C. Monaco	200	194 30
Banque Hypoth. Eur.	368	335 o
Béghin-Say (C.I.)	340	347
B.G.L.	510	....
Blanzy-Ouest	500	511 o
B.N.P. Intercontin.	230	227 90
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	760	750
B.T.P.	127	127
Calif	650	650
Cambodge	610	586
C.A.M.E.	129	129
Campenon Bern.	170	163 20
Carbone-Lorraine	445	451
C.E.G.Frig.	451 70	455
Centen. Blanzy	1750	1700
Centrest (Ny)	200	197
Cerabati	115 20	123 40 d
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	137	142 d
C.I.C. (Financ. du)	195	193 20
C.I. Maritime	733	735
Citram (B)	587	659
Clause	425	435
Cofradel (Ly)	1030	1030
Cogifi	340	340
Comiphos	326 40	327
Cie Industrielle	2420	2323
Comp. Lyon-Alem.	249	249 10
Concorde (La)	789	786
C.M.P.	13 65	13 25
Créd. Gén. Ind.	589	580
Cr. Universel (Cie)	546	550
Créditel	141	140 20
Darblay S.A.	485 70	551
Delalande S.A.	1071	1028
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1530	1570
Didot-Bottin	782	785
Eaux Bass. Vichy	1147	1193
Eaux Vittel	1900	1900
E.C.I.A.	575	563
Economats Centre	327 20	304 70 o
Electro-Banque	308	300
Elf-Antargaz	488	507 d
E.L.M. Leblanc	540	535
Enelfi-Bretagne	209 90	218 40
Entrepôts Paris	495	509
Epargne (B)	2849	....
Europ. Accumul.	36 40	36
Europe Soudure Indust.	80	83 20 d
Escaut	1630	1630
Finalens	165	170
FIPP	263 60	300
Fonc	500	500
Foncière (Cie)	440	427
Fonc. Lyonnaise	503	483
Foncina	420	420
Forinter	1060	1070
Fougerolle	250	248
France I.A.R.D.	274 50	255 60 o
France (La)	4570	4303
From. Paul Renard	525	526
GAN	845	845
Gaumont	345	338
Gévelot	490	....
Gr. Fin. Constr.	431	418
Gds Moul. Paris	264	269
Groupe Victoire	455	436 80
G. Transp. Ind.	398	406
Immindo S.A.	409	402 10
Imminvest	264	265
Immobail	390	390
Immobanque	685	685
Immob. Marseille	6380	6410
Immofice	445	448
Invest. (Sté Cent.)	789	789
Jaeger	99 60	101 50
Lafitte-Bail	436	436
Lambert Frères	220	220
Lille-Bonnières	521	525
Loca-Expansion	283	283
Locafinancière	331 20	325
Locamal	768	760
Louvre (Sté)	1280	1270
Lucia	802	804
Machines Bull	100	104 d
Magasins Uniprix	142	136 30
Magnant S.A.	121 50	120 50
Maritime Part.	235	244
Métal Déployé	418	418
Mors	63	60 50
Navig. (Nat. de)	47 20	47 20
OPB Paribas	188	....
Optorg	200 50	208 50
Oréal (L') C.I.	1680	1680
Origny-Desvroise	1020	1010
Palais Nouveauté	440	440
Parfinance	161	163
Paribas-CIP	300	312 d
Paris France	190	188
Paris-Orléans	230	230
Partenhes	230	239 20
Paturz. Hsq. Dis.	1150	....
Pathé-Cinéma	350	357
Pechiney (cert. inv.)	230	230
Piles Wonder	820	820
Piper-Heidsieck	937	950
P.L.M.	95	94 90
Poclain	19 60	21 80 d
Porcher	355	360
Promodès	936	936
Providence S.A.	1152	1160
Publicis	1915	1960
Rhône-Poul. (c. inv.)	290	295
Ricqlès-Zan	230 40	201 o
Rochefortaise S.A.	539	517
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	541	555
Roudière	191	190
Rougier et Fils	62 80	60
Sacer	455 50	450
SAFAA	260	280 10
Safic-Alcan	790	790
SAFT	1215	1200
Saga	178 80	179
St-Gobain C.I.	429	470 d
Salins du Midi	513	....
Santa-Fé	107 50	107 30
Satam	75	74
Savoisienne (M)	203 90	222 80 d
SCAC	465	465 o
Senelle Maubeuge	340	327
S.E.P. (M)	158 10	158 10
Sial	182	182
Siconal	304	298
Simin	245	245
Siph (Plant. Hévéas)	380	364 80 o
Sté Générale-CIP	250	248
Sofal financière	1650	1680
Sofical	801	835
Soffo	640	596 o
Soficomi	715	720
S.O.F.I.P. (M)	130	130
Sofragi	782	800
Souchon Autog.	320	330
Sovabail	620	620
S.P.I.	509	502
Suez (Fin. de)-CIP	176	175
Stemi	760	762
Taittinger	1651	1650
Testut-Aequitas	304	....
Tour Eiffel	340	336
Ufiner S.M.D.	510	510
U.A.P.	305	305
U.T.A.	980	966
Veuve Clicquot	3150	3150
Vicat	1130	....
Viniprix	1005	1005
Virax	121	119 50
Waterman S.A.	645	671
Brass. du Maroc	148	148

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	791	....
Akzo	301	....
Alcan Alum	165	156 10
Algemeine Bank	120	....
American Brands	280	286
Am. Petrofina	342	365
Arbed	180	....
Asturienne Mines	125	....
Banco de Santander	290	288
Bco Pop Espanol	425	423
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1901	2080
B. Régl. Internat.	47510	47510
Bc Lambert	483	485
Canadian-Pacific	101	100
CIR	20	20
Commerzbank	732	745
Dart. and Kraft	310	306
De Beers (port.)	53	....
Dow Chemical	492	490
Gén. Belgique	1280	1230
Gevaert	1180	....
Glaxo	110	....
Goodyear	330	330 c
Grace and Co	149	146
Gulf Canada Corp.	....	....
Honeywell Inc.	378 60	383 50
I. C. Industries	182	182
Johannesburg	705	705
Kubota	27 50	27 50
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	40 10	41 80
Mineral-Ressourc.	69 70	65
Nixdorf	1840	1870
Noranda	105	102 10
Olivetti	23 20	24
Pakhoed Holding	222	220
Pfizer Inc.	309	310
Procter Gamble	460	452
Ricoh Cy Ltd	51 60	....
Rolinco	247 50	248 40
Robeco	286 80	268 20
Rodamco	454	454
Saipem	9 50	9 50
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	206	207
Steel Cy of Can.	110	....
Squibb	379 90	389 20
Tenneco	238	....
Thorn EMI	61 60	60
Toray indust. inc	34 30	35 50
Vieille Montagne	980	....
Wagons-Lits	780	780
West Rand	13	14 40

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	282 d
Calciphos	157	160
C.E.M.	....	....
Cochery	150 10	....
Cogenhor	142	142
C. Occid. Forestière	190	185
Coparex	335	336
Dubois Inv. (Casto.)	598	598
Gachot	78 40	77 80
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	10 15	11 20
Nicolas	800	740
Révillon	330	330
Rorento N.V.	172 40	172 20
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	330	....
Sté Lecteurs du Monde	689	695
Ufimex	380	....
Union Brasseries	125	....

SICAV (sélection) 14/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	715 37	697 92
Action	195 37	190 14
Actions France	386 97	382 62
Action Invest.	338 46	323 11
Actions sélectionnées	513 29	494 74
Aedificandi	587 58	586 34
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1016 80	992
A.G.F. 5000	499 75	487 56
A.G.F. ECU	1095 75	1084 90
A.G.F. Interfonds	427 58	417 15
A.G.F. Invest	100 63	98 18
A.G.F. OBLIG.	1106	1100 50
A.G.F. Sécurité	10621 85	10621 85
Agfimo	570 04	556 14
Altefi	224 95	216 82
A.L.T.O.	194 93	187 88
Assur-Gan	4934 77	4711
America-Valor	670 87	640 45
Amplitude	498 56	474 32
Arbitrages court terme	5328 97	5318 32 ◆
Argonautes	342 94	332 15
Associc	1120 03	1120 03
Auracic	1392 32	1351 77
Axa Europe	116 96	111 66
Axa Investissements	101 95	97 33
Bred Associations	2528 35	2520 79
Bred International	80 63	79 05
Capital Plus	1758 63	1758 63
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptanstraite	105 15	102 09
Convertimmo	334 70	321 83
Cortal court terme	1302 44	1302 44
Cortal Intérêt trim.	1063 18	1042 84
Cortexa	851 80	813 17
Crédinter	479 45	465 49
Drouot-France	548	523 15
Drouot-Investiss.	883 28	843 24
Drouot-Sécurité	249 15	237 85
Drouot-Sélection	138 83	132 53
Ecocic	1141 57	1124 70
Ecureuil Privatisations	318 88	309 60
Energie	227 64	217 32
Epacic	2896 13	2893 24
Eparcourt Sicav	4256 54	4245 93
Epargne Associations	25471 75	25433 60
Epargne-Capital	7769 34	7692 42
Epargne-Croiss.	1373 26	1336 51
Epargne-Industr.	66 03	63 04
Epargne-Inter	584 95	569 29
Epargne J	52240 20	52240 20
Epargne Long-Terme	170 06	165 51
Epargne Monde	1031 63	1003 92
Epargne Première	12254 68	12254 68
Epargne-Oblig.	198 85	193 53
Epargne-Ouest	1088 59	1066 59
Epargne-Unie	1110 79	1070 64
Epargne-Valeur	397 38	386 74
Eparoblig	1253 16	1250 68 ◆
Epalion	1051 31	1040 90
Eurinvest Croissance	1103 97	1053 91
Eurinvest Rendement	1101 63	1051 68
Eurocic	8910 65	8778 97
Eurodyn	960 24	928 67
Euro-Gan	4213 57	4022 50
Extrême Orient Sicav	523 70	508 45
Finord Placement	63408 44	63218 78
Finord Valorisation	13789 43	13519 05
Fonsicav (div. par 10)	11210 11	11210 11
Foncival	238 27	227 47
France-Gan	5181 25	4946 30
France-Garantie	292 08	291 50
France-Investiss.	379 05	361 86
France-Net	127 62	126 38
France-Obligations	451 94	447 47
Francic	333 68	323 95 ◆
Francic Pierre	92 08	89 40
Francic Régions	920 52	893 71
Fructi-Associations	1386 46	1386 46
Fructi-Epargne	261 65	255 27
Fructicapi	317 39	312 70
Fructicourt	109489 76	109489 76
Fructidor	243 04	239 45
Fructifrance	659 11	643 03
Fructisam	232 65	226 98
Fructivar	85196 40	84883 94
Fructi ECU	584 43	575 84
Fructi-Première	11623 51	11451 73
Futuroblig	1094 09	1058 11
Gestilion	59959 86	59810 33
Gestion Sécuricourt	11010 97	10901 95
Gestion Associations	143 28	140 11
Gestion Mobilière	598 27	571 14
Haussmann Associat.	1256 02	1256 02
Haussmann court terme	1243 05	1243 05
Haussmann Epargne	1444 43	1444 43
Haussmann Europe	1994 89	1922 79
Haussmann France	816 36	786 85
Haussmann Obliconv.	1341 49	1280 66
Haussmann Obligation	1484 16	1430 52
Horizon	1039 68	1009 38
Interoblig.	12103 99	11638 45
Intersélect France	379 07	368 03
Intervaleurs Indust.	507 23	494 23
Invest. net	14465 93	14437 05 ◆
Invest. Obligataire	17856 42	17820 78 ◆
Japacic	175 56	170 45 ◆
Jeune épargne	237 30	233 79 ◆
Laffitte-Amérique	238 79	227 96
Laffitte Europe	233 90	223 29
Laffitte-Expansion	248 16	236 91
Laffitte-France	275 27	262 79
Laffitte-Immobilière	222 15	212 08
Laffitte-Japon	352 82	336 82
Laffitte-Oblig.	144 66	138 10
Laffitte-Rend.	212 68	203 02
Laffitte-Tokyo	349 74	333 88
Lion-Associations	11122 24	11122 24
Lion court terme	113786 56	113786 56
Lion-Institutionnels	22370 61	22314 82
Lionplus	760 68	743 25
Livret Bourse Investiss.	391 83	380 42
Livret portefeuille	597 84	580 43
Méditerranée	148 59	141 85
Minimax	26633 62	26633 62
Mondiale Investissem.	404 18	385 85
Monecic	5782 20	5782 20
Moneden	53165 59	53165 59
Moné J.	53788 42	53788 42
Mutuelle Unie Sél.	138 68	132 37
Natio-Assoc.	8456 46	8453 54
Natio-Epargne	14114 01	13974 27
Natio-Court terme	207495	207495
Natio-Immobilier	911 24	896 85
Natio-Inter.	1205 96	1173 67
Natio-Obligations	529 83	515 65
Natio-Patrimoine	1258 19	1224 52
Natio-Placements	63349 93	63349 93
Natio-Revenu	1043 82	1033 49
Natio-Sécurité	11186 77	11186 77
Natio-Valeurs	608 18	591 88
Nippon-Gan	5173 74	4939 13
Nord-Sud Développ.	1235 11	1232 64
Normat IF	12699 33	12450 32
Oblicic Régions	1085 48	1069 44
Obligations Convert.	389 26	371 61
Oblifion	1073 42	1062 79
Optimavalor	175 10	170 83
Orvalor	5281 45	5281 45
Paramérique	527 21	503 30
Pareurope	733 67	700 40
Paribas Croissance	554 72	532 11
Paribas Epargne	16191 90	16159 58
Paribas France	81 23	78 86
Paribas Opportunités	99 92	97 01
Paribas Patrimoine	497 44	477 18
Paribas Revenu	94 83	93 89
Parnasse-Valor	1083 27	1062 21
Patrimoine-Retraite	1695 96	1662 71
Parvalor	538 16	522 49
Phénix Placements	269 59	258 30
Pierre Investiss.	847 27	817 92
Placement A	807 81	807 81
Placement court-terme	74397 03	74397 03
Placement J	57382 89	57382 89
Placement Premier	56118 56	56118 56
Placements Rendement	10902 04	10902 04
Placements Sécurité	109201 03	109201 03
Plénitude	105 66	102 83
Première Obligations	10934 43	10912 60
Prévoyance Ecureuil	104 96	102 15
Priv'Association	21738 32	21738 32
Province Investiss.	418 39	399 42
Quartz	108 62	105 94
Quatre-quarts Retraite	......	......
Rentacic	161 52	159 13
Revenus Trimestriels	5535 16	5480 36
Revenu Vert	1157 05	1155 89
Rivoli Plus	1107 89	1057 65
St-Honoré Assoc.	13666 54	13598 55
St-Honoré Bio-aliment.	705 44	673 45
St-Honoré Pacifique	497 02	474 48
St-Honoré P.M.E.	409 21	390 65
St-Honoré Réel	11758 85	11712
St-Honoré Rendement	11876 42	11817 33
St-Honoré Services	451 36	434
St-Honoré Technol.	689 39	658 13
St-Honoré Valor	12528 19	12428 76
Sécuricic	11371 42	11380 06
Sécuri Taux	10360 13	10360 13
Sélection Croissance	474 14	460 33
Scandam (Cardam BP)	723 94	713 24
Sicav-Associations	1453 97	1451 79
S.F.I. fr. et étr.	579 71	582 83
Sicav 5000	309 04	300 77
S.I. Est	1184 57	1130 85
Sivafrance	472 93	460 27
Sivam	388 59	378 19
Siverente	212 09	209 99
Sivinter	395 51	384 92
S.N.I.	1120 04	1087 42
Sogepargne	351 19	338 50
Sogevar	954 15	910 88
Soginter	1252 20	1195 42
Soleil Investissement	461 20	440 29
Stratégie Actions	874 99	837 49
Stratégie Rendement	1098 39	1063 81
Technocic	1074 07	1042 79
Techno-Gan	5867 36	5410 37
Trilion	5232 90	5181 09 c
U.A.P. Investiss.	378 18	364 51
Uni-Associations	110 76	110 75
Unifrance	411 46	395 59
Unifoncier	1102 03	1062 20
Uni-Garantie	1292 29	1266 93
Unigestion	813 46	776 57
Uni-Régions	2364 19	2278 73
Unirente	2260 26	2185 94
Univar	180 18	180 18
Univers-Actions	1002 80	969 83
Univers-Obligations	1527 80	1477 37
Valorem	467 72	455 31
Valorg	1540 38	1538 84
Valeral	83934 78	82893 31

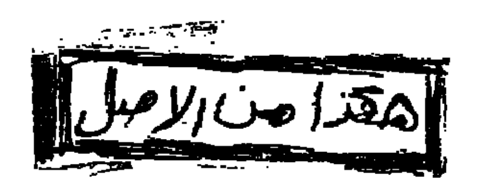
Cote des changes

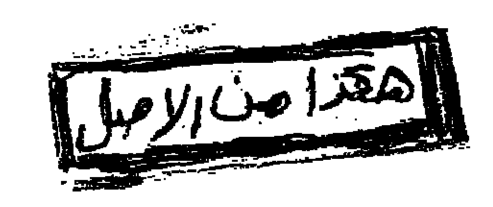
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 638	5 655	5 450	5 850
ECU	7 037	7 038	....	....
Allemagne (100 DM)	339 930	339 800	329 500	349 500
Belgique (100 F)	16 243	16 245	15 700	16 700
Pays-Bas (100 fl.)	302 390	302 590	293	313
Danemark (100 krd)	88 900	88 880	86	92
Norvège (100 k)	89 540	89 350	86	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 471	10 480	10 150	10 900
Grèce (100 drachmes)	4 242	4 243	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 599	4 592	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	412 340	411 280	400	422
Suède (100 krs)	95 500	95 560	92 500	98 500
Autriche (100 sch)	48 350	48 390	46 850	49 850
Espagne (100 pes.)	5 049	5 062	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 140	4 145	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 484	4 499	4 300	4 700
Japon (100 yens)	4 449	4 458	4 300	4 620

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/3
Or fin (kilo en barre)	80400	80750
Or fin (en lingot)	80600	80750
Pièce française (20 fr)	516	516
Pièce française (10 fr)	380	.....
Pièce suisse (20 fr)	536	544
Pièce latine (20 fr)	472	470
Souverain	593	589
Pièce de 20 dollars	3025	3020
Pièce de 10 dollars	1465	1480
Pièce de 5 dollars	840	.....
Pièce de 50 pesos	3195	3145
Pièce de 10 florins	485	481
Or Londres	441 90	442 25
Or Zurich	441 50	442 50
Or Hongkong	442 26	441 95
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu





Le Monde

Avec un rendement supérieur à 8 %

Remontée des taux à court terme à Paris

Les taux d'intérêt se sont tendus lors de l'adjudication de bons du Trésor, le lundi 14 mars, qui, sur des échéances de treize semaines à un an, ont vu leurs rendements augmenter de 0,60 %, un peu au-dessus de 8 %.

Cette tension, observée également sur les taux à long terme des obligations et sur les cours du MATIF, reflète l'inquiétude qu'a soulevée, à la fin de la semaine dernière, l'accès de faiblesse du franc, entré en période pré-électorale.

Les opérateurs redoutent que la Banque de France soit amenée à relever son taux d'intervention pour défendre le franc, comme elle l'avait fait au début de novembre dernier. Il est vrai qu'aujourd'hui la situation s'est améliorée, à la fois sur le front des prix intérieurs et sur celui du commerce extérieur.

MM. Chirac et Barre et le candidat de gauche privés du soutien d'Isabelle Adjani

Isabelle Adjani a protesté, lundi 14 mars, sur TF 1, contre l'utilisation de son nom dans les encarts publicitaires de soutien à M. Jacques Chirac. Interrogée par téléphone au cours du journal télévisé de 20 heures, la comédienne, qui ne souhaite pas s'engager dans la campagne électorale, a « *regretté qu'une phrase* (relative au premier ministre) *dite il y a deux ans ait été sortie de son contexte et utilisée* ».

Isabelle Adjani a pris ses distances avec le candidat du RPR qui, le 10 mars, à Marseille, avait affirmé qu'il peut « *comprendre* » le racisme sans toutefois l'« *admettre* ». Pour elle, si on le comprend, c'est pour « *mieux le combattre* ».

Isabelle Adjani a souhaité que ses déclarations ne soient récupérées « *ni par M. Barre ni par le futur candidat de gauche, que je soupçonne fort*, a-t-elle ajouté, *d'être Louis XIV ou Greta Garbo* ».

EN BREF

● **Pêche : nouvelle rencontre franco-canadienne.** — Les négociateurs français et canadiens se rencontreront les 17 et 18 mars, à Londres, pour tenter de débloquer le contentieux sur la pêche entre les deux pays. Ce dernier concerne à la fois la délimitation des eaux territoriales autour de Saint-Pierre-et-Miquelon et Terre-Neuve et les quotas de poissons que pourront capturer les pêcheurs de l'archipel français (et éventuellement les chalutiers de métropole) dans les eaux canadiennes.

● **Grève chez Chausson à Meudon : le tribunal renvoie à la négociation.** — Appelé à se prononcer, le président du tribunal des référés de Nanterre (Hauts-de-Seine) a renvoyé dos à dos, le 14 mars, la direction de l'usine et les grévistes de l'usine Chausson de Meudon. Poursuivis pour « *entrave à la liberté du travail* », les syndicats sont priés de ne pas gêner la circulation des hommes et des pièces dans les usines occupées de Meudon et de Gennevilliers. Mais le jugement confirme aussi le rôle du médiateur, nommé le 26 février, pour les conflits dans ces deux usines. L'ordonnance décide en outre de « *renvoyer les deux parties à la négociation sur les causes réelles du conflit* », d'origine salariale (*le Monde* du 12 mars). Selon un recensement de la direction la liste des non-grévistes, à Meudon, a recueilli cent douze signatures, dont trente-sept ouvrières, pour un effectif de quatre cent cinquante personnes.

● **Exécution en Floride.** — Willie Jasper Darden, le condamné à mort « *exemplaire* », dont l'exécution a été reportée six fois en quatorze ans, a été exécuté, mardi 15 mars, sur la chaise électrique. — *(AP.)*

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1988 a été tiré à 544 477 exemplaires

Pour la première fois de son histoire

La Chambre syndicale des agents de change suspend une charge pour carences dans la gestion

Quelques heures après la présentation du rapport Deguern insistant sur la nécessité de renforcer la sécurité des marchés financiers (*le Monde* du 15 mars), la Chambre syndicale des agents de change créait la stupeur, le lundi 14 mars, en décidant, pour la première fois de son histoire, de suspendre provisoirement les activités d'une société de Bourse (nouvelle appellation d'une charge d'agent de change) sur tous les marchés, ainsi que celles de son président. Cette décision concernant M. Baudouin, intervient après une enquête qui « *a constaté de graves carences dans la gestion et dans la surveillance de cette société* ».

Un administrateur judiciaire, M. Albert Chassagnon, a été nommé par le président du tribunal de commerce « *afin de préserver le devenir de cette société de Bourse* ». Au cours de leurs investigations, les autorités du marché ont également relevé « *de graves irrégularités dans l'activité de la société de remisier IPGF, titulaire d'un compte auprès de la société Louis Baudouin* ». Elles ont demandé au parquet le retrait de la carte de remisier dont est titulaire M. Royer, dirigeant d'IPGF.

Après le krach

Les problèmes de la société Baudouin étaient évoqués ouvertement par de nombreux professionnels depuis plusieurs semaines. M. Louis Baudouin, soixante-treize ans, l'un des plus vieux agents de change en exercice, admis à la corbeille en 1959, avait des problèmes de santé, et la gestion de la société aurait été en réalité assurée par sa femme.

Cette petite charge, comme quelques autres, a surtout subi de plein fouet la crise d'octobre à laquelle sa structure familiale et fermée ne l'avait pas préparée. « *La mauvaise gestion en phase prospère, cela ne se remarque pas* », constate avec aigreur un banquier qui redoute que d'autres sociétés ne soient dans le même cas.

Le krach du 19 octobre est intervenu alors que ces sociétés de Bourse venaient de découvrir avec euphorie de nouveaux marchés comme le MATIF (pour les instruments financiers) et le MONEP (pour les options sur actions) dont plusieurs n'avaient pas assez apprécié les risques. Pour pouvoir y opérer, il faut avant tout disposer de fonds propres, suffisants, ce qu'avaient sous-estimé les charges. L'une d'entre elles, Ferri, avait déjà dû jeter l'éponge dès le mois de novembre et être reprise en catastrophe par le Crédit foncier.

Face à ces difficultés, Baudouin avait dans un premier temps tenté de se rapprocher d'une banque koweïtienne, KFTIC, d'un broker américain, puis d'un établissement financier français. Mais l'ampleur des pertes serait telle que les candidats sollicités, devant l'imprécision des comptes, auraient préféré décliner l'offre, même pour le franc symbolique. Le déficit dépasserait en effet de beaucoup les 4 millions annoncés pour 1987, la société ayant réalisé 116 millions de chiffre d'affaires en 1987.

Pratiques surprenantes

Cette affaire révèle une nouvelle fois les pratiques surprenantes d'un certain nombre d'intermédiaires financiers, les remisiers, déjà épinglés avec le scandale de la COGEMA-Buisson. Il apparaît que les autorités boursières n'ont aucun moyen de sanction contre ces « *personnes autres que les banques qui font profession d'apporter des affaires aux agents de change sans leur être liés par un contrat de travail* », comme les définit la loi de 1972. Les textes restent flous sur les sanctions possibles en cas de délit. Seule la carte d'auxiliaire de Bourse peut leur être retirée sur demande du procureur. Or ces cartes sont simplement délivrées sur présentation d'une carte d'identité, et la Chambre syndicale, jusqu'à une date récente, leur délivrait un numéro sans même l'enregistrer...

« *Où s'arrêtera le jeu de massacre ?* » se demandait, le lundi 14 mars, un agent de change, qui ajoutait : « *Cela commence à ternir l'image de la place parisienne à l'étranger, même si les autres places ont connu les mêmes difficultés...* » Si la plupart des opérateurs approuvent ces opérations de moralisation entreprises par les autorités du marché, certains se demandent toutefois ce qui a poussé la Chambre syndicale à sortir de sa réserve traditionnelle.

Encore tout récemment, au début du mois de mars, elle n'avait pas brillé par la transparence dans son avis sur les opérations effectuées par deux charges d'agent de change, Puget et Boscher, accusées par la Commission des opérations de Bourse de ne pas avoir respecté leur rôle de neutralité dans des achats de titres. Officiellement, la Chambre syndicale avait désapprouvé le jugement de la COB.

En fait, elle lui avait donné raison en infligeant des amendes aux deux charges. Sans doute dans le cas de Baudouin la Chambre syndicale tenait-elle à réaffirmer son autorité, très controversée. Elle devait surtout stopper les pertes de cette société que le fonds de garantie qu'elle gère devra couvrir...

DOMINIQUE GALLOIS.

La tension entre la Chine et le Vietnam

Incident naval au large des îles Spratleys

PÉKIN
de notre correspondant

Les gesticulations navales de la Chine et du Vietnam en mer de Chine méridionale ont abouti, comme on s'y attendait, à un premier incident armé entre les deux flottes, lundi 14 mars. Les ministères des affaires étrangères des deux pays se sont adressé, le même jour, des protestations énergiques en s'accusant mutuellement de « *provocations armées* » dans les eaux de l'archipel des Spratleys (*le Monde* du 3 mars).

Leurs textes ne diffèrent guère que sur le point de savoir qui a tiré la première salve. Selon la Chine, ses bateaux de guerre ont dû « *contre-attaquer en autodéfense* » (les termes mêmes employés par Pékin en 1979 pour justifier son invasion des provinces vietnamiennes frontalières) après que des vaisseaux vietnamiens eurent ouvert le feu sur eux tandis qu'ils se livraient à « *des activités normales de reconnaissance, d'études et de patrouille* » dans les parages. Selon Hanoï, c'est le contraire : les Chinois ont tiré sur deux bateaux de transport de la marine vietnamienne, qui ont riposté.

Et chacun de réaffirmer sa souveraineté sur les Spratleys en réclamant le départ immédiat des forces de l'adversaire. Ni les uns ni les autres ne faisant état de victimes, on est conduit à penser que l'incident a pris la forme de quelques coups de canon plus symbolique que dévastateurs.

Selon Hanoï, la marine chinoise aurait envoyé aux Spratleys, depuis le début de l'année, une quinzaine de navires et un millier d'hommes, qui auraient pris pied sur deux îlot. Des indiscrétions d'origine officielle chinoise font état de quatre ou cinq navires, et d'un seul îlot, dénommé Yongshu, passé sous le contrôle de Pékin. Le Vietnam, qui maintenait des troupes sur une dizaine d'îles, aurait récemment pris pied sur cinq ou six îlots supplémentaires.

Le plus ennuyé par cette affaire pourrait bien être un troisième protagoniste : Moscou. Au moment où l'URSS impose à son protégé afghan une solution qui est loin d'être à l'avantage de Kaboul, le Vietnam et la Chine ont tous deux leurs raisons de vouloir tester la solidité des liens militaires entre Hanoï et Moscou.

Il est encore trop tôt pour prédire une escalade aux Spratleys. Mais il faudrait à l'aviation vietnamienne l'apport logistique des instruments de détection soviétiques installés à Cam-Ranh pour s'en prendre à des embarcations chinoises avec suffisamment de précision et de rapidité pour que l'avertissement ait quelque valeur. La Chine, elle, ne paraît nullement avoir l'intention de retirer sa marine pour le moment.

FRANCIS DERON.

A B C D E F G

Sur le vif

C'est ça ou rien

C'est franchement grotesque, ces miettes de promesses électorales éparpillées en racolant d'un claquement de langue, petit, petit, petit, les poulettes et leurs poussins : tiens, attrape un peu de blé, picore, avale, et oublie pas que c'est au père Jacquot que tu dois ça. Côté socialo, pareil. Les apparatchiks à mon Mimi se sont doctement penchés, au cours du dernier week-end, sur les droits de la femme. Pas question de salaire maternel : c'est démago, c'est réac, c'est caca. Alors quoi ? Le bon vieux congé parental des familles.

Non mais, vous vous foutez de nous, ou quoi ? Enfin, rappelez-vous ce récent sondage : 92 % des gamines ont l'intention de bosser quand elles seront grandes. Le moyen ? Il n'y en qu'un : des crè-ches ! Des crèches comme il y a des maternelles et des communales. Des crèches où déposer en toute sécurité, en toute commodité, en toute égalité des chances et des sexes, son gosse pendant les heures de travail.

Dire qu'aux temps héroïques du MLF on n'avait que ce mot à la bouche, le mot d'ordre, le mot clé de notre libération. Un quart de siècle après, ici, il est resté lettre morte. Aux Etats-Unis, ça y est, elles se sont enfin réveillées, les copines. Elles ont cravaté les candidats à la Maison Blanche et elles les ont obligés à se pencher — six homme et un couffin — sur leurs chauffe-biberons et leurs tables à langer. C'est le thème majeur de la campagne, ils le disaient l'autre jour encore au journal de la CBS. Ah ! Tu veux devenir le mec le plus puissant du monde ? OK, d'accord, mais à une condition : des crèches !

Vous me direz, allez calme-toi, t'as qu'à mobiliser ton amie Zaza, ramasser ton barda de brave petit soldat et repartir en guerre pour ça : des crè-ches ! Ah non ! Moi, c'est marre. J'ai déjà donné. A vous de jouer, maintenant, les filles. Si vous êtes assez sottes pour fabriquer des enfants, et en assurer seules le service après-vente en échange d'un SMIC ou d'un congé de deux ans sans solde, croyez-moi, vous le regretterez. Pas de crèche, pas de gosse. Ou pas de job. La politique, c'est ça : un choix.

CLAUDE SARRAUTE.

Ecroué aux Baumettes

Un militant du Front national se plaint d'avoir été agressé par des codétenus maghrébins

Deux députés du Front national, MM. Jean Roussel et Pascal Arrighi, ont envoyé un télégramme au garde des sceaux, lui demandant de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de M. André Lambert, responsable fédéral du Front national à Marseille, actuellement détenu aux Baumettes. Inculpé de violences avec arme et écroué le 10 mars (*le Monde* du 12 mars) après avoir tiré au pistolet à grenaille sur un jeune homme qui s'attardait — en compagnie d'un Maghrébin — devant son bar du Vieux Port, M. Lambert affirme avoir été roué de coups par des codétenus maghrébins, le samedi 12 mars.

Selon son avocat, Me Jean Roussel, qui a porté plainte au nom de son client pour coups et blessures, M. Lambert partageait sa cellule avec « *deux Européens et tout se passait très bien. Mais au cours de la promenade, il a été agressé par un groupe de vingt à trente Maghrébins. Il est roué de coups et n'a dû son salut qu'à l'intervention des gardiens* ». « *C'est chaque fois la même chose, aux Baumettes, qui sont aux mains des Maghrébins. Ceux-ci y font la loi et dès qu'un détenu est connu pour ses sentiments nationaux, il fait l'objet de sévices de la part des Maghrébins.* »

M. Lambert, après avoir reçu des soins, a regagné sa cellule. Il aurait un bleu important sur la cuisse gauche, aurait été frappé au front et se plaint d'une brûlure de cigarette sur la joue gauche. Le parquet de Marseille, qui a ouvert une enquête, a ordonné une expertise médicale.

Selon l'administration pénitentiaire, aucun Maghrébin ne se trouvait parmi les détenus qui ont agressé M. Lambert.

